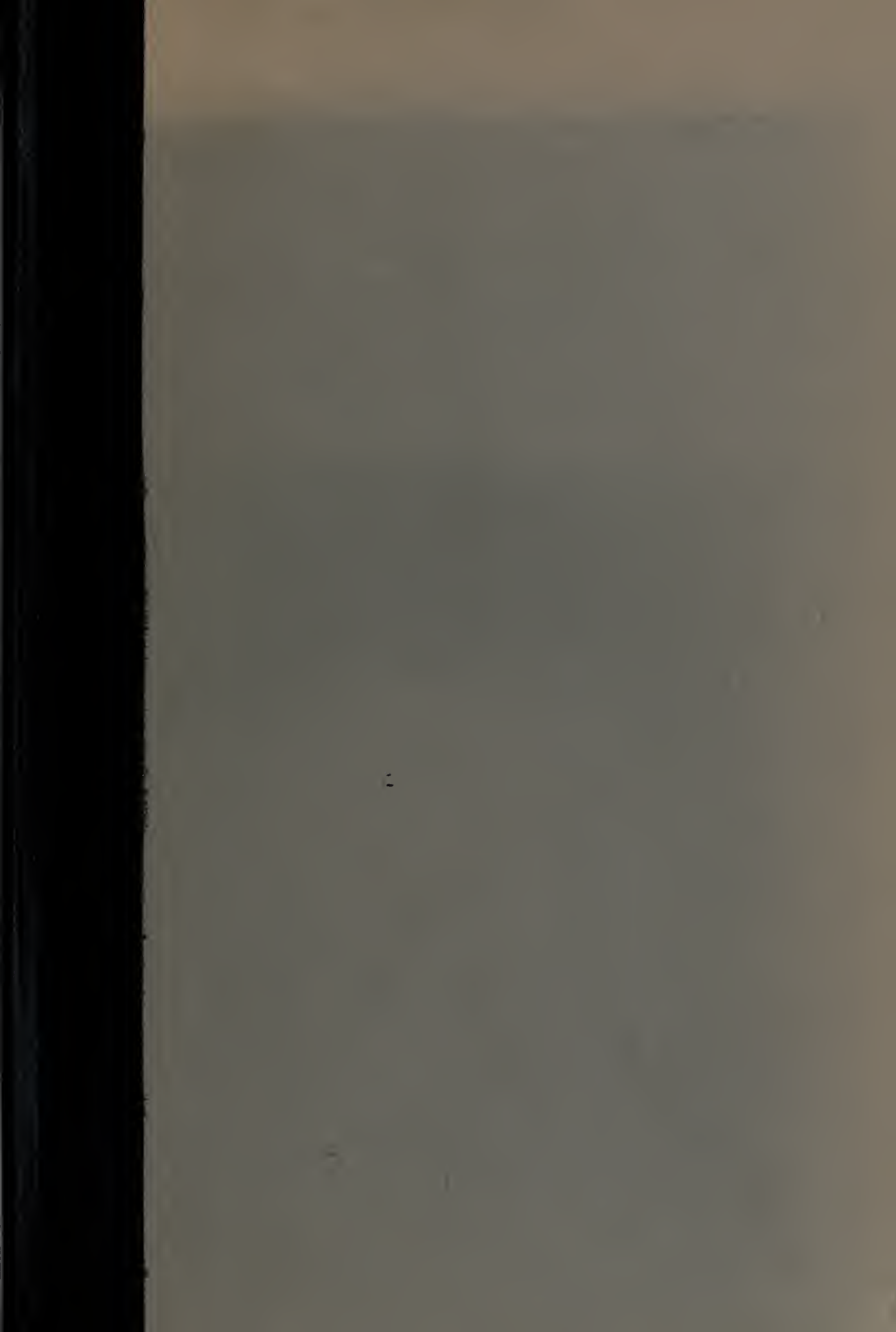
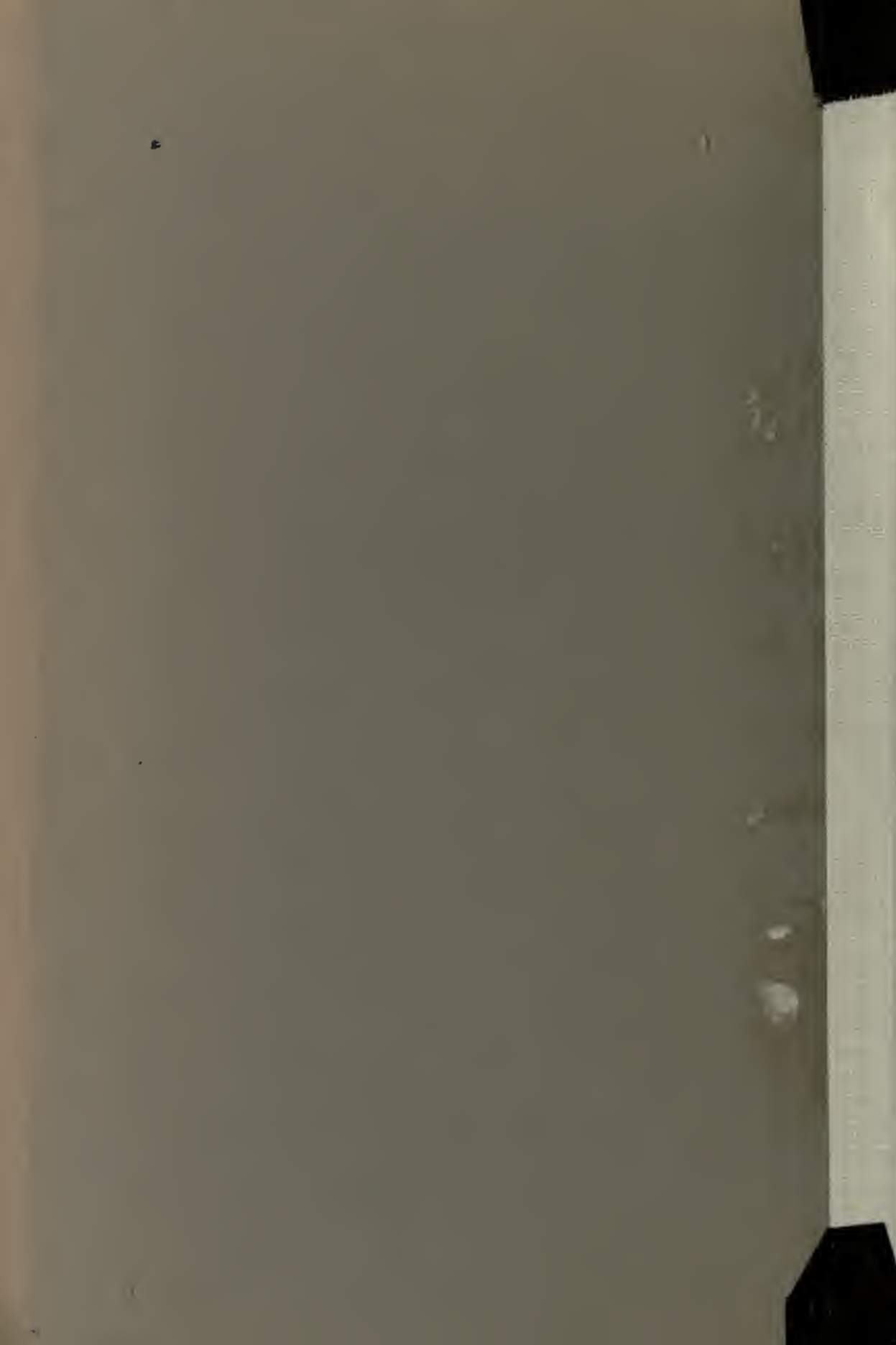
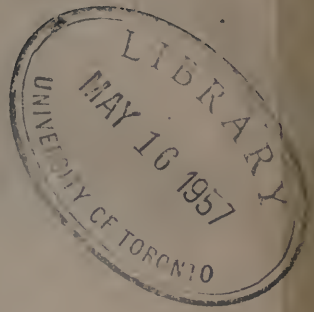








BULLETIN

(DE-LA)

SOCIÉTÉ POLYMATHIQUE

DU MORBIHAN , Vannes

1907

THE
LIFE OF
JOHN G. WHITTIER

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ POLYMATHIQUE

DU

MORBIHAN, Vannes

ANNÉE 1907

VANNES

IMPRIMERIE GALLES, RUE DE L'HOTEL-DE-VILLE

1907

LIBRARY

751290

UNIVERSITY OF TORONTO

DC

611

M83/S66

1907

ALLOCUTION

DE

M. MORIO

EN PRENANT LE FAUTEUIL DE LA PRÉSIDENTENCE

MESSIEURS,

En prenant pour la première fois, il y a huit ans, la présidence de la Société polymathique que vous m'aviez si gracieusement offerte, je vous disais tout le charme que je goûtais à nos réunions mensuelles. Loin de s'amoinrir, cette impression s'est continuée, s'est accrue encore, et c'est avec un empressement marqué que je me rends dans cette salle ; c'est avec une satisfaction réelle que j'assiste à vos séances.

Des vides se sont creusés dans nos rangs au cours de cette longue période et chaque année le collègue qui descend du fauteuil présidentiel rend un hommage ému à la mémoire des aînés qui s'en vont. Puis, de jeunes hommes viennent grossir notre phalange, lui infuser un sang généreux, encourager vos efforts et applaudir à vos travaux. C'est que vous exercez, Messieurs, une attraction puissante sur la jeunesse studieuse par la continuité de vos labeurs et par la haute valeur de vos œuvres.

Je ne puis, Messieurs, que vous exprimer ma profonde gratitude pour le grand honneur que vous m'avez conféré en m'appelant pour la deuxième fois à la présidence de la Société. Je sais par expérience que mes fonctions seront rendues faciles et agréables par le concours de tous les membres du bureau, à qui je demande de vouloir bien me continuer leur collaboration active et donner, comme par le passé, l'exemple d'une assiduité continue.

M. Ducourtioux, mon honorable prédécesseur, vous a exposé le bilan de sa présidence ; mais ce qu'il ne vous a pas dit, c'est qu'il a dirigé nos séances avec une parfaite courtoisie, attentif aux moindres détails de l'ordre du jour, en même

temps qu'il s'occupait activement de notre bibliothèque, de la publication du Bulletin et de toutes les questions administratives de la Société.

Nous devons aussi à l'honorable collègue qui me remet la présidence un recrutement exceptionnel qui marquera dans nos annales. Nous ne pouvons attribuer cet éclatant succès qu'à sa personnalité si sympathique, à sa dévorante activité, au zèle exubérant qu'il témoigne en toute circonstance pour tout ce qui touche aux intérêts bien compris de la Société polymathique.

Si nous sommes reconnaissants à M. Aveneau de la Gracière d'avoir contribué à fixer le choix de la Société préhistorique de France sur notre pays pour y tenir en 1906 son deuxième congrès, c'est assurément à M. Ducourtieux que revient tout le mérite de l'organisation locale. Nous l'avons vu à l'œuvre de très près et nulle difficulté pour lui n'a été insurmontable. Par son intervention active, par la cordialité de ses relations, par sa valeur personnelle, il a tout mené à bien et a su conquérir les sympathies du congrès au grand profit de notre Société.

Je remercie tous nos collègues qui m'ont prêté à cette occasion le concours le plus intelligent, le plus dévoué, et m'ont rendu si facile la mission de recevoir le congrès au nom de la Société polymathique. Son renom s'en est accru, ses collections présentées par nos savants conservateurs ont été admirées et convoitées, et ses travaux antérieurs mis à profit au cours des excursions du congrès.

Vous venez, Messieurs, d'acclamer à la vice-présidence de notre compagnie M. le chanoine Le Mené, doyen du chapitre, l'infatigable et consciencieux historien du diocèse de Vannes que l'on peut appeler l'inépuisable pourvoyeur du Bulletin.

C'est une marque de haute estime, de respect et d'affectueuse reconnaissance que nous avons tenu à vous donner, mon cher collègue et ami, pour votre caractère élevé, pour votre constante collaboration aux travaux de la Société polymathique.

Vous nous avez dit, avec une simplicité touchante, vos appréhensions pour l'avenir. Nous avons passé outre et nous faisons des vœux bien sincères pour que l'âge vous épargne ses rigueurs et que de longues années encore vous retiennent au milieu de ceux qui vous connaissent, vous apprécient et vous aiment.

CHATEAU DE LA ROCHE-PÉRIOU

On nous a exhibé dernièrement quelques objets trouvés à la Roche-Périou, lors de l'établissement du chemin de fer départemental qui dessert le Faouët. Cette exhibition m'a donné la pensée de dire un mot sur l'histoire de cette localité ; je m'y suis porté d'autant plus volontiers que jusqu'à ce jour notre *Bulletin* a gardé le plus rigoureux silence à son sujet.

La Roche-Périou est située à l'extrémité sud-ouest de la paroisse de Priziac, au confluent de l'Ellé et du Pont-Rouge, dans une sorte de boucle ou de presque île formée par ces deux rivières. Le sol, en partant de chacun de ces cours d'eau, s'élève graduellement et finit par former deux chaînes de collines, qui se dirigent, l'une vers le nord le long de l'Ellé, l'autre vers l'est, le long du Pont-Rouge. Leur point de jonction est couronné d'un monticule qui a servi de base à un château du moyen âge.

Ce château a reçu le nom de la Roche-Périou ; la première partie de son nom vient du mamelon rocheux qui le porte, et la seconde, du nom du fondateur.

Qu'était ce Périou ? — C'était l'un des fils de Bénédic, comte de Cornouailles, qui renonça à tous ses titres en 1021. Alain Canhiart, le fils aîné, recueillit le comté de Cornouailles ; Orscand, le second fils, devint évêque de Quimper ; Périou, le plus jeune des enfants, vint chercher fortune à l'extrémité du territoire, sur les bords de l'Ellé. Ayant remarqué la localité qui nous occupe, la force de sa position et la facilité de sa défense, il résolut d'y construire son château.

Le fondateur, vivant au XI^e siècle, a dû suivre les usages de son temps, pour l'établissement de son donjon. Or, nous

dit M. de Caumont, dont personne ne contestera la compétence, « les donjons assis sur des terres rapportées, — ou sur des mamelons naturels, au XI^e siècle, — ont presque toujours été en *bois*, — ce qui explique pourquoi on trouve souvent des emplacements de châteaux considérables, sur lesquels il n'existe plus aucun vestige de constructions. » (*Abécéd.* p. 301.)

Toutefois quelques donjons étaient, par exception, construits en pierre ; on peut citer comme types ceux de Loches, de Beaugency-sur-Loire, de la Pommeraye, etc... La forme de ces donjons était constamment celle d'une tour carrée, soit régulière, soit allongée, avec des contreforts aux angles et aux côtés ; pas de tours rondes : celles-ci sont d'une date postérieure.

A la Roche-Périou, la tranchée faite dans la colline pour l'établissement de la voie ferrée, n'a rencontré aucune tour carrée en pierre. Il en faut donc conclure que le château primitif, bâti peu après l'an 1021, était en bois, suivant l'observation générale faite par M. de Caumont.

Outre le donjon, qui était la pièce principale du château, il y avait nécessairement des édifices accessoires, des granges, des écuries... ; il y avait probablement, du côté de l'est, un rempart en terre, surmonté d'une palissade en bois ; il y avait au nord et à l'ouest le cours de l'Ellé, et au sud la rivière du Pont-Rouge, et il est à croire que ces cours d'eau étaient aussi garnis de palissades. L'enceinte du château était assez vaste pour donner asile, en cas d'alerte, à toute la population du voisinage.

Les châteaux en bois étaient d'une construction rapide et économique, mais ils avaient l'inconvénient de se détériorer assez vite dans un climat humide, et surtout ils couraient le danger de périr avec tout leur mobilier dans un incendie ; or les chances d'un incendie étaient nombreuses, si l'on tient compte des imprudences des habitants et des attaques des ennemis du dehors. C'est ainsi que la fameuse tapisserie de Bayeux nous représente le château de Dinan construit en bois, et des assaillants qui s'efforcent d'y mettre le feu au moyen de torches fixées à de longues perches.

Pour obvier à tous ces dangers, on revint au commencement du XIII^e siècle au vieux système romain, c'est-à-dire aux murs en maçonnerie et aux tours rondes. Nous en avons la preuve à la Roche-Périou. Les fouilles ont mis à jour quelques pierres de taille, provenant de portes ou de fenêtres en plein cintre. Or le style roman ou plein cintre a cessé chez nous dans la première moitié du XIII^e siècle ; par conséquent la construction dont on a retrouvé les débris n'est pas postérieure à cette époque. — D'un autre côté, l'édifice dont on a retrouvé les fondements était une tour *ronde*, et M. de Caumont montre, par son texte et par ses dessins, que les tours rondes, imitées des Romains, ont été ressuscitées au XIII^e siècle. De toutes ces circonstances, il résulte que le donjon remis au jour à la Roche-Périou est du commencement du XIII^e siècle.

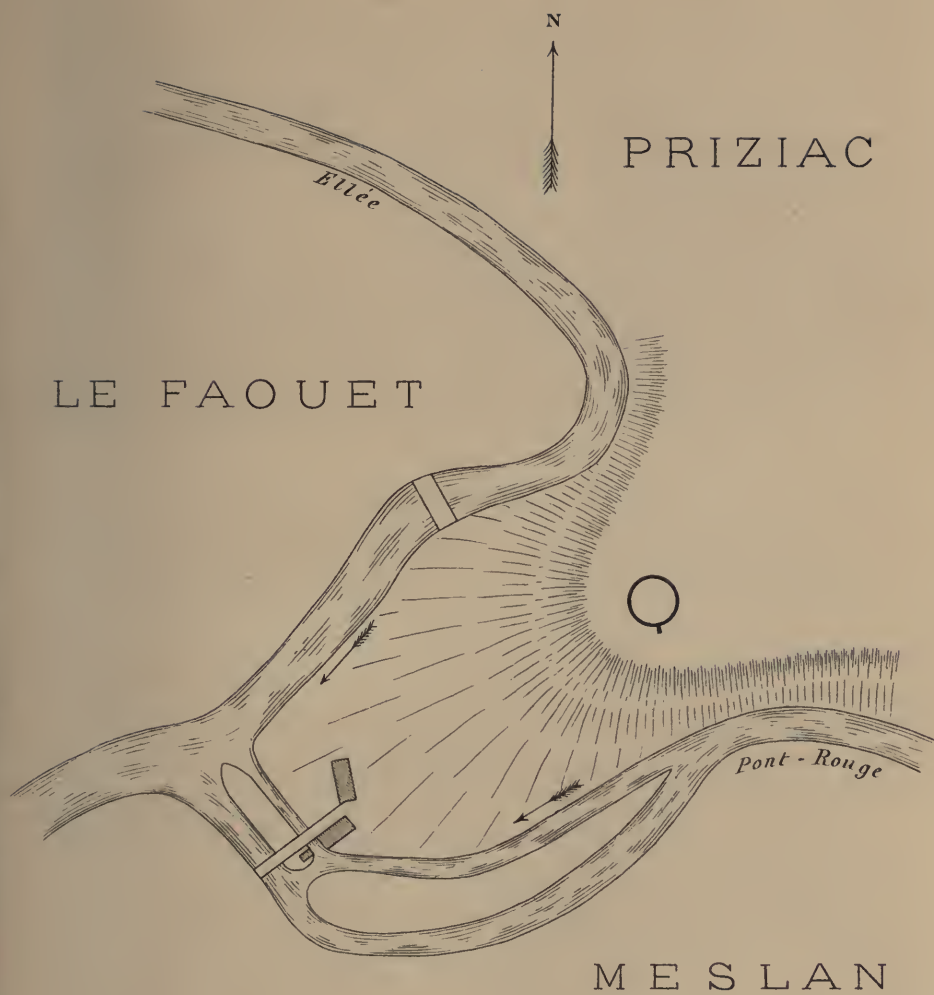
Ce château a pu être l'œuvre de la famille de Beaumer, qui portait : *d'argent au chef de sable*. Les Beaumer possédaient, dès le XIII^e siècle, non seulement la Roche-Périou, mais encore Guémené-Guégant, par suite du mariage de Robert de Beaumer en 1251 avec Mathilde de Rohan-Guémené. En 1280, Ranoulf de Beaumer, chanoine et trésorier de Reims, écrivit au ~~duc de Bretagne~~ Jean I^{er}, pour lui notifier qu'en sa qualité d'ainé, il avait cédé les fiefs de la Roche-Périou et de Guémené, avec toutes leurs dépendances, à son frère puîné, Thomas de Beaumer, et qu'il le priait de recevoir son hommage pour toutes ces terres. (*La Borderie, Recueil, p. 229.*)

Lorsque s'ouvrit la guerre de Succession en 1341, ces domaines appartenaient toujours aux Beaumer. La Roche-Périou a même joué un rôle dans la lutte. En 1342, Gautier de Mauny, partisan de Jean de Montfort, sortit d'Hennebont avec une petite troupe, pour battre la campagne. En passant près de la Roche-Périou, qui tenait pour Charles de Blois, il eut envie de l'attaquer. Gérard de Malin, qui était dans la place avec une petite garnison, se défendit avec courage. L'assaut fut vif et périlleux. Jean Le Bouteiller et Mathieu du Fresnay entre autres chevaliers y furent dangereusement blessés de coups de grosses pierres reçus à la tête, et il fallut les apporter au bas de la montagne et les coucher dans un pré, pendant que la lutte continuait. (*Froissart.*)

Gérard de Malin avait un frère du nom de René, qui était capitaine du Faouët, également pour le compte de Charles de Blois. René, ayant appris le danger où était son frère, partit du Faouët avec quarante hommes d'armes, pour lui porter secours. Il trouva dans le pré les deux chevaliers blessés et un certain nombre de valets. Il les fit tous prisonniers et, sans avoir été vu des assaillants, il les emmena vers le Faouët. A mi-chemin, il remit en liberté les valets, et quelques-uns de ceux-ci revinrent en toute hâte à la Roche-Périou, pour annoncer l'enlèvement des blessés. Aussitôt, Gautier de Mauny fit cesser l'attaque, pour courir après les ravisseurs. Mais il arriva trop tard ; les prisonniers étaient en cage, et le château était trop fort et trop bien gardé pour être enlevé d'un coup de main. Le lendemain, des renforts, recrutés par le capitaine de la Roche-Périou, se mettaient en marche pour secourir le Faouët, et Mauny, craignant d'être enveloppé par des forces supérieures, reprit la route d'Hennebont.

Après la guerre, tout rentra dans l'ordre, et les Beaumer reprirent la jouissance exclusive de leurs châteaux de la Roche-Périou, de Guémené et de leurs dépendances. Cependant la famille seigneuriale était alors sur le point de s'éteindre : elle n'était plus représentée que par les deux filles de Thomas de Beaumer, savoir : l'aînée, Jeanne, mariée à Jean de Longueval, et la cadette, mariée au sieur de Noyère.

Dans ces conditions, Jean I^{er}, vicomte de Rohan, désireux de rentrer en possession du domaine de Guémené, qui avait appartenu jadis à sa famille, proposa au seigneur et à la dame de Longueval de racheter ce fief et même celui de la Roche-Périou. La proposition fut acceptée, et le contrat fut passé devant la cour de Rennes, le mardi 26 mai 1377. Moyennant la somme de 3.400 livres, les vendeurs cédèrent au vicomte tous leurs droits sur les châteaux de Guémené et de la Roche-Périou, et tous les avantages qu'ils possédaient dans les paroisses de Priziac, Saint-Tugdual, Ploërdut, Langoëlan, Lescoët, Silfiac, Séglien, Locmalo, Persquen et Lignol. (*D. Morice. Pr. II. 176.*)



10 20 30 40 50 100 150 200 M.

LA ROCHE-PÉRIOU

Le paiement se fit cinq jours après, et le reçu est ainsi libellé : « Sachent tous que je Jehan, sire de Longueval, ay aujourd'hui eu et receu de noble homme Monsieur le Vicomte de Rohan, par la main de Jehan du Feu, son procureur, la somme de trois mille et quatre cent francs d'or, en bon or de compte et de poys, pour cause de la vendicion des chasteaux et chastelainies et terrouers de Guémenet-Guingant et de la Roche-Perriou, o leur appartenances, les quelles chouses étoient le droit et le héritage de dame Jehanne de Beaumer, ma femme épouse, fille et principal heir de Monsieur Thomas de Beaumer ; et de la dite somme de trois mil quatre cent francs ay quitté et quitte le dit M. le Vicomte... Donné témoin mon scel, le darrein jour du moys de may l'an 1377. » (*D. Morice. Pr. II. 178.*)

Le vicomte Jean de Rohan donna la seigneurie de Guémené, avec toutes ses dépendances, à son fils Charles, issu d'un second mariage. Celui-ci fit souche et transmit ses biens à ses descendants. La famille ayant fixé son séjour habituel au château de Guémené, il en résulta que la Roche-Périou fut négligée et tomba peu à peu en ruine. En 1575, c'est-à-dire deux siècles après l'acquisition, Louis VI de Rohan-Guémené, rendant aveu au roi, mentionne « l'emplacement de l'ancienne forteresse de la Roche-Périou. » — Ainsi, à cette époque, l'antique château était ruiné, et il ne restait que les fondements des murs. Ces ruines sont restées dans le même état jusqu'à nos jours. Ce n'est qu'en coupant l'extrémité de la montagne, pour l'établissement du chemin de fer départemental, qu'on a mis à nu la base d'une grosse tour ronde, telle qu'elle est figurée dans le plan ci-joint.

En déplaçant les terres, on a trouvé divers objets, et notamment des gros boulets de pierre, comme on en avait au XIV^e siècle, un fer à cheval, une belle marmite en cuivre à pieds en bronze, un petit vase en terre, ayant la forme d'un barillet, avec un goulot et deux anses sur le côté.

Jh-M. LE MENÉ.



CORDELIÈRES D'AURAY

I. ÉTABLISSEMENT

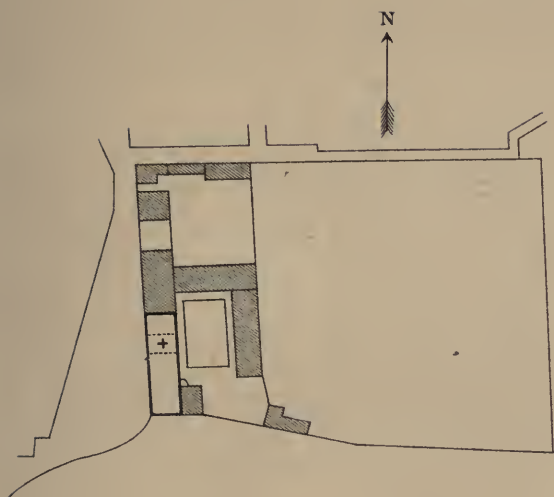
Les *Cordelières* reconnaissent saint François d'Assise et sainte Claire pour leurs fondateurs. Elles portent, comme les Frères Mineurs, une robe brune avec un cordon blanc, et se couvrent la tête d'un voile noir.

La règle de sainte Claire étant très austère, et n'admettant que des aumônes pour la subsistance des couvents, le pape Urbain IV (1261-1265) adoucit cette disposition et permit aux monastères de posséder des biens-fonds. Les religieuses qui voulurent conserver l'étroite pauvreté furent appelées *Clarisses*; celles qui acceptèrent la concession du pape furent nommées *Urbanistes* et plus souvent *Cordelières*. Celles-ci avaient la clôture et la vie contemplative, comme les autres, et de plus les écoles de filles.

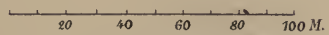
Ce but pratique les fit désirer à Auray. On lit dans le registre des délibérations de la communauté de ville, au 14^e jour d'avril 1632 : « Les habitans délibérant sur ce qui leur a esté proposé par quelques personnes de qualité, que les sœurs de saint François de Nantes désirent s'établir en ceste ville, ont chargé Messieurs les députés qui vont aux Estats de parler aux religieuses et de scavoir à quelles conditions elles se veulent établir. »

Du jeudi 13^e de juin 1632.

« Le sieur sindicq (Pierre Le Livec) a remonstré que, suivant la charge qu'il avoit eue de la communauté de scavoir l'intention des religieuses Cordelières de l'ordre de saint François, il auroit conféré estant à Nantes avec les d. religieuses, et auroit reçu un estat, daté du 3^e may dernier, portant les conditions auxquelles elles désirent s'établir en ceste ville.



CORDELIÈRES D'AURAY



« Elles promettent d'établir communauté de religieuses de leur ordre, en nombre suffisant, en la d. ville d'Auray, dans deux mois prochains, ou plus tôt si faire se peut, pour y vivre en closture perpétuelle, sans désirer aucune subvention du corps de la ville..., ains seulement pouvoir recevoir ce qui leur sera offert et donné libéralement et par charité.

« Elles promettent de prendre des filles pensionnaires et externes, en aussi grand nombre qu'il sera possible, pour les instruire à la piété et bonnes mœurs, et pour le prix des pensions s'accommoder si raisonnablement avec Messieurs de la ville qu'ils auront tout sujet de contentement.

« Item promettent de s'accommoder d'un lieu pour leur établissement, selon l'avis, gré et consentement de la communauté de la d. ville. »

« Sur quoy les d. habitans, après avoir entendu la lecture du d. acte, ont d'un commun avis donné leur consentement à l'établissement requis en ceste ville par les d. religieuses, au lieu toutefois le moins incommode à la ville, soit en icelle soit aux fauxbourgs, lequel lieu elles ne pourront choisir, contracter, ny en faire achapt, sans avoir sur ce au préalable le consentement des habitans d'icelle, et qu'ils pourront juger de la commodité ou incommodité du dit lieu ; et aussi à la charge que les d. religieuses ne pourront mendier, et qu'elles se pourvoiront de lettres de Sa Majesté confirmatives du d. établissement. » (BB. 2).

Afin de se mettre en règle, les religieuses obtinrent d'abord le consentement de M^{re} Sébastien de Rosmadec pour leur existence canonique dans le diocèse, puis les lettres patentes du roi Louis XIII pour leur existence légale. Il y eut, paraît-il, quelques difficultés pour le choix de l'emplacement du couvent ; mais on finit par leur accorder près du Loc le terrain et les douves de l'ancien château d'Auray.

C'est sur la partie occidentale de ce terrain qu'elles bâtirent peu à peu leur couvent et leur chapelle, le reste de l'enclos étant converti en jardin et en verger. La chapelle, située à l'angle sud-ouest de l'établissement, était tournée vers le nord : au fond, le chœur des religieuses, en avant l'autel, puis la nef ouverte au public. Les fenêtres sont en plein cintre ;

la voûte est surbaissée à cause des appartements ménagés au dessus. Le chœur et le sanctuaire sont actuellement décorés de magnifiques stalles, provenant de la Chartreuse d'Auray.

Au nord de la chapelle se trouve la maison principale ; à l'est, une cour et un bâtiment parallèle, relié par un édifice transversal à la maison principale. (*Voir le plan.*)

Voici l'état sommaire de l'établissement, fourni par les religieuses le 22 septembre 1790.

Dans la cour d'entrée du nord, au rez de chaussée, une cuisine, un réfectoire et une pièce de décharge.

Au premier étage de la maison principale, 24 cellules pour les religieuses, ayant chacune un lit, une table, un prie-Dieu et 3 chaises.

Au second étage, même distribution.

Au dessus, dortoir pour les pensionnaires, avec 24 lits, 60 draps, 50 couvertures et 12 armoires à leur usage.

Au dépôt, une armoire d'archives et une table.

A la chambre de récréation, trois petits tableaux.

A l'infirmerie, un lit, une table, un buffet, un guéridon.

A la bibliothèque, des bréviaires et des livres de méditations.

A la chapelle, une garniture d'autel, une lampe de cuivre, un reliquaire et cinq petits tableaux.

A la sacristie, deux armoires et deux buffets, dix ornements, dix aubes, dix nappes et accessoires,

L'argenterie : 2 calices, 1 soleil, 1 plat et deux burettes, une croix, dix petits chandeliers, un encensoir et sa navette, et cinq gobelets, le tout pesant 16 marcs, ou 864 ^l.

A la buanderie, deux trépieds, trois bassins, 9 bailles.

Le jardin et le verger, situés à l'est de la maison et dans le mur de l'enclos, comprennent 3 journaux 6 cordes.

Hors de la communauté, l'appartement du chapelain, composé d'un en-bas et d'un premier ; au dessus couchent le jardinier et le boulanger du couvent. (*L. 786.*)

Grâce à leur économie, les Cordelières acquièrent quelques immeubles au dehors. Elles eurent ainsi une maison près du Loc à Auray ; trois tenues, situées à Kerbellec, Peudrec

et Kerhéré en Brech ; deux petites tenues à Botquelen et Kervéléon en Pluvigner ; et une tenue à Kergestin en Landaul.

Tous ces immeubles leur rapportaient 826 livres par an.

Elles avaient en outre des capitaux placés sur le clergé de France, sur les États de Bretagne et sur divers particuliers, qui leur rapportaient 1.367 livres par an.

Voici donc quel était leur budget en 1790.

I. *Revenus.*

Jouissance de l'enclos	?
Rétributions scolaires et pensionnat	?
Ferme des tenues	826 ^l
Rente des capitaux	1.367 ^l
Total	2.193 ^l

II. *Charges.*

Décimes de la communauté	111 ^l
Trois rentes viagères	616 ^l
Traitement du chapelain	600 ^l
Gages et capitation des domestiques	189 ^l
Fournitures à la chapelle	186 ^l
Réparations annuelles	483 ^l
Total	2.185 ^l

III *Dettes.*

Les dettes de la communauté, pour fourniture de froment, de viande, de vin et de bois, montent actuellement à la somme de 8.052 livres.

Signé : Sœur Saint-Pierre Provost, supérieure.
(L. 786.)

II. RELIGIEUSES.

Voici la liste presque complète des professions religieuses émises chez les Cordelières d'Auray. On y trouvera des noms qui intéressent de nombreuses familles.

Marguerite *Moraud*, de Saint-Joseph, supérieure.

Marie *de la Touche*, de l'Incarnation, prof. 1^{er} juillet 1634.

Anne *de Baubès*, de la Passion, prof. 5 juillet 1634, sup. 1651, 1655.

Marie *Henry*, de Saint-François, prof. 18 octobre 1634, sup. N... dite Thérèse de Jésus, prof. le 11 octobre 1635.

N... Magdeleine du Calvaire, prof. le 9 octobre 1636.

Marguerite *Fourrier*, de la Passion, prof. 12 juin 1637.

Françoise *Le Bigot*, des Anges, prof. 12 juin 1637, sup. 1666.

Catherine *Botherel*, de Sainte-Agnès, prof. 7 février 1638.

Marie *Dubois*, de Saint-Joseph, prof. 8 décembre 1638.

Françoise *de Kervérien*, du Saint-Esprit, prof. 13 décembre 1639.

Marie *Pulunian*, de l'Assomption, prof. 24 juin 1640.

Jeanne *Pulunian*, de Saint-Jean l'Évang., prof. 24 juin 1640.

Angélique *Couyer*, de Tous-les-Saints, prof. 12 août 1640, sup. 1669.

Jeanne *Loisel*, de la Croix, prof. le 2 janvier 1641.

Anne *Rolland*, de Saint-Alexis, prof. le 3 février 1641.

Suzanne *de Lage* de Saint-Bernard, prof. 14 juillet 1641.

Claude *du Verger*, de Saint-Paul, prof. le 14 juillet 1641.

Marie-Jeanne *Michel*, de Saint-Augustin, prof. 8 décem. 1642.

Marguerite *de Rospiec*, de Jésus, prof. le 17 mai 1643.

Marguerite *Loisel*, de Sainte-Élisabeth, prof. 20 nov. 1643.

Marguerite *Moraud*, de Sainte-Cécile, prof. 10 août 1644.

Françoise *de Geslin*, de Saint-Dominique, prof. 25 août 1644.

Marie *de Kergiliard*, de Sainte-Gertrude, prof. 18 sept. 1644.

Marie-Franç. *Morice*, des Séraphins, prof. 9 oct. 1644.

Françoise *Pulunian*, de Sainte-Thérèse, prof. 5 nov. 1645.

Marie *Josse*, de Saint-Ignace, prof. 2 février 1646.

Jeanne *Le Vestle*, de la Nativité, prof. 4 octobre 1646.

Symphorose *Guémené*, de Saint-Vincent, prof. 10 août 1648.

Marie *Le Capitaine*, de Sainte-Magdeleine, prof. 5 avril 1649.

Mauricette *Fouquet*, de Sainte-Agnès, prof. 20 juin 1649.

Renée *Gabart*, de Saint-Louis, prof. le 14 mai 1651.

Marie *Fraboulet*, de Sainte-Hélène, prof. 23 mars 1652.

Marie *Tatibouet*, de Saint-Joseph, prof. 25 août 1652.

Anne *Moraud*, de Saint-Joseph, prof. le 2 novembre 1652.

Françoise de *Bodoyce*, de Sainte-Agnès, prof. 18 fév. 1655.
Marie *Picot*, de Sainte-Scolastique, prof. le 4 octobre 1660.
Jeanne *Guillis* ? de Sainte-Anne, prof. le 20 octobre 1660.
Perrine de *Cosnoal*, de Saint-Jérôme, prof. 11 sept. 1666.
Isabell^e *Couyer*, de Sainte-Marie; prof. 12 sept. 1666.
Suzanne *Le Pontois*, de la Trinité, prof. 26 juin 1667,
supér. 1705.

Jeanne de *Lépinay*, Marie des Anges, pr. 4 août 1669.

Anne de *Langle*, de Saint-Michel, prof. 12 août 1673,
supér. 1716.

Julienne *Fournier*, des Séraphins, prof. 3 mai 1674.

Marie-Anne *Henry*, de Saint-Hyacinthe, prof. 8 nov. 1675.
supér. 1699.

Nicole *Parthenay*, de Saint-Jean l'Év., prof. 14 fév. 1677.

Renée de *Robien*, de Saint-François, prof. 12 mars 1679,
supér. 1719.

Jeanne *Cordonnier*, de Sainte-Rose, prof. 25 janvier 1684.

Vincente-Magd. de *Robien*, de... prof. 11 avril 1684.

Marie-Anne-L. *Moraud*, de St^e-Élisabeth, pr. 20 janv. 1686.

Ursule *Aubin*, de Sainte-Jeanne, prof. 27 janvier 1686.

Renée *La Choue*, de Saint-Louis, prof. le 17 mars 1686.

Lacune.

Julienne *Le Lorec*, de ... prof. le 25 mars 1699.

Pétronille *Le Lardeur*, de Sainte-Marie, prof. 2 juin 1701.

Anne *Gautier*, de Saint-Bernard, prof. 7 juillet 1701.

Louise *Rioux*, de l'Enfant-Jésus, 16 juillet 1701, supér. 1734.

Gillonne *du Pin*, de Saint-Antoine, prof. le 7 août 1701.

Magdeleine-Marie *Ferrier*, de Saint-René, prof. 5 janv. 1702.

Marguerite-Fr. *Vivian*, de Sainte-Hélène, prof. 4 juin 1702.

Michelle *Gautier*, de Sainte-Cécile, prof. 13 octobre 1705.

Lacune.

Marie-Vincente *Gouzerh*, de Tous-les-Saints, 14 juillet 1716.

Vincente *Andrieux*, de Sainte-Thérèse, prof. 8 sept. 1719.

Marie-Jeanne *Henry*, de Sainte-Claire, prof. 14 déc. 1720,
supér. 1745, 1750.

Marie-Rose *Moreau*, de Saint... prof. 20 avril 1730; sup. 1766.

Marie-Vincente *Le Verger* de ... prof. 4 sept. 1731, sup. 1770.
Magdeleine-Joseph *Gravé*, de Sainte ... prof. 3 déc. 1732.
Guillemette Lucas, de Sainte-Marthe, prof. 27 juillet 1736,
converse.

Marie-Jeanne *Authueil*, de Saint-Vincent, prof. 18 oct. 1736.
Angélique-Louise *Gravé*, des Anges, prof. 27 août 1737.
Julienne-Rose *de Trémereuc*, de ... prof. 29 juillet 1738.

* Marie-Anne *Borderaye-Gautier*, de S^{te}-Rosalie, 20 oct. 1739.
Émilie *Humphry*, de Saint ... prof. 12 août 1745.

Magdeleine *Le Gril*, de Sainte-Céleste, prof. 15 juil. 1747.

Louise *Cerclux*, dite de Saint-François, prof. 23 juil. 1748.

* Louise Le Yondre, de Saint-Louis, prof. le 23 juil. 1748,
converse.

Angélique *Foulques*, de Sainte-Gertrude, prof. 15 fév. 1750.

* Perrine *Provost*, de Saint-Pierre, prof. 17 sept. 1750,
supér. 1785.

Jeanne L. R. *Geffroy*, de Sainte ... prof. 2 octobre 1753.

Françoise *Le Henanf*, de Sainte-Pélagie, prof. 9 nov. 1756.

* Marie *Stéphan*, de Saint-Joseph, prof. le 17 août 1758.

Jeanne Le Drévo, de Sainte-Élisabeth, prof. 21 avril 1760,
converse.

* Henriette-Fr. *du Fay*, de Sainte-Thérèse, prof. 17 juin 1760.

* Marie-Anne Cabelguen, de Sainte ... prof. 15 nov. 1762,
converse.

Marie-M. C. *de la Butte*, de Saint-Paul, prof. le 12 févr. 1765,
supér. 1774.

* Claude Bainvel, de Sainte-Catherine, prof. 14 févr. 1765,
converse.

Marie-Hélène *Gouzerh*, de Sainte-Hélène, prof. 25 nov. 1766.

* Anne Trinquet, de Sainte-Anne, professe le 9 mai 1770,
converse.

N *Kerhouant*, de Saint-Yves, prof. 23 mai 1771.

Jeanne-Rose *Schomberg*, de Sainte-Rose, prof. 23 mai 1771.

* Marie J. S. *de Viewville*, de Saint-Jean, prof. le 7 août 1771.

Louise *Gratia*, de Sainte-Marie, prof. le 7 août 1771.

* Louise J. Ch. *de la Vigne*, de Saint-Vincent, prof. 7 août 1771.

Marie *Dupré de la Garenne*, de S^{te}-Reine, prof. 22 mars 1776.

* Suzanne Le Meillour, de Sainte-Suzanne, prof. 3 févr. 1778, converse.

* Marie-Louise *Guémené*, de Saint-Bernard, prof. 29 oct. 1778.

* Jeanne-Marg. *Giroton*, de Saint-Augustin, prof. 19 oct. 1779.

* Jèanne *Lotodé*, de Sainte-Claire, prof. le 16 oct. 1780.

* Bonne-Franç. *Lanon*, de Saint-Émanuel, prof. 26 oct. 1780.

* Marie-Franç. *Hervé*, de Sainte-Marie, prof. 27 juin 1782.

* Marie-Anne Calvé, de Sainte-Julie, prof. le 27 juin 1782. converse.

* Jeanne *Le Drévo*, de Sainte-Agnès, prof. le 29 oct. 1782.

* Guillemette *Le Portier*, Sainte-Marie-Séraphin, 29 oct. 1782.

* Marie-Avoie *Le Normand*, de Ste-Sophie, prof. 28 déc. 1784.

* Marie *Collet*, de Sainte-Marie-Victoire, prof. le 7 avril 1785.

* Marie-Louise *Chrestien*, Ste-M. Émilie, prof. le 8 nov. 1785.

* Marie-Anne Corchéuan, Sainte-Marthe, prof. le 8 nov. 1785, converse.

* Marie-Franç. *Allemand*, du Port-Louis, prof. 18 mai 1786.

* Marie Lorfèvre, de Josselin, prof. le 23 sept. 1788, converse.

Nota. Tous les noms précédés d'un astérisque sont ceux des sœurs qui vivaient en 1790. Toutes déclarèrent vouloir persévérer dans leur état. Elles ne furent pas moins expulsées pour le 1^{er} octobre 1792.

Pendant la Terreur, dix d'entre elles, savoir les sœurs Borderay, Provost, Le Yondre, Stéphan, Cabelguen, de Vieuville, de la Vigne, Lanon, Hervé et Le Normand furent incarcérées à Auray ; trois autres, les sœurs Chrestien, Allemand et Lorfèvre, furent enfermées à l'hôpital de Saint-Nicolas de Vannes. Elles ne recouvrèrent la liberté qu'au commencement de 1795.

Pendant ce temps, la nation vendait leurs biens. Le 25 octobre 1791, la terre de Kerhéré en Brech fut adjugée à M. Le Conte, de Lorient, pour 8.400 livres ; celle de Peudrec, au même, pour 7.500 livres ; celle de Kerbellec fut vendue le 20 juillet 1792 au même pour 3.600 livres.

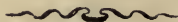
A Auray, une maison et un verger furent adjugés, le 23 juin 1796, à M. Bosquet, pour 1.422 livres ; une remise fut

cédée à M. Cauzique, le 7 juillet 1796, pour 720 livres ; et la maison du chapelain fut vendue, le 1^{er} août 1796, à Joseph Honeix, pour 1.458 livres.

La tenue de Kergestin, en Landaul, fut adjugée, le 2 avril 1798, à Ch. Henry pour 25.635^l en assignats dépréciés ; la tenue de Kervéléon en Pluvigner fut vendue, le 4 août 1798, à Soret-Vieuville, pour 4.815 livres.

Le couvent, l'église et l'enclos, vendus le 8 avril 1801, à M. Cauzique, pour 18.060 francs, ont été rachetés, en 1807, par les religieuses du Père-Éternel de Vannes, qui y tiennent des écoles et des retraites. Elles ont conservé la chapelle dans son état primitif, mais elles ont renouvelé plusieurs bâtiments et ajouté de nouvelles constructions.

J^b-M. LE MENÉ.



URSULINES DE JOSSELIN

I. FONDATION

Les Ursulines de Josselin appartenaient, comme celles de Vannes, à la congrégation de Bordeaux.

« La Mère Hélène Mingart, disent les *Chroniques* de l'ordre, prépara la fondation d'une maison à Josselin, et employa ses parents pour obtenir le consentement de la ville. Puis elle remit le tout à la conduite de la Mère Thérèse Aubry, supérieure à Dinan, qui eut des lettres du roy, vérifiées en parlement à Rennes l'an 1639.

« Mais il ne fut pas possible d'obtenir l'agrément de Marguerite, duchesse de Rohan (encore mineure), jusqu'en 1646 qu'elle l'accorda à M^{me} la marquise de Coetquen. Le contrat fut passé avec M^r et M^{me} de Rohan, et Leurs Altesses se réservèrent le droit de fondateurs, et une place pour y faire recevoir une fille sans dot à perpétuité.

« Toutes ces mesures étant prises, cinq religieuses de Dinan se mirent en chemin, avec la permission de M^r de Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo, et arrivèrent à Josselin le 15 octobre de cette année (1646); elles se retirèrent dans une maison de louage, où elles préparèrent diligemment une chapelle, pour avoir la première messe le jour de Sainte-Ursule (21 octobre). M. Meusnier, recteur (de Saint-Martin), la célébra, et l'après-dinée prescha au mesme lieu.

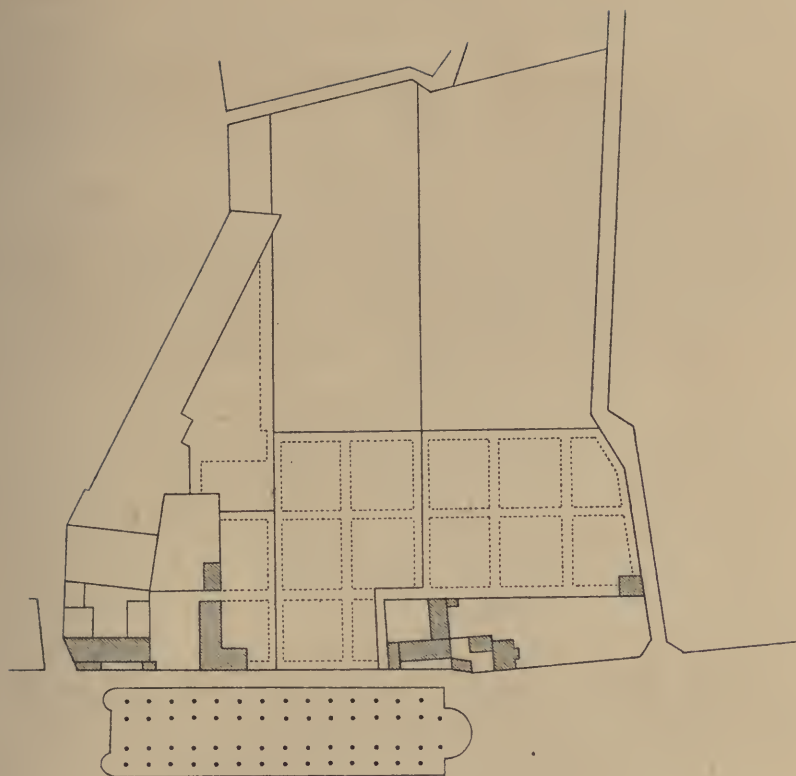
« Six mois après, elles achetèrent une maison, qui servoit d'hospice aux RR. PP. Carmes, située vis-à-vis l'une des portes de la ville, dans le fauxbourg Saint-Martin, laquelle relevoit du prieuré de ce nom. » (Édit. 1676. I. 420.)

Voici le texte du contrat pour l'indemnité de fief.

« Ce jour 18^e du mois de novembre de l'an 1647, après midy, devant nous notaires royaux héréditaires, jurez et receus au siège royal de Ploërmel, demeurants à Josselin, ont comparu en personne noble et discret M^{re} Alain Bonin, prieur du prieuré de Saint-Martin de Josselin, demeurant au d. prieuré, et humbles religieuses sœur Thérèse *Aubry*, dicte la Mère de Jésus, prieure des Ursulines du d. Josselin; sœur Catherine *de Pontual* de Saint-Joseph, mère des novices; sœur Anne *Aubry* de Jésus, procuratrice et portière; sœur Hélène *Chauvel* de Saint-Alexis, maîtresse des classes, et sœur Catherine *de la Roue* de Sainte-Gertrude, maîtresse des pensionnaires, résidentes dans leur maison au faubourg de Saint-Martin du d. Josselin, faisantes tant pour elles que pour les autres religieuses de leur d. maison, présentes et à venir, d'une et d'autre part.

« Entre lesquelles parties a esté convenu et accordé que pour le devoir et droit d'*indemnité* à cause de l'acquest de la maison du Chapeau-Rouge, de la maison Hervo et de leurs dépendances récemment achetées, et des aultres droits et intérêts du d. seigneur prieur de Saint-Martin et de tous ses successeurs et titulaires du d. prieuré, les d. dames Ursulines payeront par chaque an, au temps à venir, au jour de Saint-Martin d'hyver, au d. sieur prieur et à ses successeurs la somme de *neuf* livres tournois seulement, de rente perpétuelle, non franchissable, imprescriptible et inaliénable : à quoy les d. dames Ursulines se sont obligées sur tous leurs biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir, sur le temporel et revenu de leur future maison et convent, et spécialement sur le gage et hipotèque des d. maisons et dépendances d'icelles; consentant le d. sieur prieur que les d. dames Ursulines obtiennent de Sa Majesté lettres d'amortissement du d. acquest, à la condition et à la charge de payer la d. rente....

« Faict et consenti à la grille du parloir de la maison des d. dames Ursulines du d. Josselin, sous leurs signes, celui du d. sieur prieur, et les nostres, pour vérification, les d. jour et an que devant.



URSULINES DE JOSSELIN

20 40 60 80 100 M.

Signé : Alain Bonin, prieur. — Sœur Thérèse de Jésus.
— Sœur Catherine de Saint-Joseph. — Sœur Anne de Jésus.
— Sœur Hélène de Saint-Alexis. — Sœur Catherine de
Sainte-Gertrude. — N. Bager, not. roy. — Jégat, not. roy, »
(*Saint-Martin. — Exp. parch.*)

Le nouveau monastère fut commencé à l'est du Chapeau-Rouge, et au nord de la promenade actuelle de Josselin; l'église fut dédiée à Notre-Dame, sous le titre de l'*Ave Maria*. Le jardin, situé au nord, s'étendit graduellement et forma un enclos respectable. Le plan ci-joint, sans donner entièrement l'état ancien des lieux, fournit la configuration des immeubles, telle qu'elle existait en 1832, au moment de la confection du cadastre, et après les bouleversements de la Révolution.

Le 20 décembre 1653, M. Ambroise Chauvel, sieur du Bois et prieur commendataire d'Her en la paroisse de Donges, assura aux Ursulines de Josselin une somme de 1100 livres tournois pour la pension et les vêtements de sa nièce Cyprienne Méheust, novice, et à partir de sa profession une rente viagère et annuelle de 100 livres. Le lendemain il assura les mêmes avantages à son autre nièce Jeanne Méheust, également novice.

Les *Chroniques* des Ursulines mentionnent quelques dévotions spéciales à la maison de Josselin; ainsi le mois de février était destiné à honorer la divine maternité de Marie, le mois de mai à prier pour les âmes du purgatoire, et le mois de septembre à l'adoration continuelle du très Saint-Sacrement.

« Suivant l'exemple des Ursulines de Vannes, elles se mirent sous la protection de la Sainte-Famille, et déclarèrent la très sainte Vierge leur première et principale supérieure. Elles en ressentirent mille assistances, spécialement deux fois, que la maison fut préservée d'un entier embrasement qui la menaçoit.

« La première fois fut la nuit du 19 d'avril 1664, à dix heures du soir, que le feu prit dans le buscher, garny de huit milliers de fagots, quantité de gros bois et de lin; le tout sous un apenty de charpente couvert de paille, de cent pieds de long, entre deux corps de logis. Une religieuse, qui

veillait une malade, aperceut la flamme et appela du secours, qui vint à propos. En mesme temps les religieuses se vouèrent à la sainte Vierge et à sainte Anne. Comme le feu menaçoit un dortoir, on y porta le Saint-Sacrement, à la présence duquel il s'éleva un petit vent, qui détourna les flammes vers le dehors du monastère, et peu après on les vit diminuer, puis périr tout-à-coup. Il n'y eut que le bois et le lin de brûlé.

« La seconde fois, le feu prit à la couverture de la croisée de trois corps de logis, et s'étendoit déjà de tous costez, entre minuit et une heure du matin. Les religieuses, qui estoient couchées au dessous, entendant tomber les ardoises, appelèrent au secours, en sorte qu'en moins d'un demy quart d'heure toute la ville fut au couvent. Des personnes y furent poussées sensiblement, et même avec violence, sans scavoir par qui. La supérieure alla se jeter au pied du saint autel, invoquant l'assistance de la Sainte-Famille. Le confesseur apporta le Saint-Sacrement en vue du feu, qui tost après fut éteint, si bien qu'avant deux heures après minuit tout se trouva hors de danger, et presque tout le monde retiré... »

(*Ib.* 1. 421.)

En 1680, le conseil de la maison comprenait les sœurs :
Claude *Le Sénéchal*, dite Colombe de Saint-Paul, supérieure.
Isabelle *Mouaézo*, de Sainte-Thérèse, sous-prieure.
Marie *Jubin*, des Séraphins, discrète.
Gabrielle de *Quéraly*, de la Croix.
Renée *Le Lièvre*, Scholastique de Jésus.
Jeanne *Le Métaer*, Gertrude de Saint-Dominique.
Isabelle *Biseul*, de Sainte-Anne, dépositaire.

En 1690, c'était le même personnel, sauf que la sœur de Quéraly était remplacée par la sœur B. Angélique *Gâtechair*, de l'Enfant-Jésus, et que la sœur Le Métaer était devenue supérieure.

En 1701, le conseil était composé des sœurs :
Jeanne *Le Métaer*, Gertrude de Saint-Dominique, supérieure.
Marie *Frémentier*, de Jésus, sous-prieure.
Claude *Le Sénéchal*, Colombe de Saint-Paul, discrète.

Marie *Jubin*, des Séraphins, conseillère.

B. Angélique *Gâtechair*, de l'Enfant-Jésus.

Jacquemine *Gillet*, Angèle de Saint-Paul.

Julienne *Heultec*, Augustine du Saint-Esprit, dépositaire.

En 1736, la supérieure était la sœur Angélique-Agnès *Taillet*, dite de Saint-Louis.

II. DÉVELOPPEMENT

Outre leur couvent et leur grand jardin, les Ursulines de l'*Ave Maria* acquirent peu à peu divers autres immeubles.

Voici la déclaration qu'elles en firent le 9 mars 1701.

«.. Déclarent les d. dames religieuses qu'elles sont, depuis les trente ans, propriétaires et possesseurs, sous le proche fief de M^{re} le duc de Rohan, à cause de son comté de Porhoet, des maisons, terres et héritages cy-après :

« 1^o En vertu du contract de dot de sœur Isabelle Biseul, à présent religieuse au d. couvent, une maison couverte d'ardoise, située en cette ville de Josselin et donnant sur le pavé de la Grande-Rue;

« 2^o Aux fins du contract de dot de feu Anne Poullain, passé le 20 octobre 1678, une métairie située au village de Caruhel, en la paroisse de Glac, tenue par les héritiers Blanche;

« 3^o Aux fins de contract judiciaire du 3 juillet 1679, un journal et demi de terre, une pâture d'un journal trois quarts, et une parcelle d'un demi-journal et 5 cordes, en Lanouée;

« 4^o Aux fins d'acte, passé le 4 juin 1680, avec le seigneur et la dame de la Villemoisian, elles possèdent le pré de Talva et une petite pâture y joignante, contenant en tout 4 journaux;

« 5^o En vertu d'acte du 16 septembre 1683, elles possèdent à Pont-Mareuc une pièce de terre de 3 journaux 28 cordes, et deux autres pièces contenant chacune un journal;

« 6^o Aux fins de contract du 2 décembre 1694, elles possèdent par acquest fait de n. h. Vincent Abillan, sieur de Queiaux, une métairie, située au d. Pont-Mareuc, en Saint-Martin.

« Pour toutes lesquelles terres et héritages, qu'elles reconnoissent relever du comté de Porhoet, elles ont payé les droits seigneuriaux, et elles déclarent nommer pour homme vivant et mourant la personne de René Belallain ;

« Réservant à faire cy-après leur déclaration touchant la maison et terres de la Ville-Coro, en Lanouée, par elles acquises de n. h. Jean Touzé, sieur du Guernic, après la décision du procès d'entre M^{gr} le duc de Rohan et le S^{gr} comte de la Vauguyon. »

D'un autre côté, les Ursulines acquièrent divers immeubles dans le fief propre du prieur de Saint-Martin. L'indemnité de fief qu'elles payaient à l'origine n'était que de 9 livres par an ; mais bientôt cette indemnité monta à 100 livres et atteignit même 150 livres. De nouvelles acquisitions, mentionnées dans un acte du 24 février 1730, la portaient à 200 livres 2 sols. Cette rente fut formellement reconnue par les religieuses, et fidèlement payée par elles jusqu'à la Révolution.

Quant au personnel, voici le relevé des professions, depuis 1736 seulement jusqu'à 1790.

Marie-Anne *Texier*, de Sainte-Madeleine, professe le 2 décembre 1736.

Emmanuelle-Rose *Boscher*, de Saint-Paul, prof. le 25 août 1737.

Thérèse-Victoire *Dubois*, de Sainte-Claire, professe le 6 janvier 1738.

Jeanne Fr. Hél. *Bonin*, Marie de Jésus, prof. le 6 juillet 1738.

Anne-Perrine *Jouanno*, de Sainte-Pélagie, prof. le 21 sept. 1738.

Angélique *Halnat*, dite de Saint-Martin, prof. le 3 avril 1740.

* Louise-Marg. *Gouyon*, de Saint-Charles, de Ménéac, 8 mai 1740.

Jeanne *Armand*, de Saint-Basile, de Nantes, professe le 9 juillet 1741.

* Jeanne *Perrin*, de Sainte-Colombe, de Pontivy, 6 août 1741.

Perrine Leu, de Tous-les-Saints, de Plestan, converse, 12 novembre 1741.

Claire-Jeanne *Coetmeur*, de Saint-Xavier, de Régigny, 23 mai 1743.

* Julienne *Coetmeur*, de Saint-Alexis, de Régigny, 1^{er} novembre 1744.

Suzanne *Coetmeur*, de Sainte-Suzanne, de Pléné-Jugon, 7 février 1745.

Marie *Pichère*, de Saint-René, de Blois, prof. le 22 août 1745.

* Louise *Perrin*, de Saint-Hyacinthe, de Pontivy, le 13 octobre 1745.

* Franç.-Hélène *Vincent*, de Sainte-Scholastique, de Saint-Malo, 13 février 1746.

Pauline-Marie *Gambert*, de Saint-Louis, de Josselin, le 26 novembre 1747.

Anne-M. J^h. *Prieur*, de Sainte-Anne, de Josselin, le 4 août 1749.

* Marie-Victoire de *Neuville*, de Saint-Augustin, de Dieppe, 17 mai 1750.

Marie-Anne *Julienne*, des Anges, de Bréhan, 28 février 1751.

* Françoise des *Bois*, Marie de Sainte-Agathe, de Montauban, 30 novembre 1751.

* Marie Le Roux, de Sainte-Marthe, conyerse, de Guillac, 6 janvier 1752.

* Marie-Anne *Perrin*, de Sainte-Rose, de Pontivy, professe le 9 mai 1753.

Franç.-M. Louise *Le Guenne*, de Saint-Placide, de Josselin, 12 septembre 1756.

Claire-Gabrielle *Pasco*, de Sainte-Anne, de Trevé, professe le 13 septembre 1756.

Marie Guillart, de Sainte-Claire, de Réguiny, converse, 13 juillet 1752.

Jeanne-Marie *Le Marchand*, de Sainte-Angélique, du Quilio, 27 novembre 1758.

* Perrine Morel, de Sainte-Catherine, de Plumieux, converse, 5 juin 1760.

Louise-Franç. *Courtrel*, Marie de Jésus, de Loudéac, professe le 26 novembre 1760.

Marie Duchêne, de Saint-Yves, de Paramé, converse, 20 juillet 1761.

* Marie-Élisabeth *Ruello*, de Sainte-Suzanne, de Saint-Caradec, 24 novembre 1761.

* Gillette *Le Nevedey*, de Sainte-Victoire, de Lorient, professe le 8 novembre 1762.

Sébastienne *Guilloux*, de Saint-Michel, de la Grée-Saint-Laurent, 8 novembre 1762.

Julienne *Ollitrault*, de Saint-Joseph, de Trevé, professe le 14 février 1763.

* Marie *Le Gril*, de Sainte-Cécile, d'Auray, professe le 21 novembre 1764.

Anne *Émeraud*, de Saint-Placide, de Guillac, le 22 novembre 1764.

Marie *Ollitrault*, du Cœur de Jésus, de Trevé, le 15 février 1765.

Olive-Franç. *Gaubiché*, de Sainte-Geneviève, de Trevé, 2 septembre 1765.

Mathurine-Yvonne *Courtel*, de Saint-François, de Loudéac, 11 septembre 1765.

* Renée-Guillemette *Ollitrault*, Marie-Céleste, de Quintin, 8 avril 1766.

Marguerite *Paquer*, de la Résurrection, de Trevé, 8 juillet 1767.

Marie Lorfeuvre, de Saint-Pierre, de Ménéac, converse, 3 juillet 1768.

Anne-Reine *Julienne*, de l'Ange-Gardien, de Bréhan, 30 janvier 1770.

* Jeanne-Marie *Chassin*, de Sainte-Thérèse, de Pontivy, 29 juin 1770.

Renée-Franç. *Cartron*, de Saint-Bernard, de Josselin, 2 janvier 1771.

* Mathurine-Marie *Coetmeur*, de Sainte-Angèle, de Régigny, 16 avril 1771.

Marthe P. P. *Lores*, de Sainte-Anne, de Ruffiac, professe le 29 juin 1772.

Apolline-Anne *Tual*, de Sainte-Angélique, de Saint-Dolay, 21 septembre 1773.

Élisabeth-Jeanne *Gléhello*, de Saint-Joseph, de Pléné-Jugon, 26 octobre 1773.

Françoise *Herpe*, du Cœur de Jésus, de Rohan, le 3 octobre 1774.

Mathurine Le Chesne, de Saint-Michel, de Saint-Étienne, converse, 10 novembre 1774.

Jacquette *Varin*, Marie de Jésus, de Créhen, professe le 1^{er} décembre 1774.

* Jeanne-Marie *Bonamy*, de Sainte-Félicité, de Saint-Julien, 16 avril 1777.

* Marie Chasles, de Saint-Laurent, de Lanouée, converse, 18 mai 1779.

* Perrine-Louise *Magrez*, de Sainte-Rosalie, de Péaule, professe le 26 septembre 1780.

* Anne-Marie *Janvier*, de Saint-Dominique, de Mohon, 16 décembre 1782.

* Marie-Jeanne *Frère*, de Sainte-Prudence, de Lorient, 20 janvier 1784.

* Jeanne *Grézil*, de Sainte-Élisabeth, de Pluvigner, 5 octobre 1784.

Jacquette Mounier, de Tous-les-Saints, de Bréhan, converse, 19 mai 1785.

* Marie-Thérèse Jan, de Sainte-Monique, de la Croix, converse, 4 juillet 1785.

* Perrine-Math. *Guyot*, de Saint-Paul, de Saint-Servan, 27 février 1786.

* Marguerite Morel, de Sainte-Brigitte, de Bréhan, converse, le 16 mai 1786.

* Françoise *Bauché*, de Saint-Ambroise, de Malansac, le 13 juin 1786.

* Jeanne Chamailard, de Saint-François, de Ploërmel, converse, 26 avril 1787.

Les 27 religieuses marquées d'un astérisque vivaient en 1790; elles déclarèrent vouloir persévérer; elles ne furent pas moins expulsées en 1792, et leurs biens vendus.

Les champs Bilboux furent vendus le 31 décembre 1790, à Bonnefoy, pour 1.400^l

La métairie de la Villecoro fut adjugée le 8 janvier 1791, à Deslandes. 17.100

La métairie du Pont-Mareuc, 8 janvier 1791, à F. Moizan, pour 8.100

La maison sur le Marché, 8 janvier 1791, à Chaye, notaire. 1.750

La maison de l'Ermitagé, 22 janvier 1791, au même pour	3.300 ¹
La métairie de Caruhel, 24 janvier 1791, à Erhel, pour	4.700
Le pré des Roussillous, 7 mai 1791, à F. Moizan, pour	1.000
Le pré Garnier, le 13 août 1791, au sieur Gouesbier, pour	605
Le jardin de Terre-Neuve, 1 ^{er} mars 1794, à Coqué, secrétaire, pour	990
La chapelle de l'Oratoire, 13 septembre 1794, à Mahé, pour	1.100
La maison de la buanderie, 6 décembre 1794, à Boussard, pour	2.000
Le grand jardin, en six lots, 8 avril 1795, à divers, pour	14.176
Une portion du couvent, 31 octobre 1795, à J ^h . Rouillé, pour	40.400
Autre portion du couvent, le même jour, à M. Chaye, pour	32.100
Le jardinet des Plantes, 4 octobre 1796, à Gaillard, pour	77
La maison près l'église, 3 mars 1798, à M. Bonnefoy.	1.638
L'église et le chœur, 16 mars 1798, à M. Gaillard, pour	3.137
Le grand bâtiment, 29 octobre, 1798, à M. Dubot, pour	8.336
Total.	141.909

Tout était vendu. Après le Concordat, les religieuses dispersées ne purent se réunir en communauté, et s'éteignirent les unes après les autres.

J^h-M. LE MENÉ.



URSULINES DE PLOERMEL

I. FONDATION

Le monastère de Ploërmel est le premier établissement que les Ursulines de la congrégation de Paris aient eu dans le diocèse actuel de Vannes. Sa fondation fut très difficile. Voici comment la rapportent les *Chroniques* de l'ordre, I. 224.

En 1623, « un avocat, nommé M. Charpentier du Tertre, donna la pensée des Ursulines à M^{lle} Julienne Labbé, et lui proposa d'appeler ces religieuses à Ploërmel, ce qui fut accepté. Dès lors cet homme poursuivit la chose de la bonne manière, secrètement toutefois, à cause que d'autres prétendoient introduire des Carmélites et s'intéressoient fort dans cette affaire.

« Il assembla le sénéchal, le lieutenant et le procureur du roy, avec quelques autres de ses amis, pour venir à une prompte exécution de son dessein. Tous y consentirent et assignèrent un petit logis, qui avoit servi d'hostellerie, où M^{lle} Labbé et trois autres qui s'estoient jointes à elle se retirèrent un samedy, après que les RR. PP. Carmes eurent béni cette maison ; puis dès le lendemain on leur donna des pensionnaires et des externes.

« Trois mois se passèrent assez doucement. M^{sr} Guillaume Le Gouverneur, évêque de Saint-Malo, par la permission duquel toutes ces choses se faisoient, envoya son grand pénitencier pour scavoir le dessein de Messieurs de la ville touchant ces filles dévotes. »

Voici la délibération prise à ce sujet :

« En l'assemblée des nobles, bourgeois et habitans de la ville et forbourg de Ploërmel, tenue le 25^e jour de juillet 1623,

dans l'auditoire du d. lieu,.. a esté par leur procureur syndic représenté que M^{re} le R^{me} évesque de Saint-Malo, ayant seu le désir des d. habitans d'avoir en ceste ville des religieuses *Ursulines*, pour l'instruction des filles, a commis et envoyé en ceste ville V. et D. M^{re} Claude Durant, prestre, docteur en théologie, chanoine et pénitencier dans l'église cathédrale de Saint-Malo, afin de voir l'estat et place où le d. convent se pourra commodément bastir, et ce que les d. habitans désirerent faire pour une si sainte œuvre...

« L'affaire mise en délibération, les d. habitans, recognoissant que les principaux fondemens des villes et républiques consistent en la piété et bonne instruction de la jeunesse en toutes sortes de vertus et bonnes mœurs, ont de commune voix advisé que leur R^{me} évesque sera de leur part remercié,.. et supplié d'envoyer en ceste ville autant de Mères *Ursulines*, du convent de Saint-Malo ou de Rennes, qu'il en sera requis, pour y establir une maison et collège de leur ordre, pour l'instruction des filles; et pour les y convier les d. habitans s'obligent de leur donner un logis à la valeur de *seize cents livres*,.. sans que par cy-après ils puissent estre tenus à autre chose vers les dites religieuses, soit pour leur nourriture, ou pour leurs bastiments, sy ce n'est de leur franc et libéral arbitre et volonté. »

Tout semblaient marcher à souhait, mais l'opposition veillait. « Alors, continuent les *Chroniques*, ceux qui vouloient avoir plutôt des Carmélites que des *Ursulines*, s'efforcèrent de changer la résolution des habitans, et partagèrent tellement les esprits, par le moyen des *femmes* qui s'entremirent, que très peu demeurèrent affectionnez aux *Ursulines*. On retarda un an entier l'exécution de la chose, et ce long délai fut cause que des quatre filles déjà associées il ne demeura que M^{lle} Labbé, les trois autres ayant été diverties de leur bon dessein.

« En 1624, M^{re} de Saint-Malo vint à Ploërmel, et convoqua une assemblée, pour terminer l'affaire des religieuses. La ville s'émut si fort qu'il sembloit que l'on poursuivoit sa perte et la ruine entière des familles. Les femmes par dessus tout s'emportèrent de telle sorte qu'elles fermèrent les portes de

leurs maisons à leurs maris, au retour de l'assemblée. En toute la réunion du lendemain, il ne se trouva plus que huit voix pour les Ursulines.

« Dans cette conjoncture, M^{gr} de Saint-Malo, usant de son autorité, prononça qu'il ne consentiroit point à l'entrée d'autres religieuses que des Ursulines ; qu'il les feroit venir, et qu'après on penseroit aux Carmélites. A cet oracle tout le monde s'apaisa. — Le mesme jour M^{lle} Labbé fut présentée à ce bon prélat, qui l'encouragea et l'assura qu'elle seroit Ursuline.

« On pensa ensuite à acheter la maison que l'on avoit louée pour les Ursulines ; mais la ville s'estant déditée des seize cens livres qu'elle avoit promis, le recteur M. Charles Tayart l'acheta, et paya par charité douze cens livres : c'est l'unique fondateur et bienfaiteur de ce couvent.

« Cependant on traita avec les Ursulines de Rennes, pour avoir quelques professées, qui vinssent donner commencement à une maison de leur institut à Ploërmel. Elles consentirent à cette entreprise et choisirent la Mère Marie Trochet, de l'Incarnation, pour être supérieure de ses compagnes ; celles-ci s'acheminèrent à Ploërmel et y entrèrent avec applaudissement. M^{lle} Labbé, avec une autre fille, les introduisit dans la petite maison qui leur estoit destinée, et qui eut la closture religieuse le 21 de novembre 1624, jour de la Présentation de Notre Dame. Dès lors cette sainte Vierge fut reconnue pour première fondatrice et bienfaitrice, aussi bien que principale supérieure du monastère. »

Les commencements de cette maison furent assez difficiles, à cause de l'extrême pauvreté qui s'y faisait sentir. La vertueuse supérieure se trouva réduite, ainsi que ses sœurs, à ne vivre que d'aumônes, et à n'avoir souvent que du pain noir pour toute nourriture. Bientôt les vocations affluèrent et les ressources vinrent aussi. Les lettres patentes furent obtenues en 1625. On entreprit, en 1627, un grand bâtiment, auquel travaillaient à la fois cent et cent vingt ouvriers. L'évêque de Quimper, qui passait vers ce temps par Ploërmel, fut surpris de l'importance de la construction, à cause des revenus relativement modestes de la communauté. — « Monseigneur, lui dit la supérieure, nous ne saurions être bonnes religieuses

sans lieux réguliers; il faut donc bâtir dans ce but, j'espère que si mes religieuses et moi sommes fidèles à Dieu, il ne nous manquera rien. » — Cette confiance fut récompensée; le bâtiment se continua et s'acheva sans gêne pour la communauté.

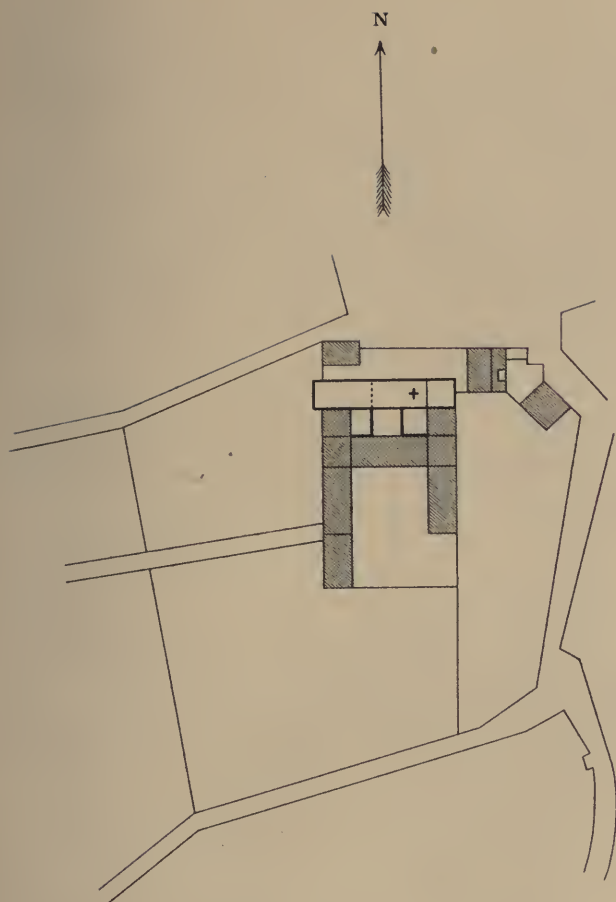
Après avoir gouverné le monastère de Ploërmel pendant six ans, la Mère Marie de l'Incarnation retourna dans sa maison de Rennes, où elle mourut en odeur de sainteté, le 27 février 1632, à l'âge de 47 ans.

La Mère Jeanne de Saint-Michel, élue en 1630, mit la dernière main aux travaux de la maison. L'établissement, comme on peut le voir dans le plan ci-joint, se composait de trois corps de logis, figurant la lettre H. L'église, orientée de l'ouest à l'est, comprenait la sacristie, le sanctuaire et le bas de la nef pour le public. Le chœur des religieuses, placé du côté de l'épître, communiquait avec l'église et avec le bâtiment principal.

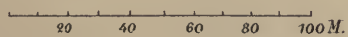
L'enclos, qui ne contenait que 4 journaux en 1639, s'agrandit peu à peu, et en 1730 il renfermait 14 journaux.

Dès 1631, les Ursulines de Ploërmel étaient en voie de prospérité, et le 22 octobre de cette année, elles donnaient 2.000 livres, à titre de constitut, à Jean Jouan, sieur de Guillerien, pour une rente de 125 livres. Le conseil comprenait alors les sœurs : Jeanne de Saint-Michel, supérieure; Ursule de la Mère de Dieu (Julienne Labbé), assistante; Anne de Saint-Joseph, zélatrice; Marie de Saint-Augustin, première portière; Jeanne de Tous-les-Saints, maîtresse des novices; et Marie de Sainte-Anne, dépositaire.

C'est aussi en 1631 qu'eut lieu la prise d'habit de Louise Le Maczon, sous le nom de Marie de Saint-Paul. Elle était originaire de Saint-Brieuc et d'une santé délicate. Admise à la profession le 25 avril 1633, elle tomba bientôt malade, et édifia toutes ses compagnes par sa patience et sa piété angélique. Elle rendit son âme à son créateur le 8 juin 1636, à l'âge de 23 ans. Plusieurs faveurs obtenues par son intercession excitèrent la confiance des fidèles, et l'évêque de Saint-Malo les fit constater juridiquement, mais cette procédure n'a pas été continuée. (*Tresvaux*. — SS. IV. 8.)



URSULINES DE PLOËRMEL



II. DÉVELOPPEMENT

En 1633, le noviciat des Ursulines de Ploërmel comptait 24 jeunes filles, toutes animées des meilleurs sentiments; et l'on comprend que pour une réunion si considérable il fallait des appartements spacieux. Le trop plein s'écoula bientôt au dehors : la maison envoya une colonie à Pontivy en 1633 et une autre à Hennebont en 1641; plus tard elle fonda des établissements à Redon, à Muzillac et à Malestroit.

Le temporel était également en progrès. Un premier aveu au roi, du 5 août 1639, mentionne l'église, la maison, le cloître et l'enclos. — Le conseil comprenait alors les sœurs : Jeanne de Saint-Michel, supérieure; Jeanne de Tous-les-Saints, assistante; Marie de la Nativité, zélatrice; Marie de Saint-Augustin, première portière; Anne de Saint-Joseph, maîtresse générale; Françoise de Saint-Ignace, dépositaire, et Anne de Sainte-Croix, maîtresse des novices. C'était presque le même personnel qu'en 1631.

Le 1^{er} juin 1655, les Ursulines acquirent le manoir et la métairie noble du Clos-Hazais, en Ploërmel, de François Rogier, seigneur du Crévy, et de sa femme.

Elles achetèrent aussi, à une date inconnue, la métairie de la Ville-au-Vy, en Ploërmel. Le 26 mars 1662, elles firent un règlement de compte avec le fermier, et le 17 août 1664, elles lui renouvelèrent la ferme de cette propriété. A la première de ces dates, la supérieure était la sœur Marie de Sainte-Catherine; à la seconde c'était la sœur Marie de Sainte-Ursule.

Des lettres patentes de Louis XIV, du mois de mai 1656, leur avaient permis d'acquérir des terres jusqu'à 2.000 livres de rentes. Usant de cette autorisation, elles achetèrent, le 12 mai 1677, la maison noble et la métairie de Saint-Malo, en Ploërmel, vendues par Jean Dumay, seigneur des Aulnays et autres lieux.

Le 7 mai 1678, elles acquirent des PP. Carmes de Ploërmel le pré dit de la Chapelette ou de Guibourg, pour une rente annuelle et censive de 400 livres : ce qui fut approuvé par le chapitre provincial des Carmes, tenu à Ploërmel le 12 mai de la même année.

Elles possédaient aussi deux maisons dans la rue Basseville, et deux autres dans la rue du Four.

Outre l'aveu de 1639, les religieuses en fournirent d'autres en 1677, en 1682, en 1698 et 1730.

Quant au personnel, il n'est connu que d'une manière imparfaite, par suite de la perte des registres de professions. Voici seulement quelques noms, rencontrés dans des actes divers.

En 1662, on trouve les sœurs : Marie de Sainte-Catherine, supérieure; Jeanne de la Présentation, assistante; Marie de la Sainte-Trinité, zélatrice; Ursule de la Mère de Dieu, première portière; Marie de la Nativité, maîtresse générale; Marie de Sainte-Ursule, dépositaire, et Marie de Sainte-Scolastique, maîtresse des novices.

En 1669, on rencontre les sœurs : Marie de la Sainte-Trinité, supérieure; Marie de Sainte-Catherine, assistante; Marie de Saint-Paul, zélatrice; Marie de Sainte-Cécile, maîtresse générale; Louise de Saint-Alexis, première portière. Les mêmes en 1672.

En 1679, les sœurs : Marie de Sainte-Ursule, supérieure; Marie de Sainte-Catherine, assistante; Marie de Saint-Alexis, zélatrice; Marie des Onze-Mille-Vierges, première portière; Marguerite de la Transfiguration, dépositaire; Marie de Saint-Joseph, maîtresse des novices, et Marie de l'Enfant-Jésus, maîtresse générale.

En 1684, on trouve les sœurs : Marie de l'Enfant-Jésus, supérieure; Marie de Saint-Joseph, assistante; Marie de Sainte-Ursule, zélatrice; Marie de l'Assomption, maîtresse générale; Marie de Sainte-Liduvine, maîtresse des novices; Marie de Saint-Bernard, première portière; Marie de Saint-Ignace, dépositaire.

En 1696, on rencontre la sœur Jeanne de la Passion, supérieure, et la sœur Marie de Sainte-Thècle, dépositaire.

En 1730, les sœurs : Marie de l'Incarnation, supérieure; Suzanne de Saint-François d'Assise, assistante; Catherine de Sainte-Cécile, zélatrice; Marie-Aimée de Jésus, dépositaire; Marie de l'Ange-Gardien, maîtresse des novices; Hélène de Sainte-Catherine, maîtresse générale des pensionnaires, et Marie de Saint-Jean l'Évangéliste, première portière.

En 1747, on trouve les sœurs : Gillonne de Sainte-Croix, supérieure; Agnès de Saint-Bernard, assistante; M. de Saint-Jean l'Évangéliste, zélatrice.

Bientôt l'ordre entier des Ursulines fut tout à la joie. Sa fondatrice, Angèle de Mérici, fut proclamée *Bienheureuse*, le 30 avril 1768, par le pape Clément XIII. Voici la relation des cérémonies faites à Ploërmel à la suite du décret pontifical.

« Huit jours avant la solennité, le recteur de Ploërmel annonça la feste et l'indulgence; ce qui a fait que bien des personnes ont communie dans notre église. Elle étoit tendue d'une tapisserie de mille écus, représentant la vie de saint Augustin. On avoit formé quatre autels, tous bien parés et illuminés, et toute l'église étoit ornée de nombre de cierges; la grille étoit garnie de lampions; vis-à-vis, sur un autel qu'on y avoit élevé, étoit placée l'image de la Bienheureuse Angèle.

« Au haut du tableaur, on avoit mis une très belle couronne, enrichie de diamant, et le tout étoit garni de bouquets de coquillages et de soye, accompagnés de rubans très beaux. La parure du reste de l'autel étoit magnifique. Sur les fenestres étoient des rideaux rouges; autour de l'église on avoit fait regner une corniche à la hauteur de douze pieds, sur laquelle on avoit placé de distance en distance des flambeaux d'argent, des bouquets et des cadres. A la tribune on avoit placé un autel très bien arrangé et bien illuminé. Dans une chapelle étoit la musique avec les violons.

« Ce qu'il y a de plus admirable ce sont les miracles qui se sont opérés à l'invocation de la Bienheureuse Angèle.

1^o « La femme d'un blanchisseur, paralytique et muette, étoit depuis deux mois retenue au lit. Dès que le tableau de la B. Angèle fut exposé, elle se voua à la B. et aussitôt elle se trouva guérie, alla à pied à l'église des Ursulines, un cierge à la main, et accompagnée du clergé.

2^o « Une pauvre femme, ayant un enfant de neuf ans qui n'avoit jamais marché, vint dans l'église des Ursulines le vouer à la B. et aussitôt l'enfant eut l'usage des pieds et s'écria : « La bonne religieuse m'a guéri. »

3^o « Une servante de la ville, ayant perdu l'usage de la parole depuis deux ans, voyant ces miracles, se voua à la B., et sur-le-champ la parole lui revint.

4^o « Un enfant de quatre ans, ayant perdu l'usage des jambes depuis l'âge d'un an, fut porté par sa mère à l'église, et sitôt le vœu fait, il se jeta des bras de sa mère et marcha très bien.

« Ces miracles sont certains, ajoute la lettre d'une religieuse de Ploërmel, et se sont faits devant un nombre infini de témoins, et les miraculés étoient, le cierge à la main, à la tête du clergé. Cependant il faut attendre qu'ils soient vérifiés et juridiquement attestés, pour servir à la canonisation de la B. Angèle Mérici, de Brescia. »

Vingt ans plus tard, l'ingénieur Ogée visita la chapelle des Ursulines de Ploërmel, et dit qu'« elle est une des plus jolies chapelles de la province, surtout aux jours de fêtes, où elle est décorée d'une magnifique tapisserie d'Aubusson, représentant la vie de saint Augustin. »

III. RÉVOLUTION

En 1790, la communauté comprenait 54 religieuses, savoir :

Sœurs de chœur.

Marie *Duparc*, dite de Saint-Paul, supérieure, âgée de 55 ans, professe de 1757.

Rose *Saulnier*, de l'Ange-Gardien, assistante, 52 ans, prof. 1758.

Anne-Louise *Dumoustier*, de Saint-Ambroise, 79 ans, professe de 1729.

Anne *La Roche-Le Berger*, de Saint-Alexis, 66 ans, prof. de 1745.

Suzanne *Savenet*, de Sainte-Catherine, 64 ans, prof. de 1745.

Louise *Le Corgne*, dite de Saint-Joseph, 64 ans, prof. de 1749.

Rose *Houet*, de Saint-François-Xavier, 65 ans, prof. de 1756.

Marie de *Rocheport*, dite de Saint-Louis, 52 ans, prof. de 1750.

Suzanne *Lagorce*, du Cœur de Jésus, 62 ans, prof. de 1762.

Marie *Viollet*, dite de Sainte-Claire, 55 ans, prof. de 1763.

Françoise *Le Roux*, de Sainte-Suzanne, 47 ans, prof. de 1765.

Marie *Yogan*, de Sainte-Angèle, 46 ans. prof. de 1766.

Michelle *Jouet*, de Saint-Pierre, 47 ans, prof. de 1770.

- Marie *du Rox*, de Sainte-Agnès, 52 ans, prof. de 1771.
Anne *Maudet*, de Saint-Hyacinthe, 42 ans, prof. de 1771.
Marie *Lacam*, de Sainte-Angélique, 50 ans, prof. de 1771.
Marie *Gaillard*, de Sainte-Ursule, 37 ans, prof. de 1773.
Christine *Le Roux*, de Sainte-Cécile, 41 ans, prof. de 1774.
Marie *Lagorce*, de Sainte-Reine, 37 ans, prof. de 1774.
Marie *Hardy*, de Saint-Basile, 40 ans, prof. de 1774.
Anne *Hardy*, de Sainte-Marie Madeleine, 42 ans, prof. de 1775.
Marie *Le Goaesbe*, de Saint-Geneviève, 33 ans, prof. de 1776.
Marie *Robin*, de Sainte-Croix, 41 ans, prof. de 1776.
Marie *Loaisel*, de Saint-Augustin, 32 ans, prof. de 1776.
Vincente *Vaillant*, de Saint-François de Sales, 33 ans, prof. 1777.
Anne de *Querhoent*, Marie des Anges, 41 ans, prof. de 1777.
Jeanne *Duhaut*, Aimée de Jésus, 53 ans, prof. de 1778.
Marie *Deslandes*, de Tous-les-Saints, 29 ans, prof. de 1782.
Rose *Billot*, de Sainte-Eugénie, 28 ans, prof. de 1781.
Élisabeth *Le Roux*, de Sainte-Rose, 38 ans, prof. de 1783.
Mathurine *de la Bourgonnière*, de Saint-Bernard, 31 ans, professe de 1783.
Jeanne *Maitrot*, de Saint-Stanislas, 26 ans, prof. de 1783.
Perrine *Lalliot*, de Saint-Jean-Baptiste, 26 ans, prof. de 1785.
Marie *Salmon*, de Sainte-Élisabeth, 38 ans, prof. de 1786.
Mathurine *Le Viavant*, de Sainte-Victoire, 29 ans, prof. de 1786.
Rose *Nogues*, de Saint-Dominique, 26 ans, prof. de 1786.
Marie *de la Motte-Colas*, de Sainte-Prudence, 24 ans, professe de 1787.
Thérèse *Courtrel*, de Saint-Benoit, 24 ans, prof. de 1787.
Marie *Dufour*, de Sainte-Euphrasie, 30 ans, prof. de 1788.
Marie *Gaillard*, de Saint-Ignace, 29 ans, prof. de 1789.
Catherine *Brunel*, de Saint-Michel, 24 ans, prof. de 1789.

Sœurs converses.

- Suzanne Samson, dite de Saint-Martin, 69 ans, prof. de 1742.
Louise Michel, de Saint-Barthélemy, 72 ans, prof. de 1742.
Anne Guillaume, de Saint-Clément, 65 ans, prof. de 1752.
Françoise Caro, de Sainte-Marie, 52 ans, prof. de 1764.

Guillemette Cotto, de Sainte-Rosalie, 53 ans, prof. de 1766.
 Henriette Macé, de Sainte-Barbe, 42 ans, prof. de 1773† 1792.
 Marie Marchand, de Sainte-Luce, 43 ans, prof. de 1775.
 Marie Orio, dite de Saint-Armel, 43 ans, prof. de 1779.
 Marie Thétiot, de Sainte-Gertrude, 39 ans, prof. de 1780.
 Reine Samson, de Saint-Vincent, 38 ans, prof. de 1782.
 Anne Picard, de Sainte-Monique, 30 ans, prof. de 1783.
 Anne Thétiot, de Sainte-Apolline, 31 ans, prof. de 1786.

Toutes les religieuses, interrogées le 27 octobre 1790, déclarèrent unanimement vouloir persévérer dans la vie commune.

Leurs revenus furent alors estimés comme il suit :

1 ^o Enclos, pouvant rapporter environ.	1.000 ^l
2 ^o Maison sur la place Royale, affermée.	60
3 ^o Autre maison, joignant la précédente, affermée.	40
4 ^o Maison près de l'enclos, avec cour et jardin.	100
5 ^o Deux maisons joignant la précédente.	50
6 ^o La métairie de Saint-Malo, près Ploërmel.	800
7 ^o Le pourpris et la tenue du Clos-Hazais.	600
8 ^o La métairie du Clos-Hazais, affermée.	900
9 ^o Le pré de Guibourg, affermé.	72
Total.	3.622

Les Ursulines n'étaient pas encore sorties, quand on fit la vente de leurs biens.

Le 18 janvier 1791, une maison fut adjugée à M. Joubier, pour 3.050^l

Le même jour, deux maisons, place Royale, à Robert, pour 2.250

Le 14 février 1791, maison et jardin, près l'enclos, à Maigrot, pour 3.150

Le même jour, deux maisons, près l'enclos, à Fablet, pour 1.675

Le 14 mars 1791, la métairie de Saint-Malo, à Le Goaesbe, pour 20.700

Le même jour, la métairie du Clos-Hazais, à Dubreton, pour 36.500

Le 15 mars 1791, le pré de Guibourg, à N. Hédan, pour 2.425

Total. 69.750

Les religieuses ainsi dépouillées furent expulsées le 1^{er} octobre 1792.

Le 30 juin 1796, une partie de l'enclos fut vendue au sieur Cobero, pour la somme de 2.108^l

Le 10 juin 1797, le couvent et le bas enclos furent adjugés à L. Dollé, pour 9.249^l

Pendant la Terreur, les sœurs de Querhoent, Maitrot et Nogues furent internées à Vannes.

Le Concordat rendit la paix aux Ursulines, mais ne reconstitua pas leur communauté.

Enfin, après de vives sollicitations, l'empereur Napoléon I^{er} fit, au mois d'octobre 1810, la concession de l'ancien couvent des Carmélites de Ploërmel aux anciennes Ursulines de cette ville. L'ancien monastère des Ursulines était alors aliéné, et celui des Carmélites était simplement occupé par la gendarmerie. Elles avaient un certain droit à réclamer la propriété des Carmélites, puisqu'elles leur avaient prêté 16.000 livres avant la Révolution.

Le 11 mars 1811, les Mères Rose de l'Ange-Gardien, qui avait été assistante avant le bouleversement, et Louise de Saint-Augustin, principale bienfaitrice du nouvel établissement, s'y installèrent. Plusieurs anciennes Ursulines vinrent bientôt se joindre à elles, et quelques postulantes furent admises presque immédiatement.

Le 11 juillet 1812, elles reprirent l'habit religieux, et firent leurs premières élections. Le lendemain, deux nouvelles sœurs prononcèrent leurs vœux, en présence de M^r de Bausset, évêque de Vannes, : l'une d'elles avait été novice à Ploërmel avant la Révolution. Dans l'après-midi du même jour, deux jeunes postulantes furent revêtues du saint habit.

Bientôt le nouvel établissement s'agrandit et, grâce aux soins de la Providence, on fit en 1817 l'acquisition entière de l'ancien enclos des Carmélites, et en 1822 la clôture fut définitivement établie, selon toutes les prescriptions de la règle. Pour achever de consolider l'établissement, on sollicita l'autorisation du gouvernement, qui fut enfin accordée, après quelques négociations, le 23 mars 1827.

Aujourd'hui la communauté se compose d'une cinquantaine de religieuses. Le pensionnat reçoit environ 40 élèves ; une école d'externes payantes et une école gratuite sont ouvertes aux nombreux enfants de la ville, et opèrent un bien considérable (1905).

Depuis que ces lignes ont été écrites, le vent de la persécution est venu tout détruire, et les dernières religieuses ont été expulsées par la force militaire, et leurs immeubles confisqués le 13 novembre 1906.

Quant à leur ancien monastère, il était devenu en 1824 la maison mère des Frères de Jean-Marie de la Mennais. Ceux-ci ont été chassés dès 1903 et leurs biens saisis par la violence.

Jh-M. LE MENÊ.



URSULINES DE PONTIVY

I. FONDATION

« Le 22^e jour de mars 1633, par nostre court de Pontivy... ont comparu nobles gens Laurent Le Moyne et Olive Tenier, sa compagne, sieur et dame de Saint-Julien, Kerhourhin, etc..., demeurantz en leur maison de Toulboubou, lez cette ville de Pontivy, lesquels, pour le zèle et l'affection qu'ilz ont à l'instruction des filles de ceste ville et pays circonvoisin en la piété et exercices convenables à leur sexe, ont, à l'honneur de Dieu et de la très heureuse Vierge sa mère, et des Bienheureux saint Augustin et sainte Ursule, donné et donnent, par don gratuit et irrévocable, aux religieuses de sainte Ursule, de l'institut de Paris, pour elles présent et acceptant V. et D. M^{re} Charles Tayart, recteur de Ploërmel, confesseur des religieuses du d. lieu, ausquelles il fera ratifier et avoir le présent agréable, si requis est,

« Le fonds, propriété et libre jouissance d'une maison bastie, court close, avecques ses appantis, jardin et verger, cernés d'un costé en partie de muraille et de l'autre partie de fossés, le tout contenant soubz fonds environ un journal et un ou deux cinquantes de terre, appelé vulgairement la maison de *Toulboubou*, située en la paroisse de Neulliac, évesché de Cornouaille, joignant d'un costé au chemin qui conduit de la ville de Pontivy au village de Kerostin, et d'un autre costé à la rivière du Blavet, et outre une prée nommée Prat-Charles-Guern, joignant d'un bout au d. verger, le fossé entre eux, contenant environ deux journaulx de terre... comme la d. maison, jardin et prée se poursuivent et contiennent en général ; — fors la réservation expresse que faict la d. Tenier

de jouir, sa vie durant seulement, du boult du logis vers soleil levant, consistant en une chambre basse, et la chambre haulte au dessus, avec le galtas, l'appantis au derrière de l'estendue de la d. chambre, pour avoir son entrée et sortie au d. bout de logis ;

« Les d. choses prochement tenues de M^r de nostre d. court, déclarant n'estre deub aucune rente sur la d. maison et jardin, et au cas qu'il s'en trouve deue sur la d. prée, les d. dames religieuses les payeront et acquitteront à l'avenir ; et à la charge ausd. religieuses de faire amortir les d. choses à leurs frais, pour y fonder et establir une maison et convent de leur ordre, à faire leur service et fonctions ordinaires, aux mérites des quelles les d. sieur et dame de Saint-Julien seront à jamais participants...

Signé : Le Moyne. — Ollive Tenier. — Ch. Tayart. — L. Prèsdesseigle, not. — Jacq. de Larkan, not. »

(*Ursul. Pontivy. — Expéd. parch.*)

Le même jour, 22 mars 1633, la communauté de la ville de Pontivy, saisie de ce projet d'établissement, « a loué et approuvé le dessein du d. sieur de Saint-Julien, et déclarant consentir pour leur intérêt l'establissement des d. dames religieuses Ursulines de l'institut de Paris, sous le bon plaisir de M^r le duc de Rohan, ils prient M. le procureur fiscal de luy en faire très humbles supplications.

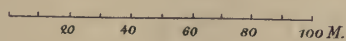
Signé : Jan de Cadillac, sénéchal, — Laurens Nicolazo, proc. fiscal. — Mérel. — Le Moyne. — de Launay. — Ruaud. — de la Chapelle. — Burel. — P. Joubier. — Guillemot. — Le Métaier. — Y. Denizo. — G. Allanic. — G. Le Poullain. — Auffret. — P. Audic. — A Burel. — M. Dréanic. — Prèsdesseigle. — Lorans, Le Jallé. — Y. Hallouin. — Havys, greffier. »
(*Ibid.*)

Les vicaires généraux de Saint-Malo permirent, le 29 avril 1633, le départ d'une colonie de religieuses de Ploërmel, pour fonder la maison de Pontivy. De son côté, M^r Guillaume Le Prestre, évêque de Cornouailles, autorisa l'établissement projeté à Toulboubou, par acte du 6 juin 1633.

Ces préliminaires réglés, la sœur Ursule de la Mère de Dieu (Julienne Labbé), assistante de la maison de Ploërmel,



URSULINES DE PONTIVY



fut désignée, avec les sœurs Marie de la Nativité, Marie de Saint-Armel et Marie de Saint-François-Xavier, pour occuper la maison de Pontivy. Elle sortit de Ploërmel le 4 juillet, accompagnée de ses trois sœurs, de deux novices, de deux pensionnaires, et fut reçue le lendemain avec honneur par M. de Saint-Julien et sa famille, et mise en possession de sa maison de Toulboubou.

La clôture y fut inaugurée le 22 juillet, et ensuite les classes furent ouvertes. En moins de trois mois on s'aperçut des inconvénients d'une école située hors de la ville, et les religieuses adressèrent à l'évêque de Vannes la pétition suivante :

« A Monseigneur M^r l'ill. et rév. évêque de Vennes :

Supplient très humblement vos obéissantes filles religieuses en Jésus-Christ, sœur Ursule de la Mère de Dieu, supérieure quoyqu'indigne ; sœur Marie de la Nativité, assistante ; sœur Marie de Saint-Armel, zélatrice ; sœur Anne de Saint-François-Xavier, dépositaire, et autres sœurs Ursulines, de l'ordre et règle primitive de Saint-Augustin, de l'institut et congrégation de Paris, depuis peu établies en la maison de Toulboubou, évesché de Cornouaille, près de la ville de Pontivy, et vous remonstrent que jaoît que la principale fonction de leur profession et institut soit d'enseigner et instruire les petites filles, néantmoins elles ne peuvent s'acquitter de ce devoir au contentement des habitans du d. Pontivy, d'autant que le lieu de leur établissement est fort éloigné de la d. ville, et le chemin pour y aller grandement incommode, voire aucunes fois inaccessible, particulièrement en hyver, à cause d'un gros ruisseau qui passe sous un pont, qui est à mi-chemin de la d. ville et du d. lieu de Toulboubou, sur lequel pont, le d. ruisseau regorge souvent, en sorte que les petits enfants ne peuvent passer qu'avec un évident péril de leur vie ; d'ailleurs qu'elles sont établies dans un mauvais air et un lieu fort aquatique, estant d'un costé bornées d'une grosse rivière et d'autres costés de plusieurs gros ruisseaux, dont sortent des vapeurs malignes, qui les menacent de grandes maladies ; ce qui ayant été recogneu par M^r de Cornouaille, il leur auroit permis de changer leur établissement et iceluy transporter en lieu plus salubre et commode que leur sembleroit ;

« Ce considéré, vous plaise, Monseigneur, permettre ausdites suppliantes de s'establiir en vostre diocèse, en quelque lieu commode, dans la ville ou près de la ville de Pontivy, avec offre qu'elles font de vous recoignoistre pour leur seul supérieur et vos successeurs, demeurer entièrement et tousjours soubz vostre juridiction, subir vostre visite, celle de vos grands vicaires et commissaires, prendre leurs directeurs et confesseurs, soit réguliers ou séculiers, par vostre ordonnance et approuvés de vous par lettres et mandements spéciaux pour cet effect, instruire les filles, ainsy que font les autres religieuses Ursulines, qui sont desja establies en votre diocèse, et vous rendre toutes les obéissances que vous pourez souhaiter d'elles, les quelles, en leur accordant ceste humble requeste, auront une nouvelle obligation de prier Dieu pour la conservation et prospérité de vostre sacrée personne. »

Voici la réponse de l'évêque.

« Sébastien de Rosmadec, etc... à tous ceux qui les présentes lettres verront, salut.

Sur l'humble requeste cy-dessus,

Désirans satisfaire à la prière des d. religieuses et des habitans, Avons donné nostre consentement à leur établissement en la d. ville de Pontivy ou fauxbourgs d'icelle, à la charge et non autrement de nous recognoistre et nos successeurs pour leur seul supérieur, demeurer entièrement et tousjours soubz nostre juridiction, subir nostre visite et de nos grands vicaires et commissaires, prendre leurs directeurs et confesseurs, soit réguliers ou séculiers, de nous et approuvés par lettres et mandements spéciaux de nous à cest effect, d'instruire les filles, ainsy que font les autres religieuses Ursulines desja establies en notre diocèse, et de ne changer de monastère en autre sans nostre permission et obéissance.

Donné à Vennes, en nostre manoir ép. le 20^e jour d'octobre 1633.

Sébastien de Rosmadec, E. de Vennes.

Par le commandement de M^{gr} l'évesque de Vennes.

(Orig. parch.)

NICOLAZO. »

II. TRANSFERT.

Avant de s'établir à l'intérieur de Pontivy, les Ursulines en demandèrent formellement l'autorisation à la communauté de la ville. Dans la séance du 29 octobre 1633, le conseil entendit leur requête, présentée par Mire Jean Guillemot, leur chapelain.

« En l'endroit, M. Allieux, recteur de Pontivy, ouy sur la d. proposition, a déclaré. non seulement la trouver utile pour le bien publiq, mais aussy consentir et trouver à propos que la chapelle de la *Magdeleine*, située à la porte de Noyal de ceste ville, soit accordée ausd. relligieuses Urselines, et en conséquence se démettre en leur fabveur de tous les droitz et profitz particuliers quy luy appartiennent en icelle en qualité de recteur, soubz le bon plaisir toutesfois de Monseigneur l'évesque de Vennes et de la communauté.

« L'affaire mise en délibération, la communauté, du consentement du procureur d'office, et soubz le bon plaisir de M^r le duc, trouve la proposition des d. relligièuses Urselines raisonnable, et en conséquence consent qu'elles s'établissent près la d. chapelle de la Magdeleine, et disposent d'icelle pour y faire bastir, à leurs frais et dans tels fonds qu'elles pourront acquérir, tels édifices qu'elles trouveront convenables à leur profession ;

« A la charge toutesfois que dans l'église qu'elles feront bastir cy-après, elles entretiendront un autel ou chapelle à l'honneur de la sainte Magdelaine, où les habitans pourront entretenir, à l'advenir comme au passé, une *messe* matutinale à chacun dimanche ; et outre à condition d'entretenir et faire dire les messes et services de fondation quy ont coustume de se faire en la d. chapelle, laquelle elles seront tenues de tenir ouverte, pour recepvoir les stations et processions, toutes et quantes fois qu'il plaira au d. sieur recteur et prestres de les y conduire, suivant les formes antiennes. »

C'est autour de ce noyau que se groupèrent diverses acquisitions. Dès le 15 octobre de cette année, les Ursulines avaient reçu, pour partie de la dot d'Henriette Bernard de la

Regneraye, une maison dite de la Porte de Saint-Jolly, située près de la chapelle de la Madeleine, avec étable, appentis, jardin et verger.

Le 22 décembre 1633, elles achetèrent de Jean Raoul et femme, pour la somme de 360 livres tournois, un jardin avec ses clôtures, confinant à l'acquisition précédente, et contenant un quart de journal.

Le 3 février 1634, elles acquirent de Marc Ruaud, sieur des Perrières, pour 440 livres tournois, un autre jardin, à la suite du précédent et le long du chemin conduisant à Lesquette, contenant 14 cordes.

Ces trois acquisitions formaient un total d'environ quatre journaux.

Le 16 novembre 1634, M. Isaac Gouzet, intendant des affaires de M^r le duc de Rohan et agissant en son nom : « Accorde aux dames religieuses Ursulines leur établissement en la ville de Pontivy, la chapelle de la Magdelaine et quatre journaux de terre par elles acquis au joignant d'icelle... Le d. seigneur de Rohan se réserve à luy expressément, ses hoirs, successeurs et cause ayans, privativement à tous autres, les droits, honneurs, prééminences et prérogatives, supériorité de patron et fondateur, tant en la d. chapelle de la Magdelaine, que esglise, chapelle, convant, cloestre, places, jardins, et autres bastiments et édifices qu'elles pourroient faire bastir.

« Et pour conserver la mémoire du présent octroy, les d. religieuses Ursulines et leurs successeurs feront mettre et graver et entretenir à jamais les escussons de mon d. seigneur, tant es vitres que par les principales entrées et autres lieux accoustumés des dits esglise, chapelle et convant.

« Item elles seront tenues de suivre ou faire suivre la cour et moulin du d. seigneur duc, aux droitz ordinaires; à la charge aussy de payer, pour indemniser le d. seigneur du consentement du d. amortissement, la somme de 250 livres tournois. »

Cette indemnité de fief fut payée dès le lendemain.

Désormais les Ursulines purent pousser activement la construction de leur monastère. Les bâtimens figurés sur le

plan ne furent pas tous construits dès le principe ; ils ne s'élevèrent que graduellement. A l'est était un jardin, et au sud un verger.

« Les Ursulines quittèrent Toulboubou et vinrent se loger à Pontivy le 10^e jour de juin 1636, y estans conduites par les recteurs de Ploërmel et de Pontivy, et par les dames les plus qualifiées du parlement de Rennes. La noblesse et les habitants de Pontivy les reçurent avec des harangues, et leur firent un festin somptueux, où les dames et demoiselles eurent part, et demeurèrent jusqu'au soir à entretenir les religieuses.

« Dès le lendemain, M^r l'évesque les visita et administra le sacrement de confirmation en leur église. Elles avoient choisi pour confesseur et supérieur M. René Allieux, recteur de Pontivy, auquel M^r de Rosmadec donna toute autorité. Il en usa avec tant de prudence et de charité l'espace de quinze ans, qu'une fois même il exposa sa vie en un temps de peste, ne voulant pas abandonner la communauté, et assista une religieuse à qui le charbon parut après sa mort. Il en fut fort malade, mais Dieu le guérit promptement, et il continua ses soins comme auparavant.

« Leur établissement à Pontivy ouvrit la porte aux Jésuites, en ce que la même année elles consentirent unanimement à céder aux sieur et dame de Saint-Julien la maison de Toulboubou, en considération du dessein qu'ils avoient d'y fonder une résidence de Jésuites, avec obligation de faire tous les ans une mission à Pontivy, et d'aller aussi quelques jours à Rohan » dans le même but. (*Chron. I. 306.*)

Enfin, pour donner une existence légale à leur établissement et pour amortir les fonds qu'elles possédaient, les Ursulines de Pontivy obtinrent les lettres patentes qui suivent.

« Louis (XIII), par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et avenir scavoir faisons (que) avons reçu l'humble supplication des relligieuses et convent des Urselines de la ville de Pontivy en Bretagne, contenant..... qu'il nous pleust leur amortir la chapelle Sainte-Magdeleine et quatre journaux de terre, et leur en octroier lettres nécessaires.

« A ces causes, de l'avis de nostre conseil, qui a veu les contracts et les consentements requis... Avons aus d. relligieuses et convent de Pontivy et à leurs successeurs octroïé et octroions de nostre grace spéciale, pleine puissance et auctorité royale, par ces présentes signées de nostre main, qu'elles puissent tenir et posséder, jouir et disposer de la susdite chapelle de la Magdeleine, jardins et quatre journaux de terre, seiz proche de la ville de Pontivy, à elles donnez et acquis, comme à elles appartenant, lesquels nous avons amortis et amortissons, comme à Dieu dédiés, sans qu'elles soient tenues nous paier ny à nos successeurs roys aucune finance ou indemnité, laquelle; à quelque somme valeur et estimation qu'elle soit, nous leur donnons et quittons, à la charge qu'elles prieront Dieu pour nous.

« Sy donnons en mandement...

« Donné à Fontainebleau, au mois de juillet, l'an de grace 1636, et de nostre regne le 27^e.

LOUIS.

Par le Roy :

Phélypeaux. »

(*Ursul. Orig. parch.*)

Enregistré à la Chambre des Comptes le 1^{er} avril 1637, et au Parlement le 12 mai suivant.

Aux quatre journaux de terre mentionnés dans ces lettres, vinrent s'ajouter peu après diverses acquisitions qui contribuèrent à augmenter l'enclos et à porter sa contenance à six journaux.

III DÉVELOPPEMENT

Placée en ville, la communauté des Ursulines put donner l'instruction à un plus grand nombre d'enfants. Elle y cueillit elle-même bien des vocations, qui lui permirent d'envoyer des colonies de religieuses en divers lieux.

La première fondation est celle de *Châteaubriant*, qui fut acceptée par la communauté de ville, le 15 mars 1643, après avoir été agréée le 14 décembre précédent par Son Altesse Henri de Bourbon, prince de Condé et baron de Château-

briant. Les religieuses furent installées dans la maison du Palierne, devenue plus tard la cure de Saint-Nicolas. En 1655 elles achetèrent le prieuré de Saint-Sauveur près de l'église de Saint-Jean de Béré, et s'y maintinrent jusqu'à 1780.

La seconde fondation est celle de *Carhaix*, faite en 1644 par Marie Olimant, dame de Kerharo. Les religieuses sortirent de Pontivy au nombre de cinq, et furent accueillies en triomphe à Carhaix, où elles furent mises en possession de la maison des Tourelles, qui leur avait été donnée par la fondatrice. Elles s'y dépensèrent généreusement pour la gloire de Dieu et l'instruction des enfants jusqu'à leur expulsion en 1792.

La troisième fondation est celle de *Guémené*, faite, en principe, le 13 juillet 1648, par le prince et la princesse de Guémené, et acceptée par les habitants le 26 avril 1649. Après un délai dont on ignore la cause, elle fut autorisée par l'évêque le 11 mai 1656, et finalement, sans qu'on sache pourquoi, elle resta sans exécution.

En 1658, on trouve au moins 28 religieuses réunies en chapitre ; en y ajoutant les sœurs converses et les novices, on arrive facilement à un chiffre total de 40 à 50 personnes : ce qui prouve que la maison était en pleine prospérité. Les dots fournies par la plupart des religieuses permirent bientôt d'entreprendre des travaux considérables.

Le 21 juillet 1676, on fit marché avec Jean Caillot, architecte entrepreneur à Vannes, pour la construction de l'église définitive. L'édifice, comme on peut le voir sur le plan, devait former un rectangle allongé, avec une chapelle latérale du côté de l'évangile, en face du chœur des religieuses. Les travaux marchèrent rapidement et l'inauguration eut lieu l'année suivante. Le 8 avril 1696, on fit un autre marché avec Denis Plouvier, d'Angers, pour construire le rétable du maître-autel en tuffeau et marbre noir.

Le 21 février 1699, les Ursulines acquirent de M. Pierre Hyacinthe de Cosnoal, au prix de 4.000 livres, la métairie de Derven-er-Sauce, séparée de la communauté par un chemin public, et elles payèrent 500 livres pour l'indemnité de fief au duc de Rohan.

En 1705 elles reçurent de Mire Jacques Travel, prêtre, le parc de Saint-Mélar, pour la dot de sa filleule et la fondation d'une messe par semaine, et elles payèrent pour cette propriété et pour diverses parcelles de terre entrées dans leur enclos une autre indemnité de fief de 500 livres.

C'est après toutes ces acquisitions qu'elles firent au duc de Rohan l'aveu suivant, le 1^{er} juin 1763.

« Les religieuses Ursulines de Pontivy reconnaissent et déclarent : que 1^o l'église et chapelle de leur communauté, le monastère, les jardins, vergers, cours et autres édifices, composant leur couvent de *Sainte-Ursule*, renfermés dans l'enclos d'ice-luy, ainsi que les trois maisons s'entre-joignantes, ouvrantes sur la rue hors porte Noyal, qui font partie du d. enclos, relèvent prochainement du très haut, très puissant et très illustre prince M^{re} Louis-Marie-Bretagne-Dominique de Rohan-Chabot, duc de Rohan, pair de France, prince de Léon, comte de Porhoët et d'Astarac, marquis de Blain, vicomte du Faou, baron de Fresnay, président-né de la noblesse de Bretagne, brigadier des armées-du roy, gouverneur des ville et château de Lectoure, etc, etc, à cause de son duché de Rohan, sous sa seigneurie et juridiction de Pontivy, aux censives de la ville, à devoir d'obéissance, suite de cour et moulin.

« 2^o Que M^{re} le duc de Rohan est le seul seigneur patron et fondateur du d. couvent de *Sainte-Ursule* et dépendances, aux droits, honneurs, prééminences et prérogatives de supériorité de patron et fondateur ; comme aussi qu'au haut du portail d'entrée de la principale cour, au haut de la porte d'entrée de l'église, dans la chapelle de la Magdelaine, située du costé de l'évangile, et en plusieurs autres endroits, sont les écussons de mon d. sgr. le duc de Rohan, les seuls qui soient au dehors et au dedans du susdit couvent.

« Lequel couvent et dépendances, cerné de ses murs tout autour, contient sous fonds *six journaux*, une corde et demie, à raison de 80 cordes par journal, et la corde de 24 pieds, domant du levant à la métairie de Derven-Sause, appartenant aux d. dames, à terre appartenante à M. Alba, et à un chemin de servitude, du midy à la rue de la porte Saint-Jolly et

au chemin conduisant aux carrières des Mottes et au village de Lesquitu, du couchant et nord à la rue hors porte Noyal, et aux issues de maisons ouvrantes sur la d. rue et appartenantes à divers particuliers ; le fonds desquels droits est échü et advenu à la communauté des d. dames par les acquisitions en faites avant et depuis l'établissement du d. couvent, aux fins de contrats deument approuvés et amortis par les seigneurs ducs de Rohan.

« 3^o Que la d. communauté tient et possède prochainement sous M^{sr}. le duc de Rohan, à devoir d'obéissance, suite de cour, moulin et four, la métairie de Derven-Sause, située proche de l'enclos de leur d. couvent, au haut de la rue hors porte Noyal, comprenant deux corps de logis, une grange, une air à battre, deux bocages, un jardin, un courtil, et six pièces de terre chaude, en tout 9 journaux, 52 cordes et un quart ; laquelle métairie a été acquise de M^{re} Pierre-Hyacinthe de Cosnoal, chevalier, sgr. de Saint-Georges, aux fins de contrat du 21 février 1699, deument controllé et insinué, et amorti par le feu duc de Rohan, suivant son consentement et quittance du droit d'indemnité du 4 décembre 1699.

« 4^o Finalement les d. dames avouantes reconnaissent et déclarent que la d. communauté tient et possède prochainement sous M^{sr}. le duc de Rohan, à devoir d'obéissance, suite de cour et moulin, deux pièces de terre chaude, réunies en une, appelée le Parc de Saint-Mélar, située proche les villages de Kergrezil et de Saint-Niel, en la paroisse de Noyal, contenant sous fonds un journal 31 cordes et trois quarts ; laquelle pièce de terre est échue et advenue à la d. communauté par le don de M^{re} Jacques Travel, prêtre, aux fins d'acte de fondation du 10 juillet 1705, deument controllé et insinué, et amorti par le feu duc de Rohan suivant son consentement et quittance des droits d'indemnité du 17 février 1729.

« A la continuation desquelles obéissances et devoirs cy-dessus spécifiés, les d. dames avouantes s'obligent sur l'hypothèque de tous leurs biens réels et mobiliers.

« Fait et conclu au grand parloir du d. couvent, les dits jour et an que devant.

Signé : Marie-Hélène de la Croix, ¹/₄ supérieure.

Sœur Mathurine de Sainte-Marie, assistante.

Sœur Marguerite de Saint-Jean, zélatrice.

Sœur Françoise de Sainte-Catherine, dépositaire.

Sœur Eugénie de S^{te}-Pélagie, maîtresse des novices.

Sœur Jeanne-Marie de Jésus, m. gén. des pensionn.

Sœur Renée de la Présentation, première portière.

Le Moine, not. — Pihan, not.

Cet aveu a été présenté à l'audience publique, tenue par M. le sénéchal, ce jour 3^e juin 1763, et reçu par M. le procureur fiscal, sauf tous droits d'impunissement et autres.

Martin, greffier.

(Orig. parch.)

IV. PERSONNEL

Le personnel de la maison est loin d'être connu en entier : les registres des professions sont perdus depuis longtemps ; il en est de même des registres d'élections.

Voici les noms des *supérieures*, cueillis çà et là, avec les dates initiales de leur pouvoir.

1633. Sœur Ursule de la Mère de Dieu (Labbé) ;

1639. Sœur Françoise de la Passion ;

1642. Sœur Ursule de la Mère de Dieu ;

1648. Sœur Françoise de l'Assomption ;

1654. Sœur Jeanne de Sainte-Magdeleine ;

1660. Sœur....

1666. Sœur....

1672. Sœur Jeanne de Sainte-Magdeleine, morte en 1677 ;

1677. Sœur Françoise de la Passion ;

1680. Sœur Marie de la Passion ;

1686. Sœur Louise-Françoise de la Passion ;

1692. Sœur Marie du Saint-Sacrement ;

1698. Sœur Claude-Marie de Jésus, morte en 1700 ;

1700. Sœur Marguerite-Angélique de Sainte-Thérèse ;

1703. Sœur Marie-Anne de la Visitation (Edy) ;
1709. Sœur Anne-Françoise de Sainte-Cécile (Hervé) ;
1715. Sœur Marie-Anne de la Visitation (Edy) ;
1721. Sœur Anne-Françoise de Sainte-Cécile (Hervé) ;
1727. Sœur....
1730. Sœur Anne-Françoise de Sainte-Cécile (Hervé) ;
1733. Sœur Thérèse de Jésus (née Charpentier) ;
1739. Sœur Anne-Françoise de Sainte-Cécile, morte en 1744 ;
1744. Sœur Françoise *Le Coz*, de Sainte-Catherine ;
1750. Sœur Marie *Danat*, Hélène de la Croix ;
1756. Sœur Françoise *Le Coz*, de Sainte-Catherine ;
1762. Sœur Marie *Danat*, Hélène de la Croix ;
1768. Sœur Françoise *Le Coz*, de Sainte-Catherine ;
1774. Sœur de Sainte-Anne ;
1777. Sœur Françoise *Le Coz*, de Sainte-Catherine ;
1783. Sœur Yvonne *Le Rouzie*, de Sainte-Ursule ;
1789. Sœur Olive *Allanic*, de Sainte-Eulalie.

Quant aux simplés sœurs, les noms de familles sont inconnus pendant un siècle. Ce n'est qu'à partir de 1736 qu'un registre mortuaire fournit quelques noms, dont voici le relevé :

Sœur Mathurine *Boully*, de Saint-Joachim, morte le 7 mai 1736 ;

Sœur Yvonne *Henrio*, de l'Assomption, morte le 12 août 1737 ;

Sœur Anne *Edy*, de la Visitation, ex-supérieure, morte le 27 août 1737 ;

Sœur Perrine *Mercier*, de la Sainte-Famille, morte le 3 septembre 1738 ;

Sœur Jeanne *Marquez*, de Sainte-Monique, morte le 1^{er} avril 1738 ;

Sœur Suzanne *Glais*, de Sainte-Agathe, morte le 30 octobre 1739 ;

Sœur Perrine *Bousseau*, de Sainte-Eugénie, morte le 28 avril 1740 ;

Sœur Perrine *Paullou*, de Sainte-Marthe, morte le 29 juin 1740 ;

Sœur Marie *Fraval*, de Sainte-Claire, morte le 26 février 1741;
Sœur Yvonne *Auffret*, de Sainte-Agnès, morte le 2 mars 1741,
Sœur Thérèse-Ursule *Charpentier*, Thérèse de Jésus, morte
le 8 avril 1743 ;

Sœur Jeanne *Le Bris*, de Saint-Basile, morte le 28 juin 1743;
Sœur Yvonne *Jean*, de Saint-François, morte le 26 mars 1744;
Sœur Anne-Françoise *Hervé*, de Sainte-Cécile, sup., morte
le 24 avril 1744 ;

Sœur Marie-Anne *Le Livec*, de Sainte-Eulalie, morte le
5 août 1744 ;

Sœur Catherine *Jégou*, de Saint-Vincent, morte le 11 octo-
bre 1744 ;

Sœur Isabelle *Glais*, de Sainte-Ursule, morte le 29 octo-
bre 1744 ;

Sœur Jeanne *Prairien*, de l'Enfant-Jésus, morte le 2 mars
1745 ;

Sœur Ursule *Henry*, de Sainte-Rose, morte le 24 février 1746;

Sœur Marie-Anne *Le Four*, de Saint-Louis, morte le
18 août 1748 ;

Sœur Jeanne *Maquet*, du Cœur de Jésus, morte le 18 févr.
1749 ;

Sœur Jacquette *Mors*, de Sainte-Ignace, morte le 27 mars 1749 ?

Sœur Marie-Anne *Roulin*, de Sainte-Reine, morte le 4 juin
1752 ;

Sœur Marie-Anne *Caignard*, des Séraphins, morte le 21 mars
1753 ;

Sœur Mathurine *Glais*, des Anges, morte le 8 octobre 1754;

Sœur Olive *Blanchard*, de Sainte-Angélique, morte le 14 oc-
tobre 1754 ;

Sœur Suzanne *Billon*, de la Sainte-Vierge, morte le 13 août
1756 ;

Sœur Suzanne *Ruault*, de Sainte-Geneviève, morte le
13 mars 1757 ;

Sœur Anne *Le Bail*, de Sainte-Élisabeth, morte le 16 mars
1760 ;

Sœur Françoise *Le Goesbe*, de la Nativité, morte le
12 mars 1762 ;

Sœur Jeanne *Le Flahec*, de Sainte-Marthe, morte le 26 avril 1762 ;

Sœur Guillemette *Ollitrault*, de la Résurrection, le 4 mai 1762 ;

Sœur Claude *Bercy*, de l'Annonciation, morte le 3 juillet 1763 ;

Sœur Marguerite *Kerfuris*, de Saint-Jean, morte le 7 janvier 1767 ;

Sœur Yvonne *Langle*, de Saint-Pierre, morte le 10 juin 1767 ;

Sœur Olive *Le Corre*, du Cœur de Marie, morte le 6 octobre 1767 ;

Sœur Ursule-Pélagie *Tilly*, de l'Assomption, morte le 18 octobre 1767 ;

Sœur Marie-Jacquette *Doysseau*, de... morte le 16 janvier 1768 ;

Sœur Marie *Lasalle*, de... morte le 7 mars 1768 ;

Sœur Marie *Danat*, Hélène de la Croix, sup., morte le 1^{er} décembre 1768 ;

Sœur Jeanne *Kergoff*, Marie de Jésus, morte le 11 janvier 1769 ;

Sœur Mathurine *Quéro*, de Saint-Gabriel, morte le 21 janvier 1771 ;

Sœur Marie-Anne *Bellot*, de Saint-Hyacinthe, morte le 1^{er} juillet 1771 ;

Sœur Anne *Bosquein*, de Saint-Bernard, morte le 11 mars 1773.

Là s'arrête le registre ; il n'y a pas de distinction entre les religieuses de chœur et les sœurs converses.

Voici maintenant une liste incomplète des professions :

* Louise *Le Parie*, de Sainte-Colombe, 79 ans en 1790 ;

* Anne-Marguerite *Bosquein*, Thérèse de Jésus, professe le 5 avril 1747 ;

Ursule-Pélagie *Tilly*, de l'Assomption, professe le 15 oct. 1748 † 1767 ;

* Yvonne *Le Rouzic*, de Sainte-Ursule, prof. le 7 fév. 1752 ;

Olive *Le Covec*, de Sainte-Cécile, professe le 22 juin 1752 † 17...

Madeleine *Le Rouzic*, de la Visitation, professe le 12 août 1754 † 1766 ;

Marie-Madeleine *Kergoff*, de Sainte-Gertrude, professe le 13 novembre 1755 † 17... ;

Jeanne Le Flahec, de Sainte-Marthe, conv. prof. 17 nov. 1755 † 1762 ;

* Thomase *de la Villeloays*, de Saint-Louis, professe le 13 juillet 1756 ;

* Élisabeth M. *Bernard*, de Sainte-Monique, prof. 13 sept. 1756 ;

Pélagie-Louise *Le Maître*, de Sainte-Reine, prof. 10 mai 1757 † 17... ;

Catherine Fraval, de Sainte-Suzanne, conv. prof. 28 févr. 1761 † 17... ;

* Marie-Thérèse Pellan, de Saint-François, conv. prof. 14 avril 1761 ;

* Marie-Thérèse Pellan, de la Sainte-Famille, conv. prof. 20 juillet 1761 ;

* Olive *Allanic*, de Sainte-Eulalie, prof. le 26 août 1766 ;

* Louise Hervo, de Sainte-Rose, conv. prof. le 17 août 1768 ;

* Françoise Héno, de Sainte-Marthe, conv. prof. le 6 décembre 1768 ;

* Perrine *Josset*, de Sainte-Angèle, prof. le 24 octobre 1771 ;

* Jeanne-Françoise Paullou, de Sainte-Claire, conv. prof. 15 septembre 1772 ;

* Mathurine Jouanigot, de Sainte-Barbe, conv. prof. le...

* Joséphine-Julie *Guyardet*, de Saint-Augustin, prof. le...

* Julienne *Le Maquet*, Marie de Jésus, prof. le...

* Élisabeth *Le Clerc*, Hélène de la Croix, prof. le...

* Marie Croissant, de Saint-Alexis, conv. prof. le...

* Guillemette Onno, de Saint-Joachim, conv. prof. le...

* Marie Le Pen, de Saint-Pierre, conv. prof. le...

* Jeanne *Turpin*, de Sainte-Anne, prof. le...

* Françoise *Varin*, de Saint-Joseph, prof. le...

Toutes les religieuses marquées d'un astérisque vivaient en 1790 ; elles déclarèrent unanimement vouloir continuer la vie commune. Elles furent néanmoins expulsées au 1^{er} oct. 1792.

Quant à leurs biens, ils furent vendus comme il suit .

Le 22 août 1791, le champ de Saint-Mélar fut
adjudé à Violard pour..... 1.200^l

Le 24 octobre 1791, la maison de la porte
Noyal, à Verrier, pour..... 1 900

Le même jour, la 2^e maison du d. lieu, à
Ropert, pour..... 3.625

Le 16 juillet 1792, une maison et grenier, à
Cravin, pour..... 1.550

Le 26 août 1793, le pavillon et le jardin, à L.
Carré, pour..... 4.250

Le 2 décembre 1793, les vergers du couvent,
à J. Violard, pour... .. 20.500

Le monastère, réservé par l'État, devint plus tard un
collège, puis un lycée, et a été remanié en grande partie depuis.

Jb-M. LE MENÉ.

Le deuxième semestre de l'année 1800 dans le Morbihan

LA GUERRE DE POLICE

2^e PARTIE (DU DÉBUT DE L'AN IX A LA FIN DE L'ANNÉE 1800)

(Octobre-Décembre 1800)

Huit jours après la rébellion de la 52^e, le 1^{er} vendémiaire, premier jour de l'an IX (23 septembre 1800), apparaissait. Tandis qu'on le fêtait à Paris d'une façon particulièrement solennelle par la translation du corps de Turenne aux Invalides et par la pose de la première pierre d'un monument destiné à glorifier Kléber et Desaix (1), ce jour fut célébré sans pompe spéciale à Vannes et dans les principales villes du ressort ; du moins aucun arrêté ne semble s'en être occupé. Des délégations avaient été envoyées à Paris ; tous les yeux étaient tournés de ce côté ; peut-être voulait-on laisser la fête comme se concentrer dans la capitale où les départements avaient tous des représentants venus exprès pour la contempler (2). Ces réjouissances que le premier Consul se plaisait à faire pompeuses, brillantes, plus naturelles et par conséquent plus imposantes que les solennités républicaines antérieures, formaient en fait pour lui comme les rayons d'une apothéose, mais cet éclat même stimulait la haine de ses ennemis.

Il y avait neuf mois que les royalistes songaient à l'attaquer de vive force jusque dans son palais et dans la capitale ; il y avait près d'un an que des compétiteurs et des adversaires de

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, par Thiers (Livre VI).

(2) *Idem.*

toute sorte cherchaient à lui substituer leurs personnes ou leurs partisans. Leurs projets et leurs plans déjoués par les événements et par les victoires de Bonaparte en Italie tournèrent en complots ; ces hommes s'évertuèrent alors à obtenir par leurs propres forces ce que la fortune se refusait à leur donner. L'exemple des royalistes, vrais militaires et gens d'action qui pensaient tout résoudre par de grands combats ou de vastes duels, amena les jacobins et autres sectateurs des Brutus à imiter les anciens vengeurs de la liberté et, comme eux, à remplir vis-à-vis du tyran à la fois le rôle de juge et celui de bourreau. Ils frapperaient donc en force avec le poignard ou quelque autre arme plus moderne et plus savante. En même temps, une sourde propagande anti-consulaire se faisait dans Paris et se répandait, jusque dans les provinces, parmi les troupes dont les griefs étaient nombreux. C'est à des émissaires venus de la capitale, colporteurs de ces sentiments d'opposition et de haine, que Bernadotte attribuait le mauvais esprit de la 52^e et sa mutinerie (1). Il est certain que l'armée contenait de nombreux ennemis du pouvoir alors établi, suscités autant par le fanatisme de la ci-devant liberté révolutionnaire que par la jalousie et l'envie de la fortune du Corse trop heureux. Le généralissime de l'Ouest lui-même, quoique bien en cour, bien soumis et respectueux pour Bonaparte, se rattachait du fond du cœur par ses sympathies, s'il faut en croire les apparences et la rumeur publique, à ce parti de l'opposition.

Un fait divers qui allait le mettre en cause devait montrer que, dans la troupe, certains hommes n'ignoraient pas les espérances et les manœuvres des jacobins. Quelques-uns de ceux-ci, dont Aréna et Céracchi, venaient d'ourdir un complot tendant à assassiner Bonaparte ; l'exécution en avait été fixée au 10 octobre, mais ce jour même on arrêtait les principaux d'entre eux.

Pendant que Paris avait son Aréna et son Céracchi, le Morbihan avait son Dessaux dit Léty, un de leurs importants complices à ce que l'on crut ou parut croire un instant.

(1) *Arch. nationales. Carton AFiv 1590.* (Dossier IV, pièces 72, 73). Lettre de Bernadotte à Bonaparte (vendémiaire, an 9).

C'était le 1^{er} vendémiaire (23 septembre 1800). Ce personnage de 33 ans, Jean-François Dessaux dit Léty, natif de Locronan (Finistère), mais domicilié d'Hennebont (1), était alors de passage à Port-Liberté (Port-Louis). Lui-même ou l'un de ses parents, peut-être son père, avait été officier municipal à Hennebont et plusieurs fois acquéreur (2), car les Dessaux s'occupaient d'affaires telles que, d'abord, fournitures de vivres ou d'approvisionnement pour les troupes et la marine (Jean-François y avait exercé la fonction d'employé aux subsistances (3), telles que, ensuite, achats, ventes, spéculations sur les biens nationaux et office de courtage (4). Ce fut vraisemblablement une affaire de ce genre qui mit en relation Dessaux et le général Humbert, ancien lieutenant d'Hoche en Bretagne et en Irlande. Humbert, assez gêné dans ses finances, harcelé par maints créanciers et déjà peut-être mal vu de Bonaparte ou du gouvernement, cherchait en secret une propriété où il pût se retirer et vivre tranquillement et modestement. Au cours de ses campagnes dans le Morbihan, les questions militaires l'avaient fait entrer en relation avec les Dessaux ; il connut ainsi sans doute le héros de cette histoire et eut par suite l'idée de l'employer comme intermédiaire. Il devait, le soir même du 1^{er} vendémiaire, souper avec Dessaux dit Léty. Ce dernier, pour défrayer son hôte, poussa jusqu'à Port-Liberté afin d'acheter quelques liqueurs chez un marchand de sa connaissance et de ses anciennes relations nommé Delpeiche (5).

Malheureusement, Jean-François, quoique d'une conduite, d'un civisme et d'une honnêteté bien établis, aimait à se réjouir ; il avait « la taite chode » (6), pour employer l'expression d'un de ses concitoyens d'Hennebont, buvait très volontiers et s'excitait facilement. Après son achat et sa visite chez

(1) *Arch. du Morbihan*. Registre des jugements du tribunal criminel de Vannes.

(2) *Bulletin de la Société Polymathique*, 1903 : *Abbaye de la Joie*, par M. le chanoine Le Mené, 1904. *Prieurs du diocèse de Vannes*, par le même.

(3) *Archives du Morbihan*. Liasses : anc^t L. 290. Enquête de Rennes établie le 14 vendémiaire, an 8 — M. Police générale. Préfecture (ans 8-12). — M. Haute police et simple police, an 9.

(4) *Idem*.

(5) *Idem*. Lettre du maire de Port-Liberté au sous-préfet Garnier, du 4 vendémiaire an 9. (M. Liasse : Haute police et simple police, an 9.)

(6) *Idem*. Lettre jointe à celle de la précédente note.

Delpeiche, d'où il sortit à moitié ivre, il devait regagner son canot pour revenir à Lorient et à Hennebont, mais il préféra pénétrer dans une auberge (1). Là se tenaient plusieurs militaires du dépôt de marine alors établi à Port-Liberté ; l'un d'eux nommé Burghard, appartenant à la 2^e compagnie, poussait jusqu'à la manie l'amour de la dénonciation ; il avait été déjà cassé du grade de caporal et condamné à trois ans de prison pour en avoir écrit une de la main gauche contre un camarade (2). Aussi quand Dessaux-Léty quitta le cabaret entièrement ivre et s'embarqua, Burghard, également dans un complet état d'ébriété, alla trouver le maire Gourdin et attribua à son interlocuteur de hasard les propos les plus anti-consulaires. Aussitôt l'officier municipal conduisit le soldat au commandant de la place, le chef de bataillon Saint-Mauvieux, à qui revenaient de droit toutes les affaires de police, Port-Liberté se trouvant encore en état de siège (3). Là Burghard répéta sa dénonciation : Léty (il put tout de suite le nommer, car celui-ci avait donné son nom et demandé le leur aux militaires), Léty plaignait les soldats d'être si mal payés, « mais avant deux mois », disait-il, « vous serez plus heureux et vous toucherez votre solde plus exactement. » Il ajoutait : « Les émigrés rentrent dans leurs biens : c'est la perte jurée de la République, mais, puisque Bonaparte est chef de la nation, il n'y a rien à dire ! » Puis, en leur recommandant le silence : « Dans deux mois, ajoutait-il, Bonaparte n'existera plus ; une conspiration est tramée contre lui ; sa perte est jurée depuis quinze jours. Bernadotte est du complot et bientôt il va se trouver à l'affaire. Je tiens tout cela de sa propre bouche », aurait dit Dessaux-Léty d'après Burghard ; « je dine encore ce soir même avec lui et un autre général, et ces deux bouteilles, que je viens d'acheter chez le citoyen Delpeiche, sont destinées à les défrayer. Moi-même je partirai après l'affaire pour le Portugal et, si elle a lieu, je deviendrai un des chefs. » Il se montrait ensuite

(1) Comme à l'avant-dernière note.

(2) *Id. M. (Liasse : Police générale. Préfecture (ans 8-12). Lettre de Perret, président du tribunal criminel de Vannes, au préfet Giraud, du 2 frimaire. — Accusé de réception de la dénonciation Burghard par le Ministre de la police, en date du 29 vendémiaire an IX.*

(3) Comme à l'avant-dernière note.

enchanté de voir de vrais patriotes au Port-Liberté ; au début il doutait qu'il y en eût et croyait bien que tout le monde y était « consulaire », mais ensuite il reconnaissait en avoir enfin trouvé. Il leur disait aussi : « Soyez républicains » (1).

Sa déposition reçue, le commandant de place envoya chercher ses camarades, ceux qui buvaient avec Dessaux-Léty ; ils arrivèrent, mais ils étaient si ivres qu'on ne put en tirer aucun renseignement sérieux. Finalement, Burghard reçut l'invitation de remettre le lendemain une dénonciation écrite de lui et contresignée de ses camarades. Elle fut remise en effet, comme cela lui avait été ordonné, mais sa signature seule y était apposée ; les autres n'avaient point voulu s'en mêler. Le maire de Port-Liberté ouvrit aussitôt une enquête officieuse. Il alla aux renseignements, écrivit à Hennebont, interrogea divers témoins dont un petit garçon commissionnaire qui n'avait pas quitté Dessaux ; celui-ci ne se souvenait pas avoir entendu une seule fois prononcer le nom de Bonaparte. Le maire apprit encore que le commensal de Léty était Humbert et non Bernadotte (2). En résumé, l'accusation lui sembla des plus mal fondées. Malgré sa conviction déjà faite, malgré la défiance que Saint-Mauvieux témoignait à Burghard, malgré le scepticisme de cet officier sur le rôle attribué à Bernadotte, l'affaire suivait son cours. Le soldat accusateur ne pouvait plus reculer : il dut envoyer une dénonciation écrite au sous-préfet Garnier et celui-ci la transmit au directeur du jury près le tribunal de Lorient. Bientôt Giraud intervint à son tour. Sans doute, ces propos prêtés par un seul témoin à Dessaux lui semblaient bien étranges, néanmoins « comme cela a trait « à la sûreté publique », disait Giraud, « il ne faut pas s'attarder aux lenteurs judiciaires. » Et, le 1^{er} octobre, le préfet ordonnait à la gendarmerie d'appréhender le malheureux commensal d'Humbert (3). Le pauvre homme payait cher son amour de la boisson et sa vantardise.

(1) *Archives du Morbihan*. (Même liasse qu'à l'avant-dernière note.) Déclaration de Burghard, du 1^{er} vendémiaire an 9 et (Liasse M. Haute police et simple police, an 9). Lettre du maire de Port-Liberté au sous-préfet Garnier, du 4 vendémiaire an 9.

(2) *Idem*. Lettre du maire de Port-Liberté.

(3) *Mêmes Archives*. Série M. Préfecture. Registre anc^t N° 6. (Arrêté du 9 vendémiaire an 9) et Liasse : Haute police et simple police, an 9. (Lettre de Giraud à Garnier, du 9 vendémiaire.)

Il est probable qu'en temps ordinaire la première instruction eût d'elle-même conduit à une ordonnance de non-lieu, mais une fatalité étrange pesait sur Jean-François Dessaux, dit Léty. Quelques jours après son arrestation eut lieu la découverte du complot où figuraient Aréna, Céracchi, Topino-Lebrun et autres ; l'événement concordait à merveille avec les propos dont on l'accusait ; au 23 septembre, la mort de Bonaparte était jurée et, si le succès était venu, le premier Consul aurait bien disparu avant deux mois ; enfin, dans les premiers jours d'octobre, antérieurement au 10, Bernadotte partait en congé illimité pour Paris, laissant le commandement de l'armée de l'Ouest au lieutenant-général Tilly (1). Il allait donc, presque à point nommé, se trouver à l'affaire.

Cependant le généralissime avait eu de bonne heure connaissance du rôle que lui attribuait Burghard (2) et, quoique cette accusation semblât sans portée et bien invraisemblable, néanmoins elle ne le laissa pas indifférent. Il passait en effet pour un républicain de l'opposition, un semi-jacobin anti-consulaire. Certains historiens le soupçonnent d'avoir conspiré contre Bonaparte avec Fouché pendant la guerre d'Italie ; cela n'est point démontré et paraît même assez peu probable ; il se contenta, suivant toute vraisemblance, de souhaiter la chute du maître, de l'espérer et de s'y préparer. Quoi qu'il en soit, il fut prévenu un des premiers par Saint-Mauvieux, qui ne pouvait croire son chef capable de conspirer aussi follement et qui, pour l'avertir, lui envoya de suite la dénonciation Burghard (3). A cette nouvelle, le général en chef ordonna sans délai d'arrêter Dessaux-Léty et mit en mouvement l'adjudant-commandant Romieux. C'est sur son ordre sans doute que cet officier d'état-major écrivit confidentiellement à Garnier pour obtenir des détails sur Léty, sa moralité, les propos qui lui étaient attribués, l'effet que son arrestation produirait dans le pays (4). Enfin, le 30 septembre (8 vendé-

(1) Chassin. *Pacifications de l'Ouest*, tome III, p. 666. (Ed. 1899.)

(2) *Archives Nationales*. (Carton AFIV 1590. Dossier IV, pièces 69 et 70.) Envoi de la dénonciation Burghard par le commandant de la place de Lorient.

(3) Lettre du maire de Port-Liberté, du 4 vendémiaire. (loc. cit.)

(4) *Mêmes Archives*, et même liasse que pour la note précédente. Lettre d'Alexandre Romieux au sous-préfet Garnier, du 17 vendémiaire an IX. Lettre « *confidentielle, non officielle* ».

miaire), Bernadotte se résolut à parler à Bonaparte de cette affaire mystérieuse « où l'on nous fait jouer à tous deux » écrivait-il, « un rôle étrange.... C'est avec ces insinuations, « aussi lâches que perfides, qu'on éloigne du gouvernement « ceux qui sont attachés au bonheur public. J'ai malheureu- « sement la certitude affligeante que tout cela part de Paris ; « j'espère vous en entretenir lorsque j'y serai ; je ne puis vous « transmettre ma pensée sur le papier (1). » Le 3 octobre, peut-être pour faire parade de zèle, il publiait un ordre du jour s'adressant à l'armée de l'Ouest tout entière : « Des « ennemis du gouvernement », y disait-il, « parcourent les « cantonnements et cherchent à ébranler la fidélité du soldat « dans le Morbihan et le Finistère, surtout à Lorient et « à Brest..... Une gratification de cent francs sera accordée à « tout soldat qui ferait arrêter un de ces criminels ou le « dénoncerait(2). »

L'avant-veille, 1^{er} octobre, ou la veille, 2 octobre, par ordre de Giraud, on avait arrêté Dessaux-Léty et, neuf ou dix jours après cette incarcération, on déjouait le complot jacobin. Qui sait si les propos vrais ou faux de Port-Liberté n'y furent pas pour quelque chose ? En tout cas, l'employé aux subsistances d'Hennebont restait en prison et voyait même son cas aggravé par cette fatale coïncidence. Le sous-préfet Garnier, qui s'était montré assez sceptique pour les racontages de Burghard et qui l'avait lui-même mal accueilli, paraissait ébranlé. « Ces propos tenus par Léty », écrivait-il le 23 octobre à Giraud, « pourraient coïncider avec l'événement qui vient « de se passer à Paris et qui, s'il n'eût été déjoué, aurait « couvert la France de deuil (3). » L'infortuné commensal d'Humbert ne comparut enfin que le 14 novembre (23 bru-

(1) *Archives nationales.* (Carton AFIV 1590. Dossier IV, pièce 68.) Lettre de Bernadotte à Bonaparte, du 8 vendémiaire an 9.

(2) Chassin. *Pacifications de l'Ouest.* Tome III, p. 666 en note (Ed. 1899). Giraud en envoya le 7 octobre (15 vendémiaire) neuf exemplaires au sous-préfet Garnier pour qu'il les fit afficher et publier dans les communes de son arrondissement. Il lui disait regretter de ne pouvoir lui en envoyer davantage. (*Archives du Morbihan.* Liasse : Haute police et simple police, an IX. M. Préfecture). Lettre du 15 vendémiaire, de Giraud à Garnier.

(3) *Archives du Morbihan.* (Liasse M. Préfecture. Police générale (ans 8-12). Lettre du 1^{er} brumaire, de Giraud à Garnier.

maire) devant le tribunal criminel de Vannes présidé par Perret. Il n'existait aucune pièce vraiment compromettante pour l'accusé. Burghard fut appelé : c'était l'unique témoin à charge. Sa déposition, visiblement apprise par cœur, ne produisit aucun effet sur les jurés déjà mis en défiance par ses antécédents. Aussi, quand il fallut prononcer le verdict, la délibération ne dura-t-elle que dix minutes (1).

Jean-François Dessaux, dit Léty, était donc acquitté, mais il n'était pourtant pas tout à fait hors de danger. Le 12 novembre (21 brumaire), Fouché, qui aurait été probablement partisan d'Aréna et des autres s'ils avaient réussi, voulant montrer son zèle au premier Consul, ne permettait qu'à certaines conditions l'élargissement de l'accusé, le reconnût-on même tout à fait innocent. Si on le soupçonnait d'avoir entretenu quelques relations avec ceux qui se proposaient d'assassiner le premier Consul ou d'avoir connu leurs projets, si quelque doute subsistait dans l'esprit de Giraud, la police pouvait le retenir sous les verrous (2). Heureusement pour l'employé aux subsistances il n'en était rien, et le préfet ne penchait pas volontiers vers les mesures arbitraires.

Ainsi finit cette affaire assez curieuse. Dessaux y joua le rôle plutôt d'une victime que d'un coupable ou même d'un accusé ; il ignorait évidemment le complot et les conspirateurs. On ne saurait en dire autant du soldat Burghard qui, en toute justice, eût dû au sortir du tribunal le remplacer dans sa prison. En effet, pour expliquer comment les prétendus propos du cabaret et les événements ont si bien coïncidé, il faut admettre que l'accusateur en inventant les premiers a dit ce qu'il savait, qu'il a donc connu le parti jacobin, ses manœuvres et ses espérances.

En même temps que l'affaire Dessaux-Léty jetait l'agitation dans le personnel gouvernemental, un autre incident politique assez important se passait à Auray, prouvant combien l'arnistie du 25 thermidor (13 août) précédent était illusoire. Le 24 septembre (2 vendémiaire), des gendarmes arrêtaient à

(1) *Idem.* Lettre du président Perret au préfet Giraud, du 2 frimaire (déjà citée). *Registre des jugements du tribunal criminel.*

(2) Même liasse qu'à la note précédente. (Lettre de Fouché au préfet Giraud, du 21 brumaire.)

Plœmel Jacques Eveno, surnommé tantôt Jean-Jacques ou Grand-Jacques, tantôt Hector, un des chefs les plus connus de la division ou légion d'Auray (1) ; sur les cadres royalistes il en commandait le premier bataillon. C'était un ancien gendarme qui avait déserté pour se ranger parmi les chouans, un homme redoutable et énergique qui ne reculait pas devant les actes de violence. Dix-huit ou dix-neuf mois auparavant, il avait tiré un coup de pistolet sur Le Floch, le juge de paix d'Auray, qui n'en fut même pas blessé sérieusement, mais qui en demeura fort effrayé. En septembre 1800 Jacques Eveno était malade, réduit par suite à une certaine immobilité dans quelque village du territoire de Plœmel, la paroisse où il résidait. Son état l'empêchant de fuir et de se mieux cacher, il y fut découvert par les gendarmes, arrêté et conduit à Auray ; là leur brigadier, Bouler, signa l'ordre d'écrou avec ce seul motif que Guénin, commandant la place, ordonnait de garder le chouan provisoirement (2). Aussitôt l'ancienne victime du royaliste, le juge de paix Le Floch lui-même, se transporta à la prison, suivant son habitude comme d'ailleurs suivant les prescriptions légales, pour l'interroger et recevoir ses déclarations. Eveno protesta qu'aucun mandat d'arrêt ne lui avait été notifié et il disait vrai. Il était inévitable d'après cela que l'adjoint d'Auray, Lecorgne, commissaire de police, spécialement chargé de la maison d'arrêt et de justice, s'occupât de cette affaire. Ses fonctions l'y obligeaient, mais ce qui l'y poussait aussi, c'était le désir de contrôler les actes de l'autorité militaire, la méfiance, si légitime depuis les événements de Pontsal, que nourrissaient les habitants d'Auray contre elle et les gendarmes, ses fidèles satellites (3). En effet leur brigade y était mal vue, on y avait fait plusieurs changements mais sans pouvoir diminuer l'impopularité de ce corps ; aussi Michelot, le capitaine de gendarmerie du département, qui d'ailleurs la trouvait bien à sa place dans cette ville, se demandait la raison de cette inaltérable anti-

(1) *Archives du Morbihan*. M. Préfecture. (Liasse haute police et simple police, an9). Copie du procès-verbal du juge de paix d'Auray, du 11 vendémiaire.

(2) *Idem*.

(3) *Idem*.

pathie (1). Il n'en eût dû chercher la cause que dans les souvenirs de la guerre civile, les fréquents excès de pouvoir des militaires et, tout récemment, dans les massacres de Pontsal. De plus, la municipalité, déjà prévenue contre les généraux et leurs subordonnés, devait fatalement se montrer jalouse de son autorité, surtout à un moment où Auray était encore en état de siège et par suite entre leurs mains sous bien des rapports (2). Un échange de lettres eut lieu à ce sujet entre Lecorgne et le juge de paix Le Floch les 25, 26 et 27 septembre (3, 4, et 5 vendémiaire), ce dernier encourageant l'adjoint dans ses idées. Le maire et l'adjoint de Plœmel envoyèrent une pétition réclamant leur concitoyen, dénonçant son arrestation comme illégale et arbitraire et ils déclarèrent le cautionner de leurs personnes et de leurs biens ; enfin Jacques Eveno protesta le 27 septembre (5 vendémiaire) contre son emprisonnement, le signalant comme un abus de pouvoir, puisqu'il n'existait contre lui ni mandat d'arrêt, ni ordonnance de prise de corps, ni décret d'accusation, ni jugement de condamnation. Alors l'ancien sénéchal d'Auray se rendit à la prison et demanda l'ordre d'écrou, simple ordre du commandant de la place, Guénin, remis au concierge Miot par les gendarmes en même temps que le captif. Lecorgne emporta ce papier, comptant, disait-il, le montrer au maire, et le 28 septembre (6 vendémiaire) cet adjoint spécialement chargé de la maison d'arrêt et de justice ordonna purement et simplement d'élargir Jacques Eveno, menaçant de traduire devant les tribunaux compétents quiconque s'y opposerait (3).

Il fondait son arrêté sur l'absence de tout mandat d'arrêt, ordonnance de prise de corps, décret d'accusation ou condamnation quelconque, sur la pétition des officiers municipaux de Plœmel cautionnant leur concitoyen, enfin sur l'approbation que le juge de paix semblait donner à ses vues.

L'ordre d'élargissement parvint au geôlier vers 9 heures du soir ; il se sentait couvert et complètement déchargé par cette

(1) *Mêmes archives* et même liasse. (Lettre du capitaine de gendarmerie Michelot au préfet.)

(2) *Idem.* Procès-verbal du juge de paix.

(3) *Idem.* Ordre d'élargissement de Lecorgne cité en entier par le procès-verbal de Le Floch, le juge de paix.

pièce et, comme il était trop tard, il ne jugea pas à propos de prévenir le commandant de la place d'Auray. Le royaliste étant très faible et ne pouvant marcher, deux hommes durent le soutenir sous les bras et l'emporter chez le citoyen Dupont, ex-chirurgien de la 81^e demi-brigade, à cette époque médecin de l'hospice et officier accoucheur de la ville d'Auray (1). Le soir même, le brigadier Bouler, commandant la brigade de gendarmerie à cheval d'Auray, revenait de Vannes où il avait été en course et apprenait la relaxation de Jacques Eveno. Aussitôt, plein d'indignation, il écrivit à son supérieur, le capitaine Michelot, commandant la gendarmerie du département : « Que peut votre brigade de gendarmerie parmi une « administration pareille ? (2) ». Son chef prévint donc le préfet par une lettre dans laquelle il chercha à établir que Lecorgne n'avait pas qualité pour relaxer le prisonnier, qualité seulement attribuée aux autorités judiciaires, disait-il ; vis-à-vis d'elles seulement les gendarmes étaient responsables de leurs arrestations. Michelot admettait bien à la rigueur que Lecorgne eût fait sortir Eveno pour lui procurer les soins dont il avait besoin, mais n'existait-il pas un médecin d'office pour les prisonniers (3) ? — Voilà où en était le litige à ce moment : d'un côté on mettait en avant l'illégalité de la détention infligée à Jacques Eveno, de l'autre on faisait ressortir l'incompétence de Lecorgne pour juger cette affaire et délivrer le royaliste, au fond la gendarmerie regrettait d'avoir laissé échapper une belle proie et de n'avoir pu garder sous les verrous un chouan supposé insoumis ; il y avait lutte entre l'autorité discrétionnaire de la police et l'autorité légale de la justice. Ce genre de conflit se répétera souvent jusque sous l'Empire, mais la légalité aura de plus en plus le dessous, déjà même la terreur des chouans poussait bien des magistrats à en faire fi. Le litige en était là quand arriva bien à propos une lettre du ministre de la police, Fouché ; évidemment, cet Argus révolutionnaire avait su par un de ses innombrables séides l'arrestation de Jacques Eveno et, le jour même où ce

(1) *Mêmes archives*, même liasse.

(2) *Idem.* (Lettre du brigadier Bouler au capitaine de gendarmerie Michelot, du 5 vendémiaire.)

(3) *Idem.* Lettre déjà citée de Michelot au préfet.

dernier était mis en liberté, il envoyait par lettre ses instructions au préfet Giraud. Le ministre y inculpait le royaliste de complicité dans un assassinat et enjoignait de le traduire devant les tribunaux compétents (1). Quel était cet assassinat ? Sans doute la tentative de meurtre contre LeFloch ou quelque autre violence, mais en tout cas un acte très probablement antérieur aux amnisties. En effet, quelque explicites qu'aient été leurs articles, elles ne couvraient qu'avec l'agrément de la police. Giraud entra docilement dans les vues de son supérieur hiérarchique. Ce préfet, juste et attaché à la légalité, considérerait-il l'arrestation du chef de bataillon royaliste comme absolument régulière et Lecorgne comme ayant abusé de son pouvoir ? ou bien, déjà devenu policier, pensait-il que la fin justifie les moyens et que, dans les affaires de ce genre, la politique doit primer la justice ? — En vérité, le magistrat entraît de plus en plus dans son rôle et devenait fonctionnaire. La lettre de Fouché dissipa ses scrupules s'il en avait. Aussitôt qu'il l'eût reçue, il ordonna de réintégrer Eveno en prison, de le traduire devant le directeur du jury et chargea la gendarmerie de l'exécution de cet ordre, en l'autorisant à requérir au besoin la force armée pour l'exécuter. Mais pendant ces cinq jours, du 28 septembre au 3 octobre (11 vendémiaire), le chouan s'était enfui ou habilement caché. Malgré son état de maladie et de faiblesse, une fois sorti de prison on ne put le ressaisir et, huit mois encore après, Lucas-Bourgerel fils, commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du Morbihan, gémissait de cette malheureuse relaxation (2).

Les choses n'en restèrent donc pas là. Aux yeux de Giraud instruit par Fouché, Lecorgne avait outrepassé ses pouvoirs, car « Eveno avait été saisi et arrêté par la force publique » et devait être traduit devant le tribunal compétent. » Sans doute le préfet prit encore le temps de faire une enquête et d'obtenir des détails complets sur cette affaire, mais le 13 octobre (21 vendémiaire), par un arrêté, il suspendait Lecorgne de ses fonctions « jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné

(1) *Mêmes archives.* Même liasse. Arrêté du 11 vendémiaire.

(2) *Idem. Id.* Lettre du commissaire du gouvernement près le tribunal du Morbihan au préfet Giraud, en date du 22 floréal an 9.

« autrement par le gouvernement. » Le dossier de l'affaire était expédié au ministre de la police et le maire d'Auray chargé de notifier cette décision à l'intéressé (1). Quelques jours après, le préfet se rendait lui-même à Auray. Dès le 14 octobre, le maire Gillat convoquait pour le 16 (24 vendémiaire) tous les fonctionnaires de la ville, le conseil municipal, le tribunal de paix, la commission administrative des hospices, le commandant de la place et tous les chefs militaires (2). Nous n'avons pas de détails sur cette visite ou plutôt sur cette inspection préfectorale du 16 octobre ; toujours est-il que le lendemain même, 17 (25 vendémiaire), Gillat, maire d'Auray, recevait un remplaçant. Il était nommé juge au tribunal civil de Lorient, ce qui sans doute lui convenait fort bien puisqu'il exerçait encore des fonctions judiciaires trois mois auparavant ; le conseiller municipal Richard-Armand Bonnard prenait sa succession administrative (3). Décidément les préférences gouvernementales allaient aux anciens commissaires du gouvernement près les diverses administrations. En effet, Bonnard occupait ce poste à Auray avant la constitution nouvelle. Capable et souple, il représentait bien la nuance caractéristique des patriotes morbihannais, généralement assez modérés pour être proscrits par des jacobins, assez révolutionnaires pour dénoncer les ennemis de la république et applaudir à un 18 fructidor, assez partisans du fait accompli pour bien accueillir la nouvelle d'un 18 brumaire. Son installation se fit, suivant l'usage, un décadi, le dernier de vendémiaire (30 vendémiaire-22 octobre) avec le cérémonial déjà usité : fonctionnaires civils et militaires se réunissant à onze heures dans le local des séances de la mairie, à défaut de temple décadaire ; députation envoyée pour prendre le nouveau maire à midi ; garde d'honneur des principaux habitants chargée sous les ordres de chefs militaires d'escorter le cortège (4). Ce fut seulement le 6 décembre (15 frimaire) que Giraud remplaça

(1) *Mêmes archives*. Registre anc^l N° 6. (Arrêté du 21 vendémiaire.)

(2) *Archives municipales d'Auray*. Registre des arrêtés et des délibérations de l'administration municipale (Arrêté du 22 vendémiaire).

(3) *Idem. Id.* (Arrêté municipal du 28 vendémiaire, enregistrement de l'arrêté préfectoral du 25 vendémiaire.)

(4) *Id. Id.* et procès-verbal du 30 vendémiaire.

Lecorgne par un nommé Joseph Laurent. Le 30 décembre (9 nivôse), la municipalité proclamait son nouvel adjoint et elle l'installait le lendemain, premier décadi du mois (1).

Voici donc l'épilogue de l'arrestation du chef royaliste Jacques Eveno faite en dépit de l'amnistie du 25 thermidor (13 août) précédent : un adjoint destitué, un maire déplacé, l'ancien commissaire du Directoire exécutif succédant à l'ancien accusateur public, c'est-à-dire un homme de confiance du gouvernement à un magistrat qui devait « défendre les habitants d'Auray contre les actes despotiques de quiconque « voudrait les vexer », et enfin un chouan encore soustrait à la loi ou plutôt à la vengeance des patriotes.

Cette affaire, comme les événements antérieurs qui l'avaient préparée, mettait en évidence la trop fréquente antipathie des autorités civiles pour les autorités militaires et ils la justifiaient. D'autres faits qui se passèrent à Hennebont vinrent encore prouver l'existence vivace de ce sentiment chez certaines municipalités. Déjà, au mois de juillet précédent, il s'était manifesté dans cette ville ; au mois d'octobre, il y aura de nouveau opposition entre les chefs de cette commune et ceux de l'armée. Voilà quelle en fut l'occasion. Dix conscrits d'Hennebont rentrèrent chez eux, en prétendant avoir un congé du général Lavalette ; mais Debelle ne l'entendait pas ainsi, il envoya la liste de leurs noms aux maire et adjoints de cette ville et ordonna qu'on remit ces jeunes gens à leurs corps respectifs. Les officiers municipaux n'obéirent point ; alors Debelle s'adressa au préfet et se plaignit de ces fonctionnaires. « Le « citoyen Kerguinos, dit-il, un des agents, a son fils et ses « deux neveux parmi les jeunes gens qui sont désignés ; c'est « pour cela qu'on a toléré leur présence et leur évasion. » Les personnages incriminés répondirent le 22 octobre en retournant les noms des prétendus déserteurs avec, vis-à-vis de chacun d'eux, les motifs de leur tolérance ; puis, en bas sous sa signature, Kerguinos furieux ajoutait : « Je demande « à connaître celui qui m'accuse d'avoir manqué à mes devoirs « d'administrateur et de citoyen (2). »

(1) Enregistrement de l'arrêté du 15 frimaire en date du 9 nivôse et procès-verbal du 10 nivôse.

(2) *Arch. du Morbihan*. M. Préfecture. (Liasse : Haute police et simple police, an 9). Note de Debelle. Lettre de la municipalité d'Hennebont, en date du 30 vendémiaire an 9.

Quelques jours après, les mêmes magistrats communaux allaient se heurter aux autorités maritimes. Le 2 novembre (11 brumaire), un gendarme nommé Ranson était ivre. Cherchant des marins déserteurs, il saisit un individu muni d'un passeport régulier. Cet homme, conduit chez le juge de paix, fut aussitôt réclamé et cautionné par plusieurs citoyens connus assurant qu'il n'avait jamais été marin. Le juge de paix ordonna donc de le renvoyer, mais il eut la plus grande peine à faire lâcher prise au gendarme qui s'en vengea en invectivant son prisonnier. Le lendemain, jour de grande foire, le même gendarme, toujours ivre, voulut encore arrêter quelqu'un ; il s'en prit à un homme de 55 ans, fit beaucoup de bruit, causa beaucoup de scandale et jeta la terreur dans la foire à laquelle il fit, paraît-il, grand mal. D'où plainte des officiers municipaux d'Hennebont et du juge de paix au sous-préfet contre le gendarme. Sa manière d'agir n'avait au reste, disaient-ils, rien d'étonnant si l'on ajoutait foi à certaines rumeurs : « on nous a dit », écrivaient-ils, « que ce gendarme « recevait 6 francs pour élargir des marins ou des citoyens « qui demeurent près des côtes, et qu'il en a élargi à ce « prix (1). » Sur leurs réclamations, le zèle outré du gendarme Ranson, zèle d'ivrogne, ne resta pas impuni. Il fut enfermé à Pontaniou, la prison de la marine à Brest. Toutefois le préfet maritime de Lorient ne se montra point satisfait de cette solution ; il prétendait que le juge de paix n'avait pas bien agi dans cette circonstance, ne s'étant pas entendu avec le syndic des gens de mer. Tort grave ! Aussi finissait-il sa lettre sur un ton quelque peu comminatoire : « Je poursuivrai cette affaire », disait le contre-amiral, « lorsque le gendarme Ranson sera « relaxé (2). »

En effet, d'après une circulaire du 14 août précédent (26 thermidor) adressée par le ministre de l'Intérieur aux autorités administratives du littoral, chacune d'elles devait, sous les peines les plus sévères, seconder les commissaires de marine dans la poursuite des déserteurs, leur prêter main

(1) *Idem. Id.* Lettre des maire, adjoints et juge de paix d'Hennebont au sous-préfet, en date du 12 brumaire an 9.

(2) *Id. Id.* Lettre du préfet maritime du 4^e arrondissement au sous-préfet Garnier, en date du 15 brumaire.

forte au besoin, s'entendre avec eux en cas de litige ou s'entendre avec les chefs des détachements de recherche (1). Ces obligations incombaient-elles aux juges de paix comme aux maires et aux adjoints ? Il y avait là matière à discussion et les menaces du préfet maritime n'eurent pas de suites.

Lutte de l'autorité normale des municipalités contre l'autorité extraordinaire des généraux, lutte du pouvoir contre les jacobins, lutte contre les chouans, voici la synthèse de tous ces faits divers, et cette synthèse se simplifie encore si l'on se souvient que la première de ces luttes avait pour origine la guerre contre les royalistes. Mais la République avait d'autres ennemis ou plutôt d'autres victimes : les émigrés. Ici encore Bonaparte voulait une pacification ; son gouvernement aux tendances réparatrices entendait bien montrer que la Révolution, fixée aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité et à ses droits de l'homme, était finie. Aussi cherchait-il peu à peu à effacer les lois d'exception et de combat, notamment celles contre les proscrits. Mais il fallait tenir compte des acquéreurs que le pouvoir prétendait chérir au-dessus de tous les autres citoyens comme étant des patriotes avérés. Or ces hommes n'admettaient pas que leurs victimes vinssent protester, fût-ce silencieusement, contre leurs possessions illégitimes ; ils se montraient donc extrêmement ombrageux sur la question du retour des émigrés, et Fouché, le ministre jacobin de la police, appuyait les révolutionnaires et les secondait de tout son pouvoir. Derrière les arrêtés des consuls passaient ses circulaires qui cherchaient à détruire le bien qu'ils avaient fait ou au moins à le circoncrire.

Bonaparte accorde pleine et entière amnistie aux insurgés de l'Ouest dès les premiers jours de nivôse an VIII. Le 7 janvier (17 nivôse), Fouché rappelle qu'il faut se montrer sévère pour les émigrés qui rentrent : « La clémence est une « vertu, mais la faiblesse est un vice » (2), proclame-t-il sentencieusement. D'ailleurs le Conseil d'État (section de la

(1) *Moniteur Universel*, Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets, du 26 thermidor an 8.

(2) *Idem*. Circulaire du Ministre de la police générale aux Commissaires du gouvernement près les Administrations centrales (17 nivôse an 8).

justice) a été consulté sur la manière dont il fallait procéder contre les proscrits rentrés et il a répondu : — « Les lois contre eux n'ont pas cessé d'exister. La Constitution de l'an VIII n'y a pas porté la moindre modification. Ceux qui rentrent peuvent donc être traduits devant les tribunaux militaires où il n'y a qu'à faire la reconnaissance de l'âge et de l'identité. La section estime qu'il serait utile et politique de demander une loi qui punisse l'infraction au bannissement par la déportation et la récidive seule par la mort (1). » — Pour le moment, l'assemblée juridique conseillait de s'en tenir aux usages existants, le gouvernement se réservant de former toute commission spéciale et d'y traduire l'émigré saisi. En somme, les armes légales forgées tout exprès restaient aux mains du pouvoir central qui les gardait pour lui seul, mais qui, au demeurant, ne les employait plus. Aussi, après la soumission des chefs royalistes, Brune réitérant l'amnistie, Fouché déclara-t-il le 27 mars (6 germinal) : « Il n'y a pas « d'amnistie pour les émigrés.... Hâtez-vous de rassurer les « citoyens (2) ! » Étranges adeptes de la fraternité qu'il faut tranquilliser en démentant des mesures de clémence pour leurs concitoyens. Dix-huit jours après, les Consuls parlent à leur tour ; ils arrêtent que les réclamations antérieures au 4 nivôse (25 décembre 1799) faites par des individus portés sur des listes d'émigrés seront examinées par une commission spéciale. Fouché dut donc admettre, au moins provisoirement, la suspension des mesures terribles et même cruelles contre les proscrits, mais il prendra sa revanche sur ceux qui n'ont formulé aucune réclamation antérieurement à la date désignée. Ceux-là, qu'ils soient munis ou non d'une surveillance légitimant, semblerait-il, un séjour momentané, devaient quitter sous vingt jours le territoire français (3). Passé ce délai, on les déportera dans une île en attendant la Guyane.

Enfin, plusieurs mois se passent ; il faut encore parler des émigrés. — Leur sort s'est amélioré ; malgré tout ils finissent par rentrer, au moins avec quelque surveillance de police ou

(1) *Bulletin des Lois* (5 pluviôse an 8.)

(2) *Moniteur Universel*, 6 germinal. (Circulaire du ministre de la police générale aux préfets.)

(3) *Id.* Circulaire du ministre de la police générale aux préfets (24 germinal).

quelque carte de généraux. C'est une amnistie qui est encore l'occasion d'un manifeste hostile à leur égard. Celle du 25 thermidor (13 août) ne s'adresse qu'aux anciens chouans et ne doit pas s'étendre aux proscrits de l'extérieur. Les articles 7 et 8 de l'arrêté consulaire le disent formellement. Quiconque a été porté sur la liste des émigrés doit s'astreindre aux formalités et aux « mesures prescrites par les lois envers « tous les Français prévenus d'émigration (1). » Or les chefs insurgés eux-mêmes en bon nombre se trouvaient dans ce cas. De plus, « tout individu, inscrit sur la liste des émigrés, « qui ne sera pas rayé définitivement ou qui n'aura pas « obtenu du Ministre de la Police générale une surveillance « antérieure au 25 messidor (14 juillet) ou qui, résidant dans « l'un des départements mis hors de l'empire de la Consti- « tution, n'aura pas obtenu du préfet dudit département une « surveillance antérieure au 1^{er} floréal an 8, sera tenu de « sortir du territoire de la République dans les dix jours qui « suivront la publication du présent arrêté (2). » Enfin, trois jours après la promulgation de cet acte, le gouvernement, par l'organe du ministre de la guerre Carnot, exige « l'exécution « rigoureuse des lois contre les émigrés » et réclame les noms de ceux d'entre ces derniers qui sont venus en masse, paraît-il, se réfugier dans les départements de l'Ouest. Bernadotte, peu flatté sans doute d'être soumis aux ordres d'un ministre étranger à l'armée, répondit le 25 août (7 fructidor), avec la fierté et la franchise d'un vrai soldat — « Je vous ai témoigné, » écrivit-il, « mes inquiétudes sur les étrangers qui abondent dans « l'Ouest, mais je n'ai pas entendu provoquer l'autorisation « de transformer les soldats en mouchards (3). » De son côté, le collègue de Carnot, Fouché, prend la parole à son tour. Le 20 août (2 fructidor), ses tirades insérées dans de grandes affiches portant en gros caractères les titres d'« extraits d'une « lettre du Ministre de la Police générale » et de « Préfecture « du Morbihan » s'étaient sur les murs de Vannes (4). Il

(1) Duvergier. *Collection des Lois*, tome XII, p. 288, d'après Chassin : *Pacifications de l'Ouest*, tome III, p. 657. Ed. 1899.

(2) *Idem*.

(3) *Archives historiques de la guerre* (Armée de l'Ouest). D'ap. Chassin : *Les Pacifications de l'Ouest*. Tome III, p. 658. (Ed. 1899.)

(4) *Archives du Morbihan*. Série M. Préfecture. Liasse : Haute police et simple police (ans 8-9). Grande affiche imprimée.

s'agissait de rassurer encore une fois les possesseurs de biens nationaux, ces précieux collaborateurs de la Révolution. Voici ce que disait cette proclamation mise sous la forme d'un message adressé au préfet :

« Il ne suffit pas que les émigrés ne puissent faire aucun
« mal, il faut encore qu'ils ne puissent pas donner les plus
« légères inquiétudes. Des bruits ont été semés dans les
« départements que le Gouvernement doit faire rentrer dans
« les domaines nationaux les émigrés à qui il a permis de
« rentrer au milieu de la République.

« Vous ne laisserez pas à ces bruits le pouvoir d'infirmier
« la confiance que l'on doit aux lois. Leur exécution est à la
« fois le seul pouvoir du gouvernement et son plus grand
« intérêt.

« Le gouvernement ne peut pas plus livrer les propriétés
« des acquéreurs de domaines nationaux aux émigrés rentrés
« qu'il ne peut livrer la France elle-même à la *famille des*
« *Bourbons*. Le titre de domaines nationaux, que n'ont point
« encore perdu ces propriétés, les rend plus inviolables dans
« les mains de leurs acquéreurs ; il en montre l'origine.

« Si on a pu douter quelquefois de l'obligation du corps
« social à défendre, avec toutes ses forces, des propriétés
« acquises par les hasards de la naissance, par les jeux de la
« fortune, par les caprices des donations, pour qui pourrait
« être jamais douteuse l'obligation de la République française
« à déployer tout ce qu'elle a de puissance pour garantir et
« pour protéger contre le monde entier, s'il le fallait, ces
« propriétés par qui elle existe elle-même.

« Les vaines alarmes, dissipez-les par ces discours d'une
« vérité si simple et si puissante ; s'il en est de fondées,
« traitez ceux qui les répandent comme ceux qui s'arment
« contre la Nation ; que chaque acquéreur de domaines
« nationaux, au milieu de ses sillons, se voie toujours envi-
« ronné de la République toute entière ! (1) »

Pour mettre ces phrases en pratique et obtempérer aux ordres de Fouché, Giraud venait de recommander à ses

(1) *Archives du Morbihan*. Série M. Préfecture. Liasse : Haute police et simple police (ans 8-9). Grande affiche imprimée.

sous-préfets d'exercer toujours une stricte surveillance sur les voyageurs et les étrangers, de faire examiner avec soin les passeports par la gendarmerie pour que les émigrés rentrés ne vinssent pas se répandre dans la région « et y accroître « par leur présence des animosités qui ne sont pas encore « trop bien éteintes (1). » Cependant on accordait facilement des surveillances aux proscrits qui voulaient revenir et ils pouvaient attendre sous l'œil de la police qu'il fût statué sur leur sort par les autorités compétentes. Souvent le préfet recevait de Fouché des demandes de renseignements au sujet de ceux d'entre eux qui avaient habité le Morbihan (2).

Un peu plus de deux mois après l'amnistie de thermidor, un important arrêté consulaire paraissait dans le *Moniteur* et le *Bulletin des Lois*. Il portait la date du 28 vendémiaire (20 octobre) et contenait les principales dispositions suivantes : Étaient rayés définitivement de la liste des émigrés toutes les personnes rayées antérieurement, quels qu'aient été les auteurs de ces radiations, de même celles comprises dans les collectivités comme enfants ou héritiers de tel ou tel émigré ; de même encore les enfants mineurs de 16 ans et au-dessous, les femmes en puissance de maris, quand ceux-ci avaient quitté la France, les prêtres expulsés par les décrets de la République, les chevaliers de Malte résidant à Malte, les hommes vivant de leur travail, absents antérieurement à la Révolution, et enfin les personnes portant les noms de victimes de la Révolution (3).

Presque tout cela, il faut le dire, était de la justice la plus élémentaire et il avait fallu cependant, pour ce gouvernement qui marchait si vite dans la voie des réformes équitables, un an avant d'arriver à pareille solution. Ce même décret instituait en plus une commission de 27 membres pour statuer sur les demandes de radiations ; neuf de ses membres devaient être nommés par le ministre de la police Fouché, neuf par le ministre de la justice, neuf par le premier Consul. Les individus qui bénéficieraient d'une sentence favorable devaient encore, pour être

(1) *Idem.* Lettre du préfet Giraud au sous-préfet Garnier, en date du 22 thermidor.

(2) *Idem. Id.* (passim).

(3) *Bulletin des Lois*, 28 vendémiaire.

rayés d'une façon définitive, prêter serment à la Constitution de l'an VIII. En tout cas, ils ne pourraient pas jouir immédiatement d'une liberté complète, car, d'après les dispositions du même arrêté, ils devaient rester sous la surveillance de la haute police jusqu'à ce qu'il y eût un an d'écoulé après la paix générale (1).

Aussi, c'est le moment où les plaintes des patriotes s'aggravent, car le flot d'émigrés revenant devient plus dense et plus continu ; plusieurs même rentrent subrepticement avec des noms d'emprunt, quelques-uns sous l'uniforme et avec la paie des officiers de la République. C'est ainsi que l'un d'eux arriva à Lorient dans les trois derniers jours de fructidor, an VIII, c'est-à-dire vers le milieu de septembre. A cette date, une corvette nommée *La Découverte* entra dans ce port, venant d'Espagne ; elle comptait dans son équipage un aspirant de marine nommé Louis Busson, âgé d'une vingtaine d'années, qui se disait de Nantes. Quinze jours environ après, le maire et les adjoints provisoires de Lorient, chargés encore à ce moment de la surveillance et de la haute police, écrivaient au préfet en lui annonçant l'arrestation de ce jeune marin (2). Il était accusé de vol, racontaient-ils, et, ce qui était peut-être encore plus grave à leurs yeux, soupçonné d'émigration. La marine venait de le faire saisir et l'avait incarcéré dans sa prison de Pontaniou à Brest (3). Son vrai nom venait aussi d'être découvert, il ne s'appelait pas Louis Busson mais Louis Montagnac de la Guarinière et paraissait émigré depuis 9 à 10 ans ; il aurait donc eu onze ans à peine lors de son départ pour l'étranger. Comment se trouvait-il aspirant sur un navire de la République ? Avait-il vraiment volé, ou cette arrestation cachait-elle simplement un prétexte pour le saisir et démasquer par là sa qualité d'émigré ? Quoi qu'il en soit, une fois reconnu étranger à la marine, il fut renvoyé de Brest dans le Morbihan : là, Giraud lui témoigna de la bonté et de la sympathie et alla même jusqu'à le visiter dans

(1) *Bulletin des Lois*, 28 vendémiaire.

(2) *Arch. du Morbihan, Série M. Préfecture*. Liasse : Haute police et simple police, an IX (Lettre du maire et des adjoints de L'Orient au sous-préfet Garnier, en date du 8 vendémiaire).

(3) *Id.* Copie du procès-verbal joint à la lettre précédente.

sa prison. D'un autre côté, l'accusation de vol tomba ou il fut acquitté de ce chef ; toujours est-il que bientôt on n'en parla plus. Mais il semblait bien convaincu d'émigration. Il fallait donc avoir des renseignements à son sujet, déterminer exactement son âge et son lieu de naissance et si vraiment il était, comme il le disait, natif de Nantes ; en effet, plusieurs Montagnac se trouvaient sur la liste des proscrits, mais sans autre nom que celui-là. D'ailleurs, le jeune homme convint bientôt lui-même qu'il avait émigré (1). De son côté Giraud, homme sensible et bienveillant, demanda à Fouché s'il fallait continuer à le retenir en prison ; il était touché par les malheurs de ce jeune homme qui, malade, souffrait de maux sans nombre et lui écrivait des lettres douloureuses. « J'espère », disait-il, « qu'ils ne tarderont pas à m'envoyer dans un lieu où je désire bien aller » ; il faisait appel à son âme généreuse et compatissante. Effectivement Giraud s'occupa de lui ; du reste, le concierge de la prison témoignait beaucoup de bonté et d'égards à son prisonnier, il lui avait donné une chambre et, un excellent lit (2). Un mois après la lettre du préfet, Fouché lui répondit le 30 novembre (9 frimaire). D'après sa décision, Montagnac de la Guarinière devait rester sous les verrous jusqu'à la décision définitive du gouvernement (3). Elle se fit attendre évidemment ; le 17 décembre (26 frimaire) rien n'était encore changé (4). Cependant, après des retards plus ou moins longs mais inévitables, le jeune émigré dut être enfin relâché. Il avait pour lui plus que l'indulgence gouvernementale, il avait cet arrêté du 28 vendémiaire (20 octobre) précédent qui le rayait de la liste fatale, ne fût-ce que pour avoir été mineur, âgé de moins de seize ans lors de son émigration.

Pendant qu'il attendait avec impatience sa libération, un autre émigré plus heureux rentrait comme lui sous l'uniforme et le titre d'officier de la République. Il se nommait Lesquen Casso et était de Pont-Château ; il se trouvait parent

(1) *Id. Id.* Voir lettre du 14 vendémiaire, de Giraud à Garnier, — du 3 brumaire, du même au même.

(2) *Id. Id.* Lettre de Montagnac de la Guarinière à Giraud, en date du 30 brumaire.

(3) *Id. Id.* Lettre du 9 frimaire, du Ministre de la police à Giraud.

(4) *Id. Id.* Lettre de Charron, commissaire de police à Lorient, au sous-préfet Garnier.

par alliance de Vossey, notable officier de Saint-Régent, appelé à devenir son successeur (1). Ce Lesquen venait de l'armée de Condé d'où, à l'aide de fausses feuilles de route et grâce à un brevet d'officier de santé, il gagna le Morbihan, faisant si bien son personnage qu'il touchait même l'indemnité de déplacement allouée par la République. Enfin il arriva à Josselin dans une charrette, caché avec sa mère sous des ballots. Il trouva un asile sûr chez la dame Vossey, voyait fréquemment son mari et correspondait, paraît-il, avec les chefs royalistes d'alentour (2).

Ces rentrées publiques ou cachées causaient une grande inquiétude et une vive irritation aux patriotes du Morbihan. Leur correspondance de police, les lettres de Bosquet, de Malherbe et des autres, centralisées par Le Malliaud, commencent déjà leurs diatribes haineuses et leurs refrains d'alarme. Le gouvernement lui-même ou plutôt son ministère en tient grand compte : en effet, Chaptal dresse vers le mois de novembre ses grands tableaux représentant la situation de la République dans tous les départements, et voici ce qu'il dit pour le Morbihan (3) :

« *Émigrés non rayés et qui n'ont point de surveillance.* —
« Il y a un grand nombre d'émigrés rentrés. Sans commettre
« de violences ouvertes, tous leurs efforts tendent à la
« spoliation des acquéreurs de domaines nationaux, qu'ils
« obligent par menaces à faire des cessions gratuites de leurs
« acquisitions. On cite un nommé Landilly comme dangereux. »

« *Émigrés rayés ou en surveillance.* — Il y en a beaucoup.
« Ils se conduisent fort mal à l'égard des acquéreurs de biens
« nationaux, qu'ils insultent journellement et contre lesquels
« ils se répandent en menaces (4). »

D'après les termes employés, ces tableaux paraissent bien avoir été établis sur les rapports des patriotes délateurs, comme Malherbe, Bosquet et Le Malliaud. Ce fameux Landilly, probablement Lambilly, dont aucune mention ulté-

(1) *Arch. nationales. Carton F⁷ 6276.* (Dossier Vossé.)

(2) *Id.* Liasse : Haute police et simple police (ans 8-9). Copie d'une lettre du maire de Josselin au sous-préfet Gaillard, en date du 17 pluviôse, an 9.

(3) Chassin. *Pacifications de l'Ouest.* Tome III, p. 666. (Éd. 1899.)

(4) *Arch. nationales. Carton AF^{IV} 1065.* (Dossier I, pièce 36.)

rieure n'est restée, devait sans doute sa mauvaise note à l'antipathie ou à l'hostilité de quelque personnage révolutionnaire.

Ce fut surtout en ce mois de novembre 1800 que les susceptibilités des patriotes commencèrent à s'éveiller au sujet des proscrits ; ce fut dans ce mois aussi que l'hydre royaliste se réveilla. Depuis le départ de la flotte anglaise à la fin d'août, le calme était rapidement revenu ; on ne parlait plus des chouans ; cela ne signifiait sans doute pas que le parti de l'insurrection ne vivait plus ; il se taisait seulement. Les causes de ce silence doivent évidemment se rechercher dans les instructions apportées par Cadoudal à son retour en Bretagne le 19 août, dans l'absence de la flotte anglaise et dans l'armistice avec les Impériaux. Après avoir désavoué le comte de Saint-Julien, l'Autriche n'en voulait pas moins négocier pour la paix, mais en compagnie de l'Angleterre avec laquelle elle se trouvait liée ; elle désirait surtout retarder la reprise des hostilités jusqu'à l'hiver, et ensuite jusqu'au printemps si possible. Bonaparte, voyant son jeu, s'efforça d'en profiter pour obtenir une suspension d'armes qui s'étendit à la mer comme au Rhin et à l'Italie, à l'Angleterre comme à l'Empire. Ses propositions échouèrent ; néanmoins, moyennant la cession de trois places importantes, il accorda ce que le cabinet de Vienne demandait tant : une prolongation d'armistice de 45 jours. La réouverture des hostilités était antérieurement fixée au 20 septembre ; elle fut donc différée jusqu'aux premiers jours de novembre. De fait les opérations ne recommencèrent que le 28 de ce mois. Aussi le calme dans le pays et l'armée royaliste demeura-t-il parfait pendant septembre et octobre. Quoique Bernadotte fût parti en congé illimité pendant les premiers jours d'octobre et qu'il eût chargé son lieutenant, le général Tilly, de prendre en main le gouvernement de l'armée de l'Ouest, aucune agitation ne se produisit dans cette vaste étendue de la Vendée militaire. Debelle écrivit une lettre fort rassurante à Bernadotte dès le 15 octobre : Georges se trouvait en Angleterre ; plusieurs chefs secondaires, parmi lesquels Jacques Duchemin et Bonaventure, étaient venus l'assurer de leur soumission ; Guillemot lui-même avait fait demander un

passoport pour aller lui parler ; Mercier seul pouvait donner des craintes , mais il n'avait ni argent ni aucun prétexte pour entraîner les paysans à la révolte ; d'ailleurs ceux-ci voulaient le repos. Les Anglais à l'entrée de l'hiver auraient désarmé un grand nombre de leurs vaisseaux et fait rentrer à terre leurs troupes de débarquement. « On ne parle plus à Londres d'expédition maritime que dans la Méditerranée. » Cependant Debelle conseillait de ne pas désarmer le pays et d'y laisser une certaine quantité de troupes en plus de la gendarmerie : 1.200 hommes dans les Côtes-du-Nord et 300 dans le Finistère, à cause de Brest (1).

Ce grand port restait encore exposé aux menées et aux coups de mains des royalistes. Le plan que Georges et Mercier avaient formé pour s'en emparer subsistait toujours ; on n'attendait même plus que l'arrivée d'un prince à Jersey et que ses ordres pour l'exécuter. C'est en partie afin de savoir à quoi s'en tenir sur ce point que Cadoudal était retourné en Angleterre ; il s'y trouvait de nouveau en octobre et au début de novembre. En attendant, la réalisation du projet contre Brest fixée d'abord au 6 novembre (15 brumaire) (2), s'il faut en croire Rivoire, avait été différée momentanément. Il est douteux du reste que le succès de cette entreprise fût parfaitement assuré ; un pareil complot se heurtait toujours à d'innombrables difficultés et la principale était presque insurmontable. Elle venait de ce que le parti des chouans vivait péniblement et semblait prêt à mourir ; aussi ne trouvait-il que très peu d'hommes dévoués corps et âme à son succès et ne rencontrait-il souvent pour le soutenir que des mercenaires, agents fidèles seulement jusqu'au seuil de la prison ou jusqu'à ce que d'autres renchérisse sur leurs salaires ; la plupart du temps, ses amis eux-mêmes restaient timides et indécis ; il ne pouvait en somme compter que sur les fanatiques et les âmes à toute épreuve. Ainsi Brest devait tomber entre les mains des insurgés le 6 novembre. Ils y possédaient de nombreux affidés, à la tête desquels se

(1) *Arch. historiques de la guerre* (Armée de l'Ouest, 1800). D'après Chassin, *Les Pacifications de l'Ouest*. Tome III. page 666 (Éd. 1899.)

(2) *Arch. nationales*. Carton F⁷ 6277. (Rapport au conseiller d'État, directeur de la police.)(Révélations de Rivoire.)

trouvaient Jean-Pierre Rivoire, enseigne de vaisseau surnommé Sornin, de Vergès, chef de la septième demi-brigade de marine, et même jusqu'à un certain point le « général de mer » Terrasson. Le premier de ces divers personnages était en fait le principal agent royaliste, comme étant officier subalterne peu en vue et comme ayant de puissants amis dans l'entourage des princes(1). Georges devait réunir quinze cents hommes dans un château aux environs de Plougastel, sur les bords de la rade : cette troupe, revêtue de l'uniforme de la nation, aurait été commandée par Mercier en personne. Celui-ci aurait envoyé successivement à Brest, chez de Vergès, quarante hommes sous divers déguisements, particulièrement sous ceux de gendarmes ou d'officiers. De cette façon, par un coup rapide et subit, on comptait s'assurer des sentinelles et s'emparer du préfet maritime ; aussitôt, des ordres revêtus de son timbre et de sa griffe auraient introduit dans la place les quinze cents chouans déguisés ; on se serait emparé du télégraphe de Chappe ; on aurait ainsi immédiatement transmis un signal convenu jusqu'à Lamballe et Saint-Brieuc pour y assurer le débarquement du prince, qui aurait croisé en attendant dans les eaux de la baie. On devait conserver tous les fonctionnaires et tous les officiers en place, sauf les douteux, proclamer partout une amnistie générale et inviter les Anglais à cesser le blocus de Brest (2). Pour réussir dans cette entreprise, il fallait d'abord des fonds ; aussi un crédit de deux cent mille francs était-il ouvert dans ce but à Rivoire chez Morgan-Béthune, d'Amiens, banquier des royalistes à ce que l'on prétendait (3). De plus, pour régulariser la situation financière du parti, le prince devait apporter avec lui quatre millions, destinés à payer une notable partie des arriérés de solde. Quant au reste, s'il y en avait, on promettrait de le liquider sans délai (4).

D'après les déclarations de Rivoire, Georges et lui envoyèrent un avis à Londres pour prévenir le comte d'Artois et son conseil que tout était prêt, qu'on attendait ses ordres pour

(1) *Id. Id.* (Interrogatoire de Rivoire). Brumaire, an x.

(2) Comme à l'avant-dernière note.

(3) *Id. Id.* Déclarations de Rivoire.

(4) *Id. Id.*

exécuter le coup de main projeté, fixé d'abord au 6 novembre ; mais aucune réponse n'arriva, aucune ne devait arriver. Il est fort probable que Georges était reparti en Angleterre la chercher dès la fin de septembre ou le commencement d'octobre. En tout cas, il fit presque concorder son retour avec le moment où la prolongation d'armistice accordée à l'Autriche devait se terminer. Déjà le ministre de la police se tenait en éveil. Le jour même, 6 novembre (15 brumaire) fixé autrefois, d'après Rivoire, pour l'attaque de Brest, Fouché envoyait une circulaire aux préfets des départements occidentaux ; il recommandait une grande vigilance et dépeignait à ses correspondants la révolte comme prête à éclater dans leurs circonscriptions (1). A ce premier son d'alarme en succéda un second plus net, huit jours après environ.

Entre temps, un nouveau personnage s'établissait à Lorient muni de grands pouvoirs pour combattre les rebelles ; il arrivait ou plutôt s'installait dans son poste à la veille d'une campagne contre les chouans particulièrement vive. Au mois d'août précédent, lors des tentatives anglaises et des menaces royalistes, le gouvernement des Consuls nommait des commissaires généraux de police pour les quatre grands ports de France, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon. Ceux-ci, fixés dans ces places importantes, y surveilleraient les suspects et chercheraient à arrêter les tentatives simultanées des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. C'était évidemment une riposte à Cadoudal, un coup de parade contre les visées des chouans sur Brest et contre leurs projets insurrectionnels. Le 26 août (8 fructidor), un décret désignait pour commissaire général de police à Lorient un protégé de Fouché, J. Charron, ancien président de l'assemblée départementale de la Marne et ancien titulaire de diverses autres fonctions publiques (2). Ce personnage, s'il fallait en croire la peinture qu'il a tracée de son propre caractère et de ses tendances, aurait été « tolérant, « ennemi de tout parti pris, déterminé à maintenir la liberté « à laquelle il a consacré sa vie, excusant les erreurs, oubliant

(1) *Arch. nationales. Carton F⁷ 6229.* (Circulaire du Ministre de la police aux préfets des départements de l'Ouest, en date du 15 brumaire, an 9.)

(2) *Archives du Morbihan. Série M. Préfecture. Registre anc¹ N^o 6.* Enregistrement de la commission du commissaire général de police, en date du 2 brumaire.

« les maux dont un zèle mal entendu a trop longtemps
« entouré son berceau, respectant les opinions politiques et
« religieuses (1). » C'était donc un modéré, mais alors tout
ce qui touchait tant soit peu au monde officiel se donnait
pour modéré. Les hommes de cette nuance se montraient
plus disposés à excuser les jacobins et les auteurs des excès
révolutionnaires qu'à pardonner aux ennemis de la République
et des principes de 1789. Anciens partisans du Directoire
devenus soutiens du Consulat, ils eussent passé à peu près
aussi volontiers de la liberté au despotisme que du despotisme
à la liberté, tant qu'on eût conservé à eux et à leur classe
le pouvoir, les honneurs et la fortune. En effet, malgré son
étalage de modération, Charron n'a pas abjuré toute haine
contre la noblesse. Lui qui sera si fier de dater ses actes de
« son hôtel » du commissariat, il vitupère « la gothique,
« l'insupportable morgue des très nobles gardes-marine,.....
« le mépris de quelques jeunes écervelés égarés par le sot
« préjugé d'une prééminence illusoire (2). » Il déteste les
prêtres insermentés et surtout les antifidélites, hommes « en
révolte contre la loi », indignes d'exercer leur culte dans une
République à la législation de laquelle « ils ne veulent pas
« se soumettre (3). » Charron est vaniteux et a quelques
prétentions littéraires. Il prononcera un discours lors de son
installation à Lorient et y mêlera abondamment les fleurs de
la rhétorique contemporaine aux réminiscences classiques les
plus banales, parfois même les plus grotesques. Ce discours
sera imprimé; des exemplaires en seront distribués aux
autorités officielles et le commissaire général de police attendra
avec impatience leur appréciation, autant et même plus au
point de vue littéraire qu'au point de vue politique (4). Cet
homme prétentieux et fat, mais actif, intelligent, habile,
plein de confiance dans ses moyens, se croyait aussi bien fait
pour conduire des soldats et jouer au général que pour polir

(1) *Id.* Même série. Liasse : haute police et simple police, an IX. (Discours de Charron au jour de son installation, le 25 brumaire an 9.)

(2) *Id.* *Id.*

(3) *Id.* Même série. (Liasse : haute police et simple police, ans 8-9.) Lettre de Charron au préfet, en date du 17 pluviôse, an IX.

(4) Même série et même liasse qu'à l'avant-dernière note. (Lettre de Charron au sous-préfet Garnier, en date du 9 frimaire.)

les phrases d'une harangue; rampant au besoin, mais souple, sociable, insinuant, sachant à merveille composer son visage et ses paroles suivant les gens, il pouvait passer pour un type assez achevé du policier et du politicien de l'époque. Son adresse incontestable et sa finesse devaient lui servir dès le début, car il allait heurter bien des autorités voisines de la sienne, empiéter par ses attributions mal définies sur les leurs, froisser les intérêts locaux de Lorient, y imposer de nouvelles charges et susciter enfin de nombreux conflits d'attribution. En effet, son autorité n'était, en théorie, inférieure qu'à celle des préfets, et cette infériorité même n'existait pas toujours; dans certains cas, le commissaire général de police ne relevait que du ministre; en somme, dans la pratique, il agissait vis-à-vis des fonctionnaires civils du département comme un indépendant (1). Il apparaissait comme un personnage et il se considérait bien comme tel. Pareil à un préfet, il possédait un secrétaire général nommé Pessoneaux qui contresignera tous ses actes. Quoique très étendu en puissance, son pouvoir l'était peu en surface territoriale; il devait se restreindre à Lorient, mais là il se concentrait entièrement dans sa main : tout ce qui avait trait à la haute police et à la sûreté lui revenait de plein droit et il n'en restait rien aux officiers municipaux de cette ville (2).

Charron, en somme, arrivait dans un milieu hostile; quand un nouveau venu se présente pour occuper une place aussi importante, créée au dépens des autres, et l'inaugurer, il est inévitable qu'il y ait de nombreux froissements et une sorte d'hostilité universelle contre lui. Cela peut donc expliquer les avances assidues que, pour se les concilier, l'ancien magistrat de la Marne fit au préfet Giraud et au sous-préfet Garnier.

Ce fut dans les derniers jours d'octobre que Charron se rendit à son poste; il était en route le 24 octobre puisqu'il fit enregistrer ce jour sa nomination à la préfecture, et déjà commençaient les difficultés (3). Elles eurent trait d'abord à

(1) *Id. Id.* Passim.

(2) *Id. Id.* Voir notamment la lettre du préfet Giraud au sous-préfet Garnier, en date du 14 brumaire au IX.

(3) Enregistrement de la commission de Charron (*loc. cit.*) et — *Mêmes archives, même liasse* qu'à la dernière note. (Lettre du préfet Giraud au sous-préfet Garnier, en date du 2 brumaire.)

son logement, puis ensuite à ses honoraires ; un arrêté des Consuls du 8 brumaire (30 octobre) les mettaient à la charge de Lorient ; or ils étaient élevés et on doutait que la ville pût assumer une telle dépense avec ses autres charges budgétaires (1). De plus, son autorité, qui, s'il fallait l'en croire lui-même, allait être étendue à Hennebont, Port-Liberté et plusieurs communes rurales, portait ombrage aux fonctionnaires antérieurement institués (2). Tout en cherchant à les calmer, Charron comptait bien sortir de Lorient et manifester son pouvoir au loin dans la région circonvoisine. De son côté, le préfet était bien décidé à attendre des ordres positifs du gouvernement avant d'augmenter, fût-ce d'un pouce, le territoire soumis à la juridiction du commissaire général.

Charron n'était donc guère le bienvenu dans le Morbihan, mais, en homme habile, il résolut de débiter par la proclamation d'une agréable mesure gouvernementale. Le 29 octobre (7 brumaire), un arrêté des Consuls levait pour Lorient l'état de siège sous lequel cette ville, comme la plupart des autres places de l'Ouest, avait été assujettie depuis plusieurs mois. Son plein effet ne devait avoir lieu que le 16 novembre. Il ne restait plus certes aucune raison valable pour y maintenir ce régime exceptionnel, puisqu'un fonctionnaire spécial et presque omnipotent allait diriger la police et veiller à la sûreté dans ses murs. Charron fit donc annoncer au spectacle le 4 novembre (13 brumaire) cette heureuse nouvelle, toute fraîche encore, car elle ne devait pas lui être arrivée depuis longtemps. Il ne demanda avis à personne, ni à Garnier, ni encore moins à la municipalité ; il prévint seulement le sous-préfet de ce qu'il allait faire. « Je ne doute pas aussi du plaisir que cette nouvelle ne vous cause, » disait-il (3). Cela présageait que le commissaire général de police agirait volontiers en dictateur à Lorient.

Cinq jours après, c'était l'anniversaire du fameux coup d'État qui avait amené Bonaparte au pouvoir suprême. On ne

(1) *Id.* Même liasse qu'à la dernière note ; Lettre du maire et des adjoints provisoires de Lorient au sous-préfet Garnier, en date du 21 brumaire.

(2) Voir lettre ci-dessus citée, de Giraud à Garnier, du 14 brumaire (*loc. cit.*) et du 29 brumaire (*id.*)

(3) *Id. Id.* Lettre de Charron au sous-préfet Garnier, en date du 13 brumaire.

le fêta pas encore officiellement, sans doute parce que le chef de l'État en trouvait la célébration prématurée. Mais la nature marqua par une manifestation violente de sa force grandiose la nuit qui donna naissance à ce jour. Un effroyable ouragan se déchaîna sur le Morbihan; on n'avait pas vu, paraît-il, semblable tempête depuis quarante ans, et, à Lorient, il eut un violent incendie pour l'éclairer (1). A l'arsenal, dans le port, fonctionnait un moulin dont la force motrice servait à scier les planches pour la construction des vaisseaux. Le feu éclata tout à coup dans les copeaux et les accumulations de bois et le vent furieux poussa bientôt la flamme naissante jusqu'au paroxysme de l'impétuosité. Toute la scierie fut anéantie; elle avait coûté un million et demi (2). Plusieurs attribuèrent ce désastreux incendie à la malveillance, particulièrement aux chouans alliés des Anglais, ennemis de la République; ils auraient ainsi dérisoirement illuminé le 18 brumaire, jour de l'avènement du Corse (3)! Cette opinion ne fut pas celle du général Tilly, qui rendit compte du sinistre à Bernadotte, mais l'attribua simplement à un accident et à la force de la tempête (4).

Huit jours après ce grand incendie, dont on devait longtemps se souvenir à Lorient (5), le moment vint où Charron allait être intronisé dans sa fonction par devant les autorités constituées; le jour même l'état de siège prenait fin; c'était le 16 novembre (25 brumaire). Cette cérémonie officielle ne fut marquée que par le discours du nouveau commissaire général de police, discours certainement préparé avec soin et débité avec complaisance (6). Il débutait par l'éloge inévitable, mais

(1) *Archives nationales*, Carton AFIV 1590. (Dossier IV, pièce 76.) Lettre du général Tilly à Bernadotte, en date du 22 brumaire, an 9 (transmise à Bonaparte).

(2) *Idem.* *id.*

(3) Telle paraît avoir été l'opinion de Giraud disant le 2 décembre (11 frimaire) : « Depuis quelques jours, un incendie et plusieurs vols à main armée... »

(*Archives du Morbihan*. Liasse : haute police et simple police, an 9. Proclamation du 11 frimaire.)

(4) Comme à l'avant-dernière note.

(5) Voir lettre du sous-préfet Garnier au préfet Giraud, en date du 17 brumaire an X. *Archives du Morbihan*. Série M. Préfecture. (Liasse : haute police et simple police, an X.)

(6) Mêmes archives et même série. (Liasse : haute police et simple police, an IX.) Discours de J. Charron, commissaire général de police, prononcé devant les autorités constituées, au jour de son installation après la levée de l'état de siège de cette commune, le 25 brumaire an 9 (cité plus haut).

peut-être sincère, du gouvernement « trempé dans le sein des orages, mais fort de son expérience, de son courage et de la volonté du peuple français. » Cet éloge allait tout droit et presque uniquement au premier Consul.

« Sa main, disait l'orateur, « qui porte aux pays les plus lointains les palmes de la gloire unies à l'olivier de la paix, nous environne d'un rempart de bonnes lois qui doivent éloigner à jamais jusqu'au souvenir de la tourmente révolutionnaire »... Voulant briser le sceptre de fer qui tourmente orgueilleusement les mers, ce « grand homme, familier à tous les moyens de succès et à toutes les gloires, » a jugé utile de créer des commissariats généraux de police dans les quatre grands ports; c'est là le commencement de la méthode qu'il compte suivre pour arriver à son but. « Ainsi, sentinelle avancée de l'État, à la voix de son premier magistrat, j'ai dû quitter le foyer domestique et, renonçant aux charmes de la famille, au repos auquel d'honorables magistratures me donnaient quelques droits, je suis venu à cette extrémité de l'empire, comme l'oiseau sacré du Capitole, faire entendre mes cris, si les Brennus voisins, se fiant aux distances, cherchaient à profiter de celles qui les séparent du Camille des Francs. » Mes devoirs et mes fonctions sont de veiller, de songer aux moyens propres à relever le commerce et l'industrie, exerçant en même temps « une magistrature méditative, inerte et une magistrature active et forte pour l'exécution des lois. » Je soumettrai au ministre, au premier magistrat du département, sous l'autorité duquel je me vois avec plaisir établi par la loi, toutes mes réflexions, tous mes désirs, tous mes élans vers la paix, la tranquillité, le bonheur, ou je les assurerai par moi-même quand la loi m'en prescrira l'heureuse obligation... » J'ai parcouru vos côtes et votre port et je vous dirai quelles sont à leur sujet mes remarques et mes espérances. J'ai vu les côtes, maintenant veuves de secours, mais qui seront bientôt très fortifiées; le port, où les bras et les courages sont paralysés, mais qui bientôt se retremperont par le succès. J'ai vu « une marine régénérée, peuplée de talents qui semblent prescrire l'obligation d'être utilisés,... non la gothique, l'insupportable morgue de très nobles gardes-marines, non le mépris de quelques jeunes écervelés égarés

« par le sot préjugé d'une prééminence illusoire pour le commerce, les arts, la magistrature, les armées, mais une marine populaire, modeste, voulant la gloire du nom français, n'attendant qu'un Colbert ou qu'un Richelieu pour donner, comme au temps de Louis XIV, des La Meilleraye, des Valbelle, des Paul et des Tourville. » J'ai parcouru vos quais magnifiques, maintenant déserts; les magasins, où « l'Inde tributaire » venait vous apporter ses produits, maintenant abandonnés et vides; j'ai traversé vos rues presque silencieuses « où naguère, parmi les chariots de l'industrie, roulaient les chars de l'aisance; » cette vue m'a rempli de tristesse, mais l'espoir de revoir tout cela vivant m'a rasséréiné. Je viens de vous dire mes impressions; les faire partager au gouvernement, pour qu'il puisse remédier au mal, tel est, en somme, le but de l'institution. Quant à mon caractère et à mes idées, je pourrais vous dire, s'il était permis de parler de soi, que je suis « tolérant, ennemi de tout esprit de parti pris, déterminé à maintenir la liberté à laquelle j'ai consacré ma vie, excusant les erreurs, oubliant les maux dont un zèle mal entendu a trop longtemps entouré son berceau; je suis décidé à faire exécuter les lois de mon pays et à faire respecter son gouvernement, » mais, leurs actions devant seules faire juger les hommes, c'est en vous défendant dans vos personnes et dans vos intérêts, « en respectant vos opinions politiques et religieuses » que j'obtiendrai la seule récompense que je désire, « faire un peu de bien dans l'administration qui m'est confiée. » Magistrats, républicains, recevez mes serments ! Je promets d'être fidèle à la Constitution (1) ! —

En somme, ce discours était de nature à faire plaisir aux habitants de Lorient. Représenter sa magistrature comme une magistrature méditative, destinée principalement à signaler les besoins du commerce maritime, à le protéger et à suggérer les moyens pour y subvenir, était extrêmement habile : Charron touchait là une fibre du cœur bien sensible chez ces négociants ruinés par la guerre avec les Anglais, pour lesquels

(1) *Id. id.* Telle est l'analyse aussi serrée que possible du discours de Charron; les parties entre guillemets sont citées littéralement.

l'image du passé était un rêve d'Eldorado. Le commerce des Indes ! En parler, travailler à le restaurer, c'était travailler à rouvrir une source de fortunes magnifiques. Un magistrat principalement préoccupé de ce souci, qui se disait envoyé par le gouvernement pour y consacrer toutes ses pensées, toutes ses observations et même ses actes, ne pouvait être que le bienvenu ! Mais après réflexion, une fois le premier moment de satisfaction et peut-être d'enthousiasme passé, on se demanda sans doute si tout cela était vrai ou du moins exact. Évidemment le côté méditatif et spécial à Lorient de cette magistrature, loin d'être le principal, n'avait certainement pas l'importance que Charron voulait bien lui donner. Le premier Consul, avant tout homme d'action, n'allait pas instituer des commissaires de police pour méditer, comme Sieyès, sur la législation idéale, ce thème si cher aux esprits du dix-huitième siècle ; il ne leur demandait certes pas de s'abstraire dans des questions de réforme, mais il voulait qu'ils servissent d'yeux et d'oreilles à son gouvernement. Celui-ci en avait déjà dans la personne des fonctionnaires de toute sorte, mais il en désirait d'autres qui pussent les contrôler ; plus il en aurait et plus sa conscience serait éclairée. Il est évident que la question commerciale n'avait pas été d'un grand poids pour ou contre l'établissement des commissariats de police dans les quatre grands ports de guerre ; la raison militaire dut être le principal sinon l'unique motif de cette nouvelle création. Charron exagérait pour obtenir, en faveur de la magistrature qu'il exerçait, les suffrages de ses nouveaux administrés. Hélas ! de sa présence il ne découlait pas que le monopole des Indes serait restitué à Lorient. En attendant, fier de son allocution, désireux aussi de répandre partout ses belles promesses et ses phrases adroites et insinuantes, Charron fit imprimer et publier son discours ; le 30 novembre, 9 frimaire, il en adressait plusieurs exemplaires à Garnier et lui disait : « l'accueil que vous voulûtes bien lui faire à ce moment, le jour où il fut prononcé, me fait espérer qu'il aura votre suffrage. » Il ajoutait en post-scriptum : « Nous sommes allés chez vous ce matin, le secrétaire général et moi, pour vous voir. Vous étiez sorti. Je vous aurais dit et je vous dirais mille choses obligeantes de la part du préfet

« et de Madame, que j'ai presque déterminée à venir vous
« voir. Mille bons jours et mes respectueuses félicitations à
« Madame (1). »

En résumé, l'institution des commissariats généraux de police à Lorient et surtout à Brest avait certainement été faite pour déjouer les manœuvres des royalistes. Le gouvernement avait depuis longtemps, à n'en pas douter, quelques renseignements généraux sur les projets de Cadoudal ; Bonaparte et Fouché se doutaient certainement qu'il conservait des visées sur Brest et des intelligences dans cette ville. Lorient était voisin de son centre d'activité ; Rochefort ne se trouvait pas éloigné de la Vendée, Toulon et le Midi avaient combattu, par moments, la Révolution.

J. Charron arrivait à propos, car, au dire des espions et des personnages qui les employaient, Cadoudal rentra dans le Morbihan dans la première moitié de novembre. Huit jours après que Fouché eut recommandé la vigilance aux préfets de l'Ouest, le général Tilly écrivait à Bernadotte le 13 novembre (22 brumaire) : « Citoyen général, des émissaires qui
« jusqu'à ce jour m'ont donné lieu de croire à leur fidélité, m'as-
« surent que Georges revenant d'Angleterre avec 200.000 francs,
« a débarqué dans la petite île de *Chauzey* près Granville et
« traversé l'arrondissement de Port-Malo, des Côtes-du-Nord
« et s'est réfugié dans le Morbihan. On ajoute que quinze
« à vingt mauvais *quet à pan* (sic) avaient été également
« débarqués depuis par les Anglais, aussy dans l'Isle de Chauzey,
« et s'étaient ensuite dirigés sur les mêmes parages à l'effet
« de former la garde de Georges.

« Que Georges depuis son retour ne se communique guères
« et se fait voir à bien peu de monde pour ne pas s'exposer
« à être découvert (2)..... »

D'après ces espions, le chef royaliste de la Bretagne serait encore revenu avec la rude consigne d'attendre, mais d'après Bosquet, écrivant au ministre de la police le même jour que le général Tilly à Bernadotte, Cadoudal aurait eu des instruc-

(1) *Idem idem*. Lettre de Charron au sous-préfet Garnier, en date du 9 frimaire.

(2) *Archives Nationales*. Carton AFIV 1590. (Dossier IV, pièce 77.) Lettre du général Tilly à Bernadotte (communiquée à Bonaparte).

tions particulières et il ne devait en livrer connaissance à son parti qu'un peu plus tard. Les moyens en auraient été concertés avec le Cabinet britannique « qui vient de mettre « l'embargo sur les embarquations destinées à transférer les « prêtres et les émigrés en France » (1). Le juge informateur prétendait tenir cette dernière et bizarre nouvelle d'un prêtre, rentré tout récemment, qui avait pu tourner cet obstacle. Il est probable que le correspondant de Fouché transmettait là au ministre l'avis d'un fait considérablement travesti et déformé par la rumeur publique ou par l'imagination des narrateurs. Quoi qu'il en soit, quelque chose se préparait ; Bosquet disait à Fouché : Il vaut mieux « vous donner directement ces avis qu'aux autorités actuelles du pays qui « écrasent de questions et qui sont indiscrètes, et elles « manquent d'ailleurs d'énergie !... J'écris au lieutenant « général Debelle pour qu'il en confère avec vous, il vous dira « que je ne suis pas un trembleur et qu'avant de donner une « nouvelle c'est que j'en suis certain... De grâce, ne perdez « pas de vue le Morbihan menacé par la guerre civile. Il « nous faut un homme ferme et qui ne soit pas peureux. « L'autre parti qui est l'extrémité de celui des chouans agit « aussi à sa manière ; ils se réunissent, tremblent et crient « bien fort pour faire peur... Je dois vous dire que le gouvernement actuel, Bonaparte lui-même, n'a pas beaucoup « d'amis dans ce pays » (2). Quoique, d'après ces donneurs d'avis, le parti royaliste fût réduit à très peu, « les chefs sont « sans moyens (3) » disait l'un, que suivant Tilly les paysans ne correspondisent en aucune façon à toutes les tentatives faites pour les pousser en avant et les enrégimenter, l'inquiétude revenait dans le camp de la République.

Le jour même, 13 novembre (22 brumaire), où le général Tilly faisait son rapport à Bernadotte et Bosquet à Fouché, Gaillard-Latouche écrivait au préfet (4), et, comme si ces trois

(1) *Mêmes archives*. (Carton F⁷ 6229). Lettre de Bosquet au ministre de la police, en date du 22 brumaire, an 9.

(2) *Idem*, *idem*.

(3) Lettre de Bosquet (loc. cit.).

(4) *Arch. du Morbihan*. Liasse non classée. (Sûreté publique. Chouannerie, ans 8-9). Lettre du sous-préfet Gaillard au préfet Giraud, en date du 22 brumaire an 9.

personnages se fussent entendus, son premier mot, ainsi que ceux des deux autres, a trait au retour de Georges avec du numéraire destiné à la paye des officiers chouans. Ce règlement de solde eut lieu, pour la région de Bignan, à La Ville-Audeux en Guéhenno, près de Saint-Jean-Brévelay. L'acceptation de cet argent pouvait être considérée comme un nouvel engagement envers la cause royaliste. Aussi, tandis que les capitaines de Mohon et de Ménéac consentaient à le toucher, ceux de Taupont refusèrent-ils. Un mouvement assez sérieux se produisit parmi les anciens chefs ou amis des insurgés. Les Dubouays et Pierre-Joseph Pièche, jusque-là retirés à Rennes, reparurent, les premiers aux environs de Ploërmel, le second à Josselin. Quant à Le Boulvays de Saint-Allouestre, il était retourné depuis la fin d'octobre auprès de Guillemot. La femme qui en donna avis à Gaillard fut menacée comme espionne et dénonciatrice (1). Georges était donc revenu. Quoique presque invisible à tous, presque inaccessible même aux chefs royalistes, il se laissait voir çà et là dans la campagne. Peu de temps après son retour, on l'aperçut plusieurs fois, paraît-il, chassant en compagnie de Guillemot et de Gomez autour de Guéhenno, du hameau de Kerscouble et sur les confins des communes de Plumelec et de Billio (2). En même temps, il répandait ses ordres et transmettait les projets de son état-major. Il ne comptait pas, suivant le général Tilly, entamer d'hostilités contre les Républicains pendant l'hiver, car il supposait que, pendant ce temps, la trêve entre l'Empire et la République serait pour le moins tacitement prolongée (3). Ainsi la lutte contre les Bleus ne reprendrait qu'au printemps, lors du débarquement d'un prince français avec des troupes. « A cette époque les « hostilités seront recommencées sur le continent, parce qu'il « est impossible que la paix puisse avoir lieu, » disaient les chouans, d'après Tilly (4). C'était bien d'ailleurs ce que pensaient les hommes d'État de la Grande-Bretagne, estimant l'Autriche suffisamment liée à leur fortune et à leur volonté.

(1) *Arch. du Morbihan*. Liasse non classée. (Sûreté publique. Chouannerie, ans 8-9.) Lettre du sous-préfet Gaillard au préfet Giraud, en date du 22 brumaire an 9.

(2) *Id. Id.*

(3) Lettre du général Tilly à Bernadotte en date du 22 brumaire (citée plus haut).

(4) *Id. Id.*

En attendant donc, il se serait simplement agi pour les royalistes, comme aux mois de juin et de juillet précédents, de maintenir l'opinion publique, de se faire des recrues et de tout préparer en vue d'une guerre (1). Cependant, comme on vient de le voir, une secousse soudaine semble alors avoir tout d'un coup galvanisé le parti qui jusque là paraissait endormi. Il est probable donc que les renseignements de Tilly manquaient d'une rigoureuse exactitude, que Cadoudal revint, sinon avec des ordres positifs de soulèvement, du moins avec des espérances plus immédiates et assez prochaines de secours. Son retour coïncidait avec l'expiration de la trêve accordée à l'Autriche, et l'effervescence du parti chouan devint rapidement assez intense. Guillemot, qui aurait manifesté l'intention de se soumettre au gouvernement, changea d'idée après une entrevue avec Georges (2). Il en fut à peu près de même de Charrier. Celui-ci parla de se rendre, il prit rendez-vous avec un fameux brigadier de gendarmerie, Paquetet, de Josselin, qui vint à l'heure dite, accompagné d'un autre gendarme et d'un chouan nouvellement rendu. Ces trois hommes ne rencontrèrent personne, mais ils essayèrent plusieurs coups de fusil et une balle blessa Paquetet (3).

Déjà renaissait la discussion sur la publicité du culte entre les officiers chouans et les prêtres récemment rentrés d'exil; de même l'on réitérait aux jeunes gens la défense de se marier, défense déjà faite plusieurs fois, maintenue depuis le mois de juin, mais qui semblait généralement oubliée. Comme les royalistes rencontraient de nombreuses résistances sur ces deux points, de la part du clergé et des laïques, l'avis des évêques émigrés avait été demandé par l'entremise de l'abbé Guillo. La réponse qui arriva dans le mois de décembre ou tout à la fin de novembre fut en somme très favorable. M^{re} Amelot se prononçait nettement contre la publicité du culte; M^{re} Le Mintier, évêque de Tréguier, et lui consentaient à ce que les chefs des chouans ordonnassent de différer les mariages, mais ils faisaient remarquer que cette mesure ne

(1) Lettre du général Tilly à Bernadotte, en date du 22 brumaire (citée plus haut).

(2) *Id. Id.*

(3) *Archives du Morbihan*. Liasse non classée. (Sûreté publique, chouannerie. Ans 8 et 9.) Copie d'une lettre de l'adjoint et du maire de Locminé au sous-préfet d'Haucour, en date du 13 frimaire an 9.

devrait pas être prolongée encore longtemps et que les ecclésiastiques ne pourraient usér que de persuasion. Surtout ils recommandaient l'union, au moins apparente, entre le sacerdoce et l'épée (1).

En même temps, le travail d'organisation insurrectionnelle recommençait ou plutôt continuait. Mais il rencontrait des obstacles parfois imprévus et, le 15 novembre (24 brumaire), il donna lieu à un fait qui fit beaucoup gloser les patriotes et les fonctionnaires. Les communes du royaume de Guillemot ne montraient guère de bonne volonté pour acquitter les impôts ; d'abord, on n'y aimait point le gouvernement, ensuite la misère y régnait, comme partout ailleurs dans le département, par suite de la guerre et des exactions de Brune. En un mot, Saint-Jean-Brévelay, Buléon, Bignan et Saint-Allouestre restaient devoir 1.046 francs sur les contributions de l'an IX. Giraud prit un arrêté le 3 novembre (12 brumaire) pour les y contraindre. Muni de l'acte préfectoral, le receveur général, sur la demande du receveur particulier, envoya d'abord cinquante garnisaires dans ces communes. L'arrivée de ces soldats, au beau milieu d'un pays particulièrement fréquenté par les chouans, gênait au plus haut point leurs actions et leurs préparatifs ; aussi résolurent-ils de les faire partir et employèrent-ils le moyen le plus simple pour atteindre ce but : ils avancèrent les 1.046 francs aux paroisses. Le lendemain même, le receveur, ayant touché l'arriéré des contributions, partait avec les garnisaires (2).

Quelques jours après, un autre obstacle fut écarté par la violence. Il y avait dans la lande de Vachegare ou de Maigris une auberge, maisonnette perdue dans ce petit désert et située sur le bord de la grande route de Locminé à Josselin. Les gendarmes s'y réunissaient souvent pour la correspondance. Il fallait leur en interdire l'accès, car les cavaliers et les courriers chouans passaient et repassaient continuellement dans son voisinage, allant de Saint-Jean-Brévelay, des quartiers

(1) *Lettre à mes neveux sur la chouannerie*, par J. Guillemot. P. 175. (Ed. 1859.)

(2) *Mêmes archives et même liasse qu'à l'avant-dernière note*. Lettre du sous-préfet Gaillard au préfet Giraud, du 4 frimaire. — *Archives nationales*, carton F⁷ 7798, N^o 1861. Rapport de l'inspecteur général de la gendarmerie Radet au ministre de la police, du 17 frimaire. — Lettre de J. et F. au préfet du Morbihan, du 24 frimaire — J. Charron à Fouché, du 9 frimaire.

généraux de Guillemot et de Georges, vers Moncontour, Portrieux ou autres points importants des communications royalistes. Dans la nuit du 20 au 21 novembre (29 au 30 brumaire), on frappa à la porte de l'auberge en demandant du feu (1). L'hôte refuse ; l'heure est trop tardive, il n'a pas assez de confiance pour ouvrir. « Tu refuses du feu ! Nous « t'en donnerons ! » lui crie-t-on de l'autre côté de la porte. La nuit suivante (21 au 22 novembre, 30 brumaire au premier frimaire), des hommes vêtus de carmagnoles de différentes couleurs, avec des mouchoirs couvrant la tête et une partie de la figure, attaquèrent la maison, percèrent le mur de l'écurie et pillèrent l'habitation. Ils prirent l'argent, vingt-six francs, s'emparèrent des meilleurs effets qu'ils purent trouver et partirent après avoir mis le feu (2). Gaillard proposait de recourir à sa chère loi du 10 vendémiaire et de faire réparer le cabaret aux frais des communes, de cantonner à Saint-Jean 50 hommes d'élite, capables d'inspirer confiance au pays, pour faire des battues, en attendant qu'une forte brigade de gendarmerie fût établie à Plamelec. Voilà ce que disait le sous-préfet Gaillard.

Dans les premiers jours de décembre, Guillemot quitta un moment son royaume, sans doute pour aller faire une tournée dans la région de son commandement, dans le territoire de sa vaste adjudance. Il y avait une certaine agitation jusque dans les environs de Ploërmel même où auraient reparu les frères Dubouays ; les chouans y menaçaient les prêtres qui, dépendant du diocèse de Saint-Malo, continuaient à officier publiquement : Gaillard ne se trouvait pas en sûreté dans son chef-lieu d'arrondissement qui ne contenait aucune garnison ; et puis, tous les deux jours, les gendarmes à pied de cette ville accompagnaient la diligence jusqu'à Elven, où ils restaient coucher. — Il faudrait, répétait-il, cent hommes cantonnés dans le royaume de Guillemot. Il faudrait mettre à exécution la loi du 10 vendémiaire pour indisposer les

(1) Comme à la dernière note. Lettre du sous-préfet Gaillard au préfet Giraud, du 4 frimaire.

(2) *Idem, Id.* — L'auteur des « *Observations* », dont nous parlerons plus loin, donne pour cause à cet incendie que le jeune homme habitant en ce lieu ne voulait pas marcher avec les chouans.

campagnes contre les chouans et rassurer les fonctionnaires publics sur leurs menaces. Gaillard restait toujours le prôneur de cette législation inique et odieuse ; ici son sens politique le guidait à faux, aveuglé qu'il était par son intérêt privé et par celui de ses amis les patriotes (1). Giraud ne pensait pas de même ; il voyait bien qu'avant de se tourner contre les royalistes, la haine des campagnes, assujetties à une insoutenable responsabilité, se jetterait d'abord sur l'autorité qui les frapperait si injustement. Il s'éleva donc avec force contre cette loi dans une lettre pourtant bien alarmiste qu'il écrivit à Fouché le 30 novembre (9 frimaire). Il la déclara « inexcusable dans son arrondissement (2). » Gaillard parlait de l'appliquer, « avec prudence » (3) ; cela ne signifiait qu'une chose, à savoir : épargner les communes où les patriotes se trouveraient un peu nombreux. De toutes façons elle restait une arme plus apte à irriter les paroisses les unes contre les autres et, mieux encore, à les indisposer toutes contre le gouvernement qu'à nuire à d'insaisissables ennemis.

Ceux-ci commençaient à inspirer une vraie inquiétude, tant au personnel gouvernemental qu'aux amis de la Révolution. En effet, un meurtre retentissant venait de se commettre dans le Finistère. La moitié méridionale de ce département formait, suivant l'organisation royaliste de juin 1800, une adjudance confiée d'abord au comte de Cornouailles, puis à M. de Geslin. Ni l'un ni l'autre ne put ou ne voulut s'en charger et le commandement en revint finalement à Guymard-Coëttedreux qui dirigeait déjà l'adjudance du pays de Léon et de Morlaix. Il confia l'organisation de la contrée de Quimper et de la Cornouaille à l'ancien chef en second de la septième légion, Guezno de Penanster. Celui-ci connaissait fort bien toute cette partie de la Bretagne qui avait longtemps été comprise dans la sphère d'influence de Debar. Néanmoins, sur le papier, une légion, la neuvième, comprit un moment dans sa circonscription tout ce territoire méridional

(1) Même lettre du 6 frimaire — *et mêmes archives, même liasse*. (Lettre du 16 frimaire du sous-préfet Gaillard au préfet Giraud, et du 22 brumaire, du même au même.)

(2) *Archives Nationales*. Carton F⁷ 7798, N^o 1861. Lettre du 9 frimaire.

(3) Lettre citée plus haut. (Gaillard à Giraud, 16 frimaire.)

du Finistère. M. de Cornouailles, avec M. de Geslin comme major ou lieutenant-colonel, la commandait en titre (1). Quand cette région fut érigée en adjudance, ces deux mêmes chefs furent, disions-nous, successivement invités à la diriger et successivement parurent se désister. Car là il y avait tout à faire : nul officier notable, nul soldat, quelques aventuriers isolés seulement ; nulle troupe, nulle bande même. L'ancien capitaine de l'armée du Rhin, Guezno, se mit énergiquement à l'œuvre. Il eut bientôt trouvé un chef local pour les environs de Quimper. C'était un jeune homme de 24 ans, Charles-François Le Cat, de profession écrivain public, qu'on surnomma La Volonté. Celui-ci réunit des hommes à coup de main, mi-bandits, mi-royalistes, au nombre d'une vingtaine, qui formèrent le premier noyau de la légion de Quimper (2). Penanster, sous son pseudonyme de Renaud, lui fit tenir les instructions suivantes : « Monsieur La Volonté ira prendre
« les instructions et fera l'exécution convenue ou sur la
« route ou au lieu même ; il en rendra sur-le-champ compte.
« Il s'informera lorsque les étoffes seront prêtes et, s'il croit
« pouvoir enlever une diligence, il en enlèvera tous les fonds
« et conservera les étiquettes des sacs qu'il fera déposer en
« maisons sûres. Il ramassera sur les cantons des contributions
« et des hommes sur le canton d'Elliant. Si d'anciens officiers
« le rejoignent, il les fera m'écrire. Enfin, il fera jusqu'à la fête
« des rois tout ce qui lui paraîtra utile pour le parti du Roi
« et correspondra directement avec moi (3). » — « Monsieur, écrivait encore à La Volonté Renaud, c'est-à-dire Guezno de Penanster (4), « les nouvelles sont excellentes. Annoncez
« à tous les gas qu'ils prennent courage ; qu'ils se rappro-
« prient et s'instruisent. Levez des contributions partout.
« Activez le canton d'Elliant. Propagez la désertion des soldats.
« Faites rejoindre tous les jeunes gens à caractère. Notez
« tous les coquins dans toutes les paroisses. Travaillons jour

(1) *Mémoires de Rohu*, notes signées C K dans *Revue de Bretagne et de Vendée*. (Année 1858.)

(2) *La Police et les Chouans*, par Ernest Daudet. (Le meurtre d'Audrein.)

(3) *Id. Id.*

(4) Les papiers de la police (*Arch. Nationales. Carton F⁷ 6230*. Dictionnaire alphabétique des individus compromis dans les différentes conspirations) marquent en effet : Guezno Penanster, assassin de l'évêque de Quimper.

« et nuit. Les moments vont être précieux. Ramassez partout
« tout l'argent possible pour la correspondance, les habil-
« lements, etc, etc. Soyez en garde contre les fouilles, les
« espions, et notez les dénonciateurs. Tout va bien (1). »

L'exécution dont il était question dans la première de ces lettres était celle d'Yves Audrein, évêque constitutionnel du Finistère. Régicide, il devait mourir, puisque les fonctionnaires de la République et les patriotes ardents ou tarés méritaient plus que jamais, aux yeux des royalistes violents et affamés de vengeance, les rigueurs de leur Code, et puis les chouans, mal instruits par la légende, le chargeaient non seulement de sa propre faiblesse mais encore de la fougue révolutionnaire de Grégoire et d'autres constitutionnels. Audrein aurait voté la mort du roi trois fois, sous trois noms différents; or il n'avait agi que par peur et en demandant un sursis. Enfin, évêque assermenté, il devait payer pour tous les prêtres qui résistaient aux injonctions des insurgés et que ceux-ci qualifiaient de schismatiques, pour les assermentés comme pour les tenants du culte public et les amis du gouvernement. L'atmosphère du parti royaliste persécuté, traqué par les espions et les gendarmes, les assassins et la police, les soldats et les magistrats, était saturée de haine et de violence. Le 11 novembre, plusieurs officiers chouans des Côtes-du-Nord écrivaient la lettre suivante à un ancien allié de Saint-Brieuc qui acceptait les faveurs gouvernementales :

« Monsieur, vous perdés la tête et l'estime des braves gens ;
« vous voulés absolument atraper quelque chose. Les blés
« des patriotes ne sont pas si baux que vous croyés. Attendés
« encore un peu, ou bien en courant deux lièvres vous n'en
« attraperés aucun. Voici la devise des royalistes : *Exoriare*
« *aliquis nostris ex ossibus ultor* (2). »

Huit jours après, la sentence fatale portée contre Audrein s'exécutait dans la nuit du 19 au 20 novembre. La bande de Le Cat dit La Volonté arrêtait la diligence dans laquelle il se

(1) Comme à la précédente note.

(2) Arch. particulières de M^{me} Hamonno, à Rennes. (Papiers de Portrieux.) Lettre adressée « au citoyen Mesquin, commis du c^{en} Boucaut à St-Brieux ». Elle porte le timbre de la poste de Saint-Brieuc, du 21.

trouvait ; ils le forcèrent à descendre et le tuèrent (1). La responsabilité de ce meurtre fut immédiatement attribuée par la police à plusieurs chefs morbihannais, dont elle défigurait fortement les noms. L'administration de Fouché fit au préfet Giraud, le 6 décembre (15 frimaire), les étonnantes assertions suivantes : « L'assassinat du citoyen Audrein a été commis par *Larouce* ou *Rohu* » qui a été maître d'armes du « régiment Walch ou d'un régiment allemand (2). » Il avait avec lui deux hommes nommés Dubois, l'un chef de légion, l'autre aide de camp de Mercier, ces deux derniers partis de Rennes pour le coup. Les faire rechercher avec grand soin. Toutes ces indications « que j'ai eu sur leur compte sont « prises dans une lettre écrite par Georges qui fait un grand « éloge de la conduite et du sang-froid de Larouce ou Rohu « dans l'exécution de cet assassinat (3). » — Évidemment le ministre de la police n'avait, malgré sa subtilité, rien compris au document dont il parlait. Il est étonnant de voir combien, après tant de rapports et de dénonciations, Fouché et ses hommes connaissaient peu les chefs des brigands. Confondre Jacques Kobbe dit La Ronce avec Jean Rohu, et encore changer Laronce en Larouce, leur adjoindre les frères César et Louis Dubouays, dont aucun ne fut jamais aide de camp de Mercier, les faire accourir, ceux-ci de Rennes, ceux-là des environs d'Auray pour exécuter Audrein, c'était vraiment peu connaître et le personnel et l'organisation royaliste. Quoi qu'il en soit, ces renseignements furent (4) transmis par Giraud à la gendarmerie, qui en fit ce qu'elle put.

Le meurtre de l'évêque constitutionnel du Finistère causa une vive impression aux assermentés d'abord, aux fonctionnaires et aux patriotes ensuite. Il paraissait surtout comme un éclatant acte de rigueur qui annonçait la farouche énergie de gens décidés à la lutte et à se faire obéir. Giraud s'en indigna et s'en émut ; pour y riposter, il s'évertua d'abord à briser les communications des royalistes avec la mer et les

(1) *La Police et les Chouans*, par Ernest Daudet. (Le meurtre d'Audrein.)

(2) *Archives du Morbihan. Liasse non classée.* (Sûreté publique. Chouannerie, ans 8-9.) Lettre du Ministre de la police au préfet Giraud, en date du 15 frimaire, an 9.

(3) *Id. Id.*

(4) *Id. id.*

Anglais. Nous avons vu que la flotte britannique restait alors, pour ainsi dire, à demeure dans la baie de Quiberon et qu'elle s'était fait des deux îles d'Houat et d'Hœdic deux vraies places d'armes. Des tentes, des hôpitaux pour les soldats et marins anglais, des moulins pour approvisionner leurs vaisseaux de farine fraîche, s'y dressaient en permanence depuis plusieurs mois, et les pêcheurs de ces îles servaient d'intermédiaires entre eux et les chouans ou les paysans de l'intérieur, portant aux uns de l'argent et des armes, rapportant aux autres des denrées diverses : grains, vivres et rafraîchissements pour les vaisseaux. Giraud avait déjà le 4 juillet tenté, mais en vain, d'arrêter ce commerce par des mesures sévères et méticuleuses. Or, depuis plusieurs mois, on assurait qu'un mal épidémique régnait sur la flotte ennemie (1) et, de plus, que cette contagion était même la terrible fièvre jaune apportée par les vaisseaux des Antilles anglaises. Un merveilleux prétexte se présentait. Giraud s'en empara pour mettre en quarantaine Houat et Hœdic et couper ainsi court à toute communication entre les Morbihannais et les Anglais ; l'arrêté en parut le 22 novembre (2). D'une extrême rigueur, cet acte préfectoral traitait presque les malheureux pêcheurs de ces îles comme des émigrés. Il défendait à leurs chaloupes d'aborder à Belle-Île ou sur le continent ; dans le port où elles viendraient se réfugier, là où elles atterriraient, elles devraient être arrêtées, consignées et renvoyées ; aucun homme de l'équipage et aucun passager ne pourraient débarquer ; ceux qui le feraient seraient d'abord saisis, puis mis en quarantaine et, après la visite des officiers de santé, ils paraîtraient devant le tribunal de police. Les commissaires de la marine étaient chargés de faire connaître cette décision aux habitants d'Houat et d'Hœdic en prenant toutes les précautions requises. Ces mesures quelque peu illégales et draconiennes et d'une nécessité douteuse ne tendaient à rien moins qu'à affamer ces deux îles naturellement pauvres et peu cultivées ; et cependant elles émanaient plutôt d'une préoccupation politique

(1) Voir le *Moniteur Universel* du 13 thermidor. (Au sujet de la mission de Lauriston à Belle-Île.)

(2) *Arch. du Morbihan. Série M. (Préfecture.) Reg. anciennement N° 6. (Arrêté du 1^{er} frimaire.)*

que d'un souci sanitaire. Devant la menace d'une nouvelle insurrection, il fallait à tout prix séparer complètement les insurgés de leurs alliés les Anglais ; or, en excluant les pêcheurs d'Houat et d'Hœdic de tout contact et de tout commerce avec la terre, le trait d'union était définitivement et immanquablement supprimé. La fièvre jaune qui régnait aux colonies anglaises paraît donc un prétexte, ou au plus une raison de second ordre. Remarquons ici que cette mesure prise le 22 novembre (1^{er} frimaire) peut être considérée comme l'avant-coureur d'une loi générale dont nous aurons à parler plus tard, la mise en état de siège de toutes les îles éloignées du continent français de plus de deux myriamètres (1) ; évidemment, entre les deux faits il y eut connexion logique dans l'esprit des autorités républicaines. Le lendemain même, 23 novembre (2 frimaire), le cavalier Drouetto de la 7^e compagnie, 3^e escadron du 19^e régiment de chasseurs à cheval, disparut. Envoyé en ordonnance de Ploërmel à Josselin, il déserta ou fut tué, soit par des chouans, soit par des brigands (2). Enfin, dix jours après son arrêté contre la fièvre jaune, le 2 décembre (11 frimaire), Giraud, toujours inquiet des manœuvres royalistes et de leurs mouvements, fit publier une nouvelle proclamation contre eux, vrai factum souvent injuste et mensonger, mais qu'il considérait peut-être comme exact et en tout cas comme politique (3). En voici quelques-uns des principaux passages :

« Depuis quelques jours, un incendie (4) et plusieurs vols à
« main armée ont eu lieu dans le Morbihan. De vils et
« féroces agitateurs, désespérant de pouvoir encore tromper
« et soulever en masse les paisibles habitants des campagnes,
« n'ont pas abandonné le projet de jeter au milieu de vous
« la terreur par les assassinats et le brigandage. Agents

(1) *Bulletin des lois*, an 9. (Loi du 22 frimaire, an 9, suspendant l'empire de la Constitution pour les départements du Golo et du Liamone et pour les îles du territoire européen distantes de la côte de deux myriamètres et au delà.)

(2) *Arch. du Morbihan. Préfecture, série M.* (Liasse : Haute police et simple police, an 9.) Lettre du sous-préfet Gaillard au préfet Giraud, du 12 pluviôse.

(3) *Arch. du Morbihan. Série M. Préfecture. Reg. anciennement N° 6.* (Proclamation du 11 frimaire.)— *Liasse : Haute police et simple police, an 9.* (Grande affiche imprimée contenant la même proclamation.)

(4) Allusion très probable à l'incendie du 18 brumaire dont il a été parlé plus haut.

« subalternes du Ministère anglais qui les paie et qui les « méprise », ayant perdu l'espoir de ranimer la guerre civile parmi vous, ils veulent vous intimider pour vous piller à leur aise et aller ensuite jouir du fruit de ces pillages en Angleterre. « Tel est leur unique but, citoyens, n'en doutez pas. » Pensez-vous qu'ils puissent croire qu'une insurrection dans le Morbihan puisse perdre la République? « ils ne sont pas « si insensés, car le Morbihan n'est que la 98^e partie de la « France et, quand vous avez une blessure à l'un des doigts « de votre main, vous savez bien que votre corps n'en est « pas plus malade... » Ne sommes-nous pas victorieux? N'a-t-on pas arrêté entre la France et l'Europe des préliminaires de paix? Ils veulent vous piller et vous abandonner ensuite. Ces hommes se donnaient comme défenseurs de la Religion et armés pour faire revenir les Ministres du culte; « ce que leurs efforts impuissants ne purent obtenir, vous le « tenez de la sagesse et de la justice du gouvernement... » Et maintenant, ils « menacent ces derniers, les persécutent, « leur défendent de remplir leurs fonctions, et par le vol « et l'assassinat blasphèment la religion dont ils se disent les « apôtres. » Ils feignaient de vous plaindre, et par rapport aux impôts que vous demandait la République et par rapport aux jeunes gens que réclamaient vos armées; « aujourd'hui, « la République, loin d'augmenter les impôts, les a diminués. » Les départements de l'Ouest ont été affranchis de la conscription militaire. Eux cherchent à enrôler vos enfants et, si leur armée se reformait, vous auriez pour les nourrir à supporter « des réquisitions plus fortes que celles qu'on vous « imposa l'année dernière... » Repoussez-les, recevez avec confiance la gendarmerie et la troupe qui vont les poursuivre, joignez-vous à elle, montrez-vous; leur nombre est plus petit qu'on ne le croit. Ils fuiront. Je n'ignore ni leurs menaces ni leurs annonces, mais jugez par la fausseté de celles qu'ils vous ont faites de la vérité de celles qu'ils font encore. « Rappelez-vous d'ailleurs ce que je vous ai annoncé déjà il « y a quelques jours. La fièvre jaune, maladie pestilentielle « et incurable, règne dans les îles anglaises, craignez que les « agents de l'Angleterre ne vous apportent cette contagion... » Enfin, vous avez au milieu de vous vos enfants et vos prêtres;

« avec la paix, vous les conserverez toujours ; sans la paix, vous perdrez les uns et les autres. » Au nom de la religion et de la nature, repoussez avec force « de misérables instituteurs », car ils finiraient par vous priver de vos enfants, « de vos prêtres et de votre fortune (1). »

Il convenait évidemment à un bon préfet de noircir les chouans et leurs chefs, et d'étendre à tous les qualifications de voleurs et d'assassins que quelques-uns de leurs enfants perdus méritaient peut-être ; malheureusement, leurs vertus mêmes et les circonstances dans lesquelles ils se trouvaient en faisaient des violents, et cela semblait justifier ces assertions calomnieuses. Au moment où la proclamation de Giraud se placardait dans toutes les communes et où les crieurs publics la hurlaient dans certaines localités, le nouveau maire d'Auray, Armand Bonnard, désormais surveillant zélé et dévoué aux pouvoirs officiels, assuré de leur confiance, faisait part au sous-préfet Garnier des renseignements qu'il recueillait et signalait des embaucheurs royalistes dans sa petite ville. L'un d'eux aurait essayé d'entraîner par l'appât de l'argent un jeune homme de cette commune. Il lui aurait donné ou promis, en présence de deux anciens insurgés, une somme de deux mille francs pour l'engagement et une solde de 200 francs par mois ; et, sans doute pour l'éblouir, trois mille francs auraient été comptés sur place à l'un des anciens chouans qui se trouvaient là (2). S'il fallait en croire les rapports du même maire, on pouvait s'attendre à ce que les insurgés se recrutassent surtout de déserteurs ; un petit nombre de besogneux se joindrait aussi vraisemblablement à eux ; mais les habitants des campagnes ne voulaient pas d'insurrections ; ils n'avaient plus qu'à y perdre. Devant leur mauvaise volonté échouaient les tentatives royalistes ; mais « leur peu d'énergie, d'ensemble, leurs habitations isolées les mettaient à la merci de tous venants (3) » ; et les forces dont on disposait, troupes, gendarmerie, gardes nationales, n'auraient

(1) Comme à l'avant-dernière note. Le texte de cette proclamation est donné littéralement dans les parties entre guillemets et seulement analysé le plus exactement possible en abrégé dans les autres parties.

(2) Mêmes archives et même liasse qu'aux dernières notes. (Lettre de la municipalité d'Auray au sous-préfet Garnier, en date du 13 frimaire.)

(3) *Id. Id.*

pu suffire à les protéger. Quant aux communications avec les Anglais que Giraud espérait sans doute avoir bien entravées, les côtes toutes dépourvues de ressources défensives eussent permis de débarquer, même à l'insu du gouvernement, argent, munitions, canons et armes. Au surplus, le royaliste morbihannais demeurait « un ennemi dont les ténèbres » voilent toutes les marches (1). »

Elles s'étaient soudain dévoilées dans la partie méridionale du Finistère, par le meurtre d'Audrein ; elles continuaient à s'étendre silencieusement dans les environs de Lorient. Là, Joson, pseudonyme d'un certain Joseph, de nom de famille inconnu, « déserteur flamand (2) », c'est-à-dire ancien soldat de la monarchie s'étant ensuite enrôlé dans le Loyal-Émigrant, Joson commandait en titre la légion qui devait se former entre Hennebont, Plouay, Pontscorff et Gestel. C'était une subdivision de celle de Melrand et de Pontivy que dirigèrent successivement Jean Jan, puis Achille Biget et enfin d'Ancourt : cette fraction paraît avoir déjà joui d'une certaine autonomie dès le commencement de l'année 1800. Elle comptait parmi ses principaux chefs, outre Joson, Dominique Miller dit La Bretagne, Vincent-François Milloch dit Tristan, Richard Quindic dit Sans-Quartier, tous deux déserteurs du 2^e chasseurs, Achille et quelques autres. Julien-Augustin d'Ancourt dit Augustin et Julien-Marie-Cyrille Videlo dit Tancrede résidaient assez souvent dans ce pays, car le premier paraît avoir conservé la haute main sur cette légion, morcellement de la sienne. Il s'occupait activement de l'organiser et dirigeait avec soin Joson, en lui envoyant des instructions détaillées et en suivant de près ses actes (3). — En ce qui concerne la partie septentrionale de l'ancienne légion de Melrand, les détails nous manquent. Il y eut seulement une troupe de chouans qui fut signalée le 9 décembre, non loin du Blavet mais sur la rive gauche. Appartenaient-ils à la circonscription de d'Ancourt ces quatorze hommes que l'on vit traverser avec précaution

(1) Mêmes archives et même liasse qu'aux dernières notes. (Lettre de la municipalité d'Auray au sous-préfet Garnier, en date du 13 frimaire.)

(2) Mêmes archives. Liasse non classée (Sûreté publique. Chouannerie, ans 8-9.) Procès-verbal sur les déclarations de deux paysans réfugiés à Baud le 28 floréal, an 9.

(3) Arch. nationales. Carton F7 7798. N^o 1861. Lettres trouvées sur Joseph, dit Joson.

la route de Baud à Pontivy, se dirigeant sur Moréac ? Cinq cavaliers parurent d'abord, couchés sur leurs selles, scrutant du regard avec soin les environs, puis quatre autres cavaliers les suivirent, puis enfin cinq hommes à pied (1). Au même moment, près du même fleuve mais bien plus haut, un acte des plus audacieux, exécuté sur le territoire de l'ancienne légion de Debar, fut attribué aux chouans. Pendant la nuit du 8 au 9 décembre, des gens armés se montrèrent à la lande du Cerf en Saint-Aignan, près de la forêt de Quénécân ; ils enfoncèrent la porte d'un cultivateur nommé Le Moëllie qu'ils accusaient de ne pas vouloir marcher avec eux, ils le maltraitèrent à coups de crosse ; celui-ci se réfugia à Pontivy. Les autorités lui accordèrent une escorte avec laquelle il revint le lendemain dans sa maison. Grâce à l'aide des soldats et peut-être de ses voisins, il réussit à déménager dans la même journée et à entasser ses meubles et ses récoltes dans des charrettes. La nuit venue, l'escorte se chauffait en veillant ; pendant ce temps les chouans coupaient les cordes qui serraient les charges sur les véhicules et enlevaient tous les blés. A peu près à la même date, le garde de la forêt de Branguily, porteur d'un fusil qu'il allait déposer ou qu'on venait de lui rendre, rencontra une bande armée qui le lui enleva (2).

Un adjoint de Locminé mandait encore à Giraud que deux cents fusils avaient été remis à différentes paroisses des environs, à Bignan, à Pluméliau, quartier de Saint-Nicolas-des-Eaux ou de Saint-Nicodème, et à Moréac, dira plus tard l'inspecteur de gendarmerie Radet (3), que ces armes devaient être nettoyées et prêtes dans les vingt-quatre heures, que les chouans complétaient leurs cadres, que chaque compagnie avait son capitaine. Cet adjoint écrivait en toute hâte et, pour aller plus vite, envoyait directement son avis au préfet sans passer par le sous-préfet (4).

(1) *Mêmes archives et même liasse* qu'à l'avant-dernière note. (Lettre du sous-préfet d'Haucour au préfet Giraud, en date du 19 frimaire an 9.)

(2) *Idem.*

(3) *Archives nationales*, Carton F⁷ 7798, N^o 1861. Rapport à Fouché, du 17 frimaire (déjà cité).

(4) *Mêmes archives, même liasse* qu'aux dernières notes. (Lettre datée du 6 frimaire an 9.)

Ces faits et l'incendie du cabaret de Maigris cité plus haut sont rapportés dans

En définitive, la guerre civile, à l'état plus ou moins latent, reprenait de l'activité et de l'acharnement. La haine dans les cœurs des chouans était montée à un diapason déjà élevé ; Cadoudal s'acharnait de plus en plus contre le Premier Consul, et celui-ci voulait en finir absolument avec les restes du royalisme insurrectionnel. Plus que jamais les battues des militaires, les recherches des policiers, les intrigues et les manœuvres secrètes des traîtres assaillaient les chouans par le fer et par l'or, par les sentences légales et par l'assassinat. Contre les projets de Georges sur Brest, Bonaparte avait créé les commissaires généraux de police ; à son plan d'un coup de main à Paris, il opposait une police de plus en plus active et le sang des exécutions militaires. Charles-Nicolas de Margadel, surnommé Joubert, fut à ce moment, comme Toustain l'avait été dix mois auparavant, la victime sacrifiée à la sûreté du maître : « Accusé d'avoir un dépôt
« d'armes dans Paris, d'entretenir une escouade d'agents et
« d'avoir pris part à l'arrestation d'un courrier sur la route
« de Paris à Mézières, ce malheureux fut arrêté chez sa
« maîtresse, à Saint-Germain, conduit d'abord au Temple, puis
« à Sainte-Pélagie, et renvoyé devant une commission mili-
« taire. Le 19 novembre il était fusillé. Il ne put être établi
« qu'il avait eu des rapports avec les agents de Georges (1). » Ainsi, après Toustain et Frotté, Margadel. Le 4 décembre suivant, un arrêté consulaire ordonnait l'arrestation de Louis d'Andigné et de Constant de Suzannet que le comte d'Artois avait préposés, le premier au pays royaliste sur la rive droite de la Loire, le second à la vieille Vendée de la rive gauche. Tous deux avaient accepté, mais tacitement, et ne se croyaient pas en danger. Aussi Bonaparte et Fouché ne laissèrent-ils pas à ces deux chefs le temps de se reconnaître.

une pièce intitulée « *Observations sur les chouans.* » (*Archives du Morbihan*. Série M. Préfecture. Liasse : haute police et simple police, an 8.) Cette pièce, anonyme et sans date, est attribuée par Chassin (*Pacifications de l'Ouest*, tome III, p. 625, éd. 1899) au juge de paix de Ploërmel qu'il croyait être Gaillard-Latouche, et mise sous la date d'avril ou mai 1800. D'après les faits qu'elle raconte, fort analogues à ceux que nous venons d'exposer, elle semble avoir été écrite en novembre-décembre 1800, peut-être par le juge de paix de Ploërmel, mais certes pas par Gaillard.

(1) *La Police et les Chouans*, par Ernest Daudet. La police de Napoléon. Par. 4 p. 46 (Ed. 1895).

Suzannet fut arrêté à Paris le 2 décembre, l'avant-veille même du jour où cet acte gouvernemental décrétait leur prise de corps ; d'Andigné le fut à La Blanchaye, près Segré, le 5 (1). Mais Georges, qui depuis longtemps eût dû être saisi et même fusillé, restait toujours hors d'atteinte ; il est vrai que les espions et les traîtres soudoyés par la police allaient tenter un nouvel et suprême effort. Bientôt, du reste, on devait s'apercevoir que ces moyens occultes et immoraux finissaient par provoquer et par légitimer toute espèce de représailles et toute tentative d'assassinat. En même temps, les dénonciateurs, stimulés par la haine et la crainte des chouans ou encore enhardis par l'appât des récompenses, se montraient plus nombreux peut-être. Des paysans et même des prêtres étaient disposés à donner des renseignements s'ils pouvaient compter sur un incognito absolu. Fouché écrivit le 28 novembre (7 frimaire) à Giraud, en lui annonçant cette heureuse nouvelle et en lui indiquant la manière dont il fallait s'y prendre pour profiter de leur bonne volonté (2). En revanche, la force publique laissait à désirer ; la campagne contre l'Autriche reprenait, des troupes se dirigeaient vers la frontière. Le 30 novembre, Tilly annonçait à Bernadotte le départ de trois compagnies de la 30^e légère, de deux compagnies de grenadiers, une de la 77^e et une autre de la 79^e de ligne ; elles devaient passer par Tours et y arriver vers le 9 décembre (3).

L'état de la gendarmerie inspirait de même des inquiétudes. Elle vivait dans la misère, car on agissait avec elle comme avec la troupe ; elle ne recevait qu'une solde intermittente et souvent arriérée. La lettre écrite le 27 novembre (6 frimaire), au préfet directement, par un adjoint de Locminé porte déjà l'annotation : « dire de payer la gendarmerie qui, à la lettre, « est obligée de vivre de châtaignes (4) ». Car ce fait paraît avoir vivement frappé Giraud, et il est probable que cette

(1) *Mémoires du général d'Andigné*, publiés par Ed. Biré, 3^e partie, chap. 1^{er} et appendice (*Journal de M. de Suzannet*) et *Correspondance de Napoléon* (Arrêté du 13 frimaire an IX), citée par Chassin, *Pacifications de l'Ouest*. Tome III, p. 677. (Ed. 1899.)

(2) *Arch. Nationales*, Carton F⁷ 6229.

(3) *Mêmes Archives*. Carton AFiv 1590. (Dossier IV, pièce 78.)

(4) Lettre citée plus haut.

phrase est due au destinataire de la lettre lui-même. Il sut faire partager ses appréhensions au commissaire général de police, Charron, qui vint le voir le 28 ou le 29 novembre et fut, à l'aller ou au retour, attaqué par les royalistes insurgés. « Et pour prouver que MM. les Chouans », relatait ce dernier au ministre de la police le 30 novembre, « sont informés de tout » et se remuent partout, c'est qu'ils ont su mon voyage à « Vannes (1). » Dans cette lettre, qui est en somme le récit à Fouché de son entrevue avec Giraud, il se fait l'écho de quelques nouvelles saillantes parvenues à ce premier magistrat du département par l'entremise de Gaillard, il témoigne de l'inquiétude causée au préfet par le départ des troupes d'élite; les appréhensions de ce dernier sont aussi celles du général Roulland à Hennebont, que Charron vit en traversant cette ville; en un mot, le commissaire général de police ne partage pas la sécurité du gouvernement. « Je « pense au contraire qu'il faudrait, dans le Morbihan et dans « le Finistère, surveillance, adresse, argent et force.... Il est « démontré au préfet du Morbihan, qui vient de me le répéter, « qu'une *préfecture de police* dans ce département est indis- « pensable, qu'il faudrait l'appuyer par de l'argent et des « hommes adroits, courageux, inconnus (2).... » Et, quelques jours auparavant, Giraud manifestait une résistance opiniâtre à laisser le commissaire général étendre son autorité au delà des murs de Lorient! — La raison de cette inconséquence nous semble évidente. Le magistrat nantais sentait sa conscience mal à l'aise dans cette atmosphère de la police et il y trouvait sa tâche bien lourde; de son côté, Charron ne rêvait rien tant que de devenir un Fouché morbihannais ou breton au petit pied. Le fonctionnaire de Vannes désirait se dépouiller d'attributions onéreuses; celui de Lorient se serait volontiers revêtu de ces dépouilles volontaires.

Le même jour, 30 novembre, Giraud envoyait à Fouché l'exposé des idées dont il avait entretenu le représentant et le protégé de ce ministre à Lorient. Lettre fort alarmiste.

(1) *Arch. Nationales. Carton F⁷ 7798, N^o 1861.* Lettre du Commissaire général de police Charron au Ministre de la Police, en date du 9 frimaire an 9.

(2) *Id. Id.*

Il y sonnait l'alarme dans cinq pages in-folio (1). La reprise des hostilités et le départ des troupes pour la frontière l'inquiétaient. En même temps qu'à Fouché, il faisait part de ses alarmes au sous-préfet de Lorient, Garnier. Il lui mandait : « Les renseignements que j'ai reçus concordent avec les vôtres. Les adversaires de la tranquillité publique cherchent encore à la troubler. Les incertitudes sur la proximité de la paix raniment les espérances des mécontents qui ne devraient cependant plus l'être après les faveurs qu'ils ont reçues du gouvernement (2). » Et au Ministre de la police : « Depuis que la guerre est inévitable, les royalistes triomphent, disait-il ; *il faut donc renoncer à tout espoir de salut* (3). » Les généraux donnent eux-mêmes occasion de soupçonner leur faiblesse. Les paysans s'aperçoivent qu'on renonce à les protéger, « ce que les agents anglais attribuent à la faiblesse et à l'impuissance du gouvernement (4). » Quant à la gendarmerie, le préfet répétait ici qu'en plusieurs endroits elle se voyait réduite à se nourrir de châtaignes et assurait que si on la laissait si misérable et mal payée, sa dissolution ne tarderait pas.

Le conseil général, dans sa session de juillet précédent, en avait demandé trois nouvelles brigades pour l'arrondissement de Lorient, que l'on placerait à Pontscorff ou à Plouay, à Pluvigner et à Languidic (5), et deux pour l'arrondissement de Vannes, que l'on enverrait à Allaire et à Questembert (6). Elles avaient été accordées et promises par le pouvoir central, mais elles ne venaient pas, et, du reste, à quoi eût servi leur installation si la misère devait peu à peu les diminuer, puis les anéantir ? Pour Giraud, le seul remède à tout cela consistait en troupes et en argent, en argent surtout. « On nous

(1) *Mêmes archives, même carton.* Lettre du préfet Giraud au ministre Fouché, en date du 9 frimaire an 9.

(2) *Archives du Morbihan.* Série M. Préfecture. Liasse : Haute police et simple police, an IX. (Lettre du préfet Giraud au sous-préfet Garnier, en date du 9 frimaire.)

(3) Comme à l'avant-dernière note.

(4) *Id. Id.*

(5) *Archives du Morbihan.* Série M. Préfecture. Liasse des procès-verbaux des sessions du conseil général (an 8). Voir aussi la lettre citée plus haut, de Giraud au sous-préfet Garnier, en date du 9 frimaire.

(6) Session du conseil général en l'an 8.

« attaque avec des guinées, il faut se défendre avec des écus, « les répandre à flots et ne pas tenir à un million. Il faut par « quelque moyen que ce soit trouver celui d'avoir des chefs (1). » Saisir les chefs était une mesure que Giraud avait déjà proposée et préconisée ; incontestablement sa réussite complète eût amené l'anéantissement de la chouannerie, mais les généraux chouans et leurs officiers étaient, en grande majorité, des hommes très vaillants et très audacieux, des indomptables qui pouvaient tomber, mais avec la certitude d'être remplacés dans leur poste par des compagnons d'armes et d'avoir derrière eux des vengeurs. Malheureusement pour l'honneur du magistrat nantais, de ce personnage honnête et distingué qui jusque-là n'avait pas été assez aveuglé ou assez lâche pour tremper complètement dans les excès révolutionnaires, le préfet du Morbihan prétendait qu'on employât tous les moyens réalisables pour saisir Georges mort ou vif ; mais peu importait pour lui qu'on en débarrassât le monde grâce aux soldats, grâce aux juges ou grâce aux traîtres, par un combat, un arrêt ou un assassinat (2). Il admettait tout procédé, considérant Cadoudal comme un monstre et comme hors la loi ; dès lors chaque voie était bonne et la morale ne comptait pas plus que la légalité, que la justice et que l'honneur. « Vous me nettoierez cette police (3) », dira plus tard Napoléon après le passage des Fouché, des Desmarets, des Réal et des Dubois ; mais personne jamais n'y pourra réussir, loin de là, quiconque y aura touché, avant comme après ce fameux mot, s'y sera toujours souillé. Giraud en aura du reste un peu le sentiment. Pourquoi tenir tant à faire ériger une préfecture de police dans le Morbihan et en Bretagne, sinon par répugnance pour une fonction difficile, lourde et pénible à la conscience comme à l'honneur ?

(A suivre.)

E. SAGERET.

(1) Lettre de Giraud à Fouché, du 9 frimaire (loc. cit.)

(2) *Archives nationales. Carton F 77798, N° 1861.* Lettre du préfet Giraud au ministre Fouché, du 30 frimaire an 9.

(3) *La Police et les Chouans*, par Ernest Daudet. (La police de Napoléon. Par. 2.)

GLANES PRÉHISTORIQUES

I. — Les haches plates en bronze de Pluherlin.

II. — Quelques monuments mégalithiques de Trédion.

**III. — Fragment de plat trouvé aux Trois-Sapins, près
Arcal en Vannes.**

I. — LES HACHES PLATES EN BRONZE DE PLUHERLIN.

J'ai vu le 23 mai dernier (1907), chez M. Lefranc, recteur de Pluherlin, une hache plate en bronze, ou considérée comme telle jusqu'à ce jour, qu'il tient de M. Autissier, ingénieur-expert (1).

Cette hache plate a été trouvée, m'a dit M. Lefranc, il y a six ans environ, par un sieur Rousseau, aubergiste au Pont-d'Ars, sur la lande de Lanvaux, à 4 kilomètres de Rochefort-en-Terre et à 1 kilomètre à droite de la route de Rochefort à Pleucadeuc, avec une autre hache semblable, encore possédée aujourd'hui par M. Autissier, qui avait acquis les deux.

M. Autissier, auquel j'ai écrit pour avoir des renseignements complémentaires et plus précis sur cette découverte, m'a répondu le 7 juin dernier (1907) : « Je vous envoie le
« dessin exact de la hache de bronze que je possède ici et
« dont le poids est de 335 grammes... Je ne possède pas
« d'autres renseignements que ceux que vous a donnés
« M. l'abbé Lefranc sur la provenance des haches. »

(1) J'adresse à M. Lefranc, recteur de Pluherlin, et à M. Autissier, ingénieur-expert à Nantes, tous mes meilleurs remerciements.

La hache aujourd'hui possédée par M. Lefranc est bien conservée, sauf le tranchant dont une partie est ébréchée. Une belle patine vert clair la recouvre complètement (fig. 1). Voici ses dimensions : longueur totale, 13 centimètres ; largeur au tranchant, 0^m,065 ; largeur au sommet, 0^m,03 ; épaisseur, 0^m,008.

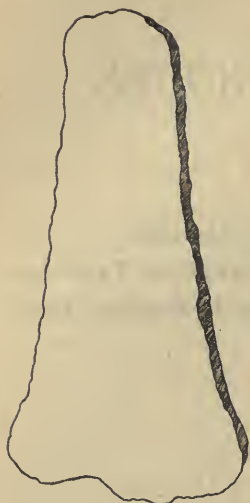


FIG. 1. — Hache plate en bronze trouvée en Pluherlin (Morb). 1/2 grandeur réelle. (Coll. Lefranc).

La hache de M. Autissier mesure, d'après le dessin exact qu'il m'a envoyé : longueur totale, 13 centimètres ; largeur au tranchant, 0^m,065 ; largeur au sommet, 0^m,03 ; épaisseur, 008. Son poids est de 335 grammes.

Ces deux haches, comme on le voit, présentent exactement les mêmes dimensions, ce qui fait présumer qu'elles ont été coulées dans le même moule. Elles appartiennent au grand et beau type de haches plates qu'on rencontre quelquefois dans les chambres sépulcrales sous tumulus de l'époque du bronze.

Je ne puis déterminer aujourd'hui la composition de ces haches qui n'ont pas été analysées. Il est toutefois presumable, comme dans la plupart de leurs semblables, que l'étain entre en petite quantité dans leur composition.

On sait l'extrême rareté des découvertes de haches plates en bronze ou considérées comme telles dans notre région ; aussi j'ai pensé qu'il était utile de signaler la découverte de Pluherlin et d'en faire connaître les possesseurs actuels. Plus tard, dans une autre note spéciale, je dresserai l'inventaire et je décrirai les haches plates recueillies dans le Morbihan, tant dans les sépultures qu'isolément ; on se rendra alors vite compte de l'importance de la trouvaille de Pluherlin.

II. — QUELQUES MONUMENTS MÉGALITHIQUES DE TRÉDION.

En mai 1905, j'ai visité, en compagnie et guidé par M. le chanoine Le Cadre, notre distingué collègue, le beau

pays de Trédion (1). Mes investigations visaient, bien entendu, plus particulièrement le préhistorique.

Il va sans dire que, dans cette seule journée, je n'ai vu qu'un très petit nombre des nombreux monuments mégalithiques qui couvrent, de tous côtés, cette région et qui, d'ailleurs, ont été pour la plupart, je crois, signalés par nos prédécesseurs et en particulier par Cayot-Délandre.

Quoi qu'il en soit, et avant que ces monuments ne disparaissent — ce qui, hélas ! pourrait bien arriver un jour ou l'autre, — je crois bon de donner les quelques renseignements qui suivent sur chacun d'eux. Les fouiller et les étudier en détail eût été assurément bien préférable ; mais, faute de mieux, on voudra bien se contenter, pour le moment du moins, de ces quelques notes qui auront l'avantage d'en fixer désormais plus exactement la figure.

A noter, et Cayot-Délandre l'a dit avant moi et bien d'autres après lui, qu'en général tous les monuments de cette région se trouvent sur la rive gauche de l'Arz ; la rive droite en est presque entièrement dépourvue.

§ 1. — *Dolmen du Parc de Trédion.*

Je commence par le dolmen du Parc de Trédion, situé à deux kilomètres environ du bourg, dans le bois, à gauche, en allant de Trédion à Plumelec. Cayot-Délandre en parle en ces termes, page 259 : « Dans le parc de Trédion, un dolmen « de 6 m. 50 de longueur. La table est d'une seule pierre. « Les supports ont fléchi, et la table est inclinée sur l'un des « côtés (2). » C'est tout ! Dès le début du siècle dernier, le chanoine Mahé, dans son *Essai sur les antiquités du département du Morbihan*, publié en 1825, semble, page 101, à l'article sur Elven, vouloir indiquer le même dolmen quand il dit : « Le parc de Trédion renferme une belle Roche-aux-« Fées dont la table, avant qu'on en eût brisé une des extré-« mités, pouvait avoir vingt-quatre pieds de longueur, et qui

(1) J'adresse ici toute ma sincère gratitude à M. le chanoine Le Cadre qui, si obligeamment, m'a fait visiter la région de Trédion.

(2) CAYOT-DÉLANDRE, *Le Morbihan, son histoire et ses monuments*, p. 259. Vannes, 1847.

« en a encore près de vingt-deux. Cet antique monument a
« beaucoup souffert de la main destructive du vandalisme, ce
« qui n'empêche pas qu'il ne soit curieux et imposant (1) ».

Si on regarde la photographie de ce dolmen, on verra que la courte description qu'en donne le chanoine Mahé, en 1825, et Cayot-Délandre, en 1847, est toujours exacte. La table a bien exactement 6^m,50 et couvre toute la longueur du monument ; elle mesure 2^m,50 dans sa largeur. C'est, avec les suivants, un renseignement nouveau.

Cette chambre dolménique est orientée nord-est et sud-ouest. En outre d'un support à chaque extrémité, j'ai compté 5 supports du côté sud et 2 supports tombés du côté nord, ce qui porte à 9 le nombre des supports encore existants. Toutes ces pierres sont en granit du pays.

Il va sans dire que ce monument a été bouleversé et sans aucun doute violé anciennement. Cependant, une fouille faite avec soin et méthode pourrait peut-être donner quelques résultats.

§ 2. — *Menhir de la Grande-Villeneuve en Trédion.*

Toujours guidé par MM. le chanoine Le Cadre et l'abbé Loisel, vicaire à Trédion, j'ai pu voir, dans un champ situé au sud du village de la Grande-Villeneuve, un beau menhir que j'ai également photographié et dessiné. Cayot-Délandre le décrit ainsi, page 259 : « Entre le bourg de Trédion
« et le village de la Grande-Villeneuve, sur la lisière
« d'un champ cultivé qui borde le chemin, existe un
« menhir de 4 mètres de hauteur », sans autre explication.

Cette belle pierre, en granit du pays, est fort intéressante et mérite une mention toute spéciale. Les renseignements donnés par Cayot-Délandre sont, quant à la hauteur et à la situation, rigoureusement exacts. Je les compléterai par les suivants :

(1) CHANOINE MAHÉ, *Essai sur les antiquités du département du Morbihan*, p. 101. Vannes, 1825.

Hauteur, 4 mètres exactement, à partir du ras du sol cultivé (1); largeur, face sud, 1 mètre; largeur, face nord, 1 mètre; largeur, tranche est, 0^m,65; largeur, tranche ouest, forme un angle assez aigu. Le sommet, fortement entamé par les agents atmosphériques, est actuellement très pointu. Ce menhir est orienté sud et nord. Je fais des vœux sincères pour la conservation de cette pierre.

§ 3. — *Les mégalithes de la lande Hayée, dans le bois de Kerfily.*

A quelques centaines de mètres du bord de la route, à droite, en allant de Trédion à Elven, dans un bois de sapins dit lande Hayée, et pas très loin non plus d'un endroit nommé La Perche, j'ai examiné avec beaucoup d'intérêt un groupe de mégalithes, malheureusement plus ou moins ruinés. L'un d'eux a attiré tout particulièrement mon attention. C'est un dolmen à galerie dont la disposition toute spéciale mériterait une description très précise, que je ne suis pas en mesure de donner aujourd'hui, n'ayant vu ce curieux monument qu'en passant, pour bien dire.

Il a, du reste, été signalé par tous les auteurs. Le chanoine Mahé en parle en ces termes pittoresques (article sur Elven, p. 100) : « Le bois de Kerfily est maintenant en coupe, et « dans la partie occidentale, qui est déjà exploitée (1825), se « trouve la plus belle Roche-aux-Fées que je connaisse. Elle « a été très maltraitée et il ne reste plus que deux des tables « transversales qui en formoient le toit, encore sont-elles à « demi renversées. Sur une longueur de vingt-quatre pas « courent quatre rangs parallèles de supports dont plusieurs « sont maintenant déplacés. Si les pierres de la couverture « étaient assez longues pour porter sur les quatre colonnades, « l'édifice avoit des bas-côtés; si au contraire, comme il « paroît, les roches du toit n'ombrageoient que les deux colonnades intérieures, cette maisonnette était étoffée et embellie « par un péristyle, ce qui est sans exemple dans le Morbihan.

(1) Notre distingué collègue et secrétaire général, M. Léon Lallement, nous a dit que ce menhir — qu'il connaît — est très profondément planté en terre, à 1 mètre ou 1^m,50.

« La planche III, fig. 8, représente le plan primitif de cet
« agréable monument, qui se nomme *Policans*, c'est-à-dire
« *Poulpiquants* ou *Poulpiquets*, et qui est digne de servir de
« palais à ce peuple de nains. »

A son tour, Cayot-Délandre, dans son article sur Trédion, page 279, le décrit ainsi : « Dans le bois de Kerfily, sur le
« bord du chemin vicinal d'Elven à Trédion, un dolmen de
« 15 mètres de longueur, qui offre cette disposition singulière
« qu'il était entouré d'un rang de menhirs dont la taille
« n'excède pas celle des supports de l'autel. Quelques
« personnes pensaient que les tables devaient reposer sur
« les deux rangs de pierres ; mais je me suis assuré qu'il
« n'en était pas ainsi ; il y a, en effet, une distance de
« 4 mètres entre les lignes extérieures, et la largeur de celle
« des tables qui existe encore est de 2^m,70. Ce monument
« est en ruines. »

La description de Cayot-Délandre est encore maintenant très exacte. Ce monument, nommé communément la *Loge-du-Loup*, se compose d'une galerie à double rangée de supports, orientée à peu près sud-est et nord-ouest, aboutissant au nord-ouest à une chambre encore recouverte de sa table reposant sur les supports de l'intérieur qui, tous inclinés, se rejoignent presque à leur sommet.

Il se faisait déjà tard quand j'ai vu ce monument, aussi la photographie que j'en ai prise s'en est-elle ressentie ; le temps pressait pour regagner la gare d'Elven et j'ai malheureusement omis de prendre les mesures qui auraient, on le conçoit sans peine, demandé un certain temps et beaucoup d'attention à relever exactement. Quoi qu'il en soit, je ne désespère pas de revoir ce dolmen qui, assurément, a été bouleversé, fouillé et peut-être même refouillé, mais dont l'examen scientifique peut donner d'intéressantes constatations.

Ce monument n'est pas un modèle de construction unique en son genre dans le Morbihan. Je citerai un dolmen à galerie en Plumelec, dit la maison des Korrigans, qui lui n'a cependant qu'une seule rangée de *menhirs inclinés* (1), et

(1) *Bull. Soc. polymathique*, 1885, p. 121. (Rapports sur les fouilles faites en Plumelec et Colpo. *La maison des Korrigans en Plumelec*, par F. de Cussé.)

celui de *Parc-er-Bé* en Cléguérec (1), également à une seule rangée de supports convergents par leur sommet.

Ce dolmen si curieux, dit la *Loge-du-Loup*, est environné de mégalithes dont la disposition mériterait une étude sérieuse.

C'est ainsi que j'ai vu un menhir situé à l'ouest et pas très loin de la route. Cette pierre se trouve en alignement avec, à 30 mètres d'elle, une autre pierre immense, maintenant renversée, et le dolmen de la *Loge-du-Loup*.

Ce menhir, car cette dalle ne peut être qu'un menhir tombé, mesure exactement 7 mètres de longueur, 3 mètres de largeur environ et 0^m,65 d'épaisseur. Si nous tenons compte de la position renversée des deux grandes faces, il est orienté est et ouest.

Cayot-Délandre semble vouloir le désigner quand il dit, p. 259 : « à 200 mètres à l'est (du dolmen), toujours dans « le même bois (de Kerfily), on trouve un menhir renversé de « 7 mètres de longueur. »

Enfin, à 20 mètres environ au nord-ouest du dolmen, j'ai pris les dimensions d'une petite pierre debout qui, je le crois du moins, n'a encore été signalée par personne.

Ce menhir, comme les précédents monuments en pierre granitique du pays, mesure 1^m,65 de hauteur ; 0^m,85 de largeur et 0^m,25 d'épaisseur. Planté en alignement avec le dolmen et le menhir renversé, il est orienté est et ouest.

III. -- FRAGMENT DE PLAT TROUVÉ AUX TROIS-SAPINS PRÈS ARCAL, EN VANNES.

Des mégalithes de Trédion, je passe à un petit fragment de poterie !

La trouvaille est minime, mais si petite qu'elle soit, elle m'a paru intéressante à faire connaître. J'ai recueilli cette poterie dans la vase, à l'endroit dit, je crois, les *Trois-Sapins*, non loin d'Arcal. C'est un fragment de plat, en terre jaunâtre.

(1) AVENEAU DE LA GRANCIÈRE, *Le Préhistorique et les époques gauloise, gallo-romaine et mérovingienne dans le centre de la Bretagne-Armorique*, 47 figures et 3 cartes. Vannes, 1903.

Les bords sont, extérieurement, ornementés de grandes encoches, sortes de losanges, formant en relief des pointes de diamant (1) et qui me paraissent avoir été faites à l'aide d'un instrument très primitif et *ad hoc*. La pâte est bien cuite ; les bords ont, extérieurement, 0^m,028 environ ; ils forment à l'intérieur une ligne courbe avec le fond ; les encoches ont 0^m,027 de hauteur.

Ce fragment n'appartient pas à une poterie néolithique ou dolménique ; il n'a pas davantage la caractéristique des poteries de l'époque du bronze. Appartiendrait-il à une poterie de l'âge du fer ou gaulois, ou bien plutôt remonterait-il aux temps mérovingiens ou du moyen âge ? Cette dernière hypothèse me semble plus vraisemblable. Toutefois, il ne faut se prononcer qu'avec circonspection, car les poteries de cette dernière période sont rares, par conséquent peu connues et étudiées. Les documents céramiques des VIII^e, IX^e et X^e siècles sont encore actuellement mal déterminés et assez souvent mal classés. A coup sûr ce fragment n'est pas romain. Dans l'incertitude, je l'ai joint quand même à mes notes préhistoriques, désireux, malgré son infimité, de le signaler. C'est toujours, tout minime qu'il soit, un document de plus concernant une époque peu connue.

AVENEAU DE LA GRANCIÈRE.

Vannes, 25 juin 1907.



(1) Observation de notre distingué collègue et bibliothécaire, M. Ducourtieux.

NOTE

SUR

QUELQUES PIERRES D'UNE FORME PARTICULIÈRE TROUVÉES DANS LE CROMLEC'H D'ER-LANIC

Le 9 juillet 1900, embarqués dès le matin, au Pont-Vert, dans un sinagot, MM. Ducourtioux, Léon Lallement et moi nous accostions, vers dix heures, l'îlot d'*Er-Lanic* situé, au sud de l'île de *Gavrinis*, au milieu des courants. La traversée avait été laborieuse : pas un souffle de vent, calme plat. Arrivés en vue de l'île Berder, la mer commençant à monter, nous avons eu à lutter contre le courant et c'est à force de rames que nous avons atteint le but de notre voyage.

Nous voulions étudier les fameux cromlec'hs découverts, en 1866, par notre éminent collègue M. le docteur de Closmadeuc.

Nous fûmes grandement dédommagés de nos peines. Ce monument est, sans contredit, par son ensemble, l'un des plus intéressants de la Bretagne. Tout, dans cette petite île sans cesse battue par les floës, est réuni pour captiver l'attention des archéologues : l'étrangeté des deux cromlec'hs accolés, — l'un, presque entièrement submergé, même par les basses mers ; l'autre, à moitié recouvert par le flot à marée haute ; — la quantité prodigieuse et vraiment incroyable de débris et d'antiquités qu'on y rencontre : silex taillés, poteries, etc.

M. le docteur de Closmadeuc a publié, dans le *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan* (1), deux très intéressantes études sur les cromlec'hs d'Er-Lanic, dans lesquelles il mentionne les débris innombrables d'antiquités qu'il y a également recueillis.

(1) Année 1867. *Découverte d'un cromlec'h dans l'île d'Er-Lanic* (Morbihan) p. 28. — Année 1882. *Le cromlec'h d'Er-Lanic et le golfe du Morbihan à l'époque dite celtique*, p. 8.

Je n'ai donc pas à décrire ce monument. Cette petite note a un autre but : celui simplement d'attirer l'attention des préhistoriens sur quelques pierres d'une forme particulière trouvées au cours des fouilles que j'y pratique, au milieu des silex taillés et des poteries dont l'antiquité n'est douteuse pour personne.

Dès cette première visite, en 1900, M. Lallement et moi, intrigués par leur forme spéciale, nous avons ramassé, sans nous prévenir, chacun une de ces pierres dont on apercevait l'un des côtés dans le talus rongé par le flot.



FIG. 1. — Pierre trouvée à Er-Lanic (Morbihan).

Un quart gr. nat.

(Coll. A. de la Grancière).

C'est seulement cinq ans plus tard, en juillet 1905, que, pourvu de l'autorisation de M. le *Mis* de Gouvello, propriétaire de l'île, j'ai entrepris, seul, l'exploration régulière de la partie du cromlec'h non entamé par la mer. Je suis loin d'avoir terminé et je compte la continuer cette année.

Dans le peu d'espace fouillé, j'ai déjà recueilli des antiquités en quantité invraisemblable : débris de poteries, souvent ornées, silex taillés, haches polies, percuteurs, quelques ossements, meules, une pierre polissoir, tous ces objets brisés, — particularité indiquée par M. le Dr de Cloismadeuc dès 1866 — sans doute avec intention, et enfin les pierres qui sont l'objet de



FIG. 2. — Pierre trouvée à Er-Lanic (Morbihan).

Demi gr. nat.

(Coll. A. de la Grancière)."

cette note, en attendant que de nouvelles découvertes et une étude plus approfondie permettent d'en donner une monographie complète. Dans un espace de moins de cinq mètres carrés, j'ai déjà déterré six de ces pierres dont la hauteur varie de 0^m,07 à 0^m,23 (1) et qui, comme les autres objets, semblent avoir été brisées intentionnellement.

(1) La moyenne de la hauteur est de 0^m,10 à 0^m,12.

Elles affectent toutes une forme particulière, accusant, même si elle différencie dans quelques cas, l'unité de l'intention. (Voir les 3 figures ci-jointes.)

Toutes celles que nous avons recueillies sont en *granit*; deux présentent une surface polie. Toutes offrent des traces évidentes de travail.

Quelle était leur destination? — Difficile, mais seul problème à résoudre; car ces pierres ont été travaillées, on ne peut en douter.

Ont-elles servi à un usage domestique? — J'ai découvert au musée archéologique de la Société polymathique du Morbihan une pierre, dans le même genre, trouvée dans un dolmen de l'île d'Arz (1). J'ai recueilli moi-même des pierres affectant toujours à peu près

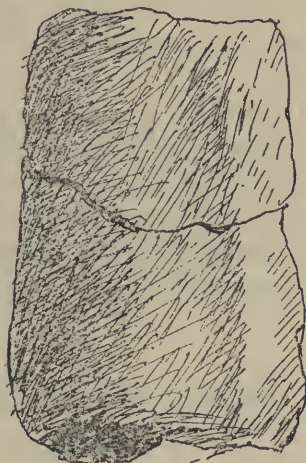


FIG. 3. — Pierre trouvée à Er-Lanic. (Morbihan).

Un quart gr. nat.

(Coll. A. de la Grancière).

la même forme, mais de bien moindre dimension, l'une, en quartz poli, dans le tumulus de Saint-Fiacre en Melrand (2), l'autre, en diorite, très finement taillée et polie, parmi les vestiges d'habitations préhistoriques à Kervenouel en Pluguffan (Finistère), enfin la troisième, à côté d'une hache plate en bronze à Moustoir-Lan en Malguénac, découverte dont j'ai parlé. Ces petites pierres n'excèdent pas 0^m,075 de hauteur. C'est seulement après avoir terminé mes fouilles à *Er-Lanic* et ramassé un plus grand nombre de ces pierres que je pourrai vraiment en présenter une étude sérieuse (3). Toutefois, en attendant, je me permettrai de risquer une hypothèse. Ces pierres, taillées si particulièrement, et dans le cas où elles ne servaient pas à un usage domestique, ne seraient-elles pas des petits *menhirs votifs*?

(1) Dolmen sud-ouest. Côtes de Lugres. Ile-d'Arz.

(2) AVENEAU de la GRANCIÈRE, *Le Bronze dans le centre de la Bretagne-Armorique. Fouilles du tumulus à enceinte semi-circulaire de Saint-Fiacre, en Melrand, canton de Baul* (Morbihan), avec un plan et 16 figures dans le texte. — Ext. du *Bull. de la Soc. polym. du Morbihan*, 1898; de *L'Anthropologie*. Masson, édit. Paris.

(3) Là ne se bornent pas, du reste, nos découvertes à *Er-Lanic*, ainsi qu'on le verra plus tard.

J'admets les menhirs indicateurs, les menhirs sépultures, mais il faut bien reconnaître que tous n'ont pas été érigés dans ce but et que quelques-uns ont pu avoir un caractère purement religieux. Si on veut bien admettre cette dernière distinction des menhirs, notre hypothèse se justifierait d'elle-même.

Quand on compare nos petites pierres avec les menhirs de nos landes ou ceux de nos vallées, on est, malgré soi, frappé de l'analogie de la forme générale des unes et des autres. La suite de nos études et l'ensemble de nos fouilles à Er-Lanic nous donneront une explication, je l'espère. Notre but aujourd'hui était seulement de les présenter.

AVENEAU de la GRANCIÈRE.

Vanues, le 28 janvier 1907.



DÉCOUVERTE D'UNE FLÈCHE NÉOLITHIQUE

EN SAINT-AVÉ

LES POINTES DE FLÈCHES EN SILEX

DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE

DE LA SOCIÉTÉ POLYMATHIQUE DU MORBIHAN

I. — LA POINTE DE FLÈCHE DE LA LANDE DU GORNAIS

EN SAINT-AVÉ.

En chassant, au mois de décembre dernier (1906), dans la lande dite du *Gornais* située à l'extrémité nord-est et sur les confins de la commune de Saint-Avé, M. Pierre de Chabot recueillit, à dix mètres environ du bois de pins et à 500 mètres à peine de la voie ferrée, une pointe de flèche en silex qu'il s'empressa ensuite de m'offrir (1). Elle était pour ainsi dire incrustée dans le sol et pourtant bien apparente.

Comment et par quelles suites de circonstances se trouvait-elle là et avait-elle échappé à la destruction, aussi peu protégée ? Autant de questions auxquelles je ne puis répondre. Toutefois, j'ajouterai que M. Pierre de Chabot, qui s'intéresse aux recherches préhistoriques, m'a dit n'avoir remarqué aucun vestige de mégalithe ou de tumulus dans le voisinage. Il s'agit donc d'une flèche isolée, qui peut-être depuis bien des siècles reposait en ce même endroit, protégée par les pierrailles et les ajoncs.

Cette pointe de flèche, en silex grisâtre, est à pédoncule et à ailerons barbelés. Elle a été taillée sur les deux faces avec le plus grand soin. L'une des faces, celle de teinte violacée

(1) Je suis heureux d'adresser ici à M. Pierre de Chabot tous mes remerciements.

qui reposait sur le sol, est plane, l'autre (1) est, au contraire, légèrement bombée. Les bords et les pointes des deux faces sont très finement retailés. Si cette flèche appartient, en son ensemble, au type triangulaire, ses ailerons ne sont pas rectilignes, mais bien un peu concaves. (fig. 1.)



Fig. 1. — Pointe de flèche à pédoncule et ailerons trouvée dans la lande du Gornais en Saint-Avé.

(Grandeur réelle).

(Coll. de la Gracellère).

Elle mesure exactement 0^m,04 de longueur et 0^m,036 de largeur aux ailerons. L'extrémité de la pointe a été brisée ; la cassure est ancienne. Elle peut être rapprochée d'une pointe de flèche également pédonculée et à ailerons, en silex grisâtre, trouvée à Carnac et conservée au Musée archéologique de la Société polymathique (n° 362 du Catalogue).

Notre flèche présente tous les caractères d'une pointe de flèche remontant à l'époque néolithique ou des dolmens et en conséquence nous semble appartenir à cette dernière période.

Si petite qu'elle soit, cette trouvaille vaut la peine qu'on l'examine, car, ainsi qu'on va le voir, les découvertes de flèches en silex ne sont pas nombreuses dans nos monuments mégalithiques et dans notre sol du Morbihan, si j'en juge par celles que possède le Musée de la Société, et certes on sait pourtant combien sont nombreuses et superbes les fouilles qui ont été exécutées par ses membres.

II. — INVENTAIRE DES POINTES DE FLÈCHES DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE LA SOCIÉTÉ POLYMATHIQUE, TROUVÉES DANS LE MORBIHAN.

Voici, avec les renseignements relatifs à leur provenance morbihannaise, toutes celles que nous possédons au Musée archéologique de la Société polymathique. (Voir la planche ci-jointe, fig. 2.)

(1) Les bords de cette face sont, par endroits, légèrement recouverts de lichens.

1. — Lame taillée en pointe, — N° 131 du Catalogue, — en silex rouge, trouvée en 1860, par MM. L. Galles et Bonstetten, dans le dolmen de *Bé-er-Gouh* en Locmariaker, avec différents objets tels que des poteries et statuettes romaines, ainsi qu'une médaille de Constantin II, ce qui fait dire fort justement à M. Galles : « nous n'étions pas les premiers ; nos prédécesseurs étaient les Romains. »

(*Bull. Soc. polym.* 1860, p. 12. — *Catalogue Musée archéo.* p. 46.)

Cette pointe de flèche semble avoir été simplement ébauchée.

2. — Pointe en silex rouge, à base triangulaire, massive et d'un travail assez rudimentaire, cataloguée « éclat en silex » sous le N° 527.

Cette pointe provient du tumulus circulaire de *Mané-Rumentur* en Carnac, fouillé en 1866 par MM. René Galles, Gressy et G. de Closmadeuc. La chambre intérieure, recouverte d'un noyau de pierres et ruinée, dit M. de Closmadeuc, « par suite de fouilles anciennes, » a donné, avec cette pointe, un vase à 4 anses, quelques fragments de poteries et de charbon, un disque en terre cuite, une boule en terre cuite et dans le tumulus un fragment de bronze.

(*Bull.* 1866, p. 95. — *Catalogue*, p. 23.)

D'après la construction de la chambre — les parois de la crypte étaient constituées par des murs en pierres sèches — et le vase caractéristique à 4 anses, ce monument appartient vraisemblablement à l'époque du bronze.

3. — Pointe de flèche — N° 100 du Catalogue, — à base convexe, en silex blanchâtre, très finement retaillée.

Cette « pointe de flèche, en forme d'amande, d'un travail « très délicat et remarquable », provient du tumulus de Toulvern en Baden fouillé, en 1852, par M. Bain de la Coquerie.

(*Bull.* 1872, p. 276. — *Catalogue*, p. 45.)

Malheureusement nous ne possédons aucun renseignement précis sur la découverte de cette pointe de flèche et l'énumération des objets qui auraient été recueillis associés à cette flèche, tels que les fragments d'un coq en terre blanche, d'un fronton d'édicule, d'une Vénus anadyomène et d'un buste de

Minerve, nous fait croire que ce tumulus avait été bouleversé antérieurement à l'année 1852. Par contre, un fac-similé d'une hache en jadéite (long. 0^m,072), une perle en..... ? (diamètre 0^m,026) et un petit vase en terre rouge, à une anse et à fond rond, nous paraissent appartenir au mobilier qui, primitivement, devait seul être associé à cette pointe de flèche dont la forme est très intéressante. (*Catalogue*, p. 45.)

4. — Autre pointe de flèche, — N° 226 du Catalogue, — à base convexe, en silex rouge. Cette flèche, longue de 0^m,047, en forme d'amande, a été trouvée dans la chambre dolménique du tumulus de *Kercado* en Carnac avec un certain nombre de haches, des perles en callais, des éclats de silex, des fragments de vases ornés, quelques ossements humains, tous débris bien homogènes et contemporains de la flèche qui mérite, par sa finesse d'exécution, une mention toute spéciale.

On sait que le tumulus de Kercado, de forme circulaire, long de 40 mètres et ayant 3^m,50 de hauteur, a été fouillé en 1863 par MM. R. Galles et Lefebvre. Il renfermait un grand dolmen, haut de 2^m,50, précédé d'une allée et orné de signes gravés.

(*Bull.* 1863, pp. 73 et 78. — *Catalogue*, p. 9.)

5. — Pointe lancéolée, en silex rouge, longue de 0^m,07, taillée à grands éclats en forme de feuille de laurier. Cette pointe, — N° 475 du Catalogue — dite, « lame ou couteau en silex », a été recueillie par MM. René Galles, Gressy et G. de Closmadeuc, en 1866, dans le grand dolmen d'*En-Autérieu* en Carnac, avec des éclats de silex, une pierre à aiguiser en grès, un vase fragmenté en terre rouge et grossière, un fragment de vase en terre brunâtre et divers fragments de poteries.

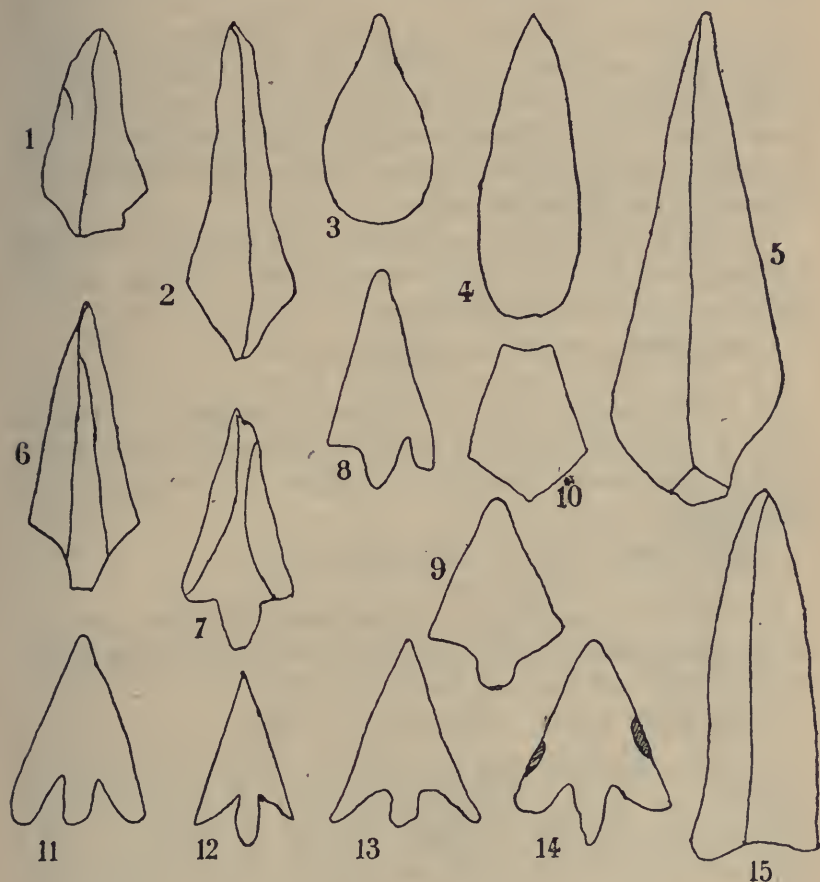
(*Bull.* 1866, p. 93. — *Catalogue*, p. 21.)

6. — Pointe de flèche pédonculée et renflée au milieu — N° 482 du Catalogue, — en silex rouge, à bords droits. Cette flèche est épaisse et pourtant assez soigneusement retournée.

Elle provient du dolmen A de Keryaval en Carnac, fouillé, en 1866, par MM. René Galles, Gressy et G. de Closmadeuc. Elle était associée à des éclats de silex, à une hachette en

fibrolithe, à des grains percés en terre cuite, à des fragments de vases ornés et de forme à fond rond, tous objets appartenant bien à l'époque dolménique proprement dite.

(*Bull.* 1866, p. 93. — *Catalogue*, p. 22.)



POINTES DE FLÈCHES DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE LA SOCIÉTÉ
POLYMATHIQUE, TROUVÉES DANS LE MORBIHAN.

Fig. 2. — Lames retouchées : Nos 1. 2. *Bé-er-Gouh* et *Mané-Rumentur* ; Flèches à base convexe : 3. *Toulvern*, 4. *Kercado* ; Pointe lancéolée : 5. *En-Autérieu*. — Pointes de flèches pédonculées : a — sans ailerons : 6. *Keryaval*, 7. *Cano* ; b — à ailerons : 8. 9. 10. *Crocollé*, 11. *Le Roh*, 12. *Crubeltz*, 13. *Mané-Han*, 14. *Carnac*. — 15. Pointe sans indication de provenance.

7. — Pointe de flèche massive — N° 361 du Catalogue — rappelant la précédente, mais en silex grisâtre. Le pédoncule

en est plus finement retaillé ; la pointe est légèrement brisée. Cette flèche, donnée par M. Jubier, a été trouvée dans la lande de *Cano* en Séné.

Je n'ai trouvé aucun autre renseignement à son sujet. (*Catalogue*, p. 15.)

8. — Pointe de flèche — N° 601 du Catalogue — en silex rouge, a été recueillie, en 1868, avec des vases brisés, des éclats de silex, une hache en pierre polie, un fragment de hache, etc., tous objets déterminant bien leur époque, dans le monument de *Crocollé* ou de *Kerviham* en Saint-Pierre-Quiberon, par M. l'abbé Collet.

Cette pointe de flèche, pédonculée et à ailerons — l'un des ailerons est brisé, — était accompagnée de deux autres pointes de flèches, les suivantes.

(*Bull.* 1868, p. 174. — *Catalogue*, p. 26.)

9. — Pointe de flèche — N° 602 du Catalogue — à pédoncule et à ailerons, en silex gris. Les ailerons de cette flèche sont malheureusement brisés. — Même provenance que la précédente.

(*Bull.* 1868, p. 174. — *Catalogue*, p. 26.)

10. — Pointe de flèche — N° 603 du Catalogue — provenant également du même monument, en silex gris. La pointe et les ailerons de cette flèche ont été brisés.

(*Bull.* 1868, p. 174. — *Catalogue*, p. 26.)

Le monument de *Crocollé* consistait en pierres verticales plantées en terre, recouvertes de terre. — « Allée couverte ruinée, curviligne ou peut-être tronçon de cromlech », dit M. le docteur de Closmadeuc, rapporteur de cette fouille. (*Bull.* 1868, p. 174.)

11. — Pointe de flèche pédonculée et à ailerons en silex rougeâtre — N° 95 du Catalogue — trouvée dans le dolmen, avec allée et cabinet, du *Roh* à La Trinité-sur-Mer, en 1866, par MM. de Cussé et L. Galles, associée à des poteries la plupart ornées et à fond rond ou en forme de tulipe, à des silex, à un grain de collier en agalmatolithe de forme cylindrique, etc.

Cette pointe de flèche, très finement retouchée, « intacte, mesure 0^m,030 de longueur sur 0^m,023 de largeur ». A côté a été recueilli « un petit silex taillé analogue aux plus petits « couteaux des cavernes de la Dordogne ; il a 0^m,033 de long « sur 0^m,007 de large. »

(*Bull.* 1866, p. 85. — *Catal.* p. 44.)

12. — Pointe de flèche à pédoncule et à ailerons — N° 253 du Catalogue — trouvée par M. le docteur de Closmadeuc, en 1864, dans la chambre dolménique, aux *murs en pierres sèches*, du tumulus circulaire de *Crubelz* en Belz, avec d'autres objets, silex et poteries.

Cette « tête de flèche à ailerons, en *silex bleudâtre*, dit « M. le docteur de Closmadeuc, a été trouvée dans une terre « noirâtre, charbonnée, grasse, ressemblant, pour l'aspect, « au terreau récemment extrait d'une fosse de cimetière. » — « Nous devons, ajoute plus loin M. de Closmadeuc, une « mention toute spéciale à cette *pointe de flèche en silex à « ailerons*, parce qu'elle est façonnée avec un soin remarquable, et aussi parce que c'est la première fois qu'on a « rencontré, dans un *dolmen tumulaire* du Morbihan, une « tête de flèche de cette forme et de cette perfection. En « examinant toutes ces facettes conchoïdales qui correspondent « à autant de petits éclats de silex, on devine combien il « fallait d'adresse et de patience à l'ouvrier qui devait « exécuter cet objet. Une pièce tout à fait semblable est « dessinée dans les planches de M. Troyon (*Habit. Lac.*) ; elle « a été extraite des marais de la vallée de l'Orbe, en Suisse. « La seule tête de flèche en silex à ailerons que possède « notre Musée a été donnée par M. Lelièvre, sans indication « de provenance. »

(*Bull.* 1864, pp. 6, 9, 11 et 12. — *Catal.* p. 10.)

Cette belle pointe de flèche est, comme on le voit, la première flèche pédonculée et à ailerons, authentiquée, entrée en 1864 au Musée de la Société polymathique, grâce à M. le docteur de Closmadeuc.

13. — Pointe de flèche, en silex noir, à pédoncule et à ailerons — N° 440 du Catalogue — remarquable par sa finesse.

Elle a été trouvée dans le dolmen du *Mané-Han* en Locmariaker, fouillé en 1866 par MM. de Cussé et L. Galles, avec un tranchant de hache en diorite, des silex taillés et de nombreux fragments de vases ornés, tous objets habituellement rencontrés dans les chambres dolméniques de l'époque de la Pierre polie.

(*Catalogue*, p. 19.)

14. — Très belle pointe de flèche pédonculée et à ailerons — N° 362 du *Catalogue* — en silex grisâtre, trouvée à Carnac, sans autre indication, et donnée par M. L. Galles.

Je n'ai recueilli aucun autre renseignement relatif à cette pointe de flèche qu'on peut rapprocher de la pointe de flèche trouvée dernièrement à Saint-Avé.

(*Catalogue*, p. 15.)

15. — Lame en silex rouge taillée en pointe, sans indication de provenance. Cette pointe de javelot — N° 24 du *Catalogue* — mesure 0^m,070 de longueur. Déposée par M. de Keranflech au *Musée* avec d'autres objets recueillis dans la région, elle provient sans doute du Morbihan.

(*Catalogue*, p. 36.)

16. — Pour être complet, je citerai le N° 587 du *Catalogue*. C'est un silex taillé, ébauche d'une pointe de flèche, trouvé dans un tumulus de l'île de Bouéd en Séné, fouillé, en 1867, par MM. de Cussé et L. Galles.

(*Catalogue*, p. 25.)

17. — Il me reste aussi à mentionner la *pointe de flèche*, en silex, — N° 53 du *Catalogue* — donnée par M. Lelièvre, *sans indication de provenance*. Elle ne peut donc être comptée au nombre des pointes de flèches trouvées dans le Morbihan et conservées comme telles au Musée archéologique de la Société polymathique.

III. — OBSERVATIONS

Il ressort de ce petit inventaire que le Musée archéologique de la *Société polymathique du Morbihan* possède actuellement 14 pointes de flèches trouvées dans le Morbihan,

dont la provenance est déterminée, une ébauche de pointe de flèche également de provenance morbihannaise, une grande pointe vraisemblablement recueillie dans la région et une pointe de flèche — N° 53 du Catalogue — la première entrée au Musée, dont on ignore la provenance ; au total, 17 flèches ou pointes en silex.

Il va sans dire que je ne mentionne même pas les pointes de flèches de provenance étrangère qui figurent dans les vitrines du Musée.

Ces pointes de flèches en silex inventoriées, peuvent être réparties en quatre groupes :

- 1° Lames seulement retouchées, et taillées en pointe.
- 2° Pointes de flèches à base convexe.
- 3° Pointes lancéolées en feuilles de laurier.
- 4° Pointes pédonculées $\left\{ \begin{array}{l} a, \text{ sans ailerons.} \\ b, \text{ à ailerons.} \end{array} \right.$

Au 1^{er} groupe appartiennent les N^{os} 1 et 2 (N^{os} 131 et 527) ; au 2^e groupé, les N^{os} 3 et 4 (N^{os} 100 et 226) ; au 3^e groupe, le N^o 5 (N^o 475) ; au 4^e groupe, série *a*, les N^{os} 6 et 7 (N^{os} 482 et 361) ; série *b*, les N^{os} 8 (601), 9 (602), 10 (603), 11 (95), 12 (253), 13 (440) et 14 (362). — Le N^o 15 peut se rattacher au 1^{er} groupe.

Sur ces 15 pointes, 9 appartiennent au 4^e groupe, deux flèches sont à pédoncule et les autres à ailerons et pédoncule. Toutefois, 4 seulement sont intactes.

Je ferai remarquer que le 2^e groupe, à base convexe, n'est représenté que par deux flèches, toutes les deux fort jolies, ce qui semblerait indiquer que ce type est particulièrement rare dans la région.

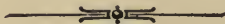
Il est bien évident que cette petite classification n'a d'autre intérêt que celui de mettre un peu d'ordre, car tous ces types de flèches répandus dans le monde entier se retrouvent dans l'intérieur de nos chambres dolméniques, associés aux mêmes poteries ornées, aux silex taillés, enfin aux haches polies, tous objets caractérisant bien l'époque des grands mégalithes dans le Morbihan. On ne peut donc, par suite, dire si certaines de ces formes sont plus anciennes que

d'autres. Toutefois, nous pouvons avancer que toutes les pointes de flèches inventoriées nous semblent appartenir à l'époque *néolithique* ou *dolménique* et qu'aucune d'entre elles ne rappelle franchement le type des pointes de flèches en silex qu'on a rencontrées dans un certain nombre de tumulus de l'époque du bronze en Bretagne occidentale, bien datés par leur mobilier en bronze (1). Ces dernières pointes de flèches se distinguent par le soigné et le fini de leur travail, elles sont d'une beauté remarquable et constituent de vrais chefs-d'œuvre.

Enfin, en terminant, je ferai cette dernière remarque pour notre région : là où on rencontre un très riche mobilier néolithique et une grande quantité de haches en *pierre polie*, on ne trouve pas de pointes de flèches (2).

AVENEAU DE LA GRACIÈRE.

Vannes, 25 mars 1907.



(1) Nous avons dans le Morbihan le tumulus de *Cruguel* ou de *Parc-ar-Vauden* en Guidel, fouillé par M. Le Pontois, qui a donné 14 admirables pointes de flèches, associées à des armes en bronze. (*Revue arch.* t. xv, 1890, p. 335.)

Voir : AVENEAU DE LA GRACIÈRE, *De quelques sépultures de l'époque du bronze en Armorique occidentale*. L'or dans la décoration des manches de poignards, avec une carte et deux figures. — (*Bull. archéol. Ass. bretonne*, 1899, et *Revue de l'Ecole d'anthropologie de Paris*, 1899.)

(2) *Tumiac, Mont-Saint-Michel* (Carnac), *Mané-er-Hroëg*, etc.

DÉCOUVERTE SCIENTIFIQUE

D'UN MÉGALITHE FUNÉRAIRE

INCONNU JUSQU'ICI

· PAR LES LIGNES DE DIRECTION DE MENHIRS ISOLÉS

Par le Dr Marcel BAUDOUIN (de Paris)

Secrétaire général de la *Société préhistorique de France*

Il existe dans la commune de Saint-Mayeux (Côtes-du-Nord) un certain nombre de menhirs connus depuis plusieurs années (1), et d'autres découverts par nous en 1905 (2). — En août 1906, nous avons étudié deux groupes distincts de ces menhirs : 1^o celui de la masse rocheuse de *Roch-ar-Linn* ; 2^o celui de *Crampoisic*, village situé à l'ouest de la commune.

1^o Le groupe de *Roch-ar-Linn* comprend trois menhirs, dont deux sont voisins et distants à peine de 400 mètres. Ce sont : a) le *Menhir de Rohanno*, situé au nord-ouest ; b) le *Menhir de Roch-ar-Linn*, situé au sud-ouest de la masse de rochers portant ce nom.

Si l'on mène la ligne de direction (3) fournie par le menhir de

(1) Lionel Bonnemère (Crampoisic, Saint-Mayeux). [*Sur les menhirs de Kerjégu et de Saint-Mayeux*]. *Assoc. bret.*, Saint-Brieuc, 1880. p. 14-18.

Audo (abbé). — *Association bretonne*, 1880, p. 105.

Gaultier du Mottay (J.). — *Mém. de la Soc. arch. et hist. des Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, 1883-84, 2^e s., t. I, p. 5-552 [voir p. 499-500].

Gaston de la Chenelière. — *Dern. invent. des mon. még. des Côtes-du-Nord*. 1884, Saint-Brieuc, 8^e, p. 23.

(2) *Homme préhistorique*, 1906, nov., p. 341.

(3) Nous appelons *ligne de direction* d'un menhir proprement dit, c'est-à-dire isolé, la *normale* ou perpendiculaire à sa *plus grande face*. Généralement, pour les grands menhirs un peu aplatis, il y a deux grandes faces : l'une souvent dirigée du côté du soleil levant (du nord-est au sud-est) ; l'autre, parallèle ou à peu près, dirigée forcément du côté du soleil couchant (nord-ouest au sud-est).

Dans la majorité des cas, c'est la plus grande face qui est tournée vers le *levant*.

Nous disons « *ligne de direction* », parce que cette ligne dirige le chercheur vers le mégalithe funéraire qui doit correspondre au menhir. — L'axe d'érection du menhir est la perpendiculaire à cette ligne. C'est en réalité cet axe qui devrait déterminer la ligne de direction ; mais, en pratique, la détermination des faces est plus facile que celle des arêtes.

Roch-ar-Linn, suivant notre méthode, on obtient une ligne sud-ouest=nord-est. D'autre part, le menhir de Rohanno donne une ligne presque nord-ouest=sud-est. Ces lignes se rencontrent, à 90°, sur le terrain, en un point qui se trouve, au cadastre, entre les champs Nos 362 et 364 de la section E, correspondante, à 350 mètres nord-est du premier menhir, et à 200 mètres sud-ouest du second.

Or, en examinant le territoire de la commune en cette région, on trouve une *Allée couverte*, connue depuis longtemps (1), appelée par nous *Allée couverte de Querellio*, dont le grand axe est, d'après nous (2), orienté nord-ouest=sud-est, avec *entrée* du mégalithe au sud-est. — Il faut conclure de là que le menhir de Rohanno correspondait au *couchant*, au fond, du mégalithe, situé au nord-ouest, et que celui de Roch-ar-Linn correspondait à la *paroi* sud-ouest, c'est-à-dire était à 90° du précédent.

Cette constatation, jointe à d'autres observations de même ordre faites en Vendée, mais moins frappantes, depuis 1901 (3), nous a amené, en 1906, à essayer la *découverte*, d'une façon réellement scientifique, d'un *mégalithe funéraire*. — Or nous avons tenté, avec succès, cette épreuve dans la commune de Saint-Mayeux, et nous y avons trouvé un mégalithe, *jusque-là inconnu* et presque entièrement caché, au cours de notre étude du second groupe de menhirs cité plus haut.

2° En effet, le groupe de Crampoisis comprend deux menhirs, distants d'environ 250 mètres : a) le *menhir de Kerjégu*, connu depuis plusieurs années ; b) le *menhir du Couédic*, découvert par nous en 1905, et inconnu jusque-là.

(1) A. Bertrand. *Archéologie celtique*, Paris, 1876, suppl¹ p. 446. — Voir aussi les articles cités ci-dessus et *Bull. et Mém. Soc. Anthr. de Paris*, 1880, p. 74.

(2) *Homme préhistorique*, loc. cit.

(3) Marcel Baudouin et G. Lacoulournère. — *L'Allée couverte de la Pierre-Folle du Pleisis au Bernard* (Vendée). *Homme préhistorique*, Par. 1904, II, N° 6. Tiré à part, Paris, 1904, in-8°, [2 menhirs satellites]. — *Fouille et restauration de l'Allée couverte du Grand-Bouillac à Saint-Vincent sur Jard* [Vendée]. 11^e Congrès préh. de France, session de Vannes, 1906. [2 menhirs satellites.]

En Vendée, la plupart des Allées couvertes sont orientées *ouest-est*, avec *entrée est*, tandis qu'en Bretagne elles ont plutôt leurs entrées *sud-est* ou *sud-sud-est*. — Il en résulte forcément des différences dans la situation relative des menhirs cardinaux. En Vendée, les entrées sont plutôt *est* (cardinales) ou *nord-est*, ou *sud-sud-est*, au lieu d'être *sud-sud-est* ou *sud-est* (intercardinales).

En 1906, nous résolûmes de rechercher sur le terrain le mégalithe funéraire que la théorie émise par nous (1) indiquait devoir exister ou avoir existé dans le voisinage.

Menant la ligne de direction fournie par le menhir de Kerjégù (Fig. 1), on obtint une ligne sud-ouest=nord-est ;



FIG. 1. — Le Menhir de Crampoisic et l'Allée couverte, grâce à leurs lignes de direction, à Saint-Mayeux (Côtes-du-Nord). — LÉGENDE : K, Menhir de Kerjégù ; — I, Menhir du Couédic ; — Cr, Allée couverte de Crampoisic ; — A, route de Saint-Mayeux à Laniscat ; — Y, X, Limites des communes de Saint-Mayeux et de Plussulien.

d'autre part, le menhir du Couédic donna une ligne nord-nord-ouest=sud-sud-est (2). Ces lignes se rencontrèrent, à 30° environ,

(1) Marcel Baudouin. — *Signification des menhirs*. — Bull. de la Soc. préh. de France, Paris, 1904, N° 4, p. 131. Tiré à part, Paris, 1904, in-8°, 1 fig.

(2) À remarquer l'analogie des termes employés à dessein pour le 1^{er} et le 2^e groupe de menhirs cités ici.

en un point de la commune de Saint-Mayeux voisin de la route de Laniscat, et situé au nord de Crampoisc, à 500 mètres environ de chacun des menhirs.

Nous examinâmes alors avec soin cette contrée; et quel ne fut point notre étonnement, lorsque, au point de croisement approximatif, nous aperçûmes un *amas de pierres*, dont une seule encore plantée dans le sol, dans le champ portant le N° 686 au cadastre, section E de Crampoisc ! Cet ensemble de blocs fut de suite fouillée en août 1906. Or il s'agissait d'une *allée couverte*, appelée par nous *Allée couverte de Crampoisc*, dont le grand axe est orienté aussi nord-ouest=sud-est, avec *entrée* au sud-est (1).

L'étude des lignes de direction des Menhirs de Crampoisc nous avait donc fait découvrir le *mégalthé funéraire* qui leur correspondait, mégalithe presque caché sous les ronces et les herbes, et demeuré inconnu, jusqu'en août 1906, même du propriétaire du terrain, archéologue de profession, le regretté Lionel Bonnemère, inventeur du Menhir de Kerjégu.

Ce *fait nouveau*, joint à celui observé sur mes indications par M. Hue (2), est une preuve scientifique en faveur de la théorie d'après laquelle les *menhirs*, actuellement *isolés*, sont bien des *indicateurs* (parce que *satellites* cardinaux ou *intercardinaux*) des *sépultures mégalithiques*, persistantes ou disparues.

Deux observations sont insuffisantes, évidemment. Quand notre méthode de l'*utilisation des lignes de direction* aura été appliquée un nombre de fois appréciable, on pourra juger définitivement de la valeur de notre hypothèse.

(1) *Homme préhist.*, Loc. cit.

(2) E. Hue. — *Le Préhistorique dans la vallée de l'Orvanne* (S. et M.) — *I^{er} Congrès préh. de France*, Périgueux, 1905. Paris, 1906, in-8°, p. 151, fig. — (Dans le cas de M. Hue, la *ligne de direction* est aussi la perpendiculaire à la *grande face* d'un menhir assez éloigné.)

A PROPOS D'UNE INSCRIPTION PHÉNICIENNE

TROUVÉE EN BRETAGNE

Avec de fort intéressants détails, M. Kerviler, dans son ouvrage *Armorique et Bretagne* (Tome I, p. 186), cite les découvertes archéologiques faites sur le territoire de Guérande.

Entre autres curiosités est signalée une ardoise avec caractères phéniciens cursifs, trouvée dans le marais salant et appartenant à M. le lieutenant de vaisseau Martin.

La lecture de cette courte description m'avait jadis fort intéressé, car elle touche de près une étude particulière que je poursuis depuis longtemps et je me mis à la recherche, sinon de l'ardoise elle-même, du moins de sa description et de son interprétation. Mes efforts furent longtemps inutiles et je désespérais d'être plus complètement informé, lorsque M. Kerviler, avec lequel je m'étais mis en rapport, voulut bien me faire connaître que le précieux document se trouvait maintenant au musée archéologique de Nantes. M. Martin, aujourd'hui capitaine de frégate en retraite, en avait fait lui-même le don.

L'ardoise signalée par l'ingénieur bien connu du port de Saint-Nazaire se trouve dans une vitrine écartée où elle passe inaperçue.

Elle mesure 0 m. 09 de longueur sur 0 m. 06 de haut. Les angles sont arrondis et sa surface, très dégradée par son long séjour dans le sable, laisse apercevoir une série de caractères susceptibles à bon droit d'éveiller la curiosité des chercheurs.

Au-dessus est placée une étiquette portant l'inscription qui suit, sans commentaires.

ΑΓΙΑΡΤΟΙΟΓΕΟΣ = AGIARTOIOΦΕΟΣ

ΑΓΙΑΡΤΟΙΟΓΕΟΣ

Outre ces indications, je pus savoir que l'ardoise avait été trouvée dans le marais de Donceil et qu'elle avait été soumise à M. de Sauley et à M. Renier, de l'Institut. Les caractères pris d'abord pour des lettres grecques du temps des druides avaient été ensuite reconnus pour être phéniciens.

Ce mince bagage de connaissances une fois noté, l'idée nous vint d'essayer de pousser plus avant l'étude de cette inscription et de démêler un sens, même hypothétique, à ces inquiétants hiéroglyphes.

Déjà des archéologues, guidés par les souvenirs des textes anciens de Ptolémée, de Strabon, de Pline, de Pomponius Mela et de tant d'autres, ont émis l'idée que les Phéniciens avaient pu occuper aux alentours de l'embouchure de la Loire d'importantes positions.

La multiplicité même des endroits supposés comme ayant pu être Corbilo indique que de nombreux points parurent susceptibles d'intéresser les grands colonisateurs de l'antiquité. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle toutefois, on n'attribuait pas à la présence des marins de Tyr sur les bords de la Loire un autre but que de centraliser sur un point du littoral, facile d'accès pour les navires, les richesses de l'intérieur de la Gaule.

Lorsqu'en 1813, l'étain fut constaté à Piriac par MM. Athenas et de la Guerrande et que des fouilles assez importantes furent entreprises sur ces lieux par le Gouvernement, d'autres suppositions furent émises. On présuma que les Phéniciens purent recueillir l'étain dans ces parages jusqu'à l'embouchure même de la Vilaine et l'obtenir en abondance sur la côte disparue aujourd'hui, mais qui unissait alors l'île Dumet à la terre.

La trouvaille d'une inscription phénicienne sur le territoire de Guérande et dans la direction même des filons reconnus au sud de Piriac pourrait donner quelque appui à cette thèse : en tous cas elle prouve définitivement la réalité des communications anciennes de Tyr ou de ses colonies avec l'Armorique.

On a maintes fois répété, d'après les dires de César, que les prêtres gaulois n'employaient l'écriture que pour les transactions internationales et que dans ces circonstances

toutes spéciales ils utilisaient les caractères grecs. En matière de traditions ou de légendes religieuses, seule la mémoire devait suffire.

Est-ce à dire que cette citation du conquérant romain doive être absolue et que toute inscription non latine trouvée sur notre territoire doive être interprétée par des caractères grecs ?

Cette pensée semble avoir guidé l'auteur de la notice du musée de Nantes et c'est pourquoi il a cherché à traduire par des lettres grecques et ensuite des lettres françaises les signes de l'inscription.

Mais puisqu'il s'agit bien de caractères phéniciens, aucune assimilation hellénique, caractères ou traduction, ne peut trouver place. Le phénicien, il ne faut pas l'oublier, comme l'hébreu, l'arabe et les autres idiomes orientaux, doit se lire de droite à gauche, et c'est également dans ce sens que nous devons chercher l'interprétation de notre inscription.

Or, le mot de la notice de Nantes AGIARTOIOPHEOS, qu'on le lise de gauche à droite ou au rebours, est entièrement inintelligible.

Le grec doit donc, pour notre recherche, être délibérément mis de côté et nos efforts doivent se tourner uniquement vers le phénicien et les langues de même origine, c'est-à-dire sémitique ou chaldéenne.

Malheureusement, il n'existe aucun dictionnaire de phénicien pour l'excellente raison que tout le bagage des connaissances modernes à son sujet ne se compose que de quelques centaines de mots. Encore les noms propres constituent-ils à eux seuls près de la moitié. Ces rares vocables ont été reconstitués à grand'peine d'après les inscriptions bilingues retrouvées en Phénicie, à Marseille l'ancienne Phocée, et surtout en Tunisie et à Malte.

Outre que l'on ignore la prononciation exacte, les lettres qui les composent sont souvent altérées, modifiées profondément. Les alphabets phéniciens que l'on donne dans les manuels de littérature sont donc un peu arbitraires et dans tous les cas fort incomplets. Il est, par suite, au moins fort utile de s'entourer de plusieurs documents et de ne pas s'en tenir à un seul alphabet. — Nous nous sommes servi, pour

notre part, du tableau dressé par l'Académie des inscriptions au XVIII^e siècle dans l'un de ses comptes rendus, de la *Chaldée* d'Hœfer, de l'*Histoire ancienne* de Maspero et surtout de l'ouvrage de l'abbé Bourgade : *Toison d'or de la langue phénicienne*.

Ce dernier recueil avait pour nous le grand avantage de donner pour chaque lettre et pour chaque équivalence hébraïque un tableau complet de toutes les formes employées dans les inscriptions connues, phéniciennes, tunisiennes ou numidiques.

Quelque détériorée que soit l'ardoise par les graviers, l'inscription est encore assez libre pour laisser apparents 13 signes ou lettres.

Étude faite attentivement à la loupe et aussi par transparence sur un négatif photographique de l'ardoise, nous avons arrêté la reproduction des treize caractères suivants, que nous numérotons pour être plus intelligible dans notre démonstration.

7 - (2) 𐤀 𐤁 𐤂 𐤃 𐤄 𐤅 𐤆 𐤇 𐤈 𐤉 𐤊 𐤋 𐤌

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

A première vue, cette juxtaposition de signes est plutôt rébarbative et longtemps nous avons pu désespérer, non seulement d'en surprendre le sens, mais aussi de pouvoir formuler à son sujet la moindre hypothèse.

Essayons cependant.

Puisqu'il est admis que les lettres phéniciennes doivent rencontrer leur équivalent en hébreu, le premier soin sera de faire cette recherche.

Jetons donc les yeux sur le tableau synoptique de l'abbé Bourgade et tâchons d'éliminer tout d'abord les caractères sur l'assimilation desquels il ne peut se trouver aucune contradiction possible.

Le N^o 11, le plus lisible de tous, est incontestablement
aleph א c'est-à-dire a.

Le N^o 9 équivaut au caph. כ c'est-à-dire k ou c dur.

Le N^o 8 ne peut être que aïn ע c'est-à-dire a dur, très aspiré.

Le N° 6 ramène évidemment au *theth*  c.-à-d. *t*.

Le N° 5 est bien le *tsade*  c.-à-d. *tç* analogue au *tz* allemand.

Le N° 4 est très lisiblement tracé : c'est le *kheth* .

Il y a tant de grattages par les corpuscules sablonneux sur le N° 10 que des doutes pourraient s'élever. Néanmoins la boucle est très franchement accusée dans le sens de gauche et se différencie nettement de l'O (*aïn*) qui l'avoisine. Il ne peut y avoir similitude et, d'autre part, l'amorce d'un jambage est assez apparente au-dessus. Nous l'avons donc traduit par le signe reproduit ci-dessus et nous le rapprochons du *beth* hébreu .

Quant au N° 7, bien qu'une sorte d'accent circonflexe le surmonte, il figure un simple trait vertical. L'accent, à notre sens, ne peut être qu'un grattage produit par un caillou, car la profondeur de l'entaille est différente ainsi que l'épaisseur du trait. Dans ces conditions, le signe N° 7, toujours d'après le même tableau, s'identifie tout naturellement avec le *zain* hébreu .

Entre le N° 1 et le N° 3 se trouve très nettement gravé par le stylet de l'écrivain un trait horizontal qui n'aurait aucune équivalence dans l'alphabet rapproché phénico-hébreu. Mais nous pouvons être amenés à supposer que le N° 1, visiblement marqué d'un accent, peut être un indice de nombre. Dans ces conditions le tiret deviendrait un simple signe arithmétique, égal $=$, par exemple.

Le N° 1 considéré par conséquent comme un nombre pourrait être un *ghimel* . Son accent deviendra un multiple, et si l'on prenait le sens hébreu il signifierait 3000.

Il ne faut pas oublier cependant que les points-voyelles sont, en hébreu, de création récente. Il est donc impossible de considérer ce chiffre de 3.000 autrement que comme un élément de démonstration. La véritable valeur de notre chiffre putatif est inconnue.

Restent les N°s 12 et 13, beaucoup plus difficiles à déchiffrer, car ils sont recouverts d'une série d'éraflures qui les rendent presque illisibles. A la loupe cependant, à droite du N° 11

(*aleph*) nous retrouvons un autre tiret qui, jusqu'à preuve du contraire, peut, avec non moins de probabilité ou de possibilité que pour le N° 2, être admis comme un signe arithmétique.

Le N° 13 nous apparaît comme un *noun* א, mais il est difficile d'être affirmatif. Sa traduction sera en tous cas une lettre-nombre quelconque, gouvernant, en lisant de droite à gauche, tous les mots qui se trouvent après le tiret.

Indépendamment des nombres présumés placés aux extrémités droite et gauche de l'inscription, nous nous trouvons maintenant en face d'un groupe de huit caractères (N°s 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11) dont nous avons l'équivalence en lettres hébraïques, soit en lisant de droite à gauche :

aleph = *a*

beth = *b*

kaf = *c* dur ou *k*

aïn = *a* aspiré

zaïn = *z*

theth = *t*

tsade = *tç* analogue au *tz* allemand

kheth = *kh*.

Cette réunion de lettres doit aboutir à des mots juxtaposés qu'il s'agit de retrouver. Il a été dit que dans l'hébreu les voyelles sont indiquées par des points, système relativement pratique, mais qui n'a été inventé que très postérieurement à notre ère et qui jadis n'existait pas sous les Phéniciens.

L'écriture traduisait par suite les sons par la figuration des consonnes, principe initial suffisant puisque le lecteur devait suppléer par l'habitude à l'indication incomplète des diphtongues et ajouter la voyelle manquante. Ce procédé est-il d'ailleurs si imparfait et s'éloigne-t-il beaucoup des abréviations usitées de nos jours par les étudiants prenant des notes aux cours ou les commerçants notant les marchandises sur leurs factures courantes? Par exemple : *cpt* = comptant ou complet, *flle* = feuille, *cqfd* = ce qu'il fallait démontrer, etc. etc.

Scinder ce groupe de huit lettres en mots était la partie la plus difficile du problème et certainement de beaucoup la plus longue. L'hypothèse de traduction que nous étudions ici est contenue là tout entière et c'est de ce point de départ

nouveau que les linguistes plus autorisés que nous devront débiter, s'ils désirent trouver quelque interprétation nouvelle plus conforme à la vraisemblance que la nôtre.

Pour ne pas prolonger trop longtemps le récit de notre étude, nous abrègerons le plus possible et parcourerons en une ligne avec le lecteur les longues heures pendant lesquelles les mots les plus disparates et les plus inattendus se présentèrent successivement sur la route de nos recherches.

Nous sommes arrivé à diviser ces huit caractères en trois groupes.

Le premier est formé de *aleph* et de *beth* (10 et 11).

Le second contient *caph*, *aïn*, *tsaïn*, *theth* (9. 8. 7. 6).

Le troisième renferme *tsade*, *kheth*, *resch*. et le N° 3 que nous avons laissé de côté, car il est tellement raturé que l'identification certaine n'en est pas possible.

Reprenant le premier groupe et cherchant un rapprochement, nous trouvons le mot hébreu אֶבֶן (pron. *ében*). Ce vocable contient bien une lettre de plus, le *noun*, mais nous pouvons supposer soit une élision dans la langue phénicienne, soit une abréviation que le sens général de l'inscription indiquera comme toute naturelle.

Or ce mot se trouve dans la Bible avec la signification de pierre, de poids, chose pesante (Deutéronome. 25. 13) ou de minerai, pierre à fondre (Job. 28. 2).

En supposant toujours le N° 13 un nombre et le tiret qui l'avoisine à gauche comme un signe arithmétique, nous obtenons une traduction vraisemblable : un chiffre, un signe de poids ou de quantité et le mot pierre ou minerai.

Laissons de côté pour l'instant le 2^e groupe et passons au 3^e.

Toujours dans la Bible, nous trouvons le mot צָהָר (pron. *tchahar*) qui est traduit par *blanc brillant* (Ezéchiel, 27. 18.)

Ce mot peut-il convenir au sens de l'inscription et sa troisième lettre, le *resch*, peut-elle remplacer le caractère N° 3, qui n'a pu être identifié jusqu'à présent? Rien d'in-vraisemblable.

Si nous poussons plus loin la recherche, nous trouvons

encore dans les livres saints le mot **צָהָב** (pron. *tçahab*) qui veut dire jaune *brillant* (Esdras, 8. 27). Là, le *resch* est remplacé par *beth*, et si la traduction varie un peu, le sens général évoque toujours l'idée d'un qualificatif voisin du verbe reluire, briller.

Restent les quatre lettres du deuxième groupe : *Kaf*, *Aïn*, *Zaïn*, *Theth* dont la juxtaposition, lue de droite à gauche, donne l'équivalence de KA'ZT. Les voyelles intercalaires sont, bien entendu, à rechercher.

Pour ce groupe, nous devons abandonner l'hébreu et suivre une autre route.

En effet, la science moderne a, comme l'on sait, démontré que l'hébreu doit avoisiner de très près le phénicien et que l'une et l'autre langue appartiennent à un même groupe d'origine chaldéenne. Leurs dérivés et leurs voisins ont formé ce qu'il est coutume de nommer la branche sémitique. Mais, si des racines analogues se retrouvent en grand nombre dans les langues postérieures, il ne s'ensuit pas qu'au cours des siècles des néologismes n'aient pu être apportés dans l'idiome premier, soit qu'ils aient été empruntés à d'autres dialectes, soit qu'ils aient été appliqués à signifier quelque objet, quelque idée nouvelle inconnus précédemment. Certains mots phéniciens ont donc pu exister sous la forme de racines entièrement étrangères à l'hébreu, et se retrouver plus tard dans d'autres langues orientales, l'arabe par exemple. D'autre part, les Phéniciens, peuple éminemment commerçant et voyageur, ont pu donner à des objets relatifs à leurs transactions mercantiles des noms empruntés à d'autres langues plus anciennes que la leur.

C'est en vertu de toutes ces suppositions parfaitement acceptables que nous arrivons à rapprocher le groupe KA'ZT du mot chaldéen *Kastira* qui signifie étain.

Le même mot, d'ailleurs, se retrouve en aryen et se transforme en *Kazattira*, vocable assyrien plus proche encore de notre groupe de lettres.

Dufréné qui, à propos de l'étain précisément, a fort étudié la question de ces racines, rapproche même de *Kastira* et de

Kazattira, le sémitique *Kaspa*. Or, ce dernier mot est très voisin de l'égyptien *Khespet* reconnu aujourd'hui par presque tous les égyptologues comme la dénomination de l'étain.

Un peu modifiée du mot primitif Kastira, mais très reconnaissable encore, la même racine se retrouve dans l'illyrien *Kosiler*, origine probable du grec *κασσιτερος*.

C'est ce mot même de Kassiteros, plusieurs fois employé par Homère et Hérodote, ainsi que leurs successeurs, qui est passé dans la langue technique moderne.

On sait en effet que le minerai d'étain le plus commun, l'oxyde naturel, est dénommé par les minéralogistes, la *cassitérite* (SnO_2).

Plus anciennement, cette même racine a donné son nom aux îles Cassitérides, de légendaire mémoire, d'où les Phéniciens tiraient, au témoignage d'Hérodote, tout l'étain connu de son temps.

Enfin le mot primitif de Kastira est encore reconnaissable aujourd'hui dans l'arabe *K'ozdir*, prononcé dans certaines régions de l'Islam *K'esdir* et *K'asdir*.

L'assemblage des quatre lettres KA'ZT rappelle donc la souche araméenne de la racine Kastira et pour nous, il n'est plus hasardeux d'émettre l'hypothèse que l'étain soit bien là désigné.

Nous irons même plus loin et nous dirons que pas un instant il ne peut s'agir du minerai d'étain, c'est-à-dire de la cassitérite. En effet, une langue ancienne comme le phénicien, beaucoup plus concise que la nôtre, n'aurait pas écrit deux mots pour représenter, par signes alphabétiques, une même idée. Comme le premier groupe, ainsi qu'il a été dit plus haut, veut dire pierre, objet pesant, minéral, il s'ensuit que le deuxième assemblage de lettres évoque un autre sens, non pas complémentaire, mais différent du premier.

Dans les trois mots ou plutôt les trois idées extraites par nos analogies des groupes de lettres, c'est-à-dire : PIERRE, ÉTAİN, BRILLER, nous trouverons l'hypothèse finale expliquée par la présence des nombres et des signes arithmétiques.

x quantité — minerai — étain brillant — x quantité. En d'autres termes : *Un poids quelconque de minerai brut a dû ou doit donner une quantité quelconque de métal affiné.*

Cette explication nous paraît la plus plausible, bien que l'on puisse aussi donner à l'une des deux lettres-chiffres la signification d'une valeur au lieu de la signification d'une quantité.

A partir de ce moment, nous pensons que toutes les traductions complétées devant être forcément très libres, le champ des hypothèses est illimité. Nous en avons fait nous-même de très différentes, mais le sens ci-dessus est celui que nous avons préféré, car il s'appuie également sur les données scientifiques et sur les vraisemblances historiques.

On sait, en effet, que le minerai d'étain le plus commun, la cassitérite (SnO_2), celui dont évidemment les Phéniciens devaient avoir connaissance, est un minéral fort pesant, d'aspect brun ou noirâtre. Après la fusion, l'étain métal apparaît, au contraire, d'un blanc d'argent extrêmement brillant. Ainsi se trouve tout naturellement expliquée l'antithèse des mots du premier et du troisième groupe de lettres.

Comme, d'autre part, la littérature et la science archéologiques ont établi le rôle de Corbilo et des possessions coloniales probables des Phéniciens dans le voisinage de la Loire, notre ardoise devient ainsi une simple note de trafiquant en métaux, si l'on ne veut pas lui donner un rôle plus grandiose et lui attribuer la signification d'un memento d'ingénieur métallurgiste.

Quoi qu'il en soit, si notre hypothèse est justifiée et si nos recherches à la manière d'Edgar Poë dans le *Scarabée d'or* n'ont pas donné à la trouvaille du commandant Martin une valeur documentaire trop haute au point de vue épigraphique, la nature du trafic des Phéniciens au nord de la Loire est, du moins, une fois de plus démontrée.

Découverte dans la saline de Donceil, cette ardoise n'était pas isolée dans les sables. Il serait donc présomptueux de supposer qu'elle a été amenée à cet endroit par le flux, alors que la mer arrivait jusqu'à Saillé.

En effet, à Loc, au bas de Guérande, à 200 mètres de la terre ferme et sous un mètre de vase, fut rencontrée une épave d'ancien bateau, supposé gallo-romain, mais peut-être bien aussi phénicien que l'ardoise. Non loin de là, apparaissaient les ruines très visibles d'une estacade en pilotis, destinée très certainement à compléter un port naturel.

Le fameux Corbilo pourrait donc bien s'être trouvé dans le voisinage, et si l'on poussait plus loin la supposition, pourquoi l'antique Grannona elle-même n'aurait-elle pas été fondée sur les ruines de l'emporium phénicien, plus ancien encore, ou tout au moins dans son voisinage?

II. RAMIN.



URSULINES D'HENNEBONT

I. FONDATION.

On eut, dès 1631, le dessein d'ériger un monastère d'Ursulines à Hennebont, mais il ne fut réalisé qu'en 1641. C'est alors que le R. P. Jean de la Cour, recteur du collège de Vannes, persuada aux Ursulines de Ploërmel d'entreprendre cette œuvre, et donna commission aux PP. Jean de la Motte et Vincent Huby de la poursuivre.

Voici d'abord la pétition adressée « à Mgr l'Ill^{me} et Rev^{me} Evêque de Vannes, ou M. son Vicaire général en son absence.

« Supplient très humblement les humbles religieuses Ursulines de la congrégation de Paris, du monastère de Sainte-Ursule, ville de Ploermel, évêché de Saint-Malo,... et vous exposent que les nobles habitans et beourgeois de la ville de Hennebont en vostre diocèse, ayant reconnu le bien et utilité qui provient de leur institut et religion, pour l'instruction et avancement des filles en la vertu, piété chrestienne, et exercices sortables à leur condition, leur auroient témoigné et faict scavoir, par personne de qualité et de créance, leur grand désir d'avoir une maison de nostre ordre et institut en leur ville, à la gloire de Dieu, l'honneur de la glorieuse Vierge Marie, pour l'augmentation de la dévotion et pour la bonne instruction des filles ; vos dittes suppliantes souhaiteroient coopérer et contribuer de tout leur zèle, soin et pouvoir, à leurs pieux desseins et saintes intentions : ce que toutesfois elles ne peuvent faire sans vostre auctorité, permission et consentement.

« Ce considéré, vous plaise, Monseigneur, ayant égard à ce que dessus, leur vouloir, de vostre bonté paternelle et

épiscopale, donner et octroyer vostre consentement à cet effect, vostre mandement et obédience, pour y recevoir tel nombre de religieuses de leur communauté qu'il vous plaira de juger raisonnable, pour y fonder, ériger et establir un monastère de leur institut, pour y vivre selon leurs règles et constitutions, et enseigner les jeunes filles, et y garder entièrement la même observance régulière que gardent et observent nos sœurs, vos filles religieuses de vostre maison de Sainte-Ursule de Pontivy, tousjours dépendantes de vous et de vos successeurs et seigneurs évêques, sous vostre auctorité, juridiction et obéissance, à telles charges et conditions qu'il vous plaira, conformes et non contraires à leurs règles, institut et constitutions, subjectes à vos visites et de vos vicaires généraux et commissaires ayant pouvoir de vous ; et vous ferez un œuvre digne de vostre charité et piété, et obligerez vos d. suppliantes et toutes les religieuses qui y feront profession de prier éternellement la divine Bonté pour vostre conservation et prospérité.

Signé : Sœur Jeanne de Saint-Michel, supérieure,
Sœur Marie de la Nativité, assistante,
Sœur Jeanne de Tous-les-Saints, zélatrice,
Sœur Marie de Saint-Augustin, 1^{re} portière,
Sœur Françoise de Saint-Ignace, maîtr. des novices,
Sœur Anne de Sainte-Croix, dépositaire,
Sœur Jeanne des Anges, m. gén. des classes. »

(Orig. parch.)

Le 9 juin 1641, M. Guillaume Le Galloys, vicaire général de M^{re} Sébastien de Rosmadec, donna son consentement à ce projet de fondation.

Le 28 septembre suivant eut lieu l'assemblée générale des nobles bourgeois, manants et habitants de la ville et communauté d'Hennebont, devant M. de la Pibolière, commandant sous l'autorité de M. le maréchal de la Meilleraye, et devant le lieutenant de la cour du lieu.

« L'assemblée délibérant, a esté arresté d'une commune voix, sans contradiction, de consentir à l'establissement des dames religieuses Ursulines, principalement pour la considération de la prière quy leur a esté faicte par mon d. sieur

de la Pibolière de la part de Madame la mareschalle de la Melleraye, sans approbation des clauses portées par leur procure présentement levées, et à la charge de leurs offres portées tant par la d. procure que par requeste :

« Et qu'elles s'establiront et bastiront dans ceste ville *cloze* et non autrement, sans prétendre aucunes choses pour leur fondz, bastimant, nourriture ny entretien d'une ny d'aucuns autres, directement ny indirectement, tant à présent que à l'advenir, pour quelque considération que ce puisse estre ;

« Et outre à la charge qu'elles ne pourront bastir, faire bastir, ny avoir aucun hospice pour la résidence actuelle des Jésuites en ceste ville, ny demander les deniers appartenantz à la communaulté, et sont les d. procures demeurées au greffe. De tout quoy a esté rapporté acte.

Signé sur le registre : Antoine de la Porte-Pibolière. — Jan Hamon. — J. Darrassin. — Rondel, greffier. »

(*Copie papier.*)

Ainsi l'assemblée communale accepte l'établissement des Ursulines, parce que c'était un moyen de développer l'instruction des filles. Les religieuses de la Joie tenaient déjà des écoles, mais elles étaient à un kilomètre de la ville. En imposant l'obligation d'établir la nouvelle école dans la ville close, on voulait la rendre accessible à tout le monde.

En donnant son autorisation, la ville ne veut prendre aucune obligation financière pour le présent ni pour l'avenir ; elle ne fournissait aucun subside aux Cisterciennes, elle n'en veut fournir aucun aux Ursulines ; aux unes et aux autres elle laisse la liberté d'enseignement, mais à leurs risques et périls. Aujourd'hui les villes n'ont plus la liberté de s'abstenir, et elles doivent d'une façon ou d'une autre concourir aux frais de l'instruction des enfants.

Quant à la précaution prise contre les Jésuites, elle se comprend sans peine. La ville avait depuis longtemps des Carmes ; elle venait d'admettre des Capucins : elle trouvait que c'était suffisant pour la population : elle ne voulut pas que de nouveaux religieux prissent pied chez elle, à la suite des Ursulines, comme le fait s'était produit à Pontivy.

L'autorisation de la ville ainsi obtenue, les Ursulines de Ploërmel désignèrent la sœur Jeanne *Trochet*, dite de Tous-les-Saints, pour supérieure de l'établissement projeté et lui donnèrent trois compagnes. Elles quittèrent Ploërmel, avec la permission de l'évêque de Saint-Malo, et arrivèrent à Hennebont le 27 novembre 1641. Elles se logèrent dans une pauvre maison, où elles eurent à souffrir de la part de certaines personnes hostiles, qui prétendaient les obliger de s'en retourner d'où elles étaient venues. Mais elles tinrent bon, et voyant approcher la fête de saint André, qui avait embrassé la croix avec tant de joie, elles choisirent ce jour (30 novembre) pour faire célébrer la première messe dans leur pauvre maison, et y établir la clôture.

« Ensuite, par une inspiration céleste, elles se mirent sous la protection de Nostre-Dame, s'obligeant par vœu de la choisir et reconnoître pour unique fondatrice de ce nouveau monastère, de sorte que le titre n'en seroit donné à personne, quelques avantages que l'on pourroit offrir. Et pour devoirs particuliers, elles promirent de dire en chœur l'office canonical, tous les jours des festes de la sainte Vierge, mesmes celles qui ne sont pas chomées, et que chaque jour, deux religieuses réciteroient le chapelet, pour lui rendre hommage de la part de la communauté, et que la chapelle luy seroit dédiée sous le titre de *N.-D. de Bon-Secours*. Ce vœu fut plus tard signé et ratifié par les religieuses receues en la maison. » (*Chron. X. I. 394.*)

En quel endroit précis était située cette première maison des Ursulines, et qu'est-elle devenue depuis ? — A défaut des titres écrits, il serait peut-être intéressant de consulter la tradition locale, et de savoir si elle en a gardé le souvenir.

II. DÉVELOPPEMENT.

A peine installées à Hennebont, les Ursulines sollicitèrent l'autorisation royale, pour jouir de l'existence légale. Leur dossier fut envoyé à Louis XIII, mais ce prince étant mort le 14 mai 1643, c'est au nom de son fils Louis XIV, âgé de 5 ans, que la régente fit rédiger les lettres royales. En voici le texte :

« Louis, par la grace de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et advenir, salut.

« Nos bien amées les filles de la reigle et ordre de sainte Ursulle, establies en nostre ville de Hennebond en l'évesché de Vennes, Nous ont très humblement faict exposer qu'elles sont en bon nombre qui désirent servir Dieu soubz la d. reigle, et après leur service ordinaire, selon leur institution, s'employer à instruire les petites filles, qui leur seront commises, en la crainte de Dieu et aux exercices convenables à leur sexe, leur estant nécessaire pour cet effect d'ériger et bastir, comme elles désirent, soubz nostre bon plaisir, un monastère clos en nostre ville ou fauxbourgs de Hennebond, ayant obtenu sur ce les consentemens de nostre amé et féal conseiller l'évesque de Vennes, et des habitans de la d. ville de Hennebond, cy attachez soubz le contrescel de nostre Chancellerie, requérant très humblement avoir leur establissement en nostre d. ville ou fauxbourgs de Hennebond pour agréable, et leur octroyer sur ce nos lettres de permission nécessaires ; en quoy désirant favoriser les bons, pieux et louables desseins des d. filles, et les maintenir et assister en l'exercice de leurs bonnes œuvres, tant qu'il nous sera possible.

« A ces causes, de l'advis de la royne régente, nostre très honorée dame et mère, et de nostre grace spéciale, pleine puissance et auctorité royale, Nous avons agréé, permis et accordé, agréons, permettons et auctorisons par ces présentes, signées de nostre main, l'establissement des d. religieuses de sainte Ursulle en nostre d. ville ou fauxbourgs de Hennebond, voullons et nous plaist qu'elles puissent et leur soit loisible de construire et bastir en icelle ville ou fauxbourgs ung monastère, église, cloistre, dortoir, classes, logis et demeures convenables à leur profession, et à cette fin de prendre, accepter et achapter telles places qui leur seront nécessaires pour jardins, logement et accommodation de gré à gré, pour en jouir à l'advenir à perpétuité, pleinement, librement et franchement de toutes charges, redevances et devoirs, en ce qui nous en pourroit estre deub, les ayant à cette fin, dès à présent comme pour lors, admorties et admortissons de mesme pouvoir et auctorité que dessus.

« Si donnons en mandement à nos amez et féaux conseil-
lers les gens de nos comptes et trésoriers généraux de France
en Bretagne, le sénéchal du d. lieu de Hennebont, et autres
nos officiers, chacun en droict soy, comme il appartiendra,
que ces d. présentes ils fassent lire, publier et enregistrer, et
du contenu en icelles jouir et user pleinement et paisiblement
et perpétuellement les d. exposantes, cessant et faisant cesser
tous troubles et empeschemens à ce contraires, car tel est
nostre plaisir, sauf en autre chose nostre droict, et l'autrui
en toutes. Et affin que ce soit chose ferme et stable à
tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à ces d. présentes.

Donné à Paris, au mois de juin, en l'an de grâce 1643, et
de nostre règne le premier.

LOUIS,

Par le roy, la royne régente sa mère présente.

Le Tellier. »

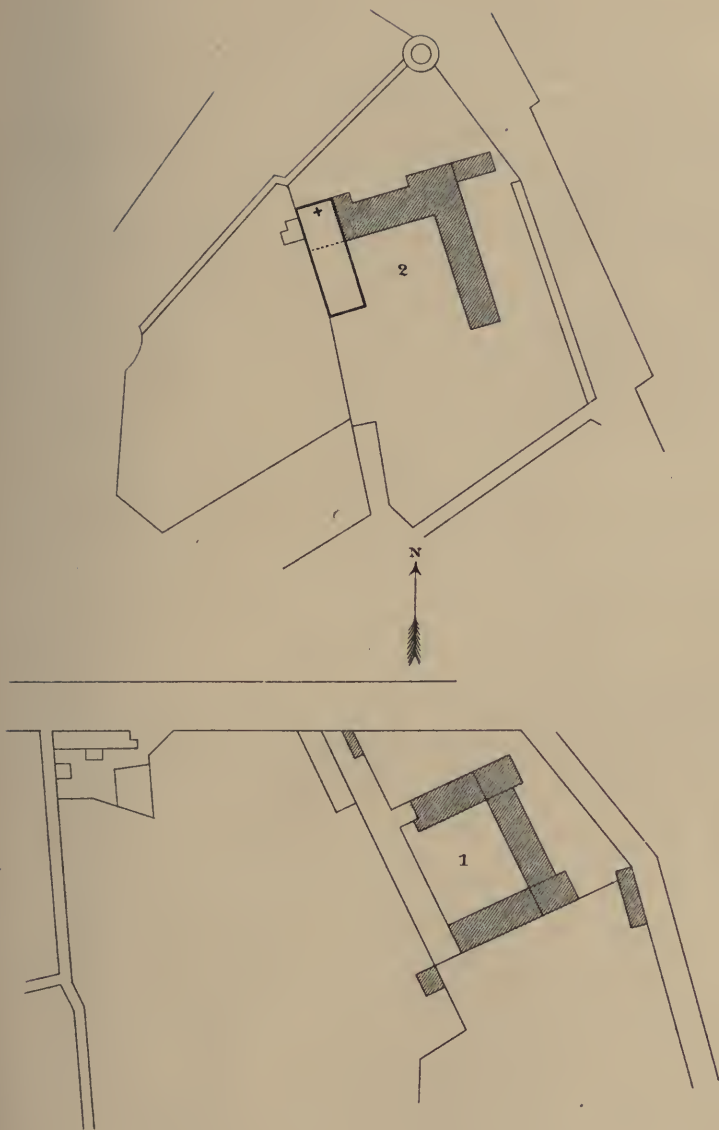
(*Urs. Hennebont. — Orig. parch.*)

Enregistré au parlement à Rennes, le 1^{er} septembre 1643.

On voit qu'à cette époque les Ursulines n'avaient pas
encore bâti leur couvent. Elles cherchaient un terrain conve-
nable dans l'intérieur de la ville close et n'en trouvaient pas.
Après avoir cherché longtemps, elles jetèrent les yeux sur un
immeuble situé dans le faubourg de Saint-Caradec, au sud de
la ville et au bord du Blavet.

Là se trouvait un prieuré, dépendant de l'abbaye de Saint-
Melaine de Rennes, et appelé *N.-D. de Kerguelen*. Les moines
n'y résidaient plus depuis des siècles, et un fermier payait
une rente annuelle aux religieux. Voyant cet établissement
inoccupé et sans profit pour le public, les Ursulines en
demandèrent la concession à l'abbaye vers 1643. Le pape
Alexandre VII, par une bulle du 10 février 1666, leur permit
définitivement d'en jouir, à la charge de payer une rente
annuelle de trente livres à l'abbaye de Saint-Melaine.

Les religieuses y commencèrent aussitôt la construction
d'un monastère définitif, tel qu'il était autorisé par les lettres
patentes du roi. Comme on peut le voir sur le plan cadastral,



URSULINES D'HENNEBONT

0 10 40 60 80 100 M.

deux corps de logis et une chapelle formèrent les trois côtés d'un carré ; à l'est passait le Blavet ; au midi et à l'ouest on pouvait facilement faire un jardin et un verger.

C'est là que s'établirent les Ursulines d'Hennebont, aussitôt qu'elles le purent ; c'est là qu'elles transportèrent leurs écoles externes et leur pensionnat ; c'est là qu'elles reçurent désormais leurs novices et leurs professes. La perte des registres empêche de donner la liste des supérieures, ainsi que la liste des professions.

Un inventaire des titres de la maison, dressé le 25 mai 1791, par MM. Le Tohic et Cordon, en présence de la supérieure et de l'économe, mentionne divers contrats de dot de religieuses ; ils variaient de 2.000 à 6.000 livres. C'était un des principaux revenus du couvent.

Les capitaux qui en provenaient étaient placés en constituts, et la rente servait à payer la pension des religieuses. L'inventaire précité mentionne en tout trois constituts, montant à 18.000 livres, savoir : 1^o un contrat de constitution de rente, du 24 avril 1776, sur les religieux du Relecq, au principal de 6.000 livres ; -- 2^o un contrat de constitution de rente, du 6 décembre 1782, sur les religieux de Saint-Melaine, au principal de 8.000 livres ; — 3^o un contrat de constitution de rente, du 1^{er} avril 1788, sur les États de Bretagne, au principal de 4.000 livres.

Dans le même inventaire, il est aussi question de deux lettres missives des princes de Rohan-Guéméné, concernant une rente de quatre minots et demi de froment, due à la communauté sur la prévôté de Groix.

Le 6 décembre 1790, la communauté d'Hennebont comprenait :

20 sœurs de chœur.

Marie-Servanne-Julie *Sanguinet*, de Saint-Augustin, 53 ans, supérieure.

Marie-Joseph *Le Guyader*, de Saint-Joseph, 67 ans, prof. en 1741.

Anne-Françoise *Le Bel du Passe*, de Sainte-Rose, 51 ans, prof. 1764.

Jacquette-Scolastique *Le Bel du Passe*, Marie-Céleste, 49 ans, prof. 1766.

Marie-Louise *Coetuhan*, de Sainte-Rosalie, 54 ans, prof. en 1766.

Thérèse *Very Saint-Romain*, de Sainte-Thérèse, 50 ans, prof. en 1770.

Constance *Mocar*, dite Marie-des-Anges, 42 ans, prof. 1770.

Jeanne-Angèle *Le Métayer de Coediquel*, de Sainte-Reine, 39 ans, prof. 1771.

Jeanne *Tanguy*, dite de Sainte-Mélanie, 36 ans, prof. 1775.

Marie-Joseph *Lafargue*, de Sainte-Pélagie, 37 ans, prof. 1778.

Jeanne-Marie *Marchurey*, de Sainte-Emilie, 31 ans, prof. 1779.

Jeanne-Michelle *Even*, de Sainte-Adelaïde, 33 ans, prof. 1780.

Marie-Françoise *Carour*, Marie-Angèle, 29 ans, prof. 1782.

Perrine *Plaudrain*, de Sainte-Julie, 36 ans, prof. en 1783.

Fidèle-Joseph *Bernard*, Emmanuel, 35 ans, prof. en 1783.

Rose *Jouzeau*, de Saint-Charles, 34 ans, professe en 1783.

Anne *Chefdautel*, de Sainte-Catherine, 27 ans, prof. 1783.

Agathe-Hyac. *Le Métayer de Coediquel*, Sainte-Agathe, 32 ans, prof. 1784.

Marie-Julie *Cougoulat*, de Sainte-Claire, 29 ans, prof. en 1785.

Marie-Hélène *Le Chevalier*, de Sainte-Ursule, 24 ans, prof. 1789.

11 sœurs converses.

Julienne *Le Bouar*, Saint-Michel, 68 ans, prof. en 1743.

Marie-Angélique *Le Gouron*, Sainte-Madeleine, 56 ans, prof. 1757.

Brigitte *Janno*, Sainte-Gertrude, 53 ans, prof. 1760.

Perrine *Georget*, Sainte-Hélène, 56 ans, prof. 1760.

Marie *Fromal*, Sainte-Brigitte, 52 ans, prof. 1762.

M. Olive *Le Tallec*, Sainte-Barbe, 55 ans, prof. 1770.

Marie *Courtet*, Saint-Pierre, 58 ans, prof. 1770.

Françoise *Keraudran*, Sainte-Marie, 58 ans, prof. 1776.

Anne *Le Serrec*, Marie-Anne, 41 ans, prof. 1780.

Louise *Le Serrec*, Sainte-Monique, 46 ans, prof. 1784.

Anne *Lestrohan*, Sainte-Marthe, 27 ans, prof. 1788.

III. RÉVOLUTION.

Les Ursulines d'Hennebont, taquinées par les règlements révolutionnaires, ne furent sérieusement menacées qu'en 1792, à l'occasion de leurs écoles. Voici un extrait du registre des délibérations du Directoire du département du Morbihan, du 2 juillet 1792.

« Vu la délibération de la municipalité d'Hennebont du 22 juin dernier, portant nomination de deux commissaires à l'effet de requérir le serment des Ursulines de la d. ville, comme chargées de l'instruction publique, et rapporter acte de la prestation ou du refus de ce serment ;

« Procès-verbal des d. commissaires du 23, justifiant que sur vingt religieuses (de chœur), trois seulement ont prêté le serment, savoir : Marie-Servanne-Julie Sanguinet, supérieure, Marie-Joseph Lafargue et Rose Jouseau, et que les 17 autres ont refusé de le prêter ;

« L'avis du directoire du district d'Hennebont du 27 ;

« Le Directoire (du département), considérant que les principes de la Constitution ne survivraient pas à la génération présente, s'ils n'étaient transmis par l'éducation publique à la génération future et à celles qui doivent lui succéder ; que le seul moyen de perpétuer la liberté et l'égalité, qui forment la base de la Constitution, consiste à ne confier l'éducation publique qu'à des personnes qui y sont attachées et imbues de ses principes ; que des religieuses qui méconnaissent la volonté générale et refusent de se soumettre à des lois qui en sont le résultat, sont dès lors suspectes d'entrer dans les vues des hommes pervers qui, les uns les armes à la main, les autres par des factions et une coalition coupable, s'efforcent de recourber la nation sous les fers, qu'elle a si heureusement rompus ;

« Arrête, ouï le substitut du procureur général syndic,

1^o Que les 17 religieuses Ursulines d'Hennebont qui ont refusé de prêter le serment civique, sont suspendues de toutes fonctions relatives à l'instruction publique ;

2° Que, pour éviter qu'elles communiquent leurs principes anticonstitutionnels aux trois religieuses patriotes qui se sont soumises à la loi, elles seront tenues d'évacuer le couvent qu'elles habitent, et de se rendre, dans le délai de quatre jours, à compter de la notification du présent, savoir : 2 aux Ursulines du Faouët, 3 à Pontivy, 2 à Josselin, 3 à Ploërmel, 2 à Malestroit, 2 à Muzillac et 3 à Vannes, si mieux n'aiment les d. religieuses quitter la vie commune ;

3° Que, sur les mandats du directoire d'Hennebont, il sera délivré à chacune d'elles, pour leurs frais de route, en diminution de leurs traitements respectifs, la somme de 20 sous par lieue ; et enjoint aux Ursulines du Faouët, de Pontivy, Josselin, Ploërmel, Malestroit, Muzillac et Vannes de recevoir les d. religieuses... »

(L. 788.)

L'exécution ne se fit pas attendre.

« Votre arrêté, écrivent les administrateurs du district à ceux du département, a été communiqué et lu aux Ursulines d'Hennebont, et leur sortie fixée, d'après leurs représentations, au lundi 9 juillet.

« La municipalité, pour éviter tout rassemblement populaire, qui n'eut pas manqué de se former, comme elle en était avisée, nomma plusieurs de ses membres pour faire exécuter votre arrêté, et ses commissaires crurent devoir se rendre à la maison des Ursulines sur le minuit, afin d'être en état d'agir aussitôt que le jour le leur permettrait, et de déjouer par là les malveillants qui auraient pu troubler la tranquillité publique.

« Notre collègue M. Lapotaire et le secrétaire de notre administration se réunirent aux trois commissaires de la municipalité, et forts d'eux-mêmes, ils parvinrent en effet à engager ces religieuses à sortir sur les trois heures du matin, et à se rendre dans les différentes maisons bourgeoises qui étaient disposées à les recevoir jusqu'à leur départ pour leur nouvelle destination. Tout fut exécuté dans le plus grand ordre ; les procédés honnêtes furent employés, et sans inquiétudes quelconques la maison des Ursulines se trouva débar-

rassée de filles qui y causaient de grands maux pour la propagation de la nouvelle loi sur l'instruction de la jeunesse ; de sorte que les trois religieuses patriotes peuvent actuellement se livrer avec ferveur et courage à ce qui leur est recommandé ; elles attendront avec grande impatience les personnes qui comme elles se dévoueront à ce travail pénible.

« Par suite de ce principe, l'un de nous, accompagné d'un membre de la municipalité, se transporta au monastère de la Joie, promettant un accueil gracieux et protection spéciale à celles qui se livreraient à l'instruction et voudraient se rendre dans la d. maison des Ursulines d'Hennebont.

« Nous avons chargé notre trésorier de payer, d'après vos ordres, aux religieuses sorties du monastère des Ursulines leur conduite, et cette rétribution leur a été offerte avant leur sortie, mais aucune d'elles jusqu'à ce jour n'a accepté, et nous savons que plusieurs d'elles se sont mises en route pour leur destination.

« Nous devons, Messieurs, vous parler en faveur de neuf sœurs converses, qui sont également sorties des Ursulines, pour se rendre dans leurs familles. Ces filles âgées réclament l'exécution de la loi en leur faveur, pour les faire jouir d'une pension : cela est de toute justice, elles ont sacrifié leurs jours et leurs gages à l'administration de cette maison, et si vous le trouvez bon, nous vous en remettrons l'état. Elles auraient préféré, par esprit de religion et d'attachement à leurs mères sorties de la maison, les suivre dans leurs nouvelles habitations, ce qui est impraticable ; nous attendrons sur cela vos nouvelles déterminations.

« Hennebont, le 10 juillet 1792, l'an IV de la Liberté.

Les administrateurs du directoire du district d'Hennebont :

Gourdin. — Le Tohic. — Lapotaire. — Laigneau. » (*L. 788.*)

Le 1^{er} octobre suivant, la supérieure des Ursulines, ses deux compagnes, et deux sœurs converses furent expulsées à leur tour : leur faiblesse ne put les sauver.

Le 13 décembre 1792, le couvent des Ursulines et l'enclos, mis en vente, furent adjugés à L. Sauvager, pour 50.100 livres.

Deux parcelles de terre furent vendues le 4 juillet 1800 à M. Le Goff, pour 323 livres.

Pendant la Terreur, les sœurs Véry et Carour furent internées à Vannes, la sœur Bernard à Auray, et peut-être d'autres ailleurs.

Après le Concordat, plusieurs anciennes Ursulines d'Hennebont se groupèrent dans cette ville sous l'habit laïque, et s'occupèrent de l'instruction des jeunes filles. — Un legs de dix mille francs, qui leur fut fait par M. Kergus, n'ayant pu être légalement autorisé, puisqu'elles ne constituaient pas une communauté reconnue, elles profitèrent de l'occasion pour se reconstituer.

En 1819, M. Louis Videlo, curé d'Hennebont, racheta pour elles l'ancien couvent des Carmes, situé dans la ville close, et le leur céda plus tard, quand elles eurent été légalement reconnues.

Elles firent plusieurs changements dans la disposition des lieux. N'ayant pu rétablir l'ancienne chapelle, elles en bâtirent une nouvelle à l'ouest de leur établissement, et dirigée du sud au nord. Au reste, en comparant le plan de leur maison, N° 2, avec le plan de l'ancien couvent des Carmes, on peut facilement se rendre compte des modifications introduites par elles.

J^h-M. LE MENÉ.



URSULINES DU FAOUE

I. FONDATION

Les *Chroniques* des Ursulines donnent de précieuses indications sur cette fondation, tome I, page 441.

« En 1658, Monsieur (Sébastien du Fresnay, seigneur) de Coetcodu, baron du Faouet, conseiller au parlement de Rennes, fonda un monastère d'Ursulines en la ville du Faouet, diocèse de Cornouaille. Il obtint à ce sujet quatre professes de Rennes, qui amenèrent cinq postulantes, et entrèrent dans la ville le 3^e de mars, y étant reçues par le recteur de la paroisse, de la part de M^{gr} l'évesque, qui estoit lors malade.

« M. de Coetcodu, père du fondateur, leur fit compliment au nom de la noblesse, la justice y estoit en corps, et tous les ecclésiastiques en surplis. Les civilitez faites de part et d'autre, on conduisit processionnellement les religieuses, en chantant le *Veni Creator*, jusques dans l'église, où, après le *Te Deum*, le recteur fit une très belle exhortation ; puis la fondatrice et d'autres dames les menèrent au logis qui leur estoit préparé, en attendant que leur maison de closture fust meublée et appropriée, ce qui se fit en peu de semaines.

« Le second dimanche après Pasques (5 mai), quatre paroisses des lieux circonvoisins, et dépendantes au temporel du seigneur fondateur, accompagnèrent les religieuses à l'église de la ville et de là en leur maison, avec beaucoup de solennité ; on portoit le Saint-Sacrement, qui fut posé dans la nouvelle chapelle des Ursulines, où l'on célébra ensuite la sainte messe. Puis M. le fondateur, qui les avoit nourries et défrayées depuis leur sortie de Rennes jusqu'à ce jour, donna à disner aux gentilshommes et aux ecclésiastiques, pendant que M^{ne} la fondatrice traita les religieuses et disna avec elles.

« L'assistance qu'elles ont reçue de toute cette noble famille est très considérable, et tout l'ordre de S^{te} Ursule en doit avoir de la reconnaissance.

« Les Ursulines, disent les *Annales*, I. 537, furent d'abord logées dans une maison située à l'entrée de la rue de Poher, sur la route de Plouay. Cette maison, qui n'a qu'un rez de chaussée et un seul étage, s'appelle encore le *Vieux-Couvent*, et l'on s'explique à peine comment une communauté, composée d'abord de neuf personnes, et qui dut se recruter progressivement, a pu tenir un pensionnat et des classes externes dans une demeure si restreinte. Il est certain cependant que les Ursulines ont habité cette maison pendant plus de vingt ans, car la date des premières constructions du nouveau couvent est de 1679.

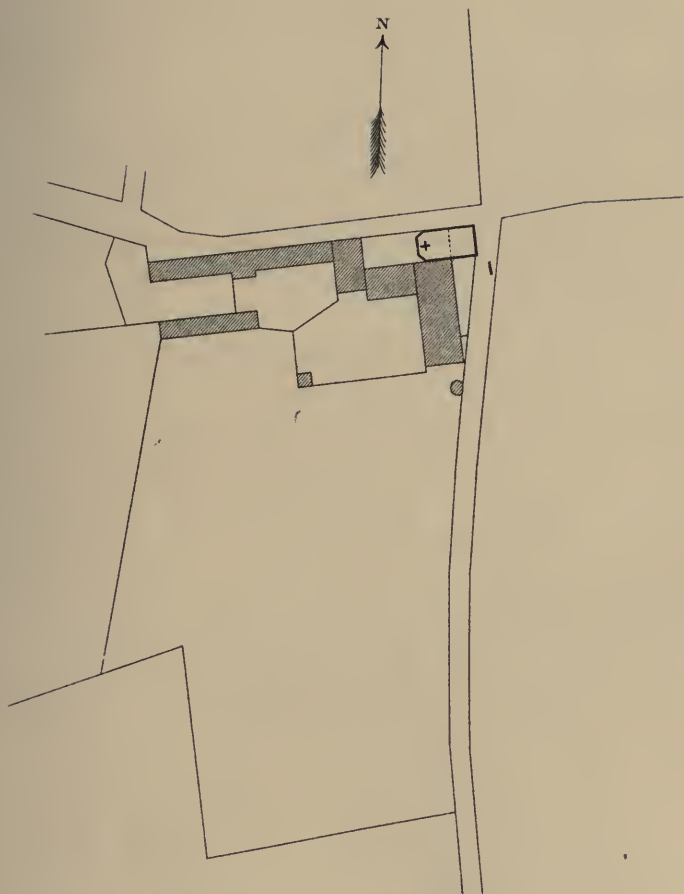
« C'est en cette année que fut terminé le principal corps de logis, sur la route du Faouet à Quimperlé. Successivement furent bâtis les parloirs, avec le logement de l'aumônier au dessus, la chapelle qui est grande et d'une belle architecture, et enfin en 1697 le chœur avec les cellules des religieuses. Elles n'avaient point encore de murs de clôture ; ce n'est que quelques années avant la Révolution que la communauté, dotée d'un vaste enclos, fut vraiment cloîtrée et maîtresse chez elle. »

Le nouvel établissement fut confirmé par lettres patentes du roi de l'année 1681, enregistrées à la Chambre des Comptes le 16 juillet 1683.

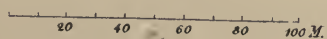
Bien qu'il n'eût reçu du fondateur aucune rente en grains ou en argent, il se suffit à lui-même, grâce aux dots fournies par les religieuses et aux légères rétributions payées par les enfants.

L'économie qui régnait dans la maison permit, non seulement de payer la construction des édifices, mais encore d'acquérir au dehors plusieurs immeubles. Cependant la plupart des biens, situés au loin, vinrent à la communauté comme dot de plusieurs religieuses.

Voici quel était l'état des biens, meubles et immeubles, suivant une déclaration fournie le 4 février 1790 par la supérieure, sœur Marie-Madeleine.



URSULINES DU FAOUE



I. *Immeubles.*

« La maison conventuelle, le jardin et l'enclos....	1.600 ¹
La métairie de Penfel, en la paroisse du Faouet.	276
Une maison près de notre église, affermée.....	78
Une maison, deux parcs et deux prés, affermés.	37
Une tenue à Kermesse, en Crozon, rapportant..	82 10
Une tenue au Lézargon, en Argol, rapportant...	48
Une rente foncière en la paroisse de Coray.....	27
Une tenue à Kerlai en la paroisse de Riec.....	12 10
Trois tenues en la paroisse de Tremeven	119 5
Une tenue à Kerlouas, en Clohars, rapportant..	136 16
Une maison afféagée sur le quai de Quimperlé..	30
Rentes constituées sur divers, par an.....	468 8
	2.917 9

II. *Charges.*

Entretien des immeubles et gages des domestiques	490
Honoraires du directeur de la maison.....	332
Desserte de nos fondations.....	70 10
Rentes seigneuriales.....	74 13
Décimes et capitation.....	15
	972 3

III. *Meubles.*

A la *sacristie* : un soleil, un ciboire, deux calices, un encensoir, deux orseaux et un plateau, une grande patène pour la communion, six chapes, 18 chasubles, 10 dalmatiques et tuniques, 26 aubes, 46 amicts, 30 nappes, un drap mortuaire, un bénitier en cuivre, 16 chandeliers en bois, etc....

A la *communauté* : 32 lits de religieuses, 30 lits de pensionnaires, 8 lits de domestiques, 20 couverts d'argent, une cuillère à potage, 18 cuillères à café, 29 grandes armoires, 53 petites armoires ou buffets, 63 coffres, 467 draps, 98 douzaines de serviettes, 133 nappes, 107 chaises de paille, etc... et environ 300 volumes d'ouvrages de piété.

A l'écurie : trois chevaux, deux bœufs, onze vaches, deux charettes, et les outils pour travailler la terre.

Signé : Sœur Marie-Madeleine, supérieure. » (L. 787.)

Au 14 novembre 1790, la communauté comprenait :

17 sœurs de chœur.

Constance-Vincente *Morice*, Marie-Madeleine, supér. 64 ans.
Marie-Anne *Auffret*, de Sainte-Séraphine, assistante, 66 ans.
Charlotte *de Montlouis*, Marie de Jésus, zélatrice, 68 ans.
Charlotte *de Kerguélen*, de Sainte-Cécile, dépositaire, 51 ans.
Jacquette *Le Masson*, de Saint-Joseph, maîtr. des nov., 82 ans.
Agathe *Tourté*, Marie des Anges, sacristine, 61 ans.
Louise-Françoise *Simon*, de Sainte-Agathe, 86 ans.
Anne-Math. *de Toulbodou*, Aimée de Jésus, 78 ans.
Olive *de Carné*, de Saint-Michel, 69 ans.
Marie *Le Dulle*, de Sainte-Pélagie, 61 ans.
Jeanne-Émilie *Duparc*, de Sainte-Marie, 49 ans.
Josèphe *Louwart*, de Sainte-Anne, 44 ans.
Rose *Bosquet*, de Saint-Augustin, 40 ans.
Marie-Joseph *Le Guernalec*, de Sainte-Angèle, 47 ans.
Gillonne *Houssin*, Marie-Céleste, 40 ans.
Jeanne-Franç. *Houssin*, de St^e-Rose, 26 ans, morte en 1839.
Marie-Anne *Cathelinai*, de Sainte-Élisabeth, 32 ans.

7 sœurs converses.

Jeanne-Hélène *Le Hénau*, Sainte-Marthe, 66 ans.
Louise *Corbel*, dite Sainte-Barbe, 59 ans.
Jeanne-Rose *Le Gleude*, Sainte-Claire, 55 ans.
Françoise *Le Gallo*, de la Visitation, 54 ans.
Jeanne *Le Gallo*, Saint-Maurice, 51 ans.
Jeanne *Traouen*, Saint-Joachim, 41 ans.
Laurence *Le Calvé*, Sainte-Julie, 26 ans.

(L. 780).

Toutes ces religieuses déclarèrent vouloir continuer la vie commune.

II. RÉVOLUTION.

Au moment de la Révolution, le Faouet avait été choisi comme chef-lieu de district. Les administrateurs composant le directoire du district étaient dans les idées avancées, et partisans de l'Église constitutionnelle.

Les Ursulines ne pouvaient pas leur plaire. Voici la lettre qu'ils écrivirent, le 12 janvier 1792, à leur sujet, aux administrateurs du département, à Vannes :

« Messieurs, par notre lettre et notre arrêté du 30 juillet 1791, nous vous avons instruits du refus des religieuses Ursulines du Faouet de se conformer à la loi du 15 avril dernier, qui exige d'elles le serment prescrit par les lois des 26 décembre 1790 et 22 mars 1791. Cette communauté est une pépinière d'aristocratie, dont le venin se répand dans plusieurs paroisses, et même sur quelques ecclésiastiques assermentés de notre ressort. Elles tâchent, guidées sans doute par le prêtre qui les dirige, de porter ces derniers à la rétractation, et emploient tous les moyens possibles pour y parvenir.

« Nous vous prions, Messieurs, de nous délivrer de ces *furieuses* le plus tôt possible, ou de nous autoriser à leur faire sommation de sortir de leur communauté, et à les faire transférer dans une autre, si sous trois jours, à compter du jour de la sommation, elles n'ont point satisfait aux dispositions des lois susdatées.

Les administrateurs composant le directoire du district du Faouet :

Pénanéach. — Talhouarn, V. pr. — Talhouarn. »

Voici la réponse des administrateurs du département :

« Vannes, le 16 janvier 1792.

« Nous voyons avec peine, Messieurs, que les religieuses Ursulines du Faouet, ennemies déclarées de la Constitution, font de perfides efforts pour propager leurs principes dangereux, et nous vous secorderons en tout ce qui dépendra de nous pour les ramener à la soumission à la loi.

« Mais nous ne pouvons être rigoureux envers ces filles fanatiques qu'autant que la loi nous y autorise ; or aucune de celles que vous citez ne les assujettit au serment, parce qu'elles ne sont pas comprises dans la classe des personnes employées dans le département de l'Instruction ; d'un autre côté aucun décret ne permet de les forcer de sortir de leur communauté et de les transférer dans une autre.

« Avec le temps, lorsque les sujets ne seront pas en nombre pour former des maisons, il interviendra sans doute un décret qui enjoindra la réunion de plusieurs en une seule ; mais dans l'état il faut que vos religieuses subsistent dans leur couvent. Tout ce qu'on peut exiger d'elles c'est qu'elles nomment une supérieure et une économe dans la forme établie par la loi, et si elles refusent elles doivent être privées de tout traitement, parce que le paiement ne pouvant en être fait que sur la quittance de l'économe nommée en cette forme, toute autre quittance seroit vicieuse, et dans le cas d'être rejetée des comptes du receveur.

« Voilà, Messieurs, tout ce que nous pouvons répondre à votre lettre du 12 ; nous eussions désiré pouvoir user de moyens plus efficaces, mais nous sommes enchaînés par la loi.

Les administrateurs composant le directoire du département du Morbihan. » (*L. 787.*)

Mais bientôt une mesure générale fut prise, et les Ursulines du Faouet, comme les autres, durent quitter leur maison le 1^{er} octobre 1792. On laissa seulement à chaque religieuse un lit, deux draps, un couvert et une somme de six livres.

Le reste du mobilier fut vendu à l'encan. Les biens fonds furent également adjugés au profit de la nation ; la maison conventuelle et le jardin ne furent vendus que le 17 décembre 1801 à J. Le Breton, pour la somme de 25.109 livres.

Les religieuses, dispersées par l'orage, se retirèrent dans leurs familles ou chez des amis. Plusieurs d'entre elles, avancées en âge, moururent pendant les troubles. Les autres, après le Concordat, ne pouvant reconstituer leur communauté du Faouet, finirent par entrer dans d'autres maisons, les unes à Quimper et à Quimperlé, les autres à Redon et

à Ploërmel. Une seule religieuse, la sœur Jeanne-Françoise Houssin, dite de Sainte-Rose, eut la joie de voir sa communauté rétablie en 1836; elle y mourut en 1839, à l'âge d'environ 74 ans.

On avait perdu depuis longtemps l'espoir de voir renaitre le couvent du Faouet, lorsqu'en 1836, des circonstances en apparence insignifiantes donnèrent à quelques Ursulines de Carhaix la pensée de restaurer cette maison.

« L'enclos et la maison du Faouet, disent les *Annales* des Ursulines (1857, l. I., p. 539), furent achetés au nom d'une postulante, et trois religieuses de Carhaix, la Mère Saint-Joseph, la Mère Angélique, et la sœur Saint-Yves en prirent possession le 10 octobre 1836. Leur confiance en Dieu était admirable, car il s'agissait de relever des ruines qu'elles avaient achetées 10.000 francs, et de payer un enclos qui leur coûtait 40.000 francs, et elles n'avaient rien.

« Sachant qu'elles manquaient de tout, les personnes charitables de la ville et de la campagne s'empressèrent de leur porter des secours de toute nature. Dès le lendemain de leur arrivée, on vint leur offrir douze pensionnaires, douze demi-pensionnaires et une vingtaine d'externes. Plusieurs postulantes sollicitèrent le bonheur de partager leurs travaux. M. l'abbé Ollivier, alors vicaire au Faouet, fut leur directeur et leur ressource dans la détresse.

« Les premières religieuses ne suffisant pas à la besogne demandèrent un renfort à la communauté de Ploërmel, et en obtinrent quatre professes, qui les aidèrent à établir une régularité parfaite.

« Les dettes contractées à l'origine furent graduellement payées. Plus tard, un incendie, qui causa des pertes considérables, fut réparé par la générosité des communautés de l'ordre. »

Il va sans dire que l'établissement se fit autoriser par le gouvernement.

Aujourd'hui, la communauté du Faouet comprend une vingtaine de professes et quelques novices.

L'internat varie de 30 à 40 élèves. Dans l'externat il y a deux classes payantes, qui réunissent une quarantaine d'enfants, et une classe gratuite, dont le chiffre varie de 50 à 70 enfants.

Remarque. Cette notice a été écrite avant l'expulsion des religieuses du Faouët, et elle a été lue à la Société polymathique, le 27 août 1907, le jour même du renvoi des Ursulines de Vannes.

J^h-M. LE MENÉ.



URSULINES DE MALESTROIT

Cette maison a été fondée en 1670. Nul doute qu'elle ne soit une colonie des Ursulines de Ploërmel ; mais comme on ne possède plus les actes relatifs à sa fondation, il est impossible d'entrer dans aucun détail à cet égard. Elle fut autorisée en 1679.

Le monastère fut bâti au nord-ouest de l'église paroissiale et tout près du champ de foire. La chapelle, en forme de rectangle, sépare deux grands corps de logis. Un grand enclos lui est attenant et renferme quelques édifices accessoires.

Avec le temps, les religieuses acquirent un pré et un jardin près du champ de foire à Malestroit, une métairie à la Béraudais en Bohal, et deux métairies en Saint-Marcel, situées l'une à la Basse-Née, et l'autre à la Jogelays.

C'est tout ce qu'on peut dire pour le temporel.

Quant au personnel, il reste seulement une liste des professions à partir de 1736 et une liste des décès à partir de la même date. En combinant ces deux listes on obtient l'énumération suivante.

Perrine-Pélagie *Trédient*, Saint-François-Xavier, morte en 1736, à 50 ans.

Mère N... de l'Enfant-Jésus, morte en 1736, à 67 ans.

Jeanne-Julienne *du Breil*, de Saint-Alexis, morte en 1736, à 36 ans.

Thérèse M. *de Sourdy*, de Saint-Ambroise, morte en 1737, à 48 ans.

Françoise *Le Gac*, dite des Angès, morte en 1739, à 68 ans.

Françoise *Maillard*, Sainte-Catherine, prof. 1738, morte en 1739, à 24 ans.

Charlotte *Le Breton*, Sainte-Angèle, morte en 1741, à 60 ans.

Jeanne *Lalloué*, de Saint-Bernard, morte en 1742, à 77 ans.

Perrine J. *de la Ruée*, du Saint-Esprit, morte en 1742, à 40 ans.

Suzanne U. *Le Lidour*, Saint-Vincent, morte en 1742, à 77 ans.

Louise *Baron*, de la Présentation, morte en 1744, à 68 ans.

Anne *Rocher*, de Saint-Michel, conv. prof. 1739, morte en 1745, à 45 ans.

Gillette *Trillart*, de Saint-Hyacinthe, morte en 1735, à 69 ans.

Marie *Le Prado*, de Saint-Jean, morte en 1746, à 53 ans.

Louise *Trotreau*, Sainte-Scolastique, morte en 1746, à 45 ans.

Agnès *Nicolas*, de l'Incarnation, supérieure, morte en 1737, à 68 ans.

Jeanne *Le Febvre*, de Sainte-Rose, morte en 1747, à 75 ans.

Marie A. de la Gouvernière, converse, morte en 1748, à 54 ans.

Anne *Gicquiau*, converse, morte en 1748, à 53 ans.

N... *du Chesne du Tay*, de Sainte-Claire, morte en 1750, à 63 ans.

N... *Bernard*, Marie de Jésus, morte en 1750, à 70 ans.

N... *Gravellais*, de la Nativité, morte en 1751, à 70 ans.

Marie *Grignon*, de Saint-Charles, prof. 1745, morte en 1752, à 32 ans.

Gabrielle *Dandin*, de Tous-les-Saints, morte en 1754, à 75 ans.

Madeleine *du Hindreuf*, Aimée de Jésus, morte en 1755, à 66 ans.

Claire *Bigeaud*, de l'Assomption, ex-sup. morte en 1760, à 64 ans.

Catherine *Trémoureux*, de la Victoire, morte en 1762, à 68 ans.

Agnès *Filleul*, de Saint-François-Xavier, prof. 1745, morte en 1763, à 60 ans.



URSULINES DE MALESTROIT

10 40 60 80 100 M.

Françoise *Michiel*, Saint-Dominique, morte en 1764, à 73 ans.

Jeanne Brière, Saint-Vincent, conv. morte en 1765, à 74 ans.

Armelle *de la Serpaudaye*, de Saint-Louis, morte en 1765, à 80 ans.

Marie Fr. *de la Souallaye*, de Saint-François, morte en 1767, à 84 ans.

Françoise *Le Marchand*, Sainte-Pélagie, pr. 1740, morte en 1768, à ans.

Marie *Le Maignan*, de Sainte-Marie, morte en 1768, à 83 ans.

Jeanne *Ranoux*, de Sainte-Ursule, morte en 1769, à 67 ans.

Louise *Chotart*, de Saint-Régis, prof. 1743, morte en 1771, à 54 ans.

Marie *Gaultier*, Ange-Gardien, prof. 1762, morte en 1772, à 32 ans.

Hélène *Le Franco*, Sainte-Victoire, prof. 1771, morte en 1773, à 22 ans.

Marie *Morice*, de Saint-Joseph, morte en 1782, à 72 ans 1/2.

Liste des professions

Julienne Guimart, Sainte-Marthe, conv. prof. 1743, morte en 1789, à 70 ans.

* Jeanne M. *Trimol de Lamberty*, Sainte-Scolastique, prof. en 1752.

* Anne *Blanchard*, de Saint-Paul, prof. le 7 novembre 1752.

* Marie-Anne *Macé*, de Sainte-Claire, prof. le 16 mars 1753.

Marie Th. *de Saint-Mallon*, Saint-Ignace, prof. 1753, morte en 1787, à 66 ans.

Jeanne Bam, de Saint-Joachim, conv. pr. 1756, morte en 17..

* Jeanne *Daniel*, de Sainte-Rosalie, prof. 27 avril 1758.

* Catherine Le Roy, Sainte-Madeleine, prof. conv. 1758.

Louise *de Talhoët*, de Saint-Anselme, prof. 1762, morte 17..

Marie Houeix, de Saint-Gabriel, conv. prof. 1762, morte 17..

* Marie Ricaud, de Saint-Michel, conv. prof. en 1764.

- Marie J. *Fabre*, de Sainte-Gertrude, prof. en 1764, morte en 17..
- Françoise *Billy*, de Saint-Raphaël, conv. prof. 1765, morte 17..
- Anne *Le Chauff*, de Sainte-Monique, prof. 1766, morte 1786, à 46 ans.
- Guillemette *Lucas*, de Saint-Augustin, prof. en 1766, morte en 17..
- * Marie *Hangoet*, de Saint-Charles, prof. en 1766.
- Sébastienne Le Petit, de Saint-Jean, prof. conv. 1768, morte 1786, à 45 ans.
- * Marie-Anne *Le Chauff*, de Sainte-Angèle, prof. en 1768.
- * Françoise *Guillemot*, de Sainte-Mélanie, prof. en 1768.
- * Perrine *Gatinet*, de Sainte-Anne, prof. en 1769.
- * Mathurine Perichot, de Saint-Luc, conv. prof. en 1769.
- Marie *Radioyes*, de Saint-François-Xavier, prof. en 1769, morte en 17..
- * Marie *Le Gal*, de Saint-Vincent, prof. en 1769.
- * Françoise *de la Houssaye*, de Saint-Athanase, prof. 1770.
- Jeanne *Guilton*, de Sainte-Thérèse, prof. 1770, morte en 1781.
- * M. Louise *Guilton*, de Sainte-Julie, prof. en 1770.
- * Marie *Deniaud*, de Tous-les-Saints, prof. 1770.
- * Anne *Gaudin*, de Sainte-Rose, professe en 1770.
- * Anne Guillaume de Sainte-Marie, conv. prof. en 1775.
- * Marie-Franc. *Tébaud*, de Sainte-Catherine, prof. en 1778.
- * Louise *Séguin*, de Sainte-Geneviève, prof. en 1780.
- * Jeanne-Yv. Perrin, de Sainte-Reine, conv. prof.
- * Marie-Fr. *Guillemot*, de Sainte-Victoire, prof. en 1782.
- * Hélène Lucas, de Saint-François, conv. prof. 1782.
- Françoise Merlet, de Sainte-Angélique, conv. prof. 1782, morte en 1788, à 32 ans.
- * Marie-Jul. *Emeriau*, de Saint-Ambroise, prof. en 1783.
- * Marie-Jh. *de la Souallaye*, de Sainte-Ursule, prof. 1785.
- Mathurine *Gouézo*, de Sainte-Hélène, prof. en 17.., morte en 1787, à 31 ans.
- M. Anne *Desgrées*, de Saint-Alexandre, prof. en 1787.

Les 25 religieuses marquées d'un astérisque vivaient en 1790. Elles déclarèrent toutes vouloir continuer la vie commune. Elles furent néanmoins expulsées le 1^{er} octobre 1792.

Les supérieures de la maison avaient été :

Agnès *Nicolas*, de l'Incarnation, en 1733 et 1736.

Claire *Bigeaud*, de l'Assomption, en 1739 et 1742.

Agnès *Nicolas*, de l'Incarnation, en 1745+1747.

Claire *Bigeaud*, de l'Assomption, en 1747 et 1751.

Marie *de la Souallaye*, de Saint-François, en 1754.

Claire *Bigeaud*, de l'Assomption, en 1757 + 1760.

Marie *de Saint-Mallon*, de Saint-Ignace, en 1761 et 1764.

Louise *Chotart*, de Saint-François-Régis, en 1767 et 1770.

Marie M. *Macé*, de Sainte-Claire, en 1771 et 1774.

Marie *de Saint-Mallon*, de Saint-Ignace, en 1777 et 1780.

Marie-An. *Le Chauff*, de Sainte-Angèle, en 1783 et 1786.

Françoise *Guillemot*, de Sainte-Mélarie, en 1789.

Le 25 juin 1791, un pré situé au champ de foire fut vendu à J. Rialain pour 330 livres ; un autre pré et un jardinet furent adjugés à F. Le Porcher pour 140 livres.

Le 18 février 1794, la métairie de la Basse-Née fut achetée par J. Laquèze pour 3.450 livres ; et le 16 septembre, celle de la Jogelays, par S. Gaillard pour 4.125 livres ; la métairie de la Béraudais en Bohal subit le même sort.

Le 1^{er} mai 1798, le couvent et une partie de l'enclos furent vendus à F. Chaignard, pour 8.250 livres, et le reste de l'enclos à M. Robert pour 2.000 livres.

Après le Concordat, les Ursulines de Malestroit ne purent se reconstituer et se dispersèrent dans diverses maisons.

Leur établissement fut racheté en 1828 par M. de La Mennais, et vit passer dans ses murs MM. Rohrbacher, de Salinis, de Montalembert, etc.

En 1866, les Augustines de la Miséricorde de Jésus, renvoyées de Vannes, y ont trouvé un refuge et y continuent leurs œuvres.

J^h-M. LE MENÉ.

URSULINES DE MUZILLAC

I. FONDATION

Monsieur et Madame de Larlan de Lanitré ayant manifesté l'intention de fonder à Muzillac une maison d'Ursulines, les religieuses de Ploërmel sollicitèrent l'autorisation de l'évêque de Vannes pour s'établir dans son diocèse. Elles l'obtinent le 23 mars 1678 ; elles eurent également le consentement du clergé et des habitants de Muzillac le 27 mars, celui du duc de Chaulnes, gouverneur de Bretagne, le 29 mars, et celui de l'évêque de Saint-Malo le 30 mars. Ces préliminaires réglés, l'acte de fondation fut dressé le 17 avril 1678 comme il suit :

« Devant nous nottaires et tabellions royaux héréditaires, garde-nottes du roy nostre sire, de la sénéchaussée de Vannes, et par icelle avec submission, furent présents en leurs personnes noble et puissant Messire Vincent-Exupère de Larlan, chevalier, seigneur de Lanitré, de Keralio, de Kerdréan, de Liniac et du Bocquay, comte de Rochefort et de Quiduc, conseiller du roy en tous ses conseils et dans sa grand'chambre du parlement de Bretagne, et noble et puissante dame Renée de Kerouartz, dame et comtesse des d. lieux, sa compagne, du d. seigneur son mary deument autorisée pour l'exécution des présentes, faisant leur résidence ordinaire en leur château de Keralio, paroisse de Noyal-Muzillac, évesché de Vannes ;

« Lesquels seigneur et dame de Lanitré, considérant les graces et biens qu'ils reçoivent tous les jours de la divine Providence, et pour accomplir la sainte inspiration et dessein qu'a la d. dame de Lanitré il y a longtemps de fonder un monastère, en l'honneur de l'Immaculée Conception de la

sainte Vierge Mère de Dieu, de religieuses de l'ordre de sainte Ursule, soubz la reigle de saint Augustin, pour icelles religieuses, à l'exemple et imitation de celles qui sont establies en la ville de Ploermel, vacquer à la piété, instruction et institution des jeunes filles en la crainte de Dieu, observation des saints commandements, exercices de piété et dévotion, et aux honnestes exercices convenables à leur sexe ; connaissant les d. seigneur et dame les grands biens et fruits spirituels qu'elles font journellement dans les lieux où elles sont establies, et les graces et bénédictions qu'elles y attirent par leur sainte vie ;

« Conformément au désir et dévotion de la d. dame comtesse de Rochefort d'establiir le d. monastère dans les lieux circonvoisins du château de Keralio, soit au fief d'icelluy ou du comté de Rochefort et seigneurie de Quiduc, dont le principal manoir et château est situé dans la ville de Muzillac, avec plusieurs autres terres et maisons en icelle, relevant de la d. seigneurie de Rochefort et Quiduc, ou en aultre lieu, leur acheptant et donnant un fonds pour le d. monastère, soubz le bon plaisir, autorité et consentement de Nostre Saint Père le Pape et du St-Siège apostolique, et de M^{rs} les Ill. et Rév. Evesques de Vannes et de Saint-Malo, et soubz le bon plaisir de Sa Majesté, et aux conditions qui sont cy-après arrestées,

« Ont les d. seigneur et dame de Lanitré fondé et fondent, par ces présentes, dans la ville de Muzillac, au diocèse du d. Vannes, un monastère de religieuses de sainte Ursule de l'institut de Paris, à l'imitation de celles du mesme ordre establies à Ploermel, lesquelles se gouverneront, tant pour la rigueur de leur vie et action régulière, que pour la célébration du divin service et instruction des enfants, en la mesme forme et manière que celle qui se garde au d. monastère de Ploermel, voulant seulement les d. seigneur et dame fondateurs qu'il soit dit une messe, par chacun an, en l'église du d. couvent, à leur intention et de leur postérité, et qu'ils aient part aux prières, qui se feront à perpétuité dans le d. monastère ;

« Et pour cet effet promettent les d. seigneur et dame de

Lanitré de leur donner la somme de *deux mille* livres, pour estre employée en fonds, soit dans la ville de Muzillac, soit au faubourg, dans le fief du comté de Rochefort ou de Quiduc, et outre de consentir l'indemnité jusques à la concurrence de *six journaux* de terre en leurs d. fiefs; laquelle somme de 2.000 livres les d. seigneur et dame s'obligent de payer lorsqu'elles auront achepté des fonds, et de leur en payer l'intérêt au dernier seize, à compter du jour de leur établissement jusques au d. enfoncement (en 1680, comme on le verra plus loin, les fondateurs donnèrent eux-mêmes un fonds de terre et furent libérés du capital des deux mille livres);

« Et en cas que les d. religieuses trouveroient d'autres fonds plus commodes dans la d. ville et faubourg de Muzillac, qui ne seroient pas dans les fiefs des d. seigneur et dame de Lanitré, ils consentent qu'elles s'y établissent, sous la condition qu'elles ne pourront avoir ny reconnoître d'autres fondateurs que les d. seigneur et dame de Lanitré, et pour cet effet les d. seigneur et dame promettent de leur donner, si l'occasion s'en présente, la somme de 2.400 livres, ou 150 livres de rente constituée par an, toutefois rachetable au denier seize, à la volonté des d. seigneur et dame, sauf aux d. religieuses à indemniser et amortir les d. fonds, comme elles voiront estre bon (les 400 livres de surplus étaient pour l'indemnité ou l'amortissement);

« Les d. seigneur et dame de Lanitré se réservent les droits de *fondateurs*, en quelque lieu que s'établissent les d. religieuses,... et ne pourront les d. religieuses reconnoître par cy-après aucuns autres fondateurs, n'y accorder aucuns droits d'honneur dans leur église, sous quelque cause ou prétexte que ce soit, au préjudice des d. seigneur et dame fondateurs; aussy ne pourront les d. religieuses faire aucun autre établissement au d. lieu, ny à deux lieues à la ronde, soit maison ou hospice;

« Le d. seigneur de Lanitré et la d. dame se réservent et auront, eux et leur postérité, seigneurs du comté de Rochefort et de Keralio, les droits et prérogatives de fondateurs, et seront pour tels reconnus; et en cas que par cy-après les d. terres de Keralio et de Rochefort seroient vendues et

sortiroint de la famille, demeurera le d. droit de fondation attaché à l'aisné, soit mâle ou femelle, et à leurs descendants en directe ligne, si ce n'est que les d. seigneur et dame ou leurs descendants en directe ligne consentiroint que le d. droit passât avec les d. terres, ou l'une séparément, ou qu'ils la lui attachassent ;

« Aura la d. dame de Lanitré, comme fondatrice du d. monastère, pouvoir d'entrer, elle quatrième, quand il lui plaira, dans le d. monastère, converser avec les d. religieuses, y manger, et mesme demeurer, si bon lui semble, satisfaisant les d. religieuses pour sa despense selon sa qualité,

« Et les d. dames religieuses seront obligées de mettre les armes des d. seigneur et dame de Lanitré, fondateurs, dans tous les endroits éminents du d. monastère, dans l'église ou chapelle qu'elles feront, et aux principales portes d'entrée de la d. église et du monastère, tant en pierre, bois, que vitres, sans qu'elles en puissent mettre d'autres (Larlan porte : d'argent à la croix de sable, chargée de neuf macles d'argent ; — Kerouartz : d'argent à la roue à cinq raies de sable, accompagnée de trois croisettes de même) ;

« Se réservent les d. seigneur et dame de Lanitré, pour eux et pour leurs descendants en droite ligne, de pouvoir présenter et mettre une fille de qualité et condition ou aultre, estant jugée capable, pour estre religieuse dans le d. couvent, payant une moitié moins de dotte qu'elles auront accoustumé de prendre, et successivement après la mort de la première d'en mettre une aultre, ainsi à perpétuité, tandis que subsistera le d. monastère.

« Et moyennant les conditions cy-dessus, les d. seigneur et dame s'obligent, sur tous leurs biens présents et à venir, d'accomplir et effectuer tout ce que devant...

« Fait et passé en la demeure des d. seigneur et dame fondateurs, rue des Vierges de cette ville de Vannes, paroisse de Sainte-Croix, au rapport du Clerc, notaire royal soubssigné, et soubz les signes des d. seigneur et dame de Lanitré, ce jour 17^e d'avril 1678, avant midy.

Signé : Vincent-Exupère de Larlan. — Renée de Kerouartz.

— Guillo, not. roy. — Le Clerc, not. roy. »

(*Ursul. Muzillac. — Copie.*)

II. ÉTABLISSEMENT.

Les premières Ursulines arrivèrent de Ploërmel à Muzillac le 6 mai 1678. Elles étaient au nombre de trois, savoir, sœur Sébastienne *Brunet*, dite Marie de la Sainte-Trinité, supérieure ; sœur Perrine *Monneraye*, dite Marie de l'Assomption, assistante, et sœur Jacqueline *de la Bigotière*, dite Marie de Sainte-Claire, zélatrice.

Leurs fondateurs ne leur ayant encore donné qu'une rente annuelle de 150 livres, elles louèrent un local provisoire, et y commencèrent leurs classes. Elles y furent bientôt rejointes par M^{lle} Hélène de Volvire, novice de Ploërmel, et M^{lles} Anne et Vincente de la Pommeraye, postulantes.

Dieu, pour les éprouver, leur enleva, quelques mois plus tard, leur supérieure, qui fut inhumée, le 15 novembre 1678, dans l'église paroissiale, parce que les sœurs n'avaient pas encore de cimetière. La communauté demanda une nouvelle supérieure à Ploërmel, et la sœur Jeanne *Botherel de Quintin*, dite de Sainte-Anne, fut désignée pour remplir cette charge, et agréée par l'évêque de Vannes.

C'est elle qui reçut, le 16 mars 1680, de M. et de M^{me} de Larlan, le fonds de terre et la maison destinés à la communauté.

« Les seigneur et dame de Lanitré, dit le nouveau contrat, exécutant l'acte de fondation du 17^e d'avril 1678, ont donné, cédé et transporté, et par ces présentes donnent, cèdent et transportent, purement et simplement, aux dames religieuses acceptantes, scavoir est, la maison noble de *la Fuye*, jardin, fuye, et pré au derrière, situés en cette ville de Muzillac, contenant ensemble de fonds, suivant le mesurage en fait ce jour par M^e Jean Le Gruyer, priseur et arpenteur, en présence du d. seigneur fondateur et de nous nottaires, *cinq journaux*, moins dix cordes et cinq sixiesmes de corde, avec leurs appartenances, servitudes et dépendances, sans réservation..

« A la charge aux d. dames religieuses de tenir et relever les d. choses du roy nostre sire, sous la sénéchaussée de Vannes, au bailliage de Muzillac, de payer et acquitter à

l'advenir les fouages deubs sur le d. pré, et autres charges s'il s'en trouve ; et de poyer en outre aux d. seigneur et dame de Lanitré sur le d. fonds un demi escu d'or de rente, de redevance annuelle et perpétuelle, payable à chaque 6^e jour de may, jour de leur première entrée en la ville de Muzillac, à commencer le premier payement au 6^e de may prochain, et ainsy continuer d'an en an à perpétuité.

« Déclarent outre les d. fondateurs transporter les d. droits aux d. dames religieuses, quittes de tous frais et de lods et ventes, et au moyen de ce ils demeurent déchargés de l'obligation de leur payer la somme de 2.400 livres, dont ils ont payé la rente de 150 livres jusqu'au 6^e de may prochain... Les d. dames obtiendront l'amortissement du fonds à leurs frais, comme elles verront bon estre, et feront bastir et édifier leur convent aux points, charges et conditions portées par le d. acte de fondation.

Signé : Vincent-Exupère de Laran. — Renée de Kerouartz.
— Sr Jeanne de S^{te}-Anne. — Sr Marie de l'Assomption. — Sr Marie de S^{te}-Claire. — J. Salomon, not. roy. — Le Glan, not. roy. »

Les lettres d'autorisation et d'amortissement furent aussitôt demandées au roi. Elles furent accordées dans la forme suivante :

« LOUIS (XIV), par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut.

« Comme l'institut des religieuses Ursulines est d'une grande utilité à la religion et au public par leur piété et exercices, Nous en aurions permis l'establisement dans plusieurs villes de nostre royaume, où elles font tous les jours des fruits dignes de leur vertu par les instructions spirituelles qu'elles donnent à la jeunesse pour bien vivre et mourir en la crainte de Dieu, et apprendre aux enfants leurs principaux devoirs, tant envers leurs pères qu'à l'égard du prochain, pour lesquels motifs notre amé et féal conseiller en la grand'chambre de nostre parlement de Bretagne, Vincent Exupère de Laran, comte de Rochefort, et dame Renée de Kerouartz, son espouze, auroient fondé et doté une maison de dames religieuses au lieu de Mesuillac, diocèse de Vannes,

mesme pour seconder les vœux des habitans, dont les enfans sont la plus part abandonnez à leur propre conduite, sans aucune instruction, pour n'avoir pas le moyen de les entretenir en des villes éloignées, et parce qu'il n'y a aucune communauté régulière d'hommes ny de filles ; c'est aussy au mesme sujet que les évesques de Vannes et de St-Malo en ayant été informez ont approuvé le dit establissement, comme a fait de sa part nostre très cher cousin le duc de Chaulnes, gouverneur pour Nous en la dite province ; mais parce qu'il ne peut estre fait sans nostre permission, les d. sieur et dame de Larlan Nous ont très humblement supplié leur accorder nos lettres sur ce nécessaires ;

« A ces causes, de l'avis de nostre conseil, qui a veu les contrats de la d. fondation, consentemens, délibérations... et autres actes cy attachez sous nostre contrescel, et désirant gratifier les d. sieur et dame de Larlan, mesme favoriser leur louable dessein, qui n'a pour objet que la gloire de Dieu, le bien de la religion et celui du prochain, Nous, de nos grace spéciale, pleine puissance et autorité royale, avons, par ces présentes, signées de nostre main, permis et accordé, permettons et accordons aux d. religieuses Ursulines de s'establir au d. lieu de Mesuillac, en l'endroit le plus propre et commode pour y vivre et exercer la conventualité, suivant les règles de leur institut, sous la juridiction ordinaire du sieur évesque de Vannes leur diocésain ; ausquelles avons permis et permettons d'accepter et recevoir toutes donations, fondations et autres dispositions, acquérir, tenir et posséder biens meubles et immeubles, nobles et ruraux, de mesme que les autres communautéz régulières, sans néanmoins qu'elles puissent prétendre aucun amortissement, sinon seulement du fonds de leurs église, dortoirs, cloistres, clostures, jardins et enclos du d. monastère, pourveu qu'il n'excède pas *douze arpens* de terre, que nous avons amorty et amortissons par ces présentes, sans que pour raison de ce elles soient tenues d'en vuidier leurs mains, bailler homme vivant, mourant et confisquant, ny de nous payer aucune finance, francs fiefs, nouveaux acquests et autres droits, ou aux roys nos successeurs, dont Nous les avons deschargées et deschargeons, et en tant que de besoin fait et faisons don,

à la charge seulement de payer l'indemnité, droits et devoirs, dont les d. héritages pourront estre tenus envers autres seigneurs que nous.

« Si donnons en mandement...

Donné à Versailles, au mois de septembre l'an de grace 1680, et de nostre regne le 38^e.

Louis

Pour le Roy : — Colbert. »

(Orig. parch. — Sceau de cire verte.) — Payé 300 livres.

Enregistré au Parlement le 3 janvier 1681, et à la Chambre des Comptes le 31 mars 1683.

Les Ursulines commencèrent immédiatement la construction de leur monastère. Dans un aveu fait au roi le 12 octobre 1682, elles reconnurent tenir de Sa Majesté « la maison noble de la Fuye, jardin, et fuye bastie de temps immémorial, situés en la ville de Muzillac, et le pré roturier au derrière, imposé aux fouages, dans lesquels jardin et pré les d. religieuses ont continué de bastir à neuf leur monastère, contenant le tout ensemblement cinq journaux ;

« La maison donnant du costé du midy sur le marché du d. Muzillac, et le jardin tirant.. vers le soleil levant au chemin qui conduit du d. marché à Bourgpaul ; le d. pré en partie sur le mesme chemin, et s'étendant vers le minuit et le soleil couchant... (*Voir le plan.*)

Signé : Jeanne Botherel de Quintin, de Ste-Anne, supérieure.

Jacquette de la Bigotière, de Ste-Claire, zélatrice.

Hélène de Volvire de Ruffec, de la Croix.

Anne-Marie de la Pommeraye, de Jésus.

Vincente de la Pommeraye, de St-Vincent.

Anne Foucaut, de St-Augustin.

Roberte Le Bastart, de Ste-M. Madeleine. »

III. ACQUISITIONS.

Une fois chez elles, les Ursulines tendirent à acheter les petites maisons qui touchaient à la leur afin de pouvoir

s'isoler complètement. C'est ainsi qu'en 1691 elles acquirent, pour 273 livres, deux maisonnettes et un jardinet situés à la suite de leur demeure vers l'est. C'est ainsi encore qu'elles achetèrent, en 1707, pour 150 livres, une maison et une parcelle de terre, touchant à leur communauté et au Marché, et en 1710, pour 240 livres, une petite maison et un jardinet situés entre leur enclos et la place du Marché.

Dès le 22 août 1702, elles avaient acquis, pour 400 livres, une prairie près de Muzillac, pour nourrir plusieurs vaches. En 1706, en vue, paraît-il, de loger leur chapelain, elles achetèrent, pour 400 livres, de M. Le Mintier et sa femme, une maison et un jardin situés en ville.

Le 29 janvier 1713, les Ursulines firent marché pour la construction d'un grand corps de logis, moyennant le prix de 31.000 livres. Le bâtiment devait avoir 72 pieds de longueur du côté de la basse-cour, et renfermer deux dortoirs avec six fenêtres pour chacun. Le travail fut mal exécuté, le plan même fut modifié : les entrepreneurs supprimèrent une fenêtre pour y accoler une cage d'escalier et les lieux d'aisances, contrairement à l'hygiène. Il s'en suivit un procès, qui durait encore en 1716, et dont on ignore l'issue.

Le 27 août 1718, les Ursulines restèrent adjudicataires, pour la somme principale de 40.000 livres, de la seigneurie et terre de *Kerdavy*, située partie en Arzal et partie en Muzillac, vendue par les héritiers de feu Jean Le Quinio, sieur de la Porte.

Cette propriété comprenait le moulin de Kerdavy, la métairie de Camsquel et une tenue à Bourgerel, le tout en Arzal ; puis en Muzillac : deux métairies à Brangurun, une métairie à Kerguiris, une autre à Bourgpaül, et une autre à Lannac ; des tenues à Madon, Kervéléan, Trégréhen, Quémel, Tréguien et autres ; une maison dans la grande rue de Muzillac, une prairie à Tréguien, une autre à Pénescus, une petite dime à Kerdavy, et quelques rentes particulières. Le tout relevait du roi, sous le domaine de Muzillac, à l'exception de la métairie de Lannac, qui relevait de la seigneurie de Rochefort et du pré de Pénescus, qui relevait de la seigneurie de Séréac.

Voici la curieuse note des frais de cette acquisition :

Prix principal de la terre de Kerdavy.....	40.000 ¹	»
Amortissement payé au roi.....	10.000	»
Droits de vente et lots à l'administration.....	3.337	15
Contrat judiciaire et accessoires.....	1.513	18
Don gratuit aux chevaliers de Saint-Louis.....	825	»
Droits et indemnités à M. de Rochefort.....	443	19
Droits et indemnité à M. de Séréac.....	312	3
Commissions payées aux procureurs du couvent.	539	1
Bannie, appropriation, prise de possession.....	263	17
Titres extraits de la Chambre des Comptes.....	284	10
Total.....	57.520	3

(Contr. parch.)

Le 11 septembre 1729, les Ursulines acquièrent de M. François-Joseph Le Mintier, seigneur de Quenhoët, une maison et un jardin, situés entre la place de Muzillac et leur enclos, moyennant le prix principal de 700 livres.

Le 13 juillet 1748, elles achetèrent de M. Jérôme Botherel de Quintin, seigneur de Saint-Denac, une maison, un jardin et un verger, voisins de la précédente acquisition, pour la somme de 1.600 livres.

Ces deux petites propriétés, ainsi qu'un herbier payé 300 livres, entrèrent dans l'enclos de la communauté.

Les Ursulines fournirent au roi, le 20 mars 1770, un *Aveu* détaillé de tous les biens mentionnés ci-dessus et acquis par elles depuis leur arrivée à Muzillac. Leur revenu, payé généralement en grains, fut évalué par les agents du fisc au total de 4.596 livres et 12 sous par an. Le droit de rachat fut fixé à 1.800 livres, pour chaque période de 30 ans, à partir de l'acquisition de Kerdavy.

Vingt ans plus tard, la supérieure et la dépositaire fournirent l'état suivant de leurs revenus et de leurs charges pour l'année 1790, et l'adressèrent au Département.

I. Revenus en 1790.

1 ^o Le moulin de Kerdavy, affermé en grains et argent.....	455 ¹	» »
--	------------------	-----

2 ^o La métairie de Camsquel, affermée en grains et argent.....	476	»	»
3 ^o La métairie de Péncclus, affermée en grains et argent.....	361	10 ^s	»
4 ^o La métairie de Kerguiris, affermée en grains et argent.....	371	10	»
5 ^o La métairie du Mestre, affermée en grains et argent.....	438	8	»
6 ^o La 1 ^{re} métairie de Brangurun, affermée en grains et argent.....	476	10	»
7 ^o La 2 ^e métairie de Brangurun, affermée en grains et argent.....	476	10	»
8 ^o La métairie de Quémel, double, affermée en grains et argent.....	1.204	16	»
9 ^o La 1 ^{re} métairie de Kervéléan, affermée en grains et argent.....	456	18	»
10 ^o La 2 ^e métairie de Kervéléan, affermée en grains et argent.....	420	18	»
11 ^o La tenue Michelot à Trégréhen.....	132	15	6 ^d
12 ^o Une tenue au village de Tréguien.....	119	12	»
13 ^o Autre tenue au même village.....	267	17	2
14 ^o Autre tenue au dit village.....	228	6	1
15 ^o Une tenue au village des Métairies....	368	15	9
16 ^o Une tenue au village de Madon.....	309	17	6
17 ^o La tenue des Caorsin.....	164	6	8
18 ^o La tenue Lézir à Bourgerel, en Arzal.	244	2	10
19 ^o Une maison, rue du Couvent, affermée.	165	»	»
20 ^o Autres logements et jardins, affermés..	165	»	»
21 ^o Une prairie près le marais de Trégréhen.	150	»	»
22 ^o Partie des marais arrentée à M. de Francheville.....	42	»	»
23 ^o Rentes foncières et autres.....	70	6	»
24 ^o Marais salants au Croisic, 22 œillets...	367	»	»
25 ^o Moyenne annuelle des dots reçues....	2.097	6	»
Total.....	9.850	11	6

On y pourrait ajouter environ 1.000 livres pour les charrois et corvées, dus précédemment aux religieuses.

II. Dépenses en 1790.

1 ^o Viande de boucherie.....	2.561 ¹	8 ^s	6 ^d
2 ^o Poisson, œufs et beurre.....	1.980	12	»
3 ^o Épicerie, sucre et menues provisions...	387	16	9
4 ^o Trois boisseaux de froment.....	101	15	»
5 ^o Douze barriques de vin et une de vinaigre.	592	12	6
6 ^o Honoraires du chapelain.....	300	»	»
7 ^o Fournitures de la sacristie.....	374	13	6
8 ^o Traitement du chirurgien et drogues...	199	10	»
9 ^o Décimes, don patriotique, fouages et rentes.....	529	19	6
10 ^o Aux maçons, serrurier, vitrier et horloger.....	390	4	»
11 ^o Gages des domestiques.....	368	16	»
12 ^o Etoffes, laines, toiles, mouchoirs.....	542	»	»
13 ^o Ports de lettres et tabac.....	98	12	»
14 ^o Cinquante cordes de gros bois.....	500	»	»
15 ^o Neuf milliers et 150 fagots.....	1.120	10	»
16 ^o Chevrons, chaux, tuiles, souliers, etc..	268	17	»
17 ^o Suif et chandelles.....	230	17	»
18 ^o Journées de laveuses, savon, filasse...	354	8	9
19 ^o Faucheurs, faneuses, paille et balle....	125	5	»
20 ^o Pots, bassins, ustensiles de ménage...	153	10	»
Total.....	11.191	7	6

Nous certifions le présent compte véritable, sauf erreur.

Muzillac, le 1^{er} avril 1791.

Sr M. A. Crespel, de Sainte-Ursule, supérieure.

Sr E. R. Giraud, de Saint-Joseph, dépositaire.

(Arch. L. 788.)

IV. PERSONNEL.

Les religieuses de chœur, professes à Muzillac, furent :

1. Hélène de Volvire de Ruffec, de la Croix, née 1660, prof. 1679, morte 1743.
2. Anne-Marie de la Pommeraye, de Jésus, née 1658, prof. 1680, morte 1735.

3. Vincente-Marie *de la Pommeraye*, de Saint-Vincent, née 1660, prof. 1680, morte 1709.
4. Anne *Foucault*, de Saint-Augustin, née 16., prof. 1681, morte 1712.
5. Roberte *Le Bastart*, Marie-Madeleine, née 16., prof. 1681, morte 1722.
6. Anne-Louise *Puyo*, de Sainte-Cécile, née 1662, prof. 1682, morte 1723.
7. Béatrix *de Volvire de Ruffec*, de Sainte-Agnès, née 1665, prof. 1683, morte 1727.
8. Julienne *de Slanghingant*, Ange-Gardien, née 16., prof. 1683, morte 1727.
9. Marie *Brébion*, de Saint-Paul, née 1663, prof. 1683, morte 1738.
10. Marguerite *Le Bodo*, de Sainte-Ursule, née 1658, prof. 1684, morte 1738.
11. Anne *Gaultier*, de Saint-Joseph, née 1665, prof. 1685, morte 1693.
12. Louise *Conen*, de Saint-François-Xavier, née 16., prof. 1686, morte 1724.
13. Marie *de Barberé*, de Saint-Laurent, née 16., prof. 1686, morte 1726.
14. Judith *de Barberé*, des Séraphins, née 16., prof. 1686, morte 1690.
15. Perrine *Nael*, dite de Saint-Alexis, née 16., prof. 1686, morte 1694.
16. Sainte *Le Besson*, de Saint-Ignace, née 16., prof. 1686, morte 1711.
17. Marguerite *de Volvire de Ruffec*, de Tous-les-Saints, née 16., prof. 1687, morte 1732.
18. Judith *Couaisnon*, de Saint-François de Sales, née 1667, prof. 1687, morte 1730.
19. Perrine *Couaisnon*, de Sainte-Catherine, née 1669, prof. 1688, morte 1745.
20. Madeleine *de la Bourdonnaye*, de la Présentation, née 16., prof. 1688, morte 1693.
21. Catherine *Gobé*, de Sainte-Agathe, née 1671, prof. 1689, morte 1755.
22. Anne *Nicollon*, de Saint-Hyacinthe, née 1673, prof. 1691, morte 1723.

23. Jacquette *Curiau*, de Sainte-Anne, née 1676, prof. 1696, morte 1755.
24. Marie *de Combles*, de Saint-Joseph, née 1672, prof. 1696, morte 1766.
25. Françoise *Laragon*, de Sainte-Angèle, née 1680, prof. 1701, morte 1725.
26. Marie *de Querméno*, de Sainte-Thérèse, née 1681, prof. 1705, morte 1736.
27. Louise *Le Trelle*, de Sainte-Rose, née 1687, prof. 1705, morte 1721.
28. Thomase *Michelot*, de Saint-Bernard, née 1685, prof. 1705, morte 1723.
29. Jeanne *Caillo*, de Sainte-Elisabeth, née 1685, prof. 1705, morte 1756.
30. Louise-Ang. *de Servaude*, de Saint-Louis, née 1678, prof. 1707, morte 1738.
31. Gabrielle *Praud*, du Cœur de Jésus, née 1683, prof. 1707, morte 1765.
32. Anne *Morvan*, de Sainte-Rosalie, née 1691, prof. 1709, morte 1729.
33. Julienne *Mercier*, de Sainte-Reine, née 1689, prof. 1712, morte 1765.
34. Anne *Charault*, de Saint-Ignace, née 1692, prof. 1713, morte 1731.
35. E.-L. *Saupin*, de Saint-Benoît, née 1695, prof. 1713, morte 1743.
36. Jeanne *Lestobic*, des Séraphins, née 1696, prof. 1713, morte 1751.
37. Marie *Bolle*, de Sainte-Madeleine, née 1694, prof. 1713, morte 1783.
38. Marie-Thérèse *Le Rest*, de Sainte-Pélagie, née 1696, prof. 1715, morte 1742.
39. Agathe *Le Rest*, de Saint-Augustin, née 1697, prof. 1715, morte 1762.
40. T.-Rose *Boullard*, de Saint-Stanislas, née 1698, prof. 1716, morte 1776.
41. Anne *Jounier*, de Saint-Vincent, née 1699, prof. 1716, morte 1774.
42. Françoise *Bourbon*, de Saint-Anastase, née 1697, prof. 1717, morte 1720.

43. Renée *Bourbon*, de Saint-Dominique, née 1699, prof. 1717, morte 1753.
44. Marie *Bourbon*, de Sainte-Scholastique, née 1700, prof. 1717, morte 1759.
45. Ursule *Chesnard*, de Saint-Jean-Chrysostome, née 1698, prof. 1717, morte 1721.
46. Jeanne *Le Quéré*, de Saint-Joachim, née 1696, prof. 1718, morte 1739.
47. Renée *du Being*, de Sainte-Claire, née 1696, prof. 1718, morte 1752.
48. Anne *du Being*, de Sainte-Eulalie, née 1697, prof. 1719, morte 1721.
49. Elisabeth *Jounier*, de Saint-Jérôme, née 1702, prof. 1719, morte 1720.
50. Louise *Rogier du Crévy*, de l'Enfant-Jésus, née 1695, prof. 1720, morte 1721.
51. Vincente *de Combles*, du Saint-Esprit, née 1699, prof. 1722, morte 1777.
52. Louise *Chesnard*, de Saint-Basile, née 1700 ?, prof. 1722, morte 1769.
53. Perrine-Fr. *Boullard*, de l'Assomption, née 1700, prof. 1724, morte 1754.
54. Renée *Le Mintier*, de Saint-Hyacinthe, née 1703, prof. 1724, morte 1769.
55. Jeanne *Larrey*, de Sainte-Rose, née 1703, prof. 1724, morte 1773.
56. Geneviève *Le Ray*, des Anges, née 1702, prof. 1724, morte 1765.
57. Marie *de la Lande*, du Cœur de la Vierge, née 1704, prof. 1724, morte 1725.
58. Sébastienne *du Harda*, de Sainte-Victoire, née 1700, prof. 1726, morte 1785.
59. Claude *Lory*, de Sainte-Marie, née 1709, prof. 1726, morte 1784.
60. Michelle *Jean*, de Saint-Placide, née 1699, prof. 1726, morte 1747.
61. Madeleine *de Puychafray*, de Sainte-Ursule, née 1708, prof. 1727, morte 1741.
62. Françoise *Boullard*, de Saint-Xavier, née 17..., prof. 1729, morte 1741.

63. M.-Thérèse *Le Mintier*, M.-Céleste, née 17.., prof. 1729, morte 1787.
64. Perrine-M. *Bourbon*, de Saint-Bernard, née 1709, prof. 1751, morte 1755.
65. Perrine *Chesnard*, de Sainte-Rosalie, née 1707, prof. 1732, morte 1788.
66. Jeanne *Lory*, de Sainte-Ursule, née 1707, prof. 1732, morte 1776.
67. Jeanne *du Puychafray*, du Saint-Sacrement, née 1714, prof. 1734, morte 1741.
68. Anne *Sagory*, de Sainte-Thérèse, née 1712, prof. 1736, morte 1761.
69. Fr.-Olive *Jounier*, de Saint-François, née 1711, prof. 1737, morte 1781.
70. Louise *Moynard*, dite Angélique, née 1723, prof. 1742, morte 1816.
71. Marguerite *Caillo*, de Saint-Xavier, née 1716, prof. 1744, morte ...
72. Félicité *Perrier*, de Sainte-Émilie, née 1725, prof. 1747, morte ...
73. Madeleine-Rose *Marchand*, de Sainte-Félicité, née 1727, prof. 1749, morte 1785.
74. Marie-Renée *Jocet*, de Sainte-Pélagie, née 1733, prof. 1754, morte 1756.
75. Marie-Anne *de Vernusson*, de Sainte-Angèle, née 1734, prof. 1760, morte 1774.
76. Marguerite-Rose *Fleury*, de Sainte-Gertrude, née 1735, prof. 1760, morte ...
77. Marie-Louise *Goupilleau*, de Saint-Joachim, née 1726, prof. 1761, morte ...
78. Marie-Mad. *Martin*, de Sainte-Anne, née 1724, prof. 1761, morte 1761.
79. Renée *Monnier*, de Saint-Paul, née 1734, prof. 1761, morte 1811.
80. Françoise *Guichet*, de Sainte-Claire, née 1736, prof. 1761, morte 1774.
81. Marie-Anne *Mesnard*, de Sainte-Thérèse, née 1740, prof. 1762, morte 1763.
82. Pélagie *Chauchet*, de Saint-Augustin, née 1735, prof. 1768, morte 1782.

83. Elisabeth-Rose *Giraud*, de Saint-Joseph, née en 1750, prof. 1769, morte 1817.
84. Jeanne *Laurent*, des Séraphins, née 1744, prof. 1770, morte 1810.
85. Marie-Anne *Girard*, de Sainte-Élisabeth, née 1747, prof. 1771, morte...
86. Jeanne-Louise *Templier*, de Sainte-Reine, née 1745, prof. 1774, morte 1826.
87. Françoise *Châtelier*, de Sainte-Pélagie, née 1754, prof. 1775, morte 1841.
88. M.-Charlotte *Gomaire*, de Sainte-Angèle, née 1753, prof. 1775, morte 1782.
89. Julie *Pissebuche du Mesny*, de Sainte-Rose, née 1743, prof. 1777, morte 1791.
90. Julie *Desjardins-Compère*, des Anges, née 1754, prof. 1777, morte 1822.
91. Marg.-Marie *Lucas*, de Sainte-Hyacinthe, née 1753, prof. 1775, morte ...
92. Marie-Fr. *Beaupré*, de Sainte-Véronique, née 1751, prof. 1779, morte ...
93. Marie-Anne *Crespel*, de Sainte-Ursule, née 1750, prof. 1780, morte 1828.
94. Louise-Adélaïde *Fayolle*, de Saint-Stanislas, née 1758, prof. 1782, morte 1783.
95. Marie-Jeanne *Burguin*, de Sainte-Claire, née 1758, prof. 1783, morte 1849.
96. Félicité *Dupont-Kerleau*, de Saint-Louis, née 1751, prof. 1784, morte 1829.
97. Jeanne-Marie *Le Duc*, de Sainte-Angèle, née 1759, prof. 1784, morte 1825.
98. Marie-Noël *Damour*, de Saint-Augustin, née 1760, prof. 1785, morte ...
99. Hélène *Lagrouais*, de Saint-Benoît, née 1762, prof. 1781, morte ...
100. Mathurine *Lagorce*, de Saint-François, née 1760, prof. 1787, morte 1826.
101. Marie-Anne *Tiret*, Mad. de Saint-Joseph, née 1769, prof. 1788, morte 1826.
102. Anne-Marie *Diquéro*, de Sainte-Julie, née 1760, prof. 1788, morte ...

Sœurs converses :

1. Renée Larcher, de Saint-Joachim, née 1659, prof. 1680, morte 1702.
2. Yvonne Nael, de Saint-Pierre, née 16.., prof. 1680, morte 1686.
3. Guillemette Doby, de Sainte-Thérèse, née 1662, prof. 1681, morte 1700.
4. Marguerite Doby, de Sainte-Geneviève, née 1664, prof. 1681, morte 1734.
5. Jeanne Guyodo, de la Passion, née 1656, prof. 1684, morte 1707.
6. Michelle Fermé, de Sainte-Marthe, née 1642, prof. 1685, morte 1692.
7. Jeanne Le Moyec, de Saint-Jean-Baptiste, née 1659, prof. 1686, morte 1732.
8. Anne Greffin, de Saint-Charles, née 1666, prof. 1688, morte 1710.
9. Marie Ropert, de Saint-Alexis, née 1685, prof. 1710, morte 1750.
10. Renée Cario, de la Passion, née 1691, prof. 1710, morte 1770.
11. Vincente Raoul, de Saint-Charles, née 1689, prof. 1713, morte 1768.
12. Élisabeth Lore, de Sainte-Marthe, née 1685, prof. 1713, morte 1754.
13. Jeanne Le Madois, de Saint-Pierre, née 1696, prof. 1718, morte 1744.
14. Renée-Fr. Éveno, de Sainte-Barbe, née 1698, prof. 1718, morte 1781.
15. Perrine Niel, de Jésus-Crucifié, née 1693, prof. 1723, morte 1757.
16. Olive Le Pironnec, de Saint-Michel, née 1690, prof. 1725, morte 1737.
17. Anne Le Pironnec, de Saint-Martin, née 1709, prof. 1728, morte 1760.
18. Marguerite Jarligan, de Saint-Michel, née 1732, prof. 1757, morte 1778.
19. Jeanne Le Plénier, de Saint-Alexis, née 1731, prof. 1757, morte 1787.

20. Mathurine Grazé, de Sainte-Anne, née 1743, prof. 1764, morte ...
21. Laurence Lollicart, de Sainte-Marthe, née 1737, prof. 1766, morte ...
22. Louise Le Plénier, de Sainte-Thérèse, née 1737, prof. 1768, morte ...
23. Marie Moreau, de Sainte-Catherine, née 17.., prof. 1775, morte ...
24. Marie Lagré, de Sainte-Geneviève, née 1750, prof. 1776, morte ...
25. Françoise-Guill. Loy, de Saint-Vincent, née 1751, prof. 1777, morte 1835.
26. Marie Hébel, de Sainte-Suzanne, née 1760, prof. 1781, morte 1840.
27. Marie Troméur, de l'Ange-Gardien, née 1750, prof. 1782, morte 1821.
28. Jeanne Deschamps, de Saint-Michel, née 1757, prof. 1783, morte ...
29. Jeanne Hébel, de Sainte-Barbe, née 1762, prof. 1785, morte 1811.

(Reg. profess.)

Voici la liste des supérieures des Ursulines de Muzillac :

1678. Sébastienne *Brunet*, de la Sainte-Trinité, morte en 1678.
1679. Jeanne *Botherel de Quintin*, de Sainte-Anne.
1685. La même sœur ; elle retourna à Ploërmel en 1687.
1687. Catherine *de Pluvié*, du St-Esprit ; morte le 19 fév. 1689.
1689. Hélène *de Volvire de Ruffec*, ou Hélène de la Croix.
1695. Anne *Foucault*, ou Marie de Saint-Augustin.
1701. Vincente-Marie *de la Pommeraye*, de Saint-Vincent.
1707. Anne *Foucault*, Marie de St-Augustin, morte en 1712.
1712. Anne-Marie *de la Pommeraye*, de Jésus.
1715. Anne *Nicollon*, de Saint-Hyacinthe.
1718. Hélène *de Volvire de Ruffec*, de la Croix.
1724. Anne-Marie *de la Pommeraye*, de Jésus.
1730. Hélène *de Volvire de Ruffec*, de la Croix.
1736. Catherine *Gobé*, de Sainte-Agathe.

1742. Marie *Bolle*, de Sainte-Madeleine.
1745. Catherine *Gobé*, de Sainte-Agathe.
1748. Agathe-Rosalie *Le Rest*, de Saint-Augustin.
1754. Marie *Bolle*, de Sainte-Madeleine.
1760. Claude *Lory*, de Sainte-Marie.
1766. Marie *Bolle*, de Sainte-Madeleine.
1772. Claude *Lory*, de Sainte-Marie.
1779. Marie-Louise *Goupilleau*, de Saint-Joachim.
1782. Claude *Lory*, de Sainte-Marie, morte en 1784.
1784. Marie-Louise *Goupilleau*, de Saint-Joachim.
1790. Marie-Anne *Crespel*, de Sainte-Ursule.
-

Le monastère des Ursulines de Muzillac subsista jusqu'au 1^{er} octobre 1792, où la Révolution vint arracher de leur paisible retraite ces pieuses vierges, qui ne vivaient que pour le service de Dieu et l'instruction des jeunes filles.

Leurs biens furent vendus par la nation, mais les actes ont été presque tous perdus, et il est impossible d'en donner ici une liste complète avec les prix de vente et les noms des acquéreurs.

Après la Révolution, plusieurs anciennes Ursulines de Muzillac se réunirent à Vannes, et y ouvrirent une petite école en 1804. Le 19 décembre 1806, elles rachetèrent l'ancien couvent des Capucins de Vannes, et en prirent possession le 1^{er} juillet 1807. C'est ainsi que la maison de Muzillac a été continuée par celle de la ville épiscopale.

Elles ont été expulsées de cet asile le 27 août 1907, après un siècle de dévouement à l'instruction de l'enfance.

Jh-M. LE MENÉ.

NOUVEAUX VILLAGES PRÉHISTORIQUES

EN MALGUÉNAC (MORBIHAN)

Vers la fin du mois de septembre de l'année 1904, M. Le Cunff, instituteur à Malguénac, s'intéressant à nos recherches préhistoriques, me fit part, très obligeamment, d'une découverte qu'il venait de faire (1).

A deux kilomètres au sud-ouest du clocher de Malguénac, un peu sur la déclivité d'une colline, assez escarpée, dominant la petite route qui conduit à la chapelle du Moustoir, M. Le Cunff avait remarqué, à 100 mètres environ à l'est du village de la *Villeneuve*, sur le bord d'un vieux chemin, des vestiges d'anciennes habitations couvrant une certaine étendue de terrain. « Ce sont, me dit-il, sans doute les restes de quelque « village remontant à une haute antiquité, vraisemblablement « aux temps préhistoriques mêmes. »

M. Le Cunff ne s'était pas trompé. Je pus le constater quand j'allai à mon tour voir les vestiges de la Villeneuve, qui n'étaient autres que ceux de très anciennes cabanes, restes d'une agglomération à tout prendre préhistorique.

Quelques mois après, en avril 1905, j'étudiai méthodiquement ces vieux vestiges. Nos présomptions n'étaient décidément pas vaines, il s'agissait vraiment d'un village préromain.

Comme tous ceux que nous avons découverts et explorés, situés sur le sommet d'une montagne, nommée *Le Guerno*, — nom significatif — à plus de 200 mètres d'altitude et à

(1) Que M. Le Cunff veuille bien agréer ici tous mes meilleurs remerciements.

proximité d'un cours d'eau, ces vestiges d'habitations couvrent environ un hectare des parcelles 364, 848 et 849, section G du cadastre.

Le mode de construction des cabanes est, comme toujours, très primitif.

Plus ou moins creusées dans le sol, sans doute pour éviter des murs élevés et aussi pour se mieux garantir des intempéries, les buttes sont entourées d'un talus en terre, souvent mêlée de petites pierres, la plupart cubiques, ces dernières tantôt à l'intérieur et vraisemblablement destinées à empêcher la terre de tomber dans l'habitation. Les talus, bien que très affaissés aujourd'hui, ont encore 1 mètre à 2 mètres environ de hauteur. Les cabanes, généralement rectangulaires, donnent, dans œuvre, 3 mètres de longueur et 2^m, 30 de largeur. Elles sont presque toutes orientées de l'est à l'ouest, dans le sens de la longueur, avec ouverture à l'est ou à l'ouest indifféremment. A l'instar de nos habitations modernes, plusieurs d'entre elles se trouvent accolées deux par deux, dans la même excavation ; un talus les séparait au milieu. On peut présumer qu'elles étaient recouvertes de branchages dont, bien entendu, nous n'avons plus retrouvé aucune trace.

Les vestiges d'habitations du Guerno portent des traces évidentes d'un long séjour humain : l'aire est foulée, durcie, noircie, peut-être par le rejet d'eau grasse, et, par endroit, rougie par le feu. Les pierres, disséminées à l'intérieur ou à l'extérieur des habitations, ont bien souvent subi l'action du feu. Certaines d'entre elles, usées, arrondies par un frottement prolongé, ont pu servir de trépieds au-dessus des foyers.

Ce village aurait-il été détruit par un incendie ? Rien n'est plus vraisemblable, si l'on veut bien tenir compte de ces différentes particularités.

Enfin, toutes ces cabanes — et c'est leur caractéristique — sont circonscrites par des talus en terres et en pierre enchevêtrés les uns dans les autres et qui actuellement les entourent de trois côtés, au nord, à l'ouest et à l'est. Ceux du côté sud ont été détruits lors du défrichement d'un champ situé au delà du vieux chemin. La plupart d'entre elles sont appuyées à ces talus.

Préhistorique ou anhistorique ? Comment le reconnaître ?
A cette question, je répondrai : ces vestiges,

1° Par la concordance générale qu'ils ont avec d'autres découvertes faites dans le Morbihan et dans le Finistère ;

2° Par leur situation sur un point élevé et escarpé, à proximité d'un cours d'eau ;

3° Par le mode de construction et de défense ;

4° Par les objets recueillis,
nous semblent appartenir aux temps *préromains*.

Au Guerno j'ai rencontré une analogie parfaite avec les villages que j'avais précédemment explorés. J'ai de plus recueilli quelques objets qui ne peuvent mettre en doute son antiquité préhistorique.

Les voici :

1. --- Un fragment en schiste d'un *anneau plat* tel qu'on en a trouvé dans quelques-uns de nos dolmens carnacéens, et dont on ignore encore la vraie destination. Ce fragment, finement poli et retouché, représente le tiers exactement de son pourtour. L'anneau mesurait donc 0^m,110 environ de diamètre extérieur, et 0^m,070 de diamètre intérieur. La surface plate a 0^m,020 ; l'épaisseur intérieure, 0^m,008.

2. — Un fragment de *lame ou couteau en silex* jaune translucide semblant provenir du *Grand-Pressigny*. Une des faces est lisse ; l'autre, qui présente une arête longitudinale, est quelque peu retaillée.

Longueur, 0^m,048 ; largeur, 0^m,022 ; épaisseur, 0^m,005.

Les cassures sont anciennes.

3. — Un autre fragment de *lame ou couteau en silex* peu translucide, de couleur jaune cire avec taches blanchâtres, qui paraît aussi venir du *Grand-Pressigny*. La face principale présente une arête longitudinale, aucune retouche ; l'autre face est lisse ; les tranchants coupants.

Les cassures sont anciennes.

Longueur, 0^m,030 ; largeur, 0^m,023 ; épaisseur, 0^m,005.

Ces trois fragments ont été trouvés par le fermier de la Villeneuve qui nous a assisté dans nos recherches.

4. — Un *percuteur* ou plutôt une sorte de *casse-tête* en granit du pays.

Longueur, 0^m,11 ; largeur, 0^m,08 ; épaisseur, 0^m,06.

5. — Quelques *petits fragments* de *poteries grossières* à pâte jaunâtre, qui présentent bien les caractères des poteries primitives.

6. — Beaucoup de parcelles de *charbon*.

Tous objets dont l'origine préhistorique est indiscutable. J'ai aussi trouvé, presque à la surface du sol, la tête en granit, malheureusement fruste, d'une statue indiscutablement très ancienne, mais qui cependant ne me semble pas avoir de rapports avec les vestiges du Guerno. Cette tête, brisée au cou, a 0^m,12 de hauteur et 0^m,15 de largeur. Un bourrelet, figurant les cheveux, entoure la tête.

Enfin, j'ai ramassé de la terre provenant d'un foyer, rougie par le feu, réduite à l'état de brique (1).

C'est tout ! — C'est peu, pourra-t-on répliquer, mais je dois ajouter que nous n'avons pas fait de fouilles d'ensemble sur la lande du Guerno, seulement quelques sondages et que, seule, une exploration générale pourrait donner une plus fructueuse moisson, bien que les vieux vestiges d'habitations, je le sais par expérience, ne gardent que de très rares débris archéologiques.

Enfin, en allant revoir les vestiges du Guerno, j'ai découvert, en juillet 1905, un second village, à 700 mètres environ au sud-ouest du premier, caché dans les ajoncs et les broussailles, également sur une montagne et non loin d'un ruisseau. Les talus, les creux marquant l'aire des habitations, les poteries, les pierres calcinées, etc., tous les vestiges caractérisent bien une autre agglomération préhistorique. Je n'ai malheureusement pas eu le temps de l'explorer (2).

(1) Au pied d'une pierre assez peu enfoncée en terre, nous avons rencontré une très épaisse couche de cendre et de charbon.

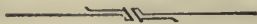
(2) Le fermier de la Villeneuve, le sieur *Le Cunff*, en défrichant une parcelle de lande touchant à l'est les vestiges en question, a trouvé de nombreux foyers, bien caractérisés par des cendres et la terre brûlée. Cela prouve que le village s'étendait jusque-là.

L'âge du vieux village du Guerno ? — L'époque préhistorique, répondrai-je. Mais, quelle période ? — A mon avis, les deux lames en silex et l'anneau en schiste ne peuvent suffisamment établir son antiquité néolithique, d'autant plus qu'il est permis de penser que les habitations que nous explorons ont succédé à d'autres plus anciennes sur le même emplacement, et c'est ce qui expliquerait, dans certains cas, comme celui du Guerno, la découverte, au milieu de débris remontant à l'époque des métaux, d'objets appartenant à l'âge de la pierre polie. Je ne puis donc, actuellement du moins, me prononcer sur l'âge des vestiges du Guerno.

A différentes reprises, depuis 1898, je me suis occupé de la question des villages préhistoriques ; je n'ai donc pas besoin d'entrer dans des considérations que j'ai exposées ailleurs et qui ont eu pour but d'établir, par l'analogie des observations, la concordance entre les différents villages découverts et leurs contemporanéité avec un certain nombre de tumulus qui, dans le Morbihan comme dans le Finistère, ont donné les mêmes poteries. La question de l'habitation primitive armoricaine, désormais soulevée, est généralement admise. Je n'ajouterai donc aucune observation à ce simple rapport dont l'objet était de faire connaître la découverte d'un nouveau village préhistorique dans la commune de Malguénac dont le sol, pourtant perdu au centre de la presqu'île armoricaine, a gardé tant de vestiges d'un très lointain passé.

Vannes, 25 novembre 1907.

AVENEAU DE LA GRANCIÈRE.



UN PEINTRE VANNETAIS AU XVIII^e SIÈCLE

JEAN-VINCENT LHERMITAIS

1700 - 1758

Il arrive un âge où les souvenirs de jeunesse, qui ne sont qu'endormis, se réveillent et vous donnent l'illusion d'un retour en arrière plein de charme.

Au vieux collège de Vannes, notre professeur de dessin, le Père Leblanc, nous exhortait à admirer, dans la chapelle, un grand tableau religieux, dont le sujet était : *L'Ange gardien*. — Il est, nous disait-il, d'un peintre vannetais, qui vivait dans la première moitié du XVIII^e siècle. Son nom est Lhermitais. Depuis lors, ce nom de Lhermitais est toujours resté dans ma pensée.

Plus tard, étudiant à Paris et assidu du musée du Louvre, lorsque je passais devant les 22 tableaux célèbres de Lesueur, représentant *la vie de saint Bruno*, je songeais à Lhermitais, qui avait reproduit ces chefs-d'œuvre, et dont les copies se voient encore dans le petit cloître du couvent de la Chartreuse d'Auray.

Aujourd'hui que, séparé de cet heureux temps par treize lustres, j'habite à deux pas de la maison où est né le peintre Lhermitais, il m'a plu de rechercher sa trace dans le passé et d'esquisser sa biographie. J'ai dû, pour cela, fouiller les vieilles archives de la localité. J'ai voulu aussi retrouver quelques-uns des tableaux de Lhermitais. Ces recherches n'ont pas été sans fruit. Elles tendent à prouver à mes compatriotes qu'ils ont commis une grande faute, une injustice même, en laissant tomber dans l'oubli le nom d'un artiste de talent, enfant de Vannes, dont la mémoire méritait mieux.

LE PEINTRE LHERMITAIS DE VANNES

1700 - 1758

La première mention du nom de *Lhermitais*, on la trouve sur la liste des *chevaliers et archers du papegault*, du 19 avril 1698. Comme il fallait au moins un an de résidence, pour être admis dans la compagnie, François Lhermitais habitait déjà Vannes, en 1697 ; mais il n'y était pas encore en 1696, puisqu'il ne figure pas sur le rôle de capitation.

François Lhermitais (ou Lhermitay), est un simple artisan, peintre et doreur de son métier. D'où venait-il ? Quel était son âge ? Nous n'avons pu le découvrir. En l'année 1699, il est parrain d'un fils d'un nommé Bassot, peintre de profession, peut-être son patron. L'enfant est baptisé dans l'église de Saint-Salomon. — Lhermitais a signé sur le registre.

L'année suivante, il obtient des dispenses de M^r l'évêque d'Argouges, 13 février 1700. — Il se marie avec une D^{lle} Marie Le Gentil, veuve Le Mézet, âgée de 38 ans.

Où le mariage eut-il lieu ? Certainement dans l'église de Saint-Salomon. — Le registre de la paroisse manque dans la collection. Mais il existait, quand l'archiviste Rosenzweig y a copié la note suivante : « *Mariage entre honorable homme François-Louis Lhermitais, doreur, et D^{lle} Marie Gentil, veuve Le Mézet, de la ville de Rochefort, paroisse de Pluherlin.* »

Après leur mariage, le couple s'établit sur le *Marché*. Le rôle de capitation de l'année 1700 qualifie d'abord Lhermitais : *droguiste* ; puis, sur autre cahier : *peintre doreur*. Ils sont peu fortunés. Ils ne sont imposés que pour la modique somme de cinq livres. Ils n'ont pas de domestiques.

Le 29 décembre 1700, leur naît un fils, qui est baptisé dans l'église du Mené, et auquel on donne le nom de *Jean-Vincent*. Le parrain est un simple perruquier du quartier, et la marraine, l'épouse d'un autre perruquier.

Nous avons copié l'acte de baptême sur le vieux registre paroissial du Mené.

29 décembre 1700

PAROISSE DU MENÉ

« Baptême de **Jean-Vincent Lhermitais**, fils de légitime mariage d'honorable homme François-Louis Lhermitais, peintre doreur et de D^{lle} Marie Le Gentil, demeurants au marché de cette ville.... Parrain honorable homme Jean Boulanger, maistre perruquier, et marraine D^{lle} Janne Le Gentil, épouse d'honorable homme Laurent Duvivier, aussy maistre perruquier. »

Ont signé : Jean Boulanger,
 Janne Le Gentil,
 Janne Buhourd,
 Françoise Danilo,
 Laurent Duvivier,
 Lhermitais (père).

Lhermitais 

—
E. Joignau, recteur.

Ce nouveau-né, issu de condition bien humble, devait devenir plus tard un artiste peintre, admiré de ses contemporains, dont plusieurs tableaux, heureusement conservés, permettent de porter un jugement sur son œuvre.

En 1703, 5 mai, naissance d'un deuxième fils (*Jean-Laurent*), qui meurt âgé de deux ans, en 1705. Son parrain était un maistre perruquier.

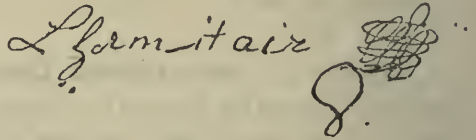
En 1704, 11 décembre, naissance d'un troisième fils, auquel on donna le nom de *Pierre-François*. Il a pour parrain M^e *Pierre Legal*, commissaire aux saisies, et une D^{lle} Danilo.

Le père Lhermitais a signé les trois actes, avec les témoins, sur les registres baptismaux de la paroisse du Mené.

Il semble que le ménage ait quitté le quartier du *Marché*, vers 1703. Sur le rôle de capitation de cette date, on lit : *Lhermitais peintre doreur — Carrouer du Lion d'or*.

L'année suivante, on les retrouve sur le *Marché*, puis, en 1711, ils logent à la *porte Saint-Salomon*. Ils n'y restent pas longtemps, et reviennent au *Marché au bled*.

Signature du père Lhermitais,
à l'acte de baptême de ses fils.



Premier logis des Lhermitais — Marché au bled

Il était naturel que nous nous demandions où était située la maison habitée par les Lhermitais, sur le *Marché*.

Ce n'est pas sans peine qu'on parvient à connaître la situation exacte de la plupart des anciennes maisons de Vannes et à désigner ceux qui y avaient leur domicile. Il est nécessaire de recourir aux rôles manuscrits de *capitation*, et aux vieux plans de la ville, qu'on compare aux plans plus modernes, ceux du cadastre par exemple.

Il n'existe que deux plans anciens :

1^o Celui du président de Robien, dont l'original est à la bibliothèque de Rennes. Il doit se rapporter à la première moitié du *xviii^e* siècle. Nous en avons une copie.

2^o Le deuxième plan est l'œuvre d'un *Sr* Maury, architecte du roy ; il est signé et daté de 1785. (Mairie de Vannes.)

Au *xviii^e* siècle, les officiers de la municipalité chargés d'établir l'impôt de *capitation*, opéraient, chaque année, quartier par quartier et rue par rue, inscrivant sur un gros cahier in-folio le nom des locataires de la rue, sans spécifier le nombre d'imposés qui habitaient chaque maison ; de là une première difficulté. A cette époque, on ne numérotait pas les immeubles ; pour retrouver une ancienne maison, à l'aide des vieux plans et des registres de *capitation*, il faut donc prendre pour repère, autant que possible, des emplacements de demeures connues. Sont utiles également les anciens inventaires, où les maisons sont décrites.

De 1700 à 1733, la famille Lhermitais a habité le quartier du *Marché*. Mais que doit-on entendre par ce mot *Marché* ?

Sous le titre de *Marché*, les rôles de capitation comprennent plusieurs paragraphes.

1° Le grand marché

A droite, on note la maison de *Retraite des hommes*, le Collège, la *Croix verte* (auberge).

A gauche : l'hôtel du *Dauphin couronné*. En troisième lieu : le *Haut du Marché* ; et en quatrième lieu, le *bas du Marché*, à droite et à gauche de la rue Neuve (rue de l'Hôtel-de-Ville). C'est au *bas du Marché à droite* que se trouvait la maison de l'épicier ciergier Tiret, dont la fille devait épouser plus tard le peintre Jean-Vincent Lhermitais (c'est aujourd'hui la maison Guilloux, reconnaissable à sa façade ornée d'une niche contenant une statuette de Vierge).

2° Le Marché ou Marché au bled

Ce *Marché au bled* est toujours mentionné à part, dans un paragraphe spécial. Il comprenait la partie nord du terrain triangulaire qui deviendra plus tard le *Marché au Seigle*. Au commencement du XVIII^e siècle, il s'y trouvait tout au plus huit maisons, quatre à gauche et quatre à droite.

C'est là, à droite, en montant vers la place du grand Marché, que logeait l'architecte et négociant Olivier Delourme, qui mourut en 1729 et laissa une grosse fortune, comme le constate l'inventaire dressé après décès.

La façade de cette maison a été refaite, il y a une cinquantaine d'années, par M. Du Rumel, pharmacien ; mais la partie postérieure est restée la même, avec sa tour carrée, surmontée d'un donjon donnant sur le jardin et les remparts.

Plus bas, et en retrait, était la maison où habitait le doreur Lhermitais, maison Le Gal actuelle.

Comme voisins, les Lhermitais avaient donc le sieur Delourme, qui payait près de cent livres de capitation ; un maître cordonnier surnommé la *Jeunesse*, qui payait 1^l 10^s ; un serrurier, 2^l 20^s ; une Delle Salomon, *vivant de ses rentes*, 18^l 10^s ; un sieur Le Bayon, marchand de toile, 12 livres ; une Delle Cornouaille, *vivant de ses rentes*, 23 livres.

Les Lhermitais payaient seulement 5^l 10^s, et une livre pour une domestique.

La maison qu'ils habitaient existe toujours, bien qu'ayant subi de nombreuses réfections. Sur la façade, au niveau du 3^e étage, qui autrefois n'était que le 2^e, la chaussée de la rue ayant été abaissée, se voit une statue de sainte Vierge dans une niche. Chose curieuse, la maison Tiret, au bas du grand Marché, en présente une également. Ces deux statuettes, véritables enseignes religieuses, convenaient parfaitement à la maison d'un marchand de cierges et à celle d'un peintre doreur de retables d'églises.

Il est à remarquer que ces maisons (Du Rumel et Legal) ne sont modernes que par les façades; tout ce qui est en arrière est ancien, maçonnerie et charpente. On voit encore, dans la cour, la tour carrée, qui contient le vieil escalier, au haut duquel est une sorte de donjon, qui domine le toit. Lorsque le pharmacien Du Rumel eut acquis l'immeuble, il trouva, à l'intérieur, de belles cheminées en bois sculpté. Une d'elles représentait des guirlandes de roses et de feuillage, où se jouaient de petits amours; elle est aujourd'hui dans un appartement de la maison du Dr Mauricet, rue Léhélec. Au haut de l'escalier, sous le donjon, est un petit appartement, dont les murs et le plafond étaient autrefois couverts de peintures, et aujourd'hui sont badigeonnés à la chaux. Ces peintures étaient peut-être l'œuvre des Lhermitais, auxquels l'architecte Delourme les avait commandées. — M^{me} Du Rumel se rappelle également un grand tableau, à sujet religieux, qu'elle fit transporter à l'abbaye Bourdin, en Sérent.

C'est donc là, sur *le Marché au bled*, que le père Lhermitais vivait en famille, avec sa femme et deux enfants, non comme propriétaire, mais comme simple locataire du rez-de-chaussée; c'est là qu'il avait sa boutique; c'est là qu'il encadrait les tableaux de tout genre et qu'il badigeonnait de couleur et de dorures les vieux saints de bois de nos chapelles rurales. — La mère Lhermitais menait le ménage, aidée d'une servante. Les deux fils grandissaient dans ce milieu d'artisans, et rêvaient sans doute de devenir peintres doreurs à leur tour.

En 1716, le père Lhermitais fut chargé par M. le sénéchal

du Présidial, d'expertiser les tableaux du palais de l'évêché, après le décès de Monsr d'Argouges. Nous avons ce document sous les yeux, signé du doreur *Lhermitais*. Si on en juge par les chiffres de son estimation, il semble bien qu'il n'a considéré que les cadres, qui étaient de sa compétence. Il touche, pour son salaire, *36 sous*. Sa belle-sœur, revendeuse, Mme Le Gentil, qui a estimé la lingerie, touche *6 livres*. (Se B. 626, Arch. dép.)

« Ce jour, 23 juin 1715, à 2 h. de relevé... à l'endroit est survenu François-Louis Lhermitais, peintre, par nous mandé, demeurant au marché au bled, de cette ville, paroisse de Saint-Salomon..... luy avons ordonné de procéder à l'estimation des tableaux... » (Inventaire des meubles de Monsr d'Argouges, 1717, Arch. départ. B. 626.)

A cette époque, le fils aîné avait 15 ans. Le père l'emmenait-il à l'évêché pour voir les tableaux qui décoraient les luxueux appartements et la chapelle ? C'est fort possible. Le jeune homme ne put qu'admirer de belles peintures : *La manne au désert*. — *Jacob et Rebecca*. — *La Cène*. — *L'adoration des rois*. — *Le baptême de saint Jean*. — *La descente de Croix*. — *L'ange exterminateur*. — *Le grand tableau de la Magdeleine*, etc., et aussi des sujets profanes : *Le carnaval de Venise* ; *Le combat des Amazones* ; *Le bal d'Henri IV*, donné en l'honneur de sa maîtresse, la belle Gabrielle, etc., tous originaux ou excellentes reproductions de maîtres. — Qui sait si la vocation du jeune Jean-Vincent ne s'est pas éveillée ce jour-là ? Bientôt il allait ambitionner autre chose que le métier de peintre doreur. Où prit-il des leçons de dessin ? Ses premiers modèles furent naturellement les tableaux qu'on confiait à son père, pour être encadrés. Lorsqu'il fut en âge, il fit sans doute ce qu'on appelait alors le tour de France. Quels maîtres fréquenta-t-il ? On voudrait une réponse précise à ces questions. Malheureusement nul document ne nous éclaire sur ce point.

Disparition du père Lhermitais (1725).

Le 2 février 1721, le père Lhermitais signe encore, comme témoin, au baptême d'un fils de Mathurin Daran, maître perruquier du quartier. (Reg. paroissial du Mené, 1721.) Il

figure toujours sur le rôle de capitation, pour la somme de 5 livres. En 1723, on lit en marge de son nom : « *doit dix-sept sols et onze deniers, pour instances* ».

A partir de 1725, on perd sa trace. Appelé hors de Vannes, pour l'exécution de travaux, peut-être est-il décédé dans une paroisse lointaine. C'était l'époque où florissait le style jésuite. On surchargeait les chapelles de peintures et de dorures. Les peintres doreurs ne manquaient pas d'ouvrage. La besogne exigeait des déplacements fréquents.

L'acte mortuaire du père Lhermitais ne se trouve nulle part dans les registres de sacristie de sa paroisse. Par suite de quel accident a-t-il disparu, loin des siens ? Le silence des documents cache-t-il une catastrophe ? — Dès 1726, la veuve Lhermitais figure seule « *avec ses deux fils* » sur les rôles de capitation. — Elle est imposée pour « *huit livres* ». Elle n'a pas de servante. La perte du père de famille a laissé la maison dans la gêne.

Le 13 juin 1729, les deux frères Lhermitais assistent et signent au mariage de René-Louis Moreau et Elisabeth Jos. Thomas (paroisse du Mené). Jean-Vincent signe avec paraphe.

La V^e Lhermitais et ses fils vont habiter rue du Pot-d'Étain (1734).

En 1733, sans que nous sachions pour quel motif, la famille Lhermitais quitte le *Marché au bled* et va habiter dans une rue voisine, *la rue du Pot-d'Étain*. La mère est septuagénaire, l'aîné des fils a 32 ans, le cadet 28. Le logis est plus que modeste. Ils ne sont imposés que pour la somme *deux livres et treize sous et deux deniers*. Ils n'ont pas de domestique.

Un auteur anonyme, dans un feuillet de journal local, a écrit, sans citer le moindre document, que les Lhermitais logeaient dans une maison *dont ils avaient fait l'acquisition*. Ce n'est guère probable, leur cote de capitation est là pour prouver le contraire.

Comme nous l'avons fait pour le premier logement du *Marché au bled*, nous avons eu la curiosité de rechercher cette deuxième habitation des Lhermitais, *rue du Pot-d'Étain*, paroisse Saint-Salomon.

La rue du Pot-d'Étain

L'inspection actuelle des lieux donne une idée imparfaite de ce qu'était la rue du *Pot-d'Étain* au moment où la famille Lhermitais y habitait. Seuls ceux qui connaissent les anciens plans et ont fouillé les archives locales peuvent s'en rendre compte.

Cette rue, située hors de l'enceinte de la ville, dans le faubourg Saint-Salomon, aboutissait d'une part aux *Douves*, en face du marché au seigle, et d'autre part à la rue de la *Vieille-Boucherie*, qui en était la continuation. La pente, vers le marché, était beaucoup plus raide qu'aujourd'hui. La rue n'avait qu'une douzaine de maisons, de peu d'apparence, presque toutes en bois, sauf trois ou quatre en pierres. Le plan du président de Robien, contemporain des Lhermitais, n'indique que 10 maisons à gauche et 4 seulement à droite. Tortueuse, très déclive et étroite, la rue du Pot-d'Étain ne logeait guère que de petites gens. Les rôles de capitation ne portent à la cote de chacun que des chiffres peu élevés :

<i>Année 1739</i>	Jacques Guénin, maréchal.....	3 ^l
	Marie Le Cour, laitière.....	2 10 ^s
	Mathurin Le Moine, journalier..	1 10
	Louis Le Cren, texier en toile..	3 15 ^s
	Claude Guenard, savetier.....	1
	Veuve Guillerme marchande de denrées.....	25
	Jean Le Guen, maçon.....	3 10
	Julien Le Seven, journalier.....	1 10
	Jean Le Bras, lardier.....	6
	P. Pichon, journalier.....	
	Yves Anno (déchargé vu sa pau- vreté).....	
	Jean Eveno, maréchal.....	9
	Jean Allano, jardinier.....	3
	P. Servet, garçon menuisier....	1
	Christophe Mérel, <i>id.</i>	1 10
	Delle LHERMITAY et ses deux enfants, peintres.....	12

La servante de M. Touillé, prêtre	1 ¹
Claude Pérodo, boulanger....	9
Delle Suquet.....	0 6
Martin Alais, <i>hoste du Pot-d'Étain</i>	
et une servante.....	1
Delle Blanchardièrre, tenant pension,	8
et une servante	1

La rue n'en était pas moins passagère, c'était la voie principale, la seule même qu'il fallait suivre, lorsqu'on traversait la ville, pour prendre la route d'Auray et de Saint-Anne. Ce n'est que plus tard, après 1739, qu'on fit une percée à travers le terrain du couvent de Nazareth, qui permit de mettre la place du grand marché et la rue Saint-Yves en communication avec la Madeleine, de façon à rallier le chemin d'auray.

A l'entrée de la rue, à droite, se voyait l'auberge où *pendait l'enseigne* du Pot-d'Étain. La maison où logeaient les Lhermitais était à côté, en montant.

De nos jours, de l'ancienne rue du Pot-d'Étain, il ne reste plus d'intactes que trois maisons, dont une en bois et deux en pierres. Les autres sont de construction relativement moderne, au moins quant aux façades. Il y a quelques années, on voyait encore à droite une assez grande maison, à façade de pierre de taille, avec ouverture en plein cintre et fenêtres de toit, style renaissance, portant la date de 1601. — Elle a été démolie, ainsi que la maison des Lhermitais, et elles ont été remplacées par des dépendances de l'hôtel du Dauphin, de construction récente.

C'est dans ce milieu que les Lhermitais allaient vivre en commun, sous l'aile de leur vieille mère. Grâce au travail des deux frères, il finit par y avoir plus d'aisance dans le logis. Ils paient 13 livres 8 sous de capitation ; ils ont une servante, pour laquelle ils paient 4 sous, 3 deniers.

Jean-Vincent s'adonne à la peinture de tableaux religieux. Les églises et les couvents forment le plus clair de sa clientèle. Il s'absente fréquemment. Ainsi plusieurs rôles de capitation ne portent plus que la mention : « *D^{lle} veuve Lhermitais et son fils* », c'est-à-dire Pierre le doreur. Puis l'artiste revient et, sur le rôle, les deux frères sont de nouveau inscrits.

En 1738, Jean-Vincent Lhermitais allait avoir à se distinguer, en peignant, d'après nature, le portrait de l'évêque de Vannes, M^{re} Fagon. Grâce aux démarches de M^{re} Fagon, le chapitre de la cathédrale avait été dégrevé des droits d'amortissement relatifs aux salines de Séné. Un arrêt du Conseil du roi leur faisait ainsi la remise de soixante et quelques mille livres.

En reconnaissance de ce service, le chapitre assemblé décida qu'on commanderait au peintre Lhermitais un portrait de Monseigneur, qu'on placerait dans la boiserie de la salle capitulaire. L'évêque approuva la délibération; on s'aboucha avec l'artiste. Le prix fut fixé entre les parties, à la somme *de trois cents livres*.

Quand nous étudierons l'œuvre de Lhermitais, représentée par les tableaux de lui, que nous avons découverts, nous traiterons la question du portrait de M^{re} Fagon — avec les détails de ses pérégrinations.

Les deux frères sont toujours célibataires. L'un est âgé de 40 ans, l'autre de 36. Jean-Vincent, auquel on commande des tableaux pour les églises, finit par acquérir une réputation dans le monde religieux. En 1740, il peint un tableau, qu'on lui paie 40 livres, pour la chapelle Saint-Jean de la cathédrale de Vannes. En 1741, le registre paroissial de Saint-Jacut mentionne un tableau du Rosaire, pour l'église, peint par Lhermitais.

L'année suivante, Lhermitais, dans la pleine maturité de son talent, est chargé par les religieux de la Chartreuse d'Auray d'aller à Paris, pour y copier le chef-d'œuvre d'Eustache Lesueur, représentant les divers épisodes de la vie de saint Bruno. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet. Le peintre fut sans doute, pendant de longs mois, hébergé au couvent des Chartreux de la capitale. On aurait été heureux de connaître quelques détails de ce séjour; malheureusement, nous n'avons trouvé aucun document qui nous éclaire sur ce point, dans les liasses du fonds des Chartreux d'Auray. En 1744, Lhermitais peint trois grands tableaux pour le couvent des Camaldules de Roga, en Saint-Congard. Le sujet de l'un d'eux est *La transfiguration*; les deux autres sont des portraits de moines.

Mariage de J.-V. Lhermitais (1745).

La mère Lhermitais, en 1745, avait atteint l'âge de 82 ans. Les infirmités de la vieillesse s'appesantissaient sur elle. Il manquait, pour diriger le ménage, une femme jeune et alerte. Jean-Vincent avait 45 ans ; il jeta les yeux sur une demoiselle Marie Tiret, âgée de 23 ans, fille d'un marchand, *épicier* et *ciergier*, qui tenait boutique sur le *Grand marché*.

Le mariage fut célébré, le 22 novembre 1745, dans l'église de Notre-Dame du Mené. De contrat de mariage, il n'y en eut pas sans doute. Nous avons copié l'acte inscrit à sa date, sur le registre de sacristie. Le beau-père et la belle-mère signent. Celle-ci écrit de sa main : « LA TIRET. » Elle était fille d'un petit commerçant nommé *Pierrot*, décédé.

PAROISSE DE NOTRE-DAME DU MENÉ

—
22 novembre 1745
—

ACTE DE MARIAGE

J. V. LHERMITAIS

Marie TIRET
—

« L'an de grâce mil sept cent quarante cinq, le 22 novembre, après les fiançailles faites du futur mariage, entre noble homme **Jean-Vincent Lhermitais**, de Saint-Salomon — et Delle **Marie-Françoise Tiret** de cette paroisse du Mené; après une publication des bans, à la grand'messe paroissiale... et avoir obtenu la dispense des autres, ne s'étant trouvé aucun empêchement au futur mariage, je soussigné, faisant fonction curiale au Mené, les ai mariés en présence des témoins soussignés et autres. —

J. V. Lhermitais (1745)
p. f. Lhermitais m f tiret

P. F. Lhermitais (le frère).

J. Le Petit,

Louison Durand (femme de perruquier).

Marie Franç. Duvivier (veuve de perruquier).

Jeanne-Marie Pierrot,

La Tiret (mère).

Marie Pocard,

Toussaint Tiret,

Vincente Tiret,

Joseph Tiret (père).

Du Temple (prêtre de la mission).

Naissance d'une fille (1747).

En 1747, le 9 juin, leur naît une fille à laquelle on donne le nom de *Marie-Vincente*. Elle est baptisée dans l'église de Saint-Salomon; — elle a pour parrain son grand-père, Joseph Tiret, et pour marraine, Marie Guéguen, une parente « *qui déclare ne pas savoir signer.* »

L'enfant meurt, le mois suivant, et est enterrée le 29 juillet, dans le *petit cimetière* de Saint-Salomon. (Reg. paroisse.)

Mort de la mère Lhermitais (1748).

La mère Lhermitais était alors plus qu'octogénaire. Elle ne paraît pas avoir assisté au mariage de son fils; en tout cas, elle n'a pas signé. Elle mourait deux ans après, « *à l'âge de 85 ans environ* », le 17 janvier 1748. Elle fut inhumée « *dans le petit cimetière de Saint-Salomon.* » (Reg. par. Saint-Salomon.)

L'acte de décès et d'inhumation présente ceci de particulier qu'il ne mentionne que des témoins « *qui déclarent ne pas savoir signer.* »

Naissance d'un fils (1749)

En 1749, c'est un fils qui naît (9 juin). — Son baptême dut avoir un certain retentissement dans le quartier. Sa marraine fut une noble dame, Anne-Julienne du Boisgelin, comtesse de

la *Pouiade* ; et le parrain, le sieur Viel (Nicolas), receveur général des fermes du roi. — La cérémonie fut célébrée dans l'église de Saint-Salomon. Les noms et les signatures des invités sont inscrits au bas de l'acte :

Anne-Julienne du Bois-gelin de la Pouiade,
Viel,

La Tired,

Angélique Tired,

J. Tired,

J.-P. Tired,

P.-M.-Joseph Tired,

Marie-Fraise du Vivier,

Marie-Janne Gueguen,

Jean-Vincent Lhermitais,

Pierre-François Lhermitais,

J V Lhermitais

P F Lhermitais

Dufossé Dauzon,
recteur de Saint-Salomon.

Celle qui signe : la *Tired* est la belle-mère du peintre Jean-Vincent Lhermitais.

Naissance d'un deuxième fils (1753)

Enfin, en 1753, c'est un deuxième fils qui naît et est baptisé le jour même, 30 mai. Le registre porte que « *les cérémonies du baptême ont été différées pour le temps de trois mois, par permission de l'abbé de La Motte Picquet, secrétaire général de l'Évêché.* » — On donne à l'enfant le nom de Joseph-Marie. Le père présent a signé : *Jean-Vincent Lhermitais*.

On suppléa aux cérémonies du baptême le 30 décembre 1753, une prolongation de trois mois ayant été obtenue. La qualité de la marraine et son absence durent être la cause de ce retard. En effet, la marraine fut la haute et puissante dame *Marie Hérisson de Talhouet Sévèrac*. Je relève les signatures au bas de l'acte :

Talhouet de Séverac,
J. Tiret,
La Tiret,
Angélique Tiret,
La Brevenest,
Louise Tiret,
La Lhermitais,
J. Tiret, aîné,
Pierre-François Lhermitais,
Jean-Vincent Lhermitais.

C'est dans ces conditions familiales, modestes assurément, que vivaient les Lhermitais : Jean-Vincent, l'aîné, peignant des tableaux et se perfectionnant dans son art, obligé à de fréquentes absences ; Pierre, le cadet, peintre doreur, continuant le métier de son défunt père ; — M^{me} Lhermitais, née Tiret, s'occupant du ménage et des enfants. L'aisance avait fini par entrer dans le logis. Ils jouissent d'une certaine considération dans la cité. En 1757, Lhermitais aîné paie *vingt-six livres* de capitation, et *une livre dix sous* pour une servante ; — son frère Pierre paie *huit livres*, et *une livre dix sous* pour une servante. La maisonnée se compose donc de sept personnes : l'artiste et sa femme, les deux enfants, le frère cadet, peintre doreur, et deux servantes. En 1749, Jean-Vincent peint les portraits du Père Mulet, supérieur des Filles de la Sagesse, et celui de l'abbé Le Nevé, recteur de Séné.

Le cadran de la porte Saint-Vincent

La communauté de la ville de Vannes, en 1748, Guillo Dubodan étant maire, avait décidé qu'on installerait un cadran solaire en façade et au-dessus de la porte Saint-Vincent. Cette innovation ne put que réjouir les marins et les commerçants qui fréquentaient le port ; — et aussi les bons bourgeois qui ne manqueraient pas d'aller régler leur montre à l'heure de midi, quand le soleil était présent.

Un *état*, dressé et signé par l'ingénieur Lemièrre Desplaces, est conservé dans les liasses du Présidial, où nous l'avons copié. Il est intéressant, parce qu'il entre dans les moindres

détails de la construction d'un cadran qui n'existe plus aujourd'hui. On s'était adressé à la maison Lhermitais pour l'exécution des peintures et dorures.

Le premier mémoire était ainsi libellé :

« Mémoire des peintures que j'ay faite pour les Messieurs de la Maison de Ville.

« Pour avoir peint et doré le cadran..... 27 livres.

Pour l'écusson de monsieur de Cologon..... 8 livres.

Pour avoir déracé et verny le portrait de
Henry quatre à Vannes..... 1 livre.

Le 20 octobre 1748.

LHERMITAIS.

L'ingénieur Lemièrre biffa les deux derniers articles, comme n'étant pas dus.

Lhermitais fut obligé de fournir un deuxième mémoire, sur lequel les deux derniers articles n'étaient pas portés.

*pour avoir peint et doré le cadran
de la porte de St Vincent.....
à Vannes le 20 8bre, 1748
Lhermitais*

Cette même année 1748, la ville de Vannes avait eu à sa charge un surcroît de dépenses. Il lui avait fallu fêter le passage de M. le duc de Penthièvre, gouverneur de la province, et le loger ainsi que sa suite, dont faisait partie le procureur syndic des États, le comte de Coëtlogon.

Pour différents passages du duc de Penthièvre : 139 livres ;
pour fournitures de meubles : 1.290 livres.

Dans le compte fourni à la ville, je vois figurer une somme de 75 livres pour blanchissage des draps des domestiques de M. de Penthièvre.

Loyer d'un pré aux dames du Père-Éternel, occupé par le régiment de Penthièvre : 46 livres.

A Marie Piquet, veuve Lechesne, pour fourniture de bois et de chandelles pour les corps de garde : 400 + 662 + 421 + 106. Total : 1.589 livres.

(Comptes du Miseur, 1748. — Arch. de la Ville.)

On avait fourni au comte de Coëtlogon un ameublement qui coûta à la ville *quatre cent quarante-cinq livres*. Il avait fait apposer au-dessus de la porte de sa demeure un écusson sur lequel étaient peintes ses armes.

Ce fut Pierre Lhermitais auquel le comte de Coëtlogon commanda la besogne. L'ingénieur de la ville refusa d'accepter cette note, qui ne paraît pas avoir été payée par le Miseur.

(Comptes du Miseur, 1748 — Arch. de la mairie de Vannes.)

Voici l'état récapitulatif dressé par l'ingénieur Lemièrre Desplaces :

Cadran

Mémoire de la dépense, fourniture et façon du cadran solaire placé au-dessus de la porte Saint-Vincent, en dehors, le 8 octobre 1748.

Pour les deux pierres d'ardoise achetées.....	15 ^l
Pour charroi et transport de la Tannerie dans le jardin rue des Vierges, cy.....	4 ^l 10 ^s
Pour six journées de tailleurs de pierre à les dégrossir, cy.....	4 ^l 18 ^s
Pour les transporter au haut de la maison, où elles ont été travaillées, cy.....	18 ^s
Pour 7 livres 1/4 de cuivre employé pour le stile, crampons, crochets, vis, écrous.....	11 ^l 12 ^s
<i>A reporter.....</i>	<u>33^l 18^s</u>

	<i>Report.....</i>	33 ^l 18 ^s
Au serrurier qui a forgé les crochets et crampons.		4 ^l
Pour la découpure et soudure du stile, payé au ferblantier, cy.....		3 ^l
En outils employés pour le travailler, et carton, papier et ficelles pour l'envelopper.....		6 ^l
Aux charpentiers qui ont fait l'échafaud et placer, cinq journées.....		4 ^l
A Priellec, menuisier, deux jours 1/2.....		6 ^l
De l'autre part, à Monsieur Lhermitay pour avoir peint et doré le dit cadran.....		27 ^l
Pour l'espace de deux mois occupé à former, tracer et perfectionner le même cadran, à raison de trois livres par jour, cy.....		180 ^l
Plus pour une matinée occupé à le faire placer et avoir pris la déclinaison du mur, cy.....		5 ^l
		265 ^l 18 ^s

*Certifié à Nantes ce vingt deux
octobre, mil sept cent quarante huit
Le Mirey*

Dans ce mémoire, on voit que les deux ardoises qui étaient destinées au cadran furent transportées de la *Tannerie* à la rue des Vierges.

A cette époque (1748), on entrait en ville par la rue de la Tannerie, puis par la rue du Four et la rue Saint-Nicolas.

La route actuelle, percée dans l'enclos des Jacobins, ne fut tracée qu'après 1760, ce qui donna lieu à un procès entre la ville et la communauté religieuse. Aujourd'hui, cette percée s'appelle *rue du Roulage*.

A propos d'un article du *Progrès du Morbihan*

(4 mai 1892.)

On a pu lire dans le journal le *Progrès du Morbihan* de 1892, un court article non signé sur les anciens artistes de Vannes. Il y est parlé très succinctement de la famille Lhermitais.

L'auteur anonyme semble croire que l'entreprise de l'installation du cadran a été donnée à la maison Lhermitais et que celle-ci a touché une somme totale de 265^l 18.

C'est une erreur. Les Lhermitais n'ont réellement été employés qu'à *peindre et dorer le cadran* et n'ont été payés que 27^l. — Le surplus représente les honoraires de l'ingénieur Desplaces, montant à 185^l, et le salaire des charpentiers, menuisiers, tailleurs de pierre et autres dépenses énumérées dans *l'état* : 53^l.

Je relève une autre erreur. Il ne paraît pas que ce soit le peintre Jean-Vincent Lhermitais qui ait fait la besogne, comme l'a écrit l'auteur anonyme, mais bien son frère cadet, Pierre Lhermitais, qui était peintre doreur de son métier.

Au surplus, le contexte des deux mémoires est d'une orthographe tellement défectueuse qu'il ne saurait être attribué à l'artiste Jean-Vincent, la signature seule paraît de lui.

L'ingénieur Lemièr Desplaces a certifié conforme le présent mémoire.

Pendant la Révolution, on effaça les peintures du cadran et on inscrivit sur le tableau *les droits de l'homme*. — Quant à la statue de saint Vincent, elle fut remplacée par celle d'un *volontaire national*. Aujourd'hui, le cadran solaire n'existe plus. Il a été remplacé par les armoiries de la ville de Vannes. Il n'avait plus sa raison d'être, depuis la construction, au dernier siècle, des hautes maisons qui empêchent le soleil d'éclairer de ses rayons la porte Saint-Vincent et les vieux remparts.

Ce ne sont pas les seules erreurs qu'a commises l'auteur anonyme. A propos du père Lhermitais, qui se maria en 1700, avec la veuve Le Mezet (née Le Gentil), l'auteur écrit : « la nouvelle famille s'établit sur la *place du Marché et du côté des Jésuites*, en la paroisse Notre-Dame du Mené. » — Or, le *côté des Jésuites* était de Saint-Patern.

Nous avons prouvé, à l'aide des rôles de capitation, que le logement des Lhermitais, à cette époque, n'était pas sur le *grand marché*, mais sur le *marché au bled*.

Autre erreur : Jean-Vincent Lhermitais n'est pas né le 29 septembre 1700, mais bien le 29 décembre 1700.

L'auteur anonyme nous dit aussi que Marie-Françoise Tiret (épouse de Jean-Vincent Lhermitais) était *d'une famille d'orfèvre*. — Non ; le beau-père Tiret était marchand *épiciier et ciergier*, — et sa femme était fille d'un marchand nommé Pierrot. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'un frère de Mme Lhermitais, en 1773, s'établit à Vannes comme orfèvre, dans la maison Leboulh, dite de Saint-Vincent, rue des Orfèvres, — quinze ans après la mort de l'artiste Lhermitais.

Enfin, dernière erreur, l'auteur anonyme s'étonne que le premier fils de Vincent Lhermitais (Nicolas-Augustin) ait été baptisé à Notre-Dame du Mené et non à Saint-Salomon. Il n'en voit pas *la raison* et se demande si le père et la mère n'avaient pas *transitoirement* quitté leur domicile de la rue du Pot-d'Étain. Nous répondons : non. L'enfant est bien né rue du Pot-d'Étain et a été baptisé dans l'église de sa paroisse (Saint-Salomon).

L'auteur anonyme a commis la faute de se tromper de registre...

Mort de Jean-Vincent Lhermitais et de sa femme (1758)

L'année 1758 fut une année de malheur pour la famille. Le 9 mai, le peintre (Jean-Vincent) mourait, à l'âge de 57 ans, et était enterré le lendemain dans le petit cimetière de Saint-Salomon. Assistaient à ses obsèques : « André Allanic, Rolland Querelle, Michel Tabourdet et Grégoire Le Mouel, *qui ont déclaré ne savoir signer.* »

M^{lle} veuve Lhermitais ne paiera plus que 6^l et 10 sous , plus *une livre* pour sa servante.

Six mois après, jour pour jour, c'était le tour de M^{me} Lhermitais (née Marie-Françoise Tiret), âgée d'environ 37 ans, décédée rue du Pot-d'Étain. Assistaient à l'enterrement : « M. et M^{me} Gallot, M. et M^{me} Coquerel, M^{lle} Lagrée et plusieurs autres personnages qui se sont retirés sans signer. » (Reg. paroiss. Saint-Salomon, 9 novembre 1758.)

Les défunts laissaient après eux deux orphelins, âgés l'un de onze ans, l'autre de cinq, à la charge de la famille. — La pauvreté était dans la maison. Aucun inventaire ni acte de tutelle ne paraissent avoir eu lieu. Nous n'en avons pas trouvé trace dans les archives du Présidial.

VANNES

DÉCÈS

PAROISSE SAINT-SALOMON

de Jean-Vincent Lhermitais

(1758)

« L'an de grâce dix-sept cent cinquante-huit et le dixième jour du mois de may a été enterré dans le petit cimetière de l'esglise de Saint-Salomon, **M. Jean-Vincent Lhermitais**, âgé de cinquante-sept ans, décédé le jour d'hyer en sa demeure rue du Pot d'Étain, après avoir reçu tous ses sacrements ; et ont assisté à l'enterrement : André Allanic, Rolland Querelle, Michel Tabourdet et Grégoire Lemouel, qui ont déclaré ne savoir signer. »

Du Fossé Dauzon,
recteur.

(Reg. paroissial,
Arch. de la Municipalité).

Pauvre artiste, méconnu même de ses concitoyens. Il n'a, pour assister à son enterrement, que des voisins du quartier, humbles gens qui *déclarent ne pas savoir signer* ! — Un tailleur, un boucher et un maçon.

Le grand-père Tiret, presque octogénaire, quittait le *grand Marché*, laissant sa boutique de cierge à son fils et venait habiter avec les deux orphelins, en qualité de protecteur. Il vécut encore une dizaine d'années et mourut, en 1768, à l'âge de 89 ans.

Pendant ces dix années, le rôle de capitation de la rue du Pot-d'Étain porte cette mention : Joseph Tiret, 15 livres, et une servante, 1 livre. Les mineurs Lhermitais, 1¹ 10 sous.

À la mort du grand-père, l'aîné a 19 ans ; le second 15 ans. À partir de 1771, il n'est plus question des mineurs Lhermitais, sur les cahiers de capitation. Que sont-ils devenus ? Nous l'ignorons, toutes nos recherches pour les suivre ont été vaines. Plus tard, en 1779, lorsqu'on procédera à l'inventaire du mobilier, après décès, de Pierre Lhermitais, l'acte constatera que, des deux fils de Jean-Vincent, un seul survit (Joseph) et qu'il *est absent*.

Après la mort de son frère, Pierre Lhermitais, cadet, avait continué à vivre de son métier de peintre doreur. À l'occasion, on le prenait comme expert, pour estimer les tableaux, dans les inventaires.

Lors de l'expulsion des Jésuites du collège de Vannes, en 1762, les commissaires de la municipalité s'occupèrent d'entrer en possession de l'immeuble et procédèrent à une nouvelle organisation du personnel enseignant. Un inventaire est conservé aux archives du département. (S^e D., 6 et 7, du 29 avril au 29 mai 1762.)

Les tableaux de la chapelle furent soigneusement inventoriés. Après chaque article, on lit : « *prisé par Lhermitais.* » « Quatre tableaux d'attache : 230 livres ; — sept tableaux dont deux moyens et deux petits : 412 livres ; — un tableau : 10 livres ; — *id.* : 50 livres ; — sept tableaux : 82 livres ; — un tableau : 12 livres ; — deux tableaux à cannes de bois : 30 livres ; — trois statues de bois peint : 60 livres. » — Tous ces tableaux existent encore.

Pierre Lhermitais a signé le procès-verbal de son estimation (S^e D., avril et mai 1762, Arch. dép.).

Pierre Lhermitais était resté célibataire. Avant la mort du bonhomme Tiret, il s'était retiré de la communauté et avait

quitté la rue du *Pot-d'Étain*. La brouille était peut-être dans le ménage. Lorsque Joseph Tiret, l'orfèvre, se maria, en 1765, Pierre Lhermitais ne paraît pas avoir assisté à la cérémonie ; sa signature ne figure pas sur le registre. Dès 1767, il habite sur le *marché au seigle*, ne payant plus de capitation que la modique somme de 3 livres. Il mourut en 1779, à l'âge de 75 ans. On l'enterra dans le petit cimetière de Saint-Salomon. L'acte de décès n'est signé que du recteur Bahon et du sous-diacre Rancouet, de la paroisse (2 novembre 1779).

Devenu vieux, il était sans doute infirme et sans travail, dans un état voisin de la misère. Car, depuis plusieurs années, le rôle de capitation ne portait plus à son nom que la triste annotation : *nihil*. Avec lui s'est éteint, à Vannes, le nom de Lhermitais. C'est le sort du plus grand nombre des familles, anciennes ou nouvelles, les humbles comme les plus en vue. La sève ne monte plus aux branches de l'arbre, les noms mêmes disparaissent et sombrent dans l'oubli.

*
* *

A l'époque où Jean-Vincent Lhermitais travaillait à ses tableaux religieux, on était en plein XVIII^e siècle. La grande peinture, dite classique, de Simon Vouet, Poussin, Lesueur, Bourdon, Lebrun, Mignard, Jouvenet, etc. etc. était peu à peu délaissée pour la peinture de genre. C'était l'avènement de Watteau et de Boucher, suivis de nombreux disciples. — Nos gentilhommes et nos bourgeois des petites villes s'empressaient d'imiter les gens de cour et de finance. Leurs salons se peuplaient de tableaux à l'huile et à l'aquarelle, dont les sujets mythologiques représentaient des nymphes toutes nues, dans des poses voluptueuses, entourées de Cupidons folâtres, le carquois sur l'épaule ; ou encore de jolies marquises, poudrées et fardées, la gorge au vent, assises sur les pelouses, au bord des ruisseaux limpides, devisant d'amour avec de jeunes hobereaux costumés en bergers ; ou encore de rieuses damoiselles, balancées en escarpolette, sans souci de la brise qui soulève leur robe. Travestissements de la vraie nature, dus au pinceau de charmants artistes, esclaves de la mode du jour, qui s'ingéniaient à peindre des paysages champêtres comme des décors d'opéra.

Quant au peuple de nos paroisses bretonnes, enraciné dans ses traditions séculaires, il ne comprenait rien aux goûts de la société raffinée des villes. Son esthétique rudimentaire s'en tenait toujours aux images colorées d'Épinal dont il ornait ses demeures, et, avant tout, aux vieux saints guérisseurs, en bois sculpté, qui exhibaient leurs membres difformes et leurs grotesques figures dans l'obscurité des chapelles rurales. C'est à eux-là qu'il adressait ses prières, dans les traverses de la vie, et non aux compositions séraphiques de Lhermitais, que le clergé essayait timidement d'introduire dans les églises.

On l'a dit et il nous plaît de le répéter ; le Destin n'a pas été prodigue de célébrités pour les enfants de Vannes. Le nom d'aucun d'eux n'a été claironné par la renommée aux cent bouches. La cité vannetaise est allée chercher ailleurs ses illustrations.

Nous possédons, à Vannes, les bustes en plâtre de Mirabeau, né près de Nevers ; de Descartes, né en Touraine ; de Thiers, né à Marseille ; la statue équestre en bronze de Richemond et celle de Lesage, nés dans la presqu'île de Rhuy ; de Jules Simon, né à Lorient ; on a donné à des rues les noms de Monseigneur d'Argouges, né à Rennes ; de Monseigneur de Rosmadec, né en Cornouaille ; du docteur Guérin, né à Ploërmel. Il n'est pas jusqu'à l'évêque intrus de Nantes qui n'ait eu sa rue, aujourd'hui rue de l'Étang, autrefois rue Gillard. — Pourquoi imiter toujours certains parvenus qui, faute d'âces, achètent, chez les revendeurs, de vieilles toiles et en décorent leurs salons, dans l'espoir que les visiteurs non prévenus croiront que ce sont des portraits de famille ?

Voici un vrai Vannetais, né sur le marché au bled, aux premiers jours du dix-huitième siècle, devenu, par son seul mérite, un peintre de talent, jugé digne de copier une des œuvres capitales d'Eustache Lesueur : *La Vie de saint Bruno*. — Fils d'un simple ouvrier doreur, Jean-Vincent Lhermitais n'avait pas à rougir de son origine. Il savait que le père d'Annibal Carrache n'était qu'un tailleur d'habits ; celui du Guide, un joueur de flûte, et le père de Rembrandt, un meunier.

Avec plus d'ambition et moins d'attachement au sol natal, il aurait pu réussir sur un plus grand théâtre. Il a préféré demeurer Vannetais et gagner péniblement sa vie, en brossant des sujets d'églises, qui lui étaient payés chichement. Il est mort pauvre, dans son étroit logis de la rue du Pot-d'Étain et a été enterré dans le petit cimetière de Saint-Salomon, — il n'y a plus aujourd'hui de cimetière de Saint-Salomon. Les cendres de l'artiste ne se retrouveront plus ; mais ses œuvres restent.

C'est le moment de les passer en revue et de les apprécier, pour assigner à Lhermitais un rang dans la galerie des peintres bretons.

(A suivre)

Docteur DE CLOMADEUC.



Le deuxième semestre de l'année 1800 dans le Morbihan

LA GUERRE DE POLICE

2^e PARTIE (DU DÉBUT DE L'AN IX A LA FIN DE L'ANNÉE 1800)

(Octobre - Décembre 1800) — (Suite)

Malgré ces compromissions et cette exagération de zèle, Giraud était mal vu par les patriotes. Depuis déjà longtemps, son esprit de conciliation, son intimité avec des nobles ou des royalistes, sa bienveillance pour les prêtres réfractaires et les malheureux émigrés, diverses mesures administratives, lui avaient attiré les défiances et les dénonciations des semi-jacobins. Aussi, comme ce furent eux qui fournirent les éléments du grand tableau de Chaptal représentant l'état général de la République, le préfet du Morbihan y recevait la note suivante : « Il n'a point la confiance du gouvernement. On lui reproche « de s'entourer des ennemis de la Révolution et de favoriser « les prêtres rebelles (1). » Les autres fonctionnaires au contraire obtenaient un silence favorable ou des mentions élogieuses ; les sous-préfets : « On ne leur reproche rien » ; — les commissaires du gouvernement près les divers tribunaux : « On fait leur éloge » ; — les chefs de la gendarmerie : « Tous sont pleins de zèle et d'activité. » — Quant à l'esprit public, il se voyait hautement décrié : « Le département paraît être « sous ce rapport dans une triste situation. Tout paraît mûr « pour la révolte (2). » Peut-être cette appréciation défavorable

(1) *Arch. nationales. Carton AFiv 1065 (Dossier I, pièce 38).*

(2) *Id. Id.*

sur son propre compte poussa-t-elle Giraud à faire du zèle et même à outrer son ardeur contre les chouans ; toujours est-il que, dans la même lettre où il dévoilera le plus nûment sa proposition de faire assassiner Georges, il plaidera en faveur de sa liaison avec Dubot, l'ex-noble, père de chouan (1).

Du reste, cette idée de mettre à prix la tête du général insurgé, en faisant surtout appel aux assassins et aux traîtres, ne pouvait passer pour originale ; Fouché depuis longtemps l'avait eue et réalisée. Aussi, en la préconisant, Giraud ne cherchait-il, suivant toute probabilité, qu'à se faire valoir et à flatter le ministre ; simple acte de courtoisie ou de servile obséquiosité, à moins que ce ne fût la manifestation du dépit longuement concentré d'un homme tranquille contre un éternel batailleur et gêneur. Quoi qu'il en soit, les principaux traîtres gagés pour tuer Cadoudal ou du moins pour le livrer allaient incessamment se mettre en route. On n'entendait plus parler de Micault de la Vieuville et de sa bande. Avaient-ils reculé devant l'accomplissement de leur tâche par remords, par crainte ou par découragement ? ou bien, leur mission ne visant que Cadoudal, s'en étaient-ils retournés quand, à la fin de juillet, Georges partit pour l'Angleterre ? Cette dernière hypothèse est de beaucoup la plus probable. En tout cas ils disparurent de la scène. Pépin et Berthelot eux-mêmes ne tardèrent pas à rentrer dans l'ombre et, avant la fin d'août, il n'est plus question de ces deux personnages. Pendant les mois d'accalmie de septembre et d'octobre et même pendant la majeure partie de novembre, si les espions ordinaires continuaient leur rôle de surveillants et de limiers, les gens gagés pour tuer ou assassiner les chefs ne se montrent pas ou passent sans laisser de trace. Il n'en fut plus de même en décembre. En présence du retour quasi officiel de Georges et de l'agitation royaliste qui renaissait, Fouché chercha et lança sur le Morbihan ses volontaires destinés à frapper ou à prendre par trahison. Presque en même temps, Duchâtellier, ancien insurgé, l'ancien fournisseur de chevaux à l'armée des chouans, Gabriel-Antoine de Becdelièvre, émigré, ex-officier,

(1) *Id.* Carton F⁷ 7798, N^o 1861. (Lettre du préfet Giraud au ministre Fouché, du 30 frimaire an 9.)

membre d'une famille vendéenne très royaliste et très distinguée, Louis-Antoine Laisné, étudiant en pharmacie, puis un peu plus tard Bertrand Saint-Hubert et Beauvau, officiers vendéens, se mirent en route pour gagner les grosses primes promises et les faveurs gouvernementales.

Fouché n'était pas le seul à mettre en mouvement des émissaires chargés d'une mission plus ou moins louche, l'autorité militaire s'y employait aussi ; l'inquiétude la gagnait en entendant se plaindre les magistrats civils et en voyant les troupes s'éloigner. Le 9 décembre (18 frimaire), Tilly écrivait à Bernadotte : « Les rapports qui me viennent des départements du Finistère, du Morbihan et des Côtes-du-Nord ne sont point tranquilisants. L'on annonce que bientôt la chouannerie recommencera. J'ai pris et je prends toutes les mesures nécessaires pour déjouer toutes les machinations, mais il faut des troupes.... -- Vous êtes près du premier Consul, veuillez lui dire combien de troupes sont nécessaires dans ce département... — Je veux activer et animer tous les moyens autant que possible. Je vais faire une tournée dans le Morbihan ; je verrai tout de près et par moi-même ; je m'empresserai de vous rendre compte (1). »

Bernadotte recevant cette lettre assez inquiétante à Paris ne s'en troubla point, et il mandait à Bonaparte le 11 décembre (20 frimaire) : « J'ai lieu de croire, mon général, que d'après les ordres que je viens de donner, Georges sera pris avant 15 jours, ou forcé d'abandonner le sol de la République (2). » Le futur roi de Suède pensait-il à Duchâtellier, à Becdelièvre et à Laisné ? Ces deux derniers étaient arrivés à Rennes le 3 ou le 4 décembre, c'est-à-dire une semaine auparavant ; le premier avait quitté Paris le 5 (3).

Il était temps d'en finir avec Georges. Le brigandage se développait d'une façon alarmante, assurait l'inspecteur général de gendarmerie Radet, le même qui enlèvera plus tard Pie VII de Rome. Pour se recruter, les chouans abandonnaient leurs anciens moyens de séduction ; ils employaient

(1) *Id. Carton A Fiv 1590.* (Dossier IV, pièce 80.)

(2) *Id. Id.* (Dossier IV, pièce 87.)

(3) *La Police et les Chouans*, par E. Daudet. (La police de Napoléon. Par. 3.)

la terreur, ils menaçaient de pillage, d'amende et de mort tous ceux qui refusaient de grossir leurs bandes. Tous les habitants des campagnes ne désiraient que la paix, et les insurgés se heurtaient à une résistance passive. Cependant, disait le même Radet, ce 8 décembre (17 frimaire), « ils ont « des émissaires qui parcourent les campagnes ; trois sont « connus, et des ordres pour les surprendre sont donnés ; « l'ordre a été donné aux brigades des deux armes qui se « trouvent dans le département, d'être continuellement en « marche. » (1) Un grand nombre de prêtres se montraient d'ailleurs favorables à la paix ; leur influence considérable s'ajoutait donc aux dispositions naturelles de la population rurale, mais dans le parti royaliste on ne se faisait pas toujours faute de les intimider et de les menacer. Quelques-uns, en outre, prêchaient ouvertement la révolte, comme Le Belec à Moréac et Gicquello à Saint-Jean-Brévelay (2).

Toute cette effervescence devait se calmer ou plutôt diminuer avec les nouvelles de l'armée. La victoire de Hohenlinden, remportée le 9 décembre par Moreau sur l'archiduc Jean, avait été retentissante. La paix dorénavant ne pouvait plus tarder et, en effet, les troupes françaises d'Allemagne passèrent l'Inn le 9 décembre, la Traun le 20, et leurs généraux signaient le 25 l'armistice de Steyer. Brune qui, de son côté, commandait en Italie, faisait des progrès, mais moins rapides, et le 16 janvier seulement il obtenait et accordait à la fois la suspension d'armes de Trévisé. Hohenlinden fut donc pour les royalistes comme un second Marengo ; c'est du moins ce que les rapports officiels affirment. En effet, Tilly écrivit à Bernadotte, le 14 décembre (23 frimaire), que cette nouvelle venait de produire le meilleur effet : « Déjà les sous-préfet et maire de « Ploërmel et de Josselin que je viens de voir m'ont assuré « qu'elle avait donné du courage aux habitants des campagnes « et porté la stupeur dans l'âme des individus que l'on sait « être dévoués au parti chouannique ; les autres maires m'ont « tenu le même langage. Je leur ai dit, avec l'accent « de l'homme qui en est pénétré, combien ils devaient

(1) Arch. nationales. Carton F⁷ 7798, N^o 1861. Rapport de l'inspecteur général de la gendarmerie nationale au Ministre de la police générale.

(2) *Idem, idem.*

« compter sur la protection du gouvernement. — Je quitte à
« l'instant le citoyen Giraud, préfet du Morbihan, il m'a
« parlé dans le sens des maires. — Georges s'agite de toutes
« les façons. Il est dangereux par l'ascendant qu'il s'est acquis
« dans quelques communes et par les intelligences qu'on lui
« croit avec les princes. C'est un brigand dont il faut se
« débarrasser à quelque prix que ce soit (1). » Tilly propo-
sait de faire occuper par des cantonnements les communes
les plus royalistes; idée de Gaillard, comme nous l'avons vu. De
cette façon, « bientôt leur correspondance ne pourrait plus être
« ni aussi exacte ni aussi active; ils seraient obligés de quitter
« ces cantons et la présence de la troupe donnerait de la
« hardiesse à ceux qui n'osent parler maintenant » (2).
D'après les rapports que ce général avait recueillis et d'après
les dires de Giraud, Georges et Guillemot n'auraient plus eu
à cette date l'intention de soulever le pays avant le printemps,
et, même à ce moment, comptaient-ils subordonner tout
mouvement insurrectionnel aux succès de l'armée autrichienne
et surtout à la descente d'un prince.

Il semble bien que ces renseignements ne manquaient pas
d'une certaine exactitude et cependant, l'avant-veille même du
jour où Tilly envoyait ces nouvelles, peut-être optimistes,
paraissait une petite proclamation de Cadoudal. Ce chef, fort
des autorisations que les évêques émigrés de Vannes et de
Tréguier lui avaient données à la fin de novembre (3), sus-
pendait encore les mariages pour quelques mois et ordonnait
de les remettre jusqu'après Pâques. « Les mariages indispen-
« sables ayant eu lieu et les circonstances nous faisant
« espérer que notre légitime souverain pourra bientôt réclamer,
« avec l'espoir du triomphe, enfin le secours de ses fidèles
« sujets, particulièrement celui de cette brave jeunesse qui a
« jusqu'ici servi avec tant de dévouement la cause de l'autel
« et du trône; afin que nul engagement ne puisse l'empêcher
« de s'y consacrer de nouveau entièrement, nous prions et

(1) *Idem*. Carton AFiv 1590. (Dossier 4, pièce 87.) Lettre de Tilly à Bernadotte, du 23 frimaire.

(2) *Idem*, *id.*

(3) Voir *Lettre à mes neveux sur la Chouannerie*, par G. Guillemot (pp. 173-175), éd. 1859.

« invitons les ecclésiastiques de renvoyer tous mariages à
« Pâques : (*Signé*) Georges. — Pour copie conforme (*signé*)
« Guillemot, Troussier. — Pour ampliation : (*signé*) Gaillard(1). »
Ce document ne contredit pas, il est vrai, les assertions
du général Tilly et du préfet Giraud ; suspendre les mariages
avait pour but de faciliter la mobilisation générale de la jeu-
nesse rurale ; en le faisant et en étendant cette mesure jusqu'à
Pâques, Cadoudal se conservait la facilité de soulever les
campagnes aussi bien en ce mois de décembre qu'au printemps
suivant. Et puis, ces deux personnages officiels, l'un militaire,
l'autre civil, ignoraient le grand projet, celui du coup essentiel
à Paris sur lequel Georges comptait plus que jamais. Aussi,
malgré Hohenlinden et les dires des autorités républicaines,
les mouvements préparatoires des royalistes, va-et-vient des
chefs, organisations des campagnes, continuaient-ils. Le
général des chouans amenait à maturité ses projets sur Belle-
Île et sur Brest.

Continuellement traqué, toujours sur ses gardes et toujours
en déplacement pour dépister les myriades d'espions qui
rôdaient autour de lui, il était allé, dans les premiers jours de
décembre, prendre quelque repos à l'île du Bonheur. D'après
les avis transmis à la préfecture par le maire d'Auray,
Armand Bonnard, le commandant de cette place ayant envoyé
une ordonnance composée de deux gendarmes sur la grande
route de Nantes à Brest, dans la direction de Landévant,
ceux-ci virent huit cavaliers bien vêtus, bien armés et bien
montés la traverser à 200 mètres devant eux. Ces inconnus
se dirigeaient vers le bourg de Mendon. Évidemment il y
avait là des chouans, très probablement des chefs et même
sans doute Georges en personne (2). Ce dernier, en effet, se
réfugiait souvent sur le territoire de cette commune, à l'île de
Locoal qu'entoure la rivière d'Étel, bras de mer déchiqueté,
et que termine une presqu'île avec une ferme nommée la
Forêt. C'était là l'île Fortunée ou l'île du Bonheur. A la
nouvelle de cette rencontre, une colonne sortit d'Auray pour

(1) *Archives du Morbihan*. Liasse : Haute police et simple police, an X. (Document joint à une lettre du sous-préfet Gaillard, du 14 nivôse an IX.)

(2) *Idem*. Liasse : Haute police et simple police, an IX. (Lettre de la municipalité d'Auray au sous-préfet Garnier, du 14 frimaire an 9.)

battre les campagnes environnantes : les gendarmes firent de fréquentes tournées dans tous les environs. Cinq d'entre eux, passant au bourg de Brech, y saisirent Jean-Louis Le Bourdieu du Reclus, ancien capitaine de cette paroisse, qui avait déjà été pris et relâché deux fois ; il était armé d'un fusil à deux coups ; port d'arme illégal. Ils en arrêtrèrent aussi un autre nommé La Commune et qui portait une épée au côté ; ces deux hommes furent conduits à la maison d'arrêt, chargés sur le registre d'écrou et le juge de paix Le Floch en fut prévenu pour qu'il pût aller les voir (1). La colonne qui venait de quitter Auray à la poursuite des insurgés et qui devait, disait-on, protéger contre eux les campagnes environnantes, était dans de bien mauvaises dispositions pour atteindre efficacement ce but ; les militaires se trouvaient dans le besoin ; un officier commandant une compagnie de la 30^e demi-brigade légère, alors en garnison à Auray, vint un jour demander de l'argent à Bonnard pour ses hommes ; mais le maire ne put lui en fournir. Il était à craindre, par conséquent, qu'au lieu d'assurer la sécurité des laboureurs et de les défendre, ils ne les pillassent et ne les troublassent par leurs vexations. « Je crains que les soldats ne se montrent pas disciplinés », disait le maire au préfet (2). De plus, les embaucheurs royalistes, ceux qui savaient provoquer les désertions dans la troupe, exploiteraient sans aucun doute les mécontentements avec habileté ; ils pourraient, par leurs promesses, par l'appât du gain, éblouir ceux qui souffraient le plus de leur misère ; Bonnard priait donc le préfet de faire payer les troupes. Il choisissait assez bien son moment ; c'était celui où Giraud, dans de fréquents arrêts, ordonnait aux receveurs de l'enregistrement de verser tel ou tel arriéré que les payeurs du trésor devaient aux militaires et leur refusaient (3) ; le vœu du maire d'Auray eut donc des chances pour être réalisé. Quelques jours auparavant, les réquisitions avaient été pour toujours définitivement interdites à partir du 1^{er} frimaire (22 novembre) (4). Tout cela provenait évidemment du même

(1) *Idem, id.*

(2) *Idem, id.*

(3) *Arch. du Morbihan, M. Préfecture. Registre N° 3. (Arrêts du bureau de la guerre, magasins, vivres.) Arrêté du 7 frimaire.*

(4) *Id. Arrêté du 18 brumaire.*

souci. Giraud et les généraux s'inquiétaient fort de la misère de la gendarmerie et de la pénurie du département en fait de troupes ; il fallait qu'à tout prix cette dangereuse situation ne se compliquât pas du mécontentement des soldats et du pillage des campagnes ; les chouans auraient certes largement profité de l'un et de l'autre. Mais le moment n'était pas encore venu où l'armée pourrait compter sur une solde assurée ; longtemps encore, en s'attaquant aux chouans, elle fera souffrir les paysans et ses mesures de répression atteindront le laboureur, inoffensif ou du moins tranquille, aussi bien et souvent mieux que l'insurgé insaisissable.

C'est pour porter remède à tous ces maux et pour écarter tous ces dangers que Giraud avait réclamé, le 30 novembre, les secours du gouvernement (1). Il paraît que ces plaintes et que ces demandes arrivèrent mal à propos et qu'elles troublèrent la quiétude du pouvoir, à moins cependant qu'il ne faille attribuer le ton rogue de la réponse ministérielle aux mauvais rapports reçus contre Giraud. Fouché affecta l'impatience, feignant de ne pas comprendre. Il somma son correspondant de préciser. Combien est-il dû à la gendarmerie ? répondit-il le 14 décembre (23 frimaire) (2). Quels sont les généraux et les commandants de troupe dont la conduite annonce de la faiblesse ? Or Giraud avait seulement dit que les chefs militaires donnaient eux-mêmes occasion de soupçonner leur faiblesse (3). Expliquez-vous, disait le ministre. Dites-moi, en m'exposant un moyen d'exécution, combien de fonds il vous faudrait pour mener à bien la mesure dont vous parliez (celle de la capture des chefs). — « Plus de demi-demands, plus de demi-révélation, citoyen « préfet ! C'est ainsi que se perd le temps qu'il faudrait « mettre à agir, et vous en connaissez tout le prix (4). » Le même jour, Fouché transmettait la lettre de Giraud au ministre de la guerre, en lui disant : « Vous voyez qu'il « devient instant de préparer des mesures proportionnées à

(1) *Archives Nationales. Carton F⁷ 7798, N^o 1861.* Lettre du préfet Giraud au ministre Fouché, en date du 9 frimaire.

(2) *Idem, id.* Lettre de Fouché à Giraud, en date du 23 frimaire.

(3) Comme à l'avant-dernière note. Lettre du 9 frimaire.

(4) Comme à l'avant-dernière note. Lettre du 23 frimaire.

« la gravité des circonstances (1) ». Il proposait de renvoyer aussitôt, sans plus tarder, Bernadotte à l'armée de l'Ouest, mais il crut inutile d'insister, car ce passage de sa communication est raturé (2).

A cette manifestation de la mauvaise humeur de Fouché, Giraud répondit, sept jours plus tard, le 21 décembre (30 frimaire), par une longue et importante lettre (3). Il réclamait 3000 hommes de troupe au moins, les 1800 hommes qui restaient dans le Morbihan entier constituant une force tout à fait insuffisante pour garder les côtes et l'intérieur. Les villes n'avaient plus de garnison, Vannes même était absolument dégarnie depuis les premiers jours de décembre ; la garde nationale y faisait le service de la place, service fatigant, car les tours revenaient constamment et ces hommes, qui avaient leur vie à gagner, leur commerce ou leur métier à exercer, montaient la faction tous les quatre jours. La gendarmerie, très occupée par l'escorte des diligences et des courriers, avait encore de nombreux comptes et écritures à fournir ; il lui était difficile de battre la campagne autant qu'il l'eût fallu. Enfin, il paraissait indispensable de mettre garnison dans les chefs-lieux d'arrondissement pour protéger les dépôts publics que les rebelles visaient particulièrement ; il importait encore de former des colonnes mobiles pour parcourir le pays et de multiplier les cantonnements le long de la côte toujours menacée par les Anglais. La présence des soldats produisait d'ailleurs un effet moral considérable sur les habitants des campagnes, car ceux-ci, très méfiants pour les nouvelles ou les avis de source gouvernementale, mais très crédules pour les bruits d'origine inconnue ou suspecte, écoutaient surtout les dires des chouans qui affirmaient : « Il n'y a plus de Bleus ! Ils sont tous disparus, tous tués, tous morts à la guerre ! » Par contre, il ne fallait pas trop de troupes, car un afflux de nombreux militaires sèmerait l'alarme chez les villageois. Pas de pillage surtout, car l'effet obtenu serait alors diamétralement opposé à celui que l'on

(1) *Idem, id.* Ministre de la police au ministre de la guerre (23 frimaire).

(2) *Idem, id.*

(3) *Archives Nationales. Carton F⁷ 7798, N^o 1861.* (Lettre de Giraud, préfet du Morbihan, au ministre de la police générale, en date du 30 frimaire.)

désirait. Donc, trois mille hommes suffiraient, mais régulièrement payés et convenablement entretenus. Dans ces conditions, une force semblable empêcherait la formation de tout noyau insurrectionnel autour duquel une armée pourrait se constituer et se constituerait sans doute rapidement. Certes les villageois, en grande majorité, voulaient la paix et ne se prêtaient nullement aux projets belliqueux des chouans ; mais si les chefs indomptables réussissaient à composer une force un peu importante avec les royalistes les plus acharnés et ces professionnels de la guerre civile qui se montraient toujours prêts à marcher, elle ne tarderait pas à grossir beaucoup, soit par la violence, soit par la persuasion. Empêcher cette armée de se réunir, en accumulant suffisamment de troupes républicaines, c'était parer aux nécessités du présent ; travailler pour l'avenir eût consisté à détruire le germe de la rébellion, c'est-à-dire, suivant Giraud et bien d'autres personnages, à supprimer les chefs. Cette mesure, « je sens
« qu'elle est d'une exécution difficile, » disait le préfet du Morbihan dans sa grande lettre du 21 décembre (30 frimaire) (1).
« Georges ne couche jamais deux nuits de suite dans le
« même endroit ; il a des vedettes de distance en distance,
« et très probablement des espions partout, qui le préviennent
« de la marche des troupes. Cependant c'est cette arrestation
« dont dépend la pacification de ces contrées : il faudrait
« quelqu'un qui osât et scût feindre de se jeter dans son parti :
« un déserteur supposé ou mieux encore un émigré, qui
« acheteroit par là son élimination ; voilà ce me semble les
« passeports que devrait avoir l'agent d'une pareille mission.

« Il faudrait que celui ou ceux qui en seroient chargés
« scussent joindre à l'audace le talent de se bien masquer,
« et eussent assez de patience pour attendre le moment
« favorable pour s'en défaire ; *je dis franchement s'en défaire*,
« parce qu'un pareil scélérat doit vraiment être considéré
« comme hors la loi ; parce que pour le saisir il faudrait une
« escouade, parce qu'une escouade, tant il est bien instruit,
« ne parviendra jamais à le découvrir, tandis qu'un seul
« homme audacieux et rusé peut trouver l'occasion d'en
« purger la terre.

(1) Comme à la dernière note.

« Vous me demandez quelles sont mes vues : les voilà.
« La somme que vous avez mis à ma disposition serait
« suffisante, si j'avais pu trouver ici quelqu'un qui voulût et
« scût la gagner ; mais cette personne est introuvable en
« ce pays, et ce n'est que dans vos espions que vous pourrez
« trouver vous-même.

« Du reste, l'occasion pourrait se présenter promptement ;
« car on m'a assuré que Georges va souvent seul à la chasse
« quand il est sûr que la troupe ou la gendarmerie sont
« employées loin du lieu où il a passé la nuit.

« Je répète ce que je vous dis dans une autre lettre, que je
« procurerai au général Simon tous les moyens qui sont en
« mon pouvoir ; mais je persiste à craindre qu'une troupe,
« quelque active et bien commandée qu'elle soit, puisse
« jamais s'emparer des chefs des brigands... (1) » — Faute
de trahison et de ruse, il faudrait bien en revenir à la force
ouverte, suffisante pour étouffer une insurrection, insuffisante
pour la détruire dans ses germes. Mais Giraud savait bien
que son appel trouverait un écho dans l'âme de Fouché et
que son plan serait suivi. Bien plus, il suggérerait au ministre
pour lui plaire les propres idées du ministre, que l'arrivée
de Becdelièvre et autres venaient de lui révéler clairement.

En ce qui concernait la gendarmerie, l'arriéré de sa solde
et de ses indemnités montait à plus de trente mille francs
pour le Morbihan ; et encore le mois de frimaire n'était-il pas
réglé entièrement ; il ne finissait que le 21 décembre, et le
compte adressé à Giraud ne datait que du 20 (29 frimaire) ;
pour les mois précédents, la somme due montait encore à
onze mille francs environ (2). En retour de la sollicitude
de Giraud, les chefs de ces militaires cherchaient, conformé-
ment aux idées de Fouché, à utiliser leurs hommes
le mieux possible ; ils s'occupèrent de rassembler à Vannes
un corps d'élite composé de la façon suivante : chaque
brigade à pied y enverrait deux hommes et chaque brigade
à cheval un homme ; on mettrait à la tête de la troupe

(1) Lettre du 30 frimaire (loc. cit.)

(2) *Mêmes archives, même carton.* (Note de ce qui est dû à la gendarmerie, du 29
frimaire, signée Coroller.)

ainsi formée les sous-officiers et les officiers les plus braves et les plus intelligents. Cette force assez importante devait marcher, en tout ou en partie, partout où le besoin s'en ferait sentir ; là, réunie aux brigades locales, elle constituerait un détachement assez puissant pour pouvoir réprimer les ennemis de l'ordre et du gouvernement. De plus, son rôle aurait consisté à faire des patrouilles de jour et de nuit, à escorter les voitures publiques et à remplir toutes les missions un peu spéciales et difficiles. Radet l'inspecteur estimait que, pour réaliser ce but, il importait de tenir ces hommes perpétuellement en haleine, de les faire loger et prendre ensemble leur nourriture (1).

Cependant Charron lui-même, homme encore jeune et plein d'ardeur, animé aussi de quelques illusions présomptueuses, s'était mis à sortir de la ville où son titre eût dû le confiner et à courir le pays jusqu'à Vannes (2). Il avait vu les généraux Roulland et Grigny ; le premier l'avait même accompagné en personne, le second s'était contenté de lui donner son aide de camp : quelques chasseurs à cheval composaient l'escorte de ces importants personnages. Ils passèrent à Landévant et à Auray ; ils ne rencontrèrent pas Georges, mais, entre cette ville et cette bourgade, ils virent huit ou dix cavaliers royalistes qu'ils chargèrent sans succès et remarquèrent des travaux de retranchement ; ils attribuèrent les premiers comme les seconds au général en chef de l'insurrection, au voisinage de l'île Locoal, l'île du Bonheur. Rendu à Auray, Charron vit le commandant de la place qui avait déjà pris part à l'arrestation de Georges Cadoudal et de sa famille en 1794. Cet officier déclara ne pouvoir rien faire faute d'hommes et faute d'argent. Aussitôt le zélé commissaire de police lui promit des renforts et, sur sa propre cassette, lui avança quelques louis — En retour, Layous assura que la chouannerie serait en pleine activité sous huit ou dix jours, c'est-à-dire vers la fin de décembre,

(1) *Id. Id.* Instructions de Radet, inspecteur général de la gendarmerie, au citoyen Noireau, chef de la 5^e division de l'arme (26 frimaire). — Radet au ministre de la police (28 frimaire).

(2) *Id. Id.* Lettre du commissaire général de la police à Lorient au ministre de la police générale (25 frimaire).

que l'organisation en était achevée, les rôles des compagnies formés, l'argent distribué, qu'à Auray même 75 « messieurs » tout prêts attendaient le signal de mobilisation (1). Et avec cela, le bruit courait qu'on enrôlait pour Masséna dans quelques campagnes, rumeur étrange, mais peut-être fort explicable et bien simple à interpréter, en tenant compte de la manière dont les nouvelles se colportent et se déforment parmi les paysans. Charron d'ailleurs se promettait bien d'éclaircir tout cela, mais il ne rencontrait que difficultés. Il se plaignait qu'on ne vit en lui, Giraud et les autorités civiles comme les autorités militaires, que le simple commissaire de police de Lorient ; aucun rapport ne lui était adressé, il n'obtenait des renseignements qu'en les arrachant de droite et de gauche à force de fatigue et d'activité (2). Mais à qui la faute ? Elle incombait au département de la police, à sa tendance continuelle vers l'arbitraire, les excès de pouvoir et les interprétations fantaisistes de la loi ou même des arrêtés gouvernementaux. Les Consuls avaient placé un commissaire général de police à Lorient et strictement limité ses fonctions aux murs de la ville, Fouché trouvait commode d'en faire son factotum dans le Morbihan tout entier et de le substituer en dessous au préfet.

Il assista donc au conseil de guerre qui eut lieu le 16 ou le 17 décembre (25 ou 26 frimaire) à Vannes (3). Il prit place à côté du préfet Giraud, des généraux Roulland et Bayssac, du chef de la 4^e division Lecocq venu de Rennes, du chef du 8^e escadron Coroller, et du capitaine Michelot, tous trois appartenant à la gendarmerie. On décida que le préfet prendrait un arrêté sur le port d'armes et y prescrirait l'arrestation des individus rencontrés en armes sans permis. Il fut encore convenu qu'on formerait une colonne de cent hommes « bien déterminés, bien adroits et bien choisis », sous le commandement de Michelot et de l'aide de camp du général Roulland : « Ces deux hommes, républicains très « prononcés, sont extrêmement adroits » (4). Et la troupe

(1) *Id. Id.*

(2) *Id. Id.*

(3) *Id. Id.* Lettre du 26 frimaire. (Même au même.)

(4) *Id. Id.*

d'élite ainsi constituée se rendrait le jour de Noël, 25 décembre 1800 (4 nivôse), à Locminé ; là, elle détacherait quatre ou six individus remarquables par leur hardiesse et leur intelligence qui, bien dirigés, partiraient en éclaireurs. Combien il eût été à désirer que le temps permit d'envoyer des hommes de Paris ! On y eût certainement trouvé des volontaires présentant au plus haut point les qualités requises (1). Il est évident que cette expédition avait Georges et Guillemot en vue ; il est non moins probable que la formation d'un noyau de gendarmerie d'élite au chef-lieu, mesure ordonnée par Radet, eut pour but immédiat de préparer cette expédition. Pour clore ce conseil de guerre du 16 ou du 17 décembre, on interrogea un chouan capturé la veille, paysan « discret à « toute épreuve... porteur d'une figure intéressante... Il avait « une carmagnole verte, les cheveux longs et plats et sur le « sein, attachée à son gilet, une petite image bordée de noir « représentant une couronne et deux cœurs enflammés... » C'était, paraît-il, le signe de ralliement du canton où il avait été pris (2). Il avait sur lui aussi une lettre pastorale de M^r Le Mintier, évêque de Tréguier, dévoilant franchement le royalisme ardent du prélat émigré, où Bonaparte était peint « comme un usurpateur qui, avec des formes plus douces que « celles des comités révolutionnaires », n'en restait pas moins à craindre et à repousser (3).

Ce fut le lendemain ou le surlendemain de ce conseil de guerre, le 18 décembre (27 frimaire), que Giraud fit paraître, comme il avait été convenu avec les généraux, un arrêté relatif au port d'armes (4). Cela paraissait nécessaire, car on avait accordé de nombreux permis et même distribué ou rendu des fusils aux villageois ; du moins le bruit s'en était-il répandu parmi les patriotes, surveillants et délateurs des autorités. En effet le général Tilly, trouvant le Morbihan insuffisamment gardé, pensa un moment armer les cultiva-

(1) *Id. Id.*

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id., ibid.* (Lettre du 14 nivôse, de Giraud au ministre de la police.) Giraud y fait mention de cet arrêté. Un exemplaire de cet arrêté, sous forme de grande affiche imprimée, existe dans la collection de M. le capitaine de Closmadeuc.

teurs et en faire une sorte de garde nationale qui eût concouru à maintenir l'ordre et à défendre les côtes (1). Peut-être commença-t-on, sans plus ample réflexion, à exécuter ce projet. Toujours est-il que les patriotes crièrent et s'en prirent à Giraud, que Malherbe dénonça ce préfet dans des phrases fielleuses : « Notre préfet, mal informé
« sans doute, fait rendre tous les fusils aux habitants des
« communes où il en existait déjà beaucoup contre la foi de
« l'amnistie, peut-être même des canons, tandis qu'un
« patriote pur et probe obtient par grâce un port d'armes.
« Quel parallèle ! grand Dieu ! » (2) — Plus tard, une dizaine de jours après, cette accusation sera appuyée par d'autres patriotes et recevra comme une sorte de consécration en prenant place dans le grand rapport délateur de Le Malliaud qui dira : « Le préfet a rendu les armes et accordé
« des permis de port d'armes à beaucoup d'habitants des
« campagnes et à plusieurs reconnus pour avoir chouanné,
« quoiqu'on le lui ait observé ; cette distribution d'armes a
« été ordonnée avec si peu de soin que déjà deux fusils
« rendus sont déposés au greffe du tribunal criminel (3). » Aussi Giraud aura-t-il beau dire et beau prouver la fausseté de tout cela, il n'en restera pas moins une mauvaise impression dans l'esprit des chefs de la police, et son propre dossier en conservera toujours une certaine note de défiance résumée dans ces mots : « Le préfet dénoncé pour délivrer
« des permis de port d'armes et même pour distribuer des
« fusils dans les campagnes (4). » Cependant, loin de là, il s'y était opposé, il avait même réussi à convaincre le général Tilly qu'armer les campagnes c'était armer les chouans et les ennemis du régime. Ce militaire finit par se rendre à ses observations ; le conseil de guerre du 16 ou du 17 décembre en reconnut et en proclama la justesse et Giraud, sur l'avis des officiers avec lesquels il venait de conférer, prit un

(1) *Id.*, *id.* Lettre du 14 nivôse et lettre déjà citée du 30 frimaire, du même au même.

(2) *Mêmes archives, même carton.* Lettre de Malherbe à Fouché, écrite dans le courant de frimaire an 9.

(3) *Mêmes archives. Carton F⁷ 6229.* Extraits de lettres adressées à Le Malliaud et communiquées au ministre de la police (nivôse, an 9).

(4) *Id.*, *id.* Journal de police, sous la date du 24 frimaire.

arrêté réglementant les ports d'armes et prescrivant l'arrestation immédiate des contrevenants. On délivra seulement quinze ou seize cents permis environ et on le fit avec circonspection : « C'est peu sur une population de quatre cent mille hommes, » fera observer Giraud. Et il conclura ainsi : « Il est fort bon qu'on examine et qu'on soit prêt à censurer quand elle le mérite la conduite des fonctionnaires publics, mais vous conviendrez qu'on n'a pas saisi l'à-propos pour critiquer la mienne (1). »

Le jour même où Giraud édictait son arrêté sur les ports d'armes, le lendemain ou le surlendemain du conseil de guerre auquel assistait Charron, où l'on avait fixé pour le 25 décembre un coup de main contre Guillemot, arrivait une aide puissante aux fonctionnaires de la République (2). Deux jeunes gens paraissaient à Vannes : ils venaient exécuter les desseins policiers de Fouché et réaliser ce rêve du préfet du Morbihan qui consistait à capturer ou à assassiner les chefs. L'un d'eux s'appelait Gabriel-Antoine Becdelièvre ; l'autre, Louis-Antoine Laisné. Ce dernier avait obtenu en pluviôse an V (janvier-février 1797) un congé des professeurs de l'école de médecine « pour aller sur les côtes de France faire des recherches relatives à l'histoire naturelle » (3) ; c'était un aide au laboratoire de chimie médicale, le fils d'un pharmacien de Paris (4). Quant au premier, il portait l'un des noms les plus recommandables et les plus estimés de l'Ouest. Né à Vannes, Gabriel-Antoine de Becdelièvre servit dans la vieille armée royale, puis émigra ; un de ses parents fut tué les armes à la main pendant les guerres de la Vendée ou de la chouannerie ; la sœur de ce brave venait d'épouser Bourmont. Gabriel-Antoine lui-même, plusieurs fois incarcéré pendant la Révolution, sans doute comme émigré, faillit un moment partir pour la Guyane vers le milieu de 1799 ; on ne sait trop comment il y échappa. Depuis, quoique plongé dans une profonde détresse et réduit à la misère, il pensait

(1) Lettre du 14 nivôse, de Giraud à Fouché (loc. cit.).

(2) *Archives du Morbihan. Série M. Préfecture. Liasse : Police générale (ans 8-12).*
Lettre du 25 prairial, an X, du préfet du Morbihan au ministre de la police.

(3) *Id.*, *id.* Lettre du ministre de la police au préfet, du 19 prairial, an X.

(4) *La Police et les Chouans*, par Ernest Daudet. (La police de Napoléon. Par. 5.)

régulariser son union avec une femme qu'il aimait et dont il avait eu un enfant, mais il allait ainsi gravement se mésallier et s'aliéner par là toute sa famille. Réduit enfin aux expédients, il accepta la mission de faire prendre Cadoudal ou plutôt de l'assassiner. Louis-Antoine Laisné, son compagnon, qui lui donnait, paraît-il, des leçons d'histoire naturelle et de chimie, devait lui aider par sa science et ses conseils, car suivant toute vraisemblance, suivant aussi la tradition, Becdelièvre comptait faire périr Cadoudal par le poison (1). A en juger par une lettre qu'écrivit plus tard le successeur de Giraud à Fouché, la préfecture de Vannes aurait, au moment de leur passage, ignoré le vrai but de leur mission (2). Tout laisse cependant supposer que Giraud le connaissait ou le soupçonnait. Mais les royalistes étaient avertis. De Becdelièvre et Laisné arrivaient précédés par des renseignements. Limoëlan, l'adjudant-général de l'Ille-et-Vilaine, qui se tenait à Paris depuis plusieurs mois pour préparer le grand coup, avait prévenu Georges de la mission de Becdelièvre (3). A son tour, Charles d'Hozier, renseigné à Rennes par les intelligences qu'il y entretenait à la préfecture, venait également de l'avertir ; même il avait, pour mieux endormir leurs soupçons, finalement consenti à voir les deux voyageurs lors de leur séjour en ce lieu (4). Georges se voyait donc certain du complot. « Envoyez-les moi par le même courrier », écrivit-il à d'Hozier. Ils se trouvaient à Rennes depuis une quinzaine de jours, depuis le 4 décembre environ, quand un guide royaliste les prit et les conduisit à Vannes (5). Ils allaient au lieu de leur exécution et leur arrêt de mort les attendait.

De Vannes, où ils se présentèrent le 18 décembre à la préfecture (6), Becdelièvre et Laisné se dirigèrent sur Sarzeau. De là ils gagnèrent une maison de campagne des environs qui appartenait à M^{me} de Tournemine, la sœur de Gabriel-

(1) *Id.*, *id.*

(2) *Archives du Morbihan*. Lettres du 19 et du 25 prairial, an X (loc. cit.)

(3) *Georges Cadoudal et la Chouannerie*, chap. XIX. — *La Police et les Chouans*. (loc. cit.)

(4) *Id.*, *id.*

(5) *La Police et les Chouans*, (loc. cit.)

(6) Lettre du 25 prairial, an X, citée plus haut.

Antoine ; ce petit manoir, assez voisin du bourg, porte le nom de Kernavelo. « Le lendemain ou le surlendemain (1),
« ils disparurent. Des gens armés vinrent les demander à
« l'entrée de la nuit et les emmenèrent, dit-on, sans presque
« aucune opposition de leur part. — On ne sait rien de plus
« sur leur sort, qui n'a jamais été mieux éclairci. Cependant
« on a débité dans le temps que Georges les avait fait fusiller
« parce qu'il les soupçonnait d'avoir formé quelque complot
« contre lui ou d'être chargés de l'exécuter. Ces bruits
« ont passé pour constants, mais ils n'ont jamais pu être
« parfaitement vérifiés (2). » Voilà ce que répondait, un an et
demi après ce tragique événement, le préfet du Morbihan au
ministre de la police qui s'informait du sort de Laisné. Les
parents de ce jeune homme craignaient que la police ne l'eût
arrêté et oublié dans quelque prison et ils le lui réclamaient.
Jamais ils ne surent la vérité, et en 1814 ils croyaient encore
que leur fils avait été la victime de Fouché ; certes ils ne se
trompaient pas entièrement, il en fut la victime indirecte (3).
Dès leur arrivée, Georges Cadoudal, qui se trouvait à l'île du
Bonheur, donna l'ordre de les saisir. La chose était d'autant
plus facile à exécuter que Becdelièvre venait de lui écrire et
de lui demander une entrevue. Le soin d'effectuer cette arres-
tation devait incomber au chef royaliste de la région où se
trouvaient les deux conjurés ; et, en effet, Jean-Marie Trébur-
Oswald ou Jacques Duchemin, préposé au canton de Rhuy, et
Fardel, son lieutenant, reçurent probablement le 22 mission
de se rendre à Kernavelo et d'y capturer les traîtres. Leur
bande, composée de quatre ou cinq chouans armés de fusils
et habillés en bleu, arriva l'après-midi du 23 décembre près
Kernavelo et s'embusqua. Les deux voyageurs étaient absents.
Ils ne revinrent que le soir, mais comme d'autres personnes
les accompagnaient, les chouans les laissèrent passer. La
nuit venue, ceux-ci se présentèrent à la porte du château et
frappèrent au portail. Becdelièvre se trouvait alors dans le
salon avec M^{me} de Tournemine, sa sœur, son compagnon

(1) C'est une erreur. Ils ne disparurent que cinq jours plus tard, le 23 au soir.

(2) *Idem*, *Id.*

(3) *La Police et les Chouans* (loc. cit.)

Laisné et un prêtre nommé Néro (1). Un serviteur vint annoncer que des chouans arrivés, à ce qu'ils disaient, de Grand-Champ et de Baden le demandaient. Suivi de Laisné et du domestique, il alla aussitôt les voir. Ces inconnus venaient, affirmaient-ils, de la part de leur général ; ils avaient quelque chose à lui communiquer. Le jeune émigré leur ouvrit et les hommes s'assurèrent de sa personne. Ils appelèrent ensuite Laisné et le saisirent de la même façon. Puis, ayant fait refermer la porte, ils souhaitèrent le bonsoir à Madame et aux domestiques et s'éloignèrent. Comme la sœur de Gabriel-Antoine rentrait, le prêtre Néro vint au devant d'elle et s'informa de ce qui venait de se passer. Il proposa d'aller à Sarzeau et même plus loin avec le domestique pour tâcher de savoir la route qu'avaient suivie les hôtes du château et leur escorte. Mais M^{me} de Tournemine ne sachant si cette sorte d'arrestation était due au gouvernement ou aux royalistes, craignant de compromettre son frère, s'y refusa. Elle ne voulait même pas qu'on en parlât à qui que ce fût. « Personne n'ayant « sortis de la court, on ignore la route que ces messieurs « ont pris (2), » concluait le rapport du maréchal des logis Moran, de la résidence de Sarzeau. Ils furent emmenés cinq kilomètres plus loin, dans la direction du nord-est, jusqu'à un endroit nommé Le Bourdoux (3), situé à mi-chemin entre Sarzeau et Surzur. C'est là où ils périrent ; c'est là aussi où ils virent probablement Georges qu'ils désiraient tant rencontrer et où eut lieu sans doute la scène dépeinte d'après la tradition par Th. Muret et M. de Cadoudal. Celui-ci en tenait le récit de Charles d'Hozier lui-même : « J'ai souvent entendu Charles « d'Hozier raconter cette affaire dans ses plus minutieux « détails, » écrit-il (4). A vrai dire, ce royaliste habitant Rennes n'avait pu être témoin oculaire du drame, mais, très mêlé à cette histoire, ayant démasqué les traîtres, il devait connaître l'exacte version de leur jugement et de leur exé-

(1) *Archives du Morbihan*. Liasse non classée. (Sûreté publique. Chouannerie, ans 8 et 9.) Extrait des déclarations reçues par le maréchal des logis de gendarmerie Moran à Sarzeau.

(2) *Id. Id.*

(3) *La Police et les Chouans* (Loc. cit.). D'après une déclaration de Fardel, confirmée par Kobbe (docteur de Closmadeuc).

(4) *Georges Cadoudal et la Chouannerie*. chap. XIX (p. 267). Ed. 1887.

cution. Cadoudal fit venir en sa présence Gabriel-Antoine de Becdelièvre, qui souhaitait tant le voir et l'entretenir, et avec lui son compagnon Laisné. Il écouta le discours par lequel le jeune émigré se présentait comme un envoyé de son cousin Bourmont, puis, tout à coup : « Très bien, messieurs, très bien ! « Vous venez pour m'empoisonner. Avouez-le. » Ceux-ci de se récrier et de protester. « Qu'on déshabille ces messieurs, qu'on les fouille, » ordonna le général des chouans. Ce fut en vain : ni sur l'un ni sur l'autre on ne trouva rien. Alors Georges les somma une seconde fois d'avouer ; ils ne voulurent pas reconnaître leur culpabilité. — Une seconde fois il les fit inutilement fouiller. — Enfin il les adjura une troisième fois de parler et d'avouer, de se sauver par cette demi-marque de repentir. Se croyant sûr de son secret, Becdelièvre persista dans ses dénégations. Cette fois, Georges ordonna d'examiner le collet du jeune émigré et de le découdre. Vaste et ample comme on le portait à cette époque, il contenait en effet un sachet de poison. Becdelièvre convaincu aurait alors imploré le pardon de Georges, mais en vain ; il était trop tard (1).

Malgré le témoignage catégorique de d'Hozier, bien des historiens ont contesté le récit que nous venons de faire en s'appuyant sur les aveux subséquents de Fardel, dires d'un prisonnier et d'un accusé, par conséquent sujets à caution. Il est cependant certain, d'après les renseignements circonstanciés donnés par l'officier commandant la place de Vannes, que, dans la journée du 22 décembre (1^{er} nivôse), Georges semble s'être porté de l'île du Bonheur en Locoal jusqu'à l'entrée de la presqu'île de Rhuys. On le signala ce jour-là d'abord au Cranic (route de Landévant à Auray), puis au château de Penhouët en Grand-Champ, puis enfin à Kerboulard en Saint-Nolff au nord de Theix (2). C'est par Kerboulard que les chouans de l'intérieur des terres allaient ordinairement à Sarzeau ou en revenaient et, dans l'état des choses tel qu'il était à cette époque, Georges ne pouvait sans imprudence suivre un autre itinéraire pour gagner de Mendon les terres de Rhuys. Il dut en passant par la commune de Grand-Champ

(1) *Id. Id.*

(2) Archives particulières de M. de Gérard. (*Papiers du chef d'escadron Coroller.*) Avis N° 756, en date du 5 nivôse.

donner ce jour-là ses ordres et ses instructions à Trébur et à Fardel, et le lendemain soir aller au-devant de Becdelièvre et de ses ravisseurs jusqu'au Bourdoux.

L'exécution de ces deux hommes, dont l'un au moins méritait le nom de traître et d'assassin, paraît avoir été précédée et suivie de plusieurs autres. Duchâtellier, parti une semaine après eux, dans le même but, allait périr de la même façon près d'Elven (1), mais seulement dix ou quinze jours plus tard.

Celui-ci dut quitter Paris vers le 5 décembre. Ancien royaliste, ancien insurgé, il avait, pendant la dernière grande insurrection, fourni la cavalerie des chouans de chevaux et d'objets de harnachement (2). Après l'amnistie et la pacification, la misère ou le plaisir ou peut-être l'ambition en firent un pensionnaire, puis un tributaire, puis enfin un esclave de la police et de l'autorité militaire. En effet, on devait l'accréditer auprès du général Simon à Rennes, et là il s'entendrait avec lui pour tuer ou faire prendre Georges. En attendant, il fréquenta de nouveau ou continua à fréquenter les royalistes de la capitale ; il vit Saint-Régent qui le chargea de dépêches importantes pour Cadoudal et lui remit une somme de sept louis. Peut-être ce chef connaissait-il sa trahison et l'envoyait-il au justicier ? L'émissaire de Fouché se concerta donc à Rennes avec le général Simon et arriva dans le Morbihan, bien décidé à se faufiler jusqu'à Georges (3). Mais déjà, de Paris même, des avis officieux émanés de royalistes vigilants venaient de mettre le général des chouans en garde contre la trahison. L'approcher devenait de jour en jour plus difficile. Au moment précis où Duchâtellier commença à paraître dans le pays, Georges aggrava encore les consignes de prudence et de mystère. Il mandait le 15 décembre à l'abbé Guillevic, qui était à la fois

(1) *Id. Id.* Lettre du chef de la 4^e division de gendarmerie au citoyen Coroller, chef du 8^e escadron de gendarmerie (15 germinal an IX).

(2) *Arch. Nat. Carton F⁷ 6290* (Registre de comptabilité de Georges) et *Georges Cadoudal et la Chouannerie*, chap. XIX. (Papiers de l'abbé Guillevic, p. 271.) (Ed. 1887.)

(3) *La Police et les Chouans*, par E. Daudet. (La police de Napoléon, Par. 5.) — Papiers Coroller. (Comme à l'avant-dernière note.)

son secrétaire et le commissaire ordonnateur de son quartier général : « Nous allons être un peu pourchassés... Désormais « pour mes paquets, je vous prie de les mettre sous une « enveloppe à l'adresse d'Hervé ou de Jobicq, et de dire au « courrier que les paquets sont réellement pour eux. La « grande prudence doit être à l'ordre du jour. Les espions « fourmillent de tous les côtés. Bonaparte veut, à quelque « prix que ce soit, avoir la tête du gros. J'espère au moins « la lui faire payer (1). » Vincent Hervé, de Plougoumelen, dit la Joie, commandait alors la légion de Vannes ; Jobicq, c'est-à-dire l'abbé Joseph Lomenech, en était titulairement aumônier, bien qu'il continuât à administrer sa paroisse de Plœmel.

Duchâtellier rencontrait donc bien des difficultés dans ses tentatives pour arriver jusqu'à Georges, mais, d'après M. Ernest Daudet, il ne se déconcerta pas ; il se mit à simuler le zèle le plus actif ; il répétait qu'il avait converti au royalisme un des aides de camp du général Simon, et que cette notable recrue n'attendait que la première occasion favorable pour se déclarer ; il offrait de nouveau, comme au temps de l'insurrection un an auparavant, des chevaux de selle, des chevaux de bataille aux officiers supérieurs. En même temps, il écrivait secrètement plusieurs lettres à ses patrons de la police (2). Georges se méfiait de cet homme ; mais, tout en le soupçonnant fortement, il ne possédait encore aucune preuve certaine de sa trahison. — « Si M. Duchâtellier tombait sous « la patte de vos gars, » mandait-il, « faites-le garder jusqu'à « nouvel ordre. Les grandes marionnettes, c'est-à-dire les « grandes mesures, sont à l'ordre du jour chez les républicains. « La plus stricte prudence et la plus grande surveillance « doivent aussi être aujourd'hui notre ordre du jour. Tenez- « vous bien sur vos gardes. — Voici les termes dont se sert le « ministre de la police écrivant à mon sujet au préfet : « N'ayez aucune inquiétude sur le compte de Georges ; j'ai « pris des mesures telles qu'il est impossible qu'il m'échappe (3).

(1) Comme à l'avant-dernière note.

(2) *La Police et les Chouans* (loc. cit.)

(3) Cette phrase doit être authentique au moins quant au sens. Il est remarquable comme elle semble une réponse à la grande lettre citée plus haut de Giraud à Fouché, du 30 frimaire (21 décembre).

« — Videbitur infra, ajoutait Georges (1). » — Cependant, le conte de l'aide de camp républicain, prêt à désertre, paraissait assez étrange et excitait la méfiance (2). Bientôt, du reste, des renseignements nouveaux arrivèrent à Cadoudal. Ils ne lui laissèrent plus aucun doute : cet homme était un émissaire de Fouché venu pour le livrer ou l'assassiner. « Si, « par hasard, Duchâtellier, l'ainé, le marchand de chevaux, allait « chez vous », écrivait-il à son commissaire ordonnateur, « faites- « le arrêter et fusiller, c'est un espion. » — Et l'abbé Guillevic ajoutait en note. « Il voulait dire : envoyez-le au prochain chef de « division qui en fera ce que de droit. — C'était la marche, « et mon état ne me permettait rien autre chose (3). » — Bientôt, en effet, Duchâtellier disparut ; la police ne reçut plus de ses nouvelles. « Il trouva la mort dans le royaume « de Guillemot, » dit l'abbé Guillevic, « tout en examinant « comment il pourrait quelque nuit y porter le massacre (4). » — On peut estimer que ce châtiment eut lieu, aux premiers jours de 1801, non dans le royaume de Guillemot, mais chez Gambert et par son ordre, dans les environs d'Elven, peut-être même dans les bois d'Elven, d'après le général Simon (5). En effet, si la lettre de Fouché à Giraud citée par Georges et l'abbé Guillevic est bien, comme il le semble, une réponse au grand rapport adressé le 21 décembre (30 frimaire) par ce préfet à ce ministre, l'ordre d'arrêter Duchâtellier est postérieur au 29 décembre ; l'arrêt de mort ne vint que plus tard et l'exécution qui le suivit eût, par suite, pu difficilement avoir lieu avant 1801 (6).

Becdelièvre, Laisné, Duchâtellier n'avaient pas encore succombé qu'un nouveau renfort leur arrivait dans la personne de Bertrand de Saint-Hubert, dit aussi le chevalier de Saint-Ange, et de Beauvau ; c'étaient deux anciens officiers royalistes de la rive gauche de la Loire ; le second portait un nom

(1) *Georges Cadoudal et la Chouannerie* (Papiers de l'abbé Guillevic), chap. XIX.

(2) *La Police et les Chouans* (loc. cit.)

(3) Comme à l'avant-dernière note.

(4) *Id. Id.*

(5) *Papiers du chef d'escadron Coroller*. (Lettre du 13 germinal an IX) (loc. cit.).

(6) Montgaillard (*Notice abrégée sur la vie, etc., des principaux assassins, etc.*), donne le 17 janvier (27 nivôse) comme date de l'exécution de Duchâtellier, et le fait périr sous les yeux de Rivoire.

d'emprunt ou plutôt contesté. D'après le secrétaire de Georges, ceux-ci visaient le même but que les précédents. Arrivés à Vannes vers la mi-décembre, ils demandèrent une audience à Cadoudal (1). Les royalistes avaient dans cette ville plusieurs correspondants qui faisaient tenir à l'abbé Guillevic et aux différents chefs les dépêches à leur adresse et les nouvelles intéressantes. Le secrétaire du grand chef des chouans, commissaire ordonnateur de son quartier général, était un des rares initiés qui connussent constamment la retraite du mystérieux capitaine de l'insurrection; par son entremise, les paquets et les lettres destinés à Georges arrivaient jusqu'à lui. Les deux officiers vendéens s'adressèrent à une demoiselle Fraval ou Freval (2), personne de la ville qui tenait sous ce nom une maison de correspondance et portait le titre de correspondante N° 1. Elle les accueillit inconsiderement, dit l'abbé Guillevic, acte imprudent qu'on dut sans doute lui reprocher plus tard. Quoi qu'il en soit, par son intermédiaire, ils purent demander à Cadoudal l'audience désirée. Celui-ci, instruit de leur mission, refusa radicalement toute entrevue. Néanmoins ces hommes restaient à Vannes et cherchaient sans cesse un biais pour parvenir jusqu'à Georges. Les premières aurores de 1801 les verront encore dans le chef-lieu du Morbihan, essayant toujours d'exécuter leur dessein.

(A suivre.)

E. SAGERET.

(1) *Georges Cadoudal et la Chouannerie* (Papiers de l'abbé Guillevic), chap. XIX.

(2) *Idem, id.* et *Archives nationales*. Carton F⁷ 6277 (déclaration de Rivoire).

SOUS LES SABLES DE QUIBERON

Par le Docteur DE CLOSMADÉUC

Il y aurait une étude intéressante à écrire sur la configuration de la presqu'île de Quiberon, dans les temps anciens. La presqu'île a-t-elle fait d'abord partie du continent, rattachée à la terre de Plouharnel et d'Erdeven, par une large base ? Est-elle plus tard devenue une île, quand la mer a eu rompu la digue qui s'étendait de Portivy à la côte d'Erdeven, en passant par la traînée de platures rocheuses, visibles à marée basse, d'où émergent les îles Teviec et Rolland ?

Puis enfin, grâce à l'apport des sables que poussaient des courants opposés, à quelle époque l'isthme s'est-il produit ?

Nous ne ferons aujourd'hui qu'indiquer ces questions. Nous dirons seulement quelques mots sur la formation des dunes de sable qui recouvrent la presque totalité de la surface terrestre de la presqu'île.

Chacun le sait, la création des dunes est exclusivement due aux sables volants, que le vent détache de la grève et transporte dans les airs pour les déposer souvent à une grande distance.

Il a fallu de nombreuses années, des siècles même, pour effectuer ces entassements prodigieux qui, en certains endroits, atteignent une épaisseur de 5 à 10 mètres. Le plus ordinairement, ces amoncellements sablonneux se présentent sous la forme de mamelons, à large base, dont la naissance s'explique de la façon suivante :

Toutes les fois qu'un vent violent soulève et emporte le sable de la côte, s'il se trouve sur sa route un obstacle quelconque, bloc naturel de rocher, dolmens ou menhirs, constructions anciennes de toute nature, la colonne de sable

volant vient butter contre et s'y accumule en couches successives. C'est un noyau autour duquel et au-dessus duquel va s'élever peu à peu un monticule dont les dimensions deviendront, avec le temps, considérables.

Le sol de la presqu'île de Quiberon est parsemé de monticules du même genre, engendrés par le même mécanisme.

Si d'aventure on entame un de ces monticules, on a des chances de rencontrer profondément des ouvrages faits de main d'homme. C'est ainsi que j'ai vu, il y a une quinzaine d'années, un M. de Lagrange pratiquer des sondages, au moyen de longues barres de fer. Quand il rencontrait une résistance au-dessus de la courbe présumée du sol naturel, il entreprenait des fouilles. J'ai été témoin que, plus d'une fois, ses recherches ont été couronnées de succès. Notre collègue Du Chatellier possède, dans son musée, les curieuses trouvailles de M. de Lagrange.

Voulez-vous encore un exemple du mode de production des dunes ? — Visitez la ligne de retranchement que le général Hoche fit élever, en 1795, pour barrer la presqu'île et empêcher les émigrés d'en sortir. J'ai décrit minutieusement cette levée de terre, dans mon livre sur l'expédition de Quiberon. Le retranchement existe toujours ; mais il lui est arrivé ce que je viens de noter pour les monticules de sable. Il a fait comme eux l'office d'obstacle à la poussée du sable volant qui s'y est accumulé. La largeur et la hauteur du barrage ont été augmentées. Mais il est toujours facile de suivre le dos d'âne du retranchement républicain, particulièrement sur les points où des bouquets de sapin n'ont pas été plantés. Le retranchement part de la première maisonnette du chemin de fer jusqu'au petit corps de garde en ruines, désigné sous le nom de *guérite de Hoche* ; de même que les douaniers appelaient *allée de Hoche* le chemin qui y conduit.

Puisque l'occasion s'en présente, je raconterai une méprise dans laquelle l'intendant René Gallès et moi nous sommes tombés un jour. Au cours de fouilles que nous faisions dans plusieurs dolmens de Plouharnel, nous avisâmes, à quelques mètres de la guérite de Hoche, un monticule conique que nous pensâmes être un tumulus. — Les ouvriers eurent

bientôt fait de l'éventrer. Il n'était composé que de sable ; mais à la base et au centre, nous rencontrâmes un bâti de grosses pierres reliées au mortier de chaux ; rien autre chose que quelques fragments de bois et de fer.

Nous ne connaissions pas alors la situation exacte du retranchement de Hoche. Ce n'est que plus tard, en étudiant la carte stratégique de Rousselin, publiée en 1797, que je vis que notre monticule était indiqué, surmonté d'un mât au bout duquel flottait un drapeau tricolore, avec cette légende : *mât de pavillon du corps de garde*.

Nous avions fait un four.

Le mois dernier, notre nouveau collègue, M. de Caillavet, entreprenait de mettre en culture une grande pièce de terre dépendant de sa ferme de Bec-er-Ville, à peu de distance au sud de la petite chapelle de Saint-Clément, à 500 mètres environ de la côte, à l'ouest du ruisseau de *Govi*ro. Il s'agissait d'attaquer une énorme butte de sable. Les ouvriers mirent d'abord à découvert cinq *stone-cists* ou coffres de pierres, semblables à ceux qui avaient été autrefois trouvés dans la propriété Lallemand, dont le compte-rendu a été publié, avec planches, dans notre Bulletin (1886).

Averti par hasard de la découverte, je me rendis sur les lieux. Déjà les ouvriers avaient déchaussé et en partie bouleversé les *stone-cists*. J'en vis un seul à peu près intact, qui ne tarda pas à être culbuté à son tour.

Tous ne contenaient que du sable, quelques petits galets et de menus débris de poterie. — Mais, alentour, des quantités considérables de cailloux roulés, de fragments de poteries grossières et divers autres objets que nous décrirons plus loin.

Plus d'une semaine a été employée à ce travail de nivellement de terrain. De forts chevaux, attelés à des tombereaux, n'ont pas cessé d'enlever et transporter ailleurs ces monceaux de sable.

Le monticule à aplanir n'avait pas moins de 7 mètres de hauteur et une base de 60 mètres de diamètre en moyenne.

A mesure qu'on avançait vers le centre, on rencontrait toujours des quantités prodigieuses de coquillages, tassés par

couches épaisses, où dominaient les moules et les berniques, le tout mêlé à de longues trainées noirâtres de sable et de pierrailles ayant subi l'action du feu.

Étaient éparpillés, dans les couches profondes, les objets suivants :

1° De nombreux galets ronds, provenant de la côte.

2° Une grande pierre de granit, aplatie, ayant la forme circulaire, de 0^m,70 de diamètre, percée d'un large trou également circulaire, de 0^m,12, ayant l'aspect d'une meule. Une des faces est plane, légèrement arrondie sur ses bords ; l'autre face est inégale et raboteuse.

3° Un certain nombre de pierres longues de 12 à 14 centimètres.

4° D'autres pierres, en forme de pyramides à quatre pans, ayant une extrémité en pointe mousse, et l'autre plus large, taillée en rave. Elles sont charbonnées et ont été au feu. — Les pêcheurs du pays nous disent qu'elles servaient de trépieds, pour poser la marmite.

5° De grandes dalles plates de granit, noircies et brûlées, ayant servi de foyer.

6° Un assortiment varié de pesons de filet ou de ligne, dont deux sont ovalaires et cannelés.

7° Des poteries grossières, dont nous mettons des échantillons sous les yeux de la Société.

8° Une fusaïole en terre cuite, de couleur brique.

9° Deux ou trois clous en fer rouillés.

10° Un instrument de fer à manche d'os, à peine reconnaissable, tant il est altéré, pour un couteau.

11° Trois ou quatre ardoises très épaisses, percées d'un large trou.

12° Parmi les coquillages, des moules et des berniques, des palourdes, des huîtres, des coquilles de Saint-Jacques, des P. en l'.

13° Des débris de squelettes d'animaux (mouton, bœuf, cheval, porc, etc.).

La plupart de ces objets ne sont pas nouveaux. L'abbé Lavenot en a trouvé de semblables sous les sables de Quiberon.

Les ouvriers avançaient toujours vers le centre de la montagne. Voilà qu'en déblayant, ils rencontrent devant eux une cloison, faite de cinq grandes dalles brutes de granit, plantées en ligne sur champ, sur une longueur de 4 m. 30 environ, laissant soupçonner qu'il y a, derrière, un compartiment. Chose curieuse ! deux de ces dalles sont percées d'un petit trou. Une troisième présente aussi une perforation, mais celle-ci est de grande dimension et parfaitement circulaire.

Le déblaiement continue. On met à jour trois murs de grosses pierres sèches, liées simplement par un mortier de terre, qui, avec la cloison antérieure, forment une chambre, irrégulièrement trapézoïde, de quatre mètres de longueur sur trois de large. On vide l'intérieur de la hutte, qui ne contient que du sable, auquel sont mêlés quelques coquillages et tessons de poterie.

Le sol de la chambre est couvert d'un pavage de grosses pierres aplaties, presque toutes sur champ.

Là se sont arrêtées les fouilles. Le mauvais temps est survenu. M. de Caillavet est parti pour Bordeaux. Nous-même nous avons effectué notre retour à Vannes. Presque la moitié du monticule reste encore à fouiller. Il faudra désormais attendre à l'année prochaine. D'ici là, le bruit continuera à courir à Quiberon que nous sommes à la recherche du *tombeau de César*. On le dit même en or massif.

Que résulte-t-il de ces découvertes ? — L'impression que ces fondations de constructions grossières, ces foyers, ces rejets de cuisine aux alentours, ces poteries, ces ustensiles de pêche, ces amas énormes de coquillages comestibles, ces pesons de filet, etc., etc., etc., témoignent qu'une peuplade a stationné anciennement et longtemps en ce lieu. Cette hutte rudimentaire est-elle contemporaine des stone-cists mis à jour sous le même monticule de sable ; ou n'a-t-elle avec eux qu'un rapport de voisinage ? Quel était l'usage des perforations intentionnelles des trois dalles de granit qui entraînent

dans la composition de la cloison ouest de la hutte ? Et cette grande pierre plate de forme circulaire, percée d'un trou central, est-ce bien une meule ?

A ces points d'interrogations, il serait facile d'en ajouter d'autres. — N'oublions jamais que l'archéologie demande avant tout des faits bien constatés.

L'épais manteau de sable qui couvre le sol de la presqu'île de Quiberon nous ménage encore plus d'une surprise. Ne nous pressons pas. Attendons.



SUR L'ARMORIAL DE 1696

En 1905, la *Société polymathique*, à Vannes, la *Commission historique et archéologique de la Mayenne*, à Laval, ont appelé l'attention sur l'édit de novembre 1696, qui créa l'*Armorial général*. Les auteurs de ces deux intéressants travaux ne poursuivent pas le même but. A Vannes, M. Le Gall de Kerlinou publie un « Recueil d'armoiries destiné à compléter les armoriaux de Bretagne précédemment parus » (1). A Laval, M. Hippolyte Sauvage publie sous le titre « Armorial de la Mayenne » les blasons portés aux brevets délivrés dans les trois anciennes élections de Mayenne, Laval et Château-Gontier, dont les ressorts forment aujourd'hui le département de la Mayenne (2).

La première de ces publications est précédée d'un *préambule*, l'autre, d'une *préface*. C'est dans ce *préambule* et cette *préface* qu'il est parlé de l'édit de novembre 1696 ; et les deux auteurs diffèrent d'opinions sur le caractère et la portée de l'édit (3).

L'édit de novembre 1696 créant l'*Armorial général*, avait ordonné que « toute personne ayant des armoiries en ferait la déclaration aux maîtrises ; qu'une fois reçues et vérifiées, les armoiries seraient enregistrées à l'*Armorial général*, qui en

(1) Vannes, *Société polymathique*, année 1905, pp. 154-216 ; suite, pp. 217-273 ; fin 1906, p. 115-168. — L'impression du *Recueil d'armoiries* s'achevait à peine durant l'automne de 1906, que M. de Kerlinou tombait malade pour mourir le 18 avril 1907. J'ai le très vif regret de n'avoir pu présenter les observations qui suivent à notre regretté confrère.

(2) Laval, *Commission historique*... année 1905, t. XXI*, pp. 364-379, 489-497. — Disons cependant que la *Commission historique* a laissé de côté les brevets délivrés dans la partie de Château-Gontier reliée au département de Maine-et-Loire.

(3) Préface, *Société polymathique*, 1905, fascicule 1, pp. 154-167. — Préambule. *Commission historique*, pp. 364-368.

ferait faire les blasons, dont les brevets d'enregistrement seraient délivrés, moyennant un droit consigné d'avance. Défense était faite de prendre ou porter des armoiries sans en avoir obtenu l'enregistrement et le brevet » (1).

Un arrêt du conseil des finances (29 novembre 1696) avait fixé les droits d'enregistrement et de brevet à 20 livres en principal, plus 40 sous (2 livres) pour les 2 sous par livre, plus 30 sous pour les frais de blason ; en tout 23 livres 10 sous.

Disons tout de suite que les 23 livres et 10 sous de 1696 représentent à peu près 78 francs 80 de nos jours (2).

L'édit n'avait pas puni (ni peut-être prévu) la non déclaration : un arrêt du conseil du 22 janvier 1697 porta une amende de 300 livres (mille francs de notre monnaie) contre toute contravention à l'édit.

A une époque où prenait des armoiries qui voulait, l'*Armorial* avait son utilité : il y avait quelque intérêt à authentifier les armoiries de chaque famille, ne fût-ce que pour assurer à chacune la possession exclusive des armes choisies par elle, et prévenir toute usurpation (3).

Aussi l'édit déclare-t-il que la création de l'*Armorial* a pour but de « retrancher les abus qui s'étaient glissés dans le port des armoiries, et de prévenir ceux qui pourraient s'y introduire dans la suite » (4).

(1) Voir Edit dans *Nobiliaire et Armorial de Bretagne*, de P. Potier de Courcy, 3^e éd., t. III, p. 527-528.

(2) Au compte de Leber, qui écrivait vers 1845. Il propose le chiffre multiplicateur 3.333. Après 60 ans passés, son évaluation peut être un peu faible aujourd'hui.

(3) Voici une fraude très commune. Des bourgeois ayant le même nom qu'une famille noble, prenaient des armoiries semblables ou presque semblables à celles de ces homonymes. Exemple : M^{me} Corret, mère du *Premier Grenadier*. Elle était de son nom, *Salaün*. Très ambitieuse de noblesse, comme le fut son fils, elle se donne à peu près les armes des Salaün de Kertanguy : d'argent à la hure de sanglier arrachée de sable, *défundue d'argent* et couronnée d'or. Elle porte, et son fils après elle, d'argent à la hure de sanglier de sable couronnée d'or. Les différences, que je souligne, ne seront pas remarquées du public : Corret y compte bien. Les biographes entrent dans la pensée de Corret ; et, dans les armoiries imaginées par sa mère pour se confondre avec les Salaün nobles, ils nous montreront les armes des Corret, et y verront et prétendront nous y faire voir une preuve de la noblesse de Corret !

(4) « La pensée qui dicta la création de l'*Armorial* fut exclusivement fiscale, quoique déguisée dans le principe sous le prétexte de retrancher les abus... » etc. — Courcy. 3^e éd. I. p. 22.

Si tel avait été le but réel de l'édit, il aurait reçu une exécution perpétuelle, et l'*Armorial général* ouvert en 1696 ne se serait pas fermé. Le contraire se produisit (1) : après quelques années, les prescriptions de l'édit ne s'exécutent plus, et les bourgeois se remettent, comme avant 1696, à prendre des armoiries sans les faire enregistrer. Il n'est plus question des brevets à retirer moyennant finances ni de l'amende de 300 livres.

Ce fait démontre que l'édit avait un caractère temporaire et que le but était atteint, non sans peine, après quelques années. Rien ne met mieux en lumière « la pensée exclusivement fiscale qui dicta la création de l'*Armorial*. »

Voici ce qui s'était passé :

Selon l'usage du temps, le recouvrement des droits de finances fut concédé à ferme; et un bourgeois de Paris, Adrien Vannier, en traita pour sept millions de livres, à la remise du sixième et des deux sols pour livre : c'est-à-dire qu'il s'engageait à payer au Trésor la somme nette de 5.833.333 livres. — Les sept millions de livres représentent 23.331.000 francs de nos jours; et les 5.833.333 livres représentent 19.442.498 francs. Différence entre les deux chiffres : 166.667 livres (3.888.501 francs).

Vannier fournit bonnes cautions; puis, paré du titre de *Directeur général* ou *Commissaire supérieur*, et assisté d'un comité, il se mit à l'œuvre.

Pour obtenir une finance de sept millions de livres, il fallait près de 300.000 déclarations d'armoiries à 23 livres 10 sous. Mais, pour atteindre un digne prix de ses diligences, soins, peines et avances, le Directeur général aurait eu besoin d'un bien plus grand nombre de déclarations.

Or, il ne put tarder à reconnaître que l'affaire ne marcherait pas à son gré (2). Pour lui, l'opération tournait au

(1) Dans la généralité de Tours (Touraine, Anjou et Maine), le travail dura treize mois. L'état général fut arrêté le 7 février 1709.

(2) En Bretagne, c'est-à-dire dans la plus vaste des généralités du royaume, il ne fut fait que 5.266 déclarations d'armoiries (Courcy, *Nobiliaire*) et il fut délivré d'*office* 4.502 brevets. Somme perçue : 211.010 livres.

Dans les trois élections de Laval, Château-Gontier et Mayenne, 1.061 brevets

désastre. Je dis *pour lui*, car l'État était désintéressé : les cautions du traitant répondaient de tout. Mais n'y avait-il pas un scandale à craindre, et, s'il se pouvait, à prévenir? N'allait-on pas dire que des renseignements chimériques ou du moins inexacts avaient déterminé le traitant et ses cautions? L'État vint à la rescousse. De là une série de mesures augmentant le nombre des personnes obligées à déclarer leurs armoiries, et finalement l'autorisation accordée au traitant d'octroyer d'office des brevets à des gens qui n'en voulaient pas, et auxquels n'avait assurément pas songé l'édit de novembre 1696 (1).

Pour comprendre l'insouciance avec laquelle l'édit fut accueilli, il suffit de reconnaître le droit que payaient les 23 livres 10 sols imposé aux déclarants d'armoiries.

Ce droit est écrit dans ces trois dispositions.

1^o L'édit énumère « les officiers de la maison du roi, des princes, d'épée, de robe, de finances et des villes, les ecclésiastiques, et autres qui jouissent à cause de leurs charges de quelques exemptions, » et leur offre, aux conditions qu'il va indiquer, « le droit d'avoir et de porter des armes; » puis il ajoute aussitôt : « pour ne pas priver de cette *marque d'honneur* nos autres sujets « qui possèdent des terres et des fiefs nobles, les personnes de lettres et autres de noble profession », il leur est permis de demander des armoiries (2).

furent délivrés à des personnes : perception 20.000, d'après M. Sauvage, qui compte sur 20 livres seulement. Le chiffre exact est 21.260 livres, auquel il faut ajouter 362 livres, pour les 3 livres et demie = 21.602 livres. — M. Sauvage multiplie hypothétiquement par 100 pour la France entière, et arrive au chiffre de deux millions.

Le chiffre de $21.260 \times 100 = 2.126.000$.

(1) Arrêt du 5 mars 1697 « enjoint aux femmes veuves ou mariées de faire enregistrer leurs armes propres pour avoir le droit de les porter séparément ou accolées. » — (C'était, on peut le dire, la réparation d'une omission de l'édit.)

« Ordonne que les personnes majeures non mariées feront enregistrer leur blason, bien que leurs père et mère vivants l'aient déjà fait enregistrer. »

Comment justifier *en droit* cette disposition ?

Arrêt du 3 décembre 1697, autorisant à donner des armoiries d'office.

Tarif des armoiries de communautés porté à 25 livres de principal. Tarif des villes et provinces porté à 50 livres.

(2) Et voici la teneur uniforme de tous les brevets :

Par ordonnance rendue le... par Messieurs les commissaires généraux du conseil députez sur le fait des armoiries, celles de N. telles qu'elles sont ici peintes et

2^o « *Les brevets vaudront lettres d'armoiries* ; dispensons nos sujets d'en obtenir d'autres, sans cependant que ces brevets ou lettres puissent en aucun cas être tirés à conséquence pour preuve de noblesse (1). »

3^o « Les armoiries ainsi registrées... sont *patrimoniales* et pourront en conséquence être mises aux bâtiments, édifices, etc., appartenant aux défunts lors de leurs décès, et être portées par leurs veuves tant qu'elles demeureront en viduité. Elles seront de plus *héréditaires* à leurs descendants. »

Quel est donc l'objet que l'État offre en vente au prix de 23 livres 10 sous ? C'est *le droit* d'avoir et porter des armoiries qui seront patrimoniales et héréditaires ; le brevet vaudra *lettres* d'armoiries, mais ne sera jamais preuve de noblesse.

En résumé, *que fait l'édit* ? Il transforme *en droit* l'usage existant *en fait* de prendre et porter des armoiries ; mais le port des armoiries ne fera pas plus preuve de noblesse après l'édit qu'avant.

Voilà la *lettre* de l'édit ; et M. Sauvage se tient à cette *lettre*. — Très bien ! répond M. de Kerlinou ; mais est-ce là *l'esprit* de l'édit ?

On pourrait objecter que, lorsque la *lettre* est si claire, il n'y a pas à en chercher *l'esprit* ; c'est une règle d'interprétation admise par les jurisconsultes.

Mais oublions pour un instant cette règle et suivons l'argumentation de M. de Kerlinou.

* *

M. de Kerlinou présente quatre observations dont nous allons reproduire les termes avec quelques explications.

figurées après avoir été reçues, ont été enregistrées à l'Armorial général, dans le registre coté X, en conséquence du paiement des droits réglés par les tarifs et arrêtés du conseil du XX^e novembre de l'an 1696.

« En foy de quoi le présent brevet a esté délivré à Paris par nous Charles d'Hozier, conseiller du Roy et garde de l'Armorial général de France.

Signé : d'HOZIER. »

(1) La même autorisation est accordée aux mêmes conditons aux provinces, villes, abbayes, etc. Nous en dirons un mot ci-dessous.

1^o « S'il ne faut attribuer aucune valeur nobiliaire, si minime qu'elle soit, à ces armoiries, alors à quoi bon en donner ? A quoi bon les enregistrer ? A quoi bon faire payer... 23 livres 10 sous pour leur enregistrement ? » (P. 158).

Trois questions auxquelles il faut répondre.

M. de Kerlinou a d'avance, et quelques lignes plus haut, répondu aux deux premières questions. « Voyons, dit-il, les précautions prises par le roi pour l'authenticité de ces armoiries qu'il veut que l'on concède en son nom. »

L'édit lui-même s'est expliqué sur ce point : il s'agit de « retrancher les abus actuels et de prévenir les abus futurs (1). »

3^e question : à quoi bon faire payer l'enregistrement ?

Mais, répondrons-nous, l'enregistrement assure l'authenticité. Il a donc son utilité ; il est tout naturel que les parties le paient. Ajoutez que le Trésor y trouve son profit.

Voilà une explication très simple. Mais, pour M. de Kerlinou, la mesure royale se justifie tout autrement ; et c'est son second argument que voici :

2^o « Ces armoiries ne sont *pas timbrées* ; n'est-ce pas pour établir une sorte d'égalité entre la noblesse ancienne, féodale, de race, et la noblesse civile, de dignité, qui avait des armoiries non timbrées de casques, couronnes ? » (P. 159).

N'y a-t-il pas une raison plus simple ? Le *timbre* seul, en effet, indique la *qualité*. Mais un *armorial* n'est pas un *nobiliaire* ; et pourquoi le timbre y apparaîtrait-il ?

3^o M. de Kerlinou s'empare de la phrase de l'Armorial citée page 262 sous le n^o 3 : « Les armoiries registrées sont patrimoniales... etc », et il dit : « Mais tous ces droits acquis par suite de la concession des armoiries sont des droits nobiliaires, ou y ressemblent si furieusement que nous ne voyons pas trop comment les distinguer des droits nobiliaires. » (P. 166.)

Quels sont *tous ces droits* ? Je n'en vois qu'un : le *droit d'armoiries patrimoniales et héréditaires*. — Or, le port d'armoiries est-il *nobiliaire* ? Avant l'édit de 1696, il n'avait pas ce caractère, puisque nombre de bourgeois se paraient d'armoiries sans avoir aucune prétention à la noblesse.

(1) Voir ci-dessus, p. 259.

Lorsqu'il a transformé *l'usage* en *droit*, l'édit a-t-il créé un droit nobiliaire ? Nous ne pouvons l'admettre ; mais, quand cela serait, est-ce que l'exercice d'un droit nobiliaire crée la noblesse ? Assurément non ! Que d'hommes, qui pourtant ne sont pas nobles, exercent des droits nobiliaires ! Je n'en veux qu'un exemple : les roturiers propriétaires de fiefs nobles restant roturiers à partir de l'édit de Blois (1579) (1).

4^o M. de Kerlinou ajoute : « Les armoiries ne serviront pas de *preuve* : la phrase est formelle ; mais, en créant l'*Armorial*, Louis XIV donnait des *signes*, des *indices*, un *principe* de noblesse à ceux qui y figuraient : il les anoblissait *de fait* ; mais il ne leur donnait pas la *preuve* en main, parce qu'il ne leur concédait pas un droit définitif, imprescriptible, laissant ainsi la porte ouverte à lui-même et à ses successeurs, afin de réserver à la monarchie la faculté de reprendre, ou de ne maintenir que moyennant de nouvelles charges financières, les concessions nobiliaires nouvellement faites par lui. » (P. 161.)

Voilà, pour faire connaître l'unique effet de l'édit, bien des termes différents, et, j'oserais dire, quelque peu contradictoires. Les mots *signes* et *indices* de noblesse pourraient s'entendre au sens de *preuve* de noblesse. Mais M. de Kerlinou repousse cette interprétation, de même que pour le mot *principe de noblesse*, il repousse le sens ordinaire en langage juridique : *point de départ, germe, fondement*.

La pensée de M. de Kerlinou, indécise au début de la phrase, se dégage nettement à la fin : il ne s'agit pas d'une concession de *signes*, d'*indices*, de *principe* de noblesse ; mais d'un *anoblissement de fait*, révocable.... et qui, pour cette cause, sera sans preuve.

Comment cela ? Ce n'est pas possible, et pourquoi ? Parce que la condition résolutoire n'empêche ni la formation ni l'exécution du contrat. Tant que la condition ne s'est pas

(1) Art. 258. « Les roturiers achetant fiefs nobles ne seront point anoblis ni mis au rang des nobles de quelque revenu et valeur que soient les fiefs... » On sait qu'avant cet édit la noblesse s'acquerrait par la *tierce foi*, c'est-à-dire qu'un roturier acquérant un fief, ses descendants étaient nobles au troisième homiage du même fief.

Cette règle absolue ne fut pas admise en Bretagne où la possession centenaire du gouvernement noble produisait la présomption de noblesse. Art. 541 de la Coutume. *Acquisition de la noblesse par le fief noble* (1903), par J. Trévédy, p. 22 et 23.

réalisée, l'obligation peut être considérée comme pure et simple (1).

Donc, si Louis XIV a attaché la noblesse, même temporaire, à l'inscription des armoiries, cette noblesse est acquise *de plano* avec tous les droits et les exemptions nobiliaires ; chacun des inscrits peut s'en prévaloir jusqu'à la réalisation de la condition. Comment réclamerait-il un de ces droits sans pouvoir faire la preuve de la noblesse ? Qu'est-ce qu'un droit dénué de preuve ?

Donc dire : « Le brevet ne pourra en aucun cas être tiré à conséquence pour preuve de noblesse, » c'est dire : « La noblesse ne résultera pas du brevet d'inscription. »

Enfin, M. de Kerlinou conclut : « Comme il n'y a pas eu de reprises exercées par les successeurs de Louis XIV (2), le droit aux blasons concédés à cette époque et enregistrés est devenu définitif (P. 161. Bulletin 1905). »

Aucun doute sur ce point ! Mais en bonne logique, M. de Kerlinou devrait passer outre et dire que la noblesse même temporaire concédée en même temps persiste, comme les blasons et pour le même motif de droit.

Cette conclusion est forcée. D'après M. de Kerlinou, la noblesse *de fait* a été concédée en 1696, sous cette condition résolutoire que le roi ou ses successeurs pourront la retirer. Elle existera donc jusqu'au retrait opéré. Le retrait ne se fait pas ; donc la concession de noblesse persiste.

Des principes posés par M. de Kerlinou, la conclusion suit non seulement tout naturellement, mais forcément.

M. de Kerlinou se doute bien que cette opinion nouvelle ne passera pas sans quelque difficulté. Mais se rassurerait-il lui-même ou croirait-il étayer sérieusement son opinion en écrivant :

« Ajoutons en terminant que nous avons pour nous *l'opinion populaire*, qui ne comprendrait pas que l'on eût le

(1) C'est le principe posé dans l'article 1183 de notre code civil.

Faut-il ajouter que cette condition résolutoire avait besoin d'être écrite ?... Supplée plus tard, elle eût été frauduleuse. Comment admettre que Louis XIV ou un de ses successeurs pût, sans violer « sa parole de roi », la suppléer pour imposer de nouvelles charges financières aux inscrits ?

(2) On a vu que ces reprises non expressément *prévues* ne peuvent être supposées exercées. Note ci-dessus.

droit de porter des armoiries, après avoir payé les exorbitants tarifs de l'enregistrement, sans être noble » (P. 161-162).

Ce n'est pas à propos des concessions de 1696 que l'on peut parler de tarifs exorbitants ! Mais il est vrai que « l'opinion populaire » admet comme preuve de noblesse non seulement les armoiries inscrites à l'Armorial, qu'elle ne connaît pas ; mais toutes les armoiries quelles qu'elles soient, même celles qui apparaissent tout à coup, j'allais dire qui naissent sous nos yeux, comme les fleurs au printemps.

« L'opinion populaire » admet bien d'autres choses. Est-ce que le *de*, une préposition élevée à la dignité de particule *nobiliaire*, n'est pas une *preuve* de noblesse (1) ? Heureux nos contemporains bourgeois nommés Debord, Dupont, Delacour, Deschamps ! Qu'ils séparent les *de*, *du*, *de la*, *des* du reste de leurs noms, et, de par « l'opinion populaire » les voilà nobles en tant que *de Bord*, *du Pont*... Si même ils gardent l'orthographe ancienne de leurs noms, d'autres se chargeront, sans leur autorisation, d'opérer pour eux cette coupure.

Et le titre de *noble homme* donné aux plus grands personnages, par exemple au duc de Bretagne, au cours des ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles, il devient un titre *bourgeois* au ^{xvii}e siècle ; et, le siècle suivant, il est prodigué même à la petite bourgeoisie ; est-ce que « l'opinion populaire », lui restituant son lustre antérieur, n'en fait pas aujourd'hui une *preuve* de noblesse (2) ?

Autre preuve : elle a été créée par l'usage très commun pour les bourgeois du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècle d'ajouter à leur nom un nom de terre. L'addition de ces *surnoms* a, de nos jours, des conséquences presque miraculeuses.

Supposez à la fin du ^{xviii}e siècle une famille comprenant trois frères : l'aîné a gardé le nom patronymique seul ; les deux autres ont ajouté à leur nom celui d'une métairie. Dans l'usage ils omettent leur nom ; ils ne sont plus connus que par le surnom. Un jour les deux cadets se diront comtes de..., et s'ils ne prennent pas cette qualité, « l'opinion populaire » la leur attribuera. Mais la branche aînée, qui garda le nom de la famille, ne sera pas noble.

(1) Lire « *De la particule dite nobiliaire* », par le savant Paulin Paris (1862).

(2) Je prends la liberté de renvoyer à mon mémoire : *Le titre de noble homme. Revue de Bretagne*, 1902.

Après ces faits, qui sont d'expérience, il est permis de récuser « l'opinion populaire », qui n'entend rien à ces questions.

Mais il y a d'autres juges dont M. Le Gall de Kerlinou n'invoque pas l'avis, et qu'il nous faut entendre : ce sont les contemporains de l'édit de 1696. Ils étaient fort intéressés à le bien comprendre. Eh bien ! ils s'en sont tenus à la *lettre* de l'édit. Ils n'ont pas admis que le roi leur offrait une *noblesse*, même révocable. Supposez-les croyant pouvoir, en vertu du brevet d'armoiries, acquérir, même pour un temps limité, la noblesse avec ses avantages, notamment l'exemption du droit *roturier* de franc fief, dont nous allons parler ; avec quel joyeux empressement ils auraient acquitté les 23 livres 10 sols ! Or, que voyons-nous ? C'est par contrainte que beaucoup paient cet impôt déguisé, et ils sont en si petit nombre que le fermier, pour n'être pas ruiné, doit imposer des armoiries à de braves gens qui n'en ont que faire : procureurs, huissiers, perruquiers, orfèvres, chirurgiens, apothicaires. Ils n'en veulent pas. N'importe ! Ils en auront, et pleines de mauvais goût, de calembours et de rébus ridicules ! Ils devront payer l'enregistrement de ces armoiries ; mais ils n'en retireront pas les brevets, et se garderont de montrer ces blasons qui feraient rire à leurs dépens (1).

*
* *

Je crois avoir répondu aux arguments de M. Le Gall de Kerlinou. Il faut maintenant fournir une preuve directe et, je crois, sans réplique de sa méprise. J'en ai touché un mot tout à l'heure, mais je dois entrer dans quelques détails.

L'édit de 1696 n'avait pas songé aux bourgeois, huissiers, perruquiers, etc., que je nommais tout à l'heure ; mais auprès d'eux, il y a nombre de bourgeois pour lesquels l'édit a

(1) Ainsi les apothicaires sont ornés d'une *seringue*. Vont-ils insculpter ou peindre une seringue sur leurs enseignes, quand Molière vient de faire tant rire de cet instrument naturellement ridicule ? — Les avocats ont plaisanté de quelques blasons. Malheur à eux ! Les commis d'Hozier mettront dans leurs armes *un âne dans un fauteuil*. L'avocat ainsi caricaturé va-t-il mettre ce blason sur la porte de son cabinet ? Ce serait à faire fuir les clients ! — La communauté des avocats de Laval fut mieux traitée : *De gueules à trois bouches d'or*.

manifesté une pensée de prédilection. Ce sont les bourgeois propriétaires de terres nobles, parmi lesquels beaucoup ambitieux de noblesse (1).

On enseigne aujourd'hui dans les écoles, et avant longtemps « l'opinion publique » admettra que « tous les seigneurs (c'est-à-dire maîtres d'un fief ou terre noble) étaient nobles (2) ». Dès 1644, le roi Louis XIII disait le contraire : « La plus grande partie des francs fiefs (terres nobles) sont aux mains des ecclésiastiques, communautés et *roturiers*. »

Ces mots se lisent dans le préambule de la déclaration qui « décharge du service de guerre les fiefs nobles possédés par des *roturiers* ». Ils n'entendent rien aux choses de la guerre, et ils peuvent être une gêne, tant ils sont nombreux ! (3)

Un jurisconsulte, et des plus illustres (4), a écrit que « la possession des fiefs par les *roturiers* était contraire au droit des fiefs », et il en donne la raison : « c'est que les *roturiers* sont incapables de remplir le devoir essentiel du fief noble, le service de guerre. »

L'acquisition du fief noble par les *roturiers* a donc un grave inconvénient pour les princes. Ils s'y opposent ; mais en vain. Pourquoi ? Parce que les nobles veulent avoir les *roturiers* pour acquéreurs. L'argent n'est-il pas entre les mains de ceux-ci (5). Le bourgeois riche paiera le fief noble plus cher que ne ferait un noble. Pourquoi ? Parce qu'il trouve en cette acquisition un avantage que le noble n'y trouverait pas : l'anoblissement (6).

(1) Sur ce qui suit et pour plus de détails, je me permets de renvoyer à deux opuscules : *Seigneurs nobles et Seigneurs roturiers* (1886), et *Acquisition de la noblesse par le fief noble* (1903).

(2) M. Lavis, *Première année de l'histoire de France* (11^e éd., p. 20, n^o 84). V. en réponse mon mémoire : *Seigneurs nobles et Seigneurs roturiers*.

(3) Déclaration du 29 novembre 1644.

Chose curieuse. Pas une montre ou une revue du ban ou de l'arrière-ban postérieure à 1644, où ne se voient des *roturiers* ! Ils se *faufilent* à la revue noble, comme à la capitation noble.

(4) Dumoulin, *Sur la coutume de Paris*. 9^e article des fiefs, dans Duparc-Poullain, II-619.

(5) Duparc-Poullain. *Coutumes générales de Bretagne*, II-619. « Le trafic des *roturiers* peut augmenter leurs biens. Au contraire, ceux des nobles sont diminués par le plaisir, le jeu, le contentement où le plus souvent sont portés les nobles, désirant toujours paraître selon leur qualité, et sans l'appréhension de leur grande dépense. » (Belordeau, p. 595.)

(6) La possession du fief noble produisit cet effet en France, jusqu'à l'ordonnance de Blois (1579), art. 258. V. ci-dessus, p. 264, note.

Aussi que voyons-nous ?

La vente est permise aux seigneurs ayant besoin d'argent pour s'équiper. Les *Etablissements* de saint Louis (1270) constatent la possession de fiefs nobles par des roturiers ; et Philippe le Hardy (1275) en reconnaît (un peu malgré lui) la nécessité, lorsque, « pour refréner à ces acquisitions devenues trop nombreuses », il les frappe d'un impôt, dit *rachat*, fixé au revenu de deux années (1).

Le droit, quelque onéreux qu'il soit, n'effraie pas les acquéreurs roturiers. Les rois de France essaient de prohibitions absolues. Peine perdue ! L'acquisition par les roturiers est si générale que Louis XIII a pu écrire, en 1641, la phrase citée plus haut.

Mais, en déchargeant du service de guerre les biens nobles possédés par les roturiers, Louis XIII encourage ceux-ci à les acquérir. Louis XIV va tenter un autre moyen de les en dégoûter, si l'expression est permise.

Le roi revient au système de Philippe le Hardy, qui a si mal réussi. Un édit de novembre 1656 frappe la terre noble possédée par un roturier d'un impôt analogue à l'ancien droit de rachat. C'est l'impôt dit de *franc fief*.

Cet impôt consiste dans une année du revenu : il est payable non seulement une fois, mais périodiquement. Il est dû à toute mutation de propriétaire par vente et succession, directe ou collatérale ; enfin celui qui, à son entrée en jouissance, a payé le droit une première fois, le devra de nouveau tous les vingt ans. Le possesseur lui-même doit déclarer sa possession. L'omission est punie de la confiscation du bien noble, et la fausse déclaration, du *quadruple*.

L'intérêt du Trésor ne fut pas étranger à l'établissement de cet onéreux impôt ; mais le roi avait un autre but (au moins apparent) qu'indique le préambule de l'édit : « refréner aux acquisitions de biens nobles devenues trop nombreuses ».

Mais ce but sera-t-il atteint et comment ? Voici. Des bourgeois acquéreurs de biens nobles et vivant noblement

(1) Le motif de l'ordonnance, « refréner les acquisitions... », est indiqué au préambule de l'édit de 1696, auquel nous allons venir.

ambitionnent la noblesse, sinon pour eux-mêmes, du moins pour leurs enfants. Cent ans de gouvernement noble assurent la présomption de noblesse, à moins qu'il n'y ait *actes contraires* (1). Or, la quittance du franc fief est un *acte contraire*, et le plus énergique : elle est la preuve *authentique* de la roture !

Le droit de franc fief a subsisté près d'un siècle après le mois de novembre 1696. Le 23 juin 1789 seulement, Louis XVI en proposa la suppression, que l'Assemblée constituante vota le 20 septembre.

Si le brevet d'armoiries de 1696 vaut anoblissement, même temporaire, voilà les porteurs de brevets dispensés pour un temps de cet odieux impôt du franc fief ! Avec quel joyeux et presque triomphant empressement chacun va produire son brevet d'armoiries !

Or, nous voyons tout le contraire. Les bourgeois inscrits à l'Armorial paient le franc fief comme avant leur inscription !

Dans les 93 années écoulées entre 1696 et 1789, le franc fief a pu être exigé quatre fois, à l'expiration des quatre périodes de vingt ans ; et, dans ces 93 années, plusieurs mutations par décès se sont nécessairement produites. Je ne parle pas des mutations par suite de ventes.

J'ai sous les yeux des quittances du franc fief aux archives de la Mayenne. Je me suis assuré qu'il s'en trouve, délivrées dans les mêmes conditions, aux archives d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord et du Finistère, et on en trouvera dans tous les départements.

Est-on curieux de suivre comme exemple et de proche en proche le paiement du franc fief dans une famille de Laval inscrite à l'Armorial ? Rien de plus facile.

Christophe.... possède des biens nobles en 1696. Admettons qu'il n'ait pas eu à payer le franc fief dans les 15 années qui séparent 1696 de 1711.

Mais il meurt le 17 juillet 1711.

Premier paiement du droit par son fils (mutation) *Joseph*.

Second paiement par le même (après 20 ans) en 1731.

(1) En Bretagne, Art. 541 de la Coutume. Voir ci-dessus, p. 264, note.

Joseph meurt le 23 juillet 1734.

Troisième paiement par son fils (mutation) *René* ;

Quatrième paiement par le même (après 20 ans) en 1754 ;

René meurt en 1762 laissant des enfants ;

Cinquième paiement (mutation) en 1762 ;

Sixième paiement (après 20 ans) en 1782.

Ainsi, de 1696 à 1782, le droit de franc fief (à le supposer non payé, ce que nous ne savons pas, entre 1696 et 1711) a été acquitté six fois.

Dans l'espèce citée, le droit était de 600 livres, revenu annuel de la terre. Ses possesseurs successifs ont donc payé en tout 3.600 livres. — Qui croira jamais que si le paiement des 23 livres 10 sous et l'inscription à l'Armorial les avait fait nobles sous une condition résolutoire non accomplie, ils auraient de gaité de cœur acquitté cet impôt roturier ?

Autre point de vue. L'impôt dont nous avons vu le paiement six fois répété était seulement d'un revenu de 600 livres, et il a produit 3.600 livres, au moins 7.200 francs de notre monnaie. Mais combien de terres nobles possédées par des roturiers sont d'un revenu décuple... — Louis XIV, « grand inventeur de subsides, » fut souvent « à sec de finances (1). » Comment supposer qu'il ait eu un jour la pensée que lui-même ou ses successeurs se fermentaient une telle source de revenus, et se contenteraient d'encaisser à sa place une somme de 23 livres 10 sous, payée une fois pour toutes ?

*
*

Au début de cette étude (2), j'ai fait remarquer qu'aux termes de l'édit de 1696, l'*Armorial général* devait contenir non seulement les armoiries « des personnes », mais aussi celles des villes, communautés, corporations, etc.

Pour prévenir toute confusion, je n'ai parlé que des

(1) C'est le portrait qu'Hévin, écrivant sous Louis XIV, fait de notre duc Jean IV . — Il écrit : « Jean le Vaillant, grand inventeur de gabelles et subsides... fort avide et toujours à sec de finances. » *Questions féodales*, pp. 76 et 77.

(2) Ci-dessus, p. 261, note.

premières armoiries, me réservant de revenir en quelques mots sur les autres.

« Les provinces, villes, juridictions, abbayes, chapitres, universités, communautés laïques et séculières, les confréries et corporations d'arts et métiers avaient des armoiries propres (1). »

Pour simplifier, j'appelle ces armoiries « de collectivités » ou plus simplement « collectives » (2).

Comme les armoiries « des personnes », les armoiries « collectives » furent soumises à l'enregistrement dans les conditions indiquées plus haut. Le tarif seul fut un peu modifié.

Pour les armoiries « des personnes, » le tarif unique, nous l'avons vu, était 20 livres en principal; pour les armoiries « collectives, » il y a deux tarifs : 50 livres pour les provinces et les villes, 25 livres pour les évêchés, juridictions et autres « collectivités. »

J'ai récapitulé les inscriptions faites au Maine dans les trois élections de Mayenne, Laval et (pour partie) Château-Gontier formant aujourd'hui le département de la Mayenne (3). Il faut compter inscrites : 1041 armoiries de personnes ayant produit 21.260 livres, et 168 armoiries de villes, corporations, etc... ayant produit 4.200 livres.

On peut remarquer que cette seconde somme est inférieure seulement de 52 livres au cinquième de la première (4).

On voit que le profit à retirer de l'inscription des armoiries « collectives » n'était pas à dédaigner.

Voilà, semble-t-il à un érudit auteur, les preuves de « la pensée exclusivement fiscale qui dicta la création de l'*Armorial* (5). »

(1) Courcy, *Nobiliaire*, préface, I. p. xxii.

(2) C'est par abréviation que je risque ces mots : ils ne sont pas en usage.

(3) Ci-dessus, p. 261, note.

(4) Le 5^e de 21.260 égale 4.252. — Ces deux sommes valent aujourd'hui, multipliées par 3.333, 70.859 francs et 13.998 francs.

M. Sauvage (V. ci-dessus, p. 261, note) donne la somme de 20.000 livres seulement pour les armoiries « des personnes », et il suppose que cette somme est à multiplier par 100 pour le royaume entier, soit 2 millions.

Si nous acceptons cette hypothèse, en gardant les chiffres indiqués plus haut de 21.260 et 4.200, nous arrivons à 2.126.000 et 420.000. L'addition donne 2.546.000 livres.

(5) Baron de Courcy, 3^e édit. I. p. xxii.

Mais ce n'est pas tout. Voilà les « collectivités » obligées, comme « les personnes », à l'enregistrement de leurs armoiries. Les droits résultant de cet enregistrement seront les mêmes pour les unes et les autres. Il ne peut être question de concession de noblesse pour les « collectivités », donc il n'en est pas question pour « les personnes. » Voilà une conséquence bien naturelle de l'assimilation des personnes et collectivités, au point de vue de l'*Armorial*. — Il ne s'agit donc pour les « personnes » comme pour les « collectivités » que du *droit d'armoiries*.

CONCLUSIONS

L'édit de 1696 indique les conditions de la concession pure et simple d'armoiries patrimoniales et héréditaires, par conséquent perpétuelles ;

Il n'est pas question de condition résolutoire ;

Il n'est pas question non plus de concession de noblesse, même soumise à une condition résolutoire non exprimée.

Les expressions : « les brevets (d'inscription d'armoiries) vaudront lettres d'armoiries... — sans cependant qu'ils puissent jamais être tirés à conséquence pour preuve de noblesse », doivent s'entendre en leur sens littéral.

On me dit qu'en réponse à certaines objections, M. de Kerlinou a plus d'une fois déclaré :

« Le travail publié par moi n'est pas un *nobiliaire*, mais « simplement un *Armorial*. » C'est vrai. Cela résulte de son titre même, publié plus haut. M. de Kerlinou protestait aussi « ne prétendre nullement que l'inscription à l'*Armorial* fit « preuve de noblesse. » C'est vrai ; M. de Kerlinou a écrit : « Les armoiries et leur brevet ne sont pas preuve de noblesse. » Son erreur n'est donc pas là : elle est dans la raison qu'il donne de cette absence de preuve. Cette raison est énoncée dans la même phrase. On l'a lue entière plus haut (p. 264). La voici exactement résumée :

« Les armoiries ne serviront pas de preuve.... Louis XIV anoblissait en *fait* ceux qui figuraient à l'*Armorial* ; mais il ne leur donnait pas la *preuve* en main, parce qu'il ne

« concédait pas un droit (de noblesse) définitif, mais
« révocable. »

Révocable... A quel titre? En vertu d'une condition résolutoire, non écrite — contrairement au droit — et qui n'est autre que la *reprise* (la révocation) exercée selon le bon plaisir du roi.

M. de Kerlinou ajoute que cette révocation n'a pas été exercée. Donc, avons-nous dit, la noblesse de provisoire est devenue définitive, conséquence certaine, que l'auteur n'exprime pas... Pourquoi?

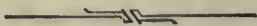
Donc la phrase de M. de Kerlinou devrait être ainsi interprétée : La noblesse révocable, mais en fait non révoquée, est devenue définitive, mais elle est *sans preuve*, c'est-à-dire qu'il lui faudra d'autres preuves.

Mais la phrase recevra... a peut-être déjà reçu une interprétation, que M. de Kerlinou a condamnée par avance. Des inscrits à l'Armorial invoqueront leur inscription comme preuve de noblesse, en éliminant de la phrase citée plus haut la proposition principale : « Les armoiries ne seront pas preuve de noblesse. »

Et « l'opinion populaire! » En l'invoquant, M. de Kerlinou lui a fait trop d'honneur..... Elle va se montrer ingrate envers lui. Elle lui infligera un démenti, en le citant inexactement et lui imputant une erreur qu'il n'a pas commise. Elle ne tiendra aucun compte de ces mots bien nets : « Les armoiries ne sont pas preuve de noblesse. »

Sur cette question, il n'y a qu'un argument que « l'opinion populaire » daigne écouter : — Est-il croyable que, pour une somme *une fois payée* de 23 livres 10 sous, environ 78 francs de notre monnaie, Louis XIV eût offert à tous la noblesse avec ses privilèges, notamment l'exemption d'impôts, au nombre desquels le franc fief (une année de revenu) payable à toute mutation et tous les vingt ans?

J. TRÉVÉDY.



NOTES DE M. L'ABBÉ MAROT

Les notes qui suivent ont été relevées, par moi, sur plusieurs carnets et sur une grande quantité de lettres écrites par M. l'abbé Marot, ancien curé-doyen de Rochefort-en-Terre (1791-1865). Le tout provient de sa bibliothèque qui, jalousement conservée après sa mort par ses sœurs, fut ensuite dispersée. Outre un médaillier nombreux, des livres rares et une collection de tableaux recueillis çà et là, elle contenait un amas considérable de notes et de manuscrits très précieux, fruits du travail de M. Marot.

Ce savant distingué autant que modeste n'a jamais rien publié, du moins que je sache, malgré toute une longue vie de recherches, mais ses relations continues avec MM. Manet, Mahé, de Fréminville, de Bréhier, de La Borderie et Cayot-Delandre lui ont permis de donner à ces auteurs des renseignements précieux pour l'histoire locale.

Cayot-Delandre, surtout, a profité de ses lumières ; il en a profité à tel point que l'on se demande s'il a jamais fait ailleurs que dans les carnets de M. Marot ses promenades aux cantons de Rochefort, de la Gacilly, de Malestroît, de Guer, de Ploërmel, de Mauron, de la Trinité-Porhoët, de Rohan et de Josselin. Sans doute, il est toujours permis de prendre son bien où on le trouve ; toutefois, lorsque l'on a le bonheur de découvrir et de capter une source aussi considérable, on doit aux autres et l'on doit à soi-même de l'indiquer

avec éloge dans la préface. M. Cayot-Delandre se dispense de cette formalité ; il copie d'ordinaire textuellement M. Marot, mais il ne cite son nom que de loin en loin.

Ce qui va suivre ne forme qu'une poignée de glanes, restes de la moisson faite par l'auteur précité. J'aurais pu augmenter ma récolte, car M. Marot se montre plus précis, plus étendu dans ses descriptions que son correspondant (1). J'ai pensé qu'il était inutile d'entreprendre cette partie du travail et je me contente de soumettre aux membres de la Société polymathique les renseignements inédits dus aux recherches du savant curé de Rochefort.

JUD. HÉLIGON.

(1) L'un des carnets porte pour titre « Polychronicon archeologicum ou notes relatives à quelques monuments anciens ». — L'auteur ajoute : « Ce manuscrit est revenu chez M. Manet, le 15 novembre 1834. Ce que j'y écrirai dans la suite doit être envoyé à part au même M. Manet. — Communiqué à M. Cayot-Delandre pour ses monuments du Morbihan : il me l'a renvoyé en juin 1847. »

NOTES DE M. L'ABBÉ MAROT

MALESTROIT

Ce nom lui vient du mot latin *Male stratum*. Je n'avais que soupçonné cette étymologie, mais je l'ai cherchée et trouvée dans un vieux parchemin, au presbytère de Malestroit. C'est un brêf du pape Adrien en date de 1466. Il contient des indulgences pour les habitants de Malestroit — *Males-tratum* — qui avaient réparé leur église de Saint-Gilles, précédemment incendiée. — Les paysans qui ont le mieux conservé le vieux nom disent encore *Malètrait*.

La rue de la Madeleine et celle qui conduit de l'église au presbytère présentent une singularité, car toutes les maisons communiquent entre elles ; pareille chose se remarque à la Roche-Bernard, cette disposition date du protestantisme.

SÉRENT (1835)

Le commerce de cette paroisse (en 1835) ne consiste guère qu'en cidres et l'on en fait un trop grand débit. Son ardoise est maintenant la meilleure qu'il y ait bien loin. Les carriers gagnent par jour 2 fr. 50 à 3 francs pendant la plus grande partie de l'année. Ils sont vingt ouvriers. Ils ne suffisent pas aux demandes et vendent le mille 6 fr. 50 au lieu de 5 fr. — Ce commerce prend tous les ans plus d'extension et, malgré tout, au lieu d'être riches, les ouvriers sont plus que gênés pendant l'hiver.

A un kilomètre du bourg, sur le chemin de Lizio, à l'entrée de la lande de la « Querièrre » ou « Crierie » (ploratus), on trouve une ancienne croix de pierre. Tout auprès, un monument à demi ruiné. C'est un autel druidique reconnaissable à ses pierres brisées et à une élévation de 15 pas environ, cet autel avait bout au midi. A six pieds derrière et sur une autre

élévation sont deux rangs de pierres faisant face à l'autel. Au midi, existe encore un petit cabinet composé de trois pierres de deux pieds et demi de haut. Six rangs de pierres à chaque bout de l'autel, chaque rang paraissant avoir été composé de six pierres, en sorte qu'une grande allée se trouve en face de l'autel vers le devant. Ce qu'il y a de singulier dans ce monument, le seul que j'aie vu en ce genre, c'est que les deux secondes lignes de pierres, en partant de cette allée, sont en granit tandis que les autres sont en quartz. 4 ou 5 pierres sont encore éparées, çà et là, en avant de ces alignements, beaucoup ont été enlevées pour bâtir, il y a 25 ou 30 ans. On m'a dit même qu'on trouve en terre quelque maçonnerie. On prétend au village de la Touche que ce fut un cimetière pendant une peste, d'où le nom de *Crierie*.

SAINT-MARCEL (1840)

Partant de l'Abbaye vers le levant, sur la crête de la lande, au delà du moulin, on trouve, durant vingt minutes, une file de pierres. Elles sont encaissées entre un sillon de pierres assez régulier au midi et un sillon de terre au nord. L'espace peut avoir tantôt 25 et tantôt 35 pas. Sur cette crête, j'ai vu d'abord une grotte aux fées qui m'a surpris par l'exiguïté de ses dimensions. Elle a six pas de long du levant au couchant et environ trois pieds de traverse. Les pierres qui supportaient la toiture n'ont que la hauteur du genou et sont encore toutes en place. A la différence des grandes grottes que j'ai observées, on trouve ici un petit corridor en pierres de la hauteur des autres, près du côté nord de la grotte.

A quelques pas, commence une file de cromlechs, ils peuvent avoir 8 à 10 pieds de diamètre ; l'un d'eux a encore une table qui le recouvre. Les pierres formant le cercle sont toutes penchées les unes vers les autres. Ces cromlechs ont aussi une entrée vers le levant avec un couloir semblable à celui de la grotte aux fées. De côté et d'autre, hors l'enceinte formée des deux sillons dont j'ai parlé, on voit quelques tumuli intacts. Aucun des monuments n'a été fouillé.

En approchant de Saint-Marcel, près d'un nouveau cromlech et entre deux pierres placées debout, il s'en trouve une autre

plane et de la longueur d'un homme. En quittant ce long parallélogramme, on trouve un chemin formé par deux sillons de terre et de pierres venant de Saint-Marcel et qui conduit dans le monument.

GUÉHENNO (1840)

J'ai vu sur la lande du Crano, au couchant du moulin, plusieurs tumuli, avec leur pierre cinéraire, qui pour la plupart n'ont pas été fouillés.

QUESTEMBERT (1848)

En refaisant la base d'une croix gothique du cimetière, on a trouvé sous la première pierre un *postume* en bronze bien conservé. Un autre tout semblable a été trouvé dans les fouilles du château de Coët-Bihan, avec une pièce d'or du xve siècle, sur laquelle on lit *Hispania*. En 1847, un enfant pauvre trouva près du chemin qui conduit au pont de la Poële un pot rempli de pièces d'or et d'argent de Jean le Bon, de Philippe VI et d'Édouard, roi d'Angleterre et de France. Il y en avait plein un chapeau. On n'en tira aucun parti.

1857. — Au côté levant du château d'Èrech a existé une tour depuis longtemps tombée. L'année dernière, en déblayant la place et parvenu au niveau du sol, on a trouvé comme une voûte de four. Le contour était maçonné en belles pierres de tuffeau avec ornements formant ceinture. Dans le milieu se trouvait un pot de 75 centimètres de hauteur. Il présentait une base triangulaire, un ventre assez gros, un goulot assez étroit et un joli couvercle aussi en terre à peu près grise. Dans l'intérieur, de la cendre.

Au levant de ce caveau se voit encore un trou triangulaire dont chaque côté peut avoir environ 20 pouces. Il est fait en belles pierres. Ce caveau semble être de l'époque gallo-romaine. Au reste, on ne peut fouiller autour et dans les environs sans rencontrer la brique romaine.

En 1854, un nommé Plantard, des environs de Coët-Bihan, tirant des pierres aux ruines du château de Coët-Bihan, a trouvé un christ très ancien, en cuivre ou en argent, qu'il a vendu.

Le 27 avril 1857, j'ai acheté à Rochefort un morceau de marbre blanc sculpté représentant Jacob bénissant les douze patriarches. On n'a pu m'indiquer l'origine de cet objet d'art, qui me paraît ancien. M. de Kénflec le croit intéressant.

RÉGUINY (1834)

J'ai vu dans l'église un bénitier qui avait servi de base à une croix, sur laquelle était en caractères très gothiques, en relief, une inscription ainsi conçue : « F. F. P. J. Bigot. L'an mil cent XXVI ». La croix est semblable à celle du Croizo, en Sérent. Il y en a une autre sur la rive gauche de l'Aoûst et sur le bout de la voie romaine entre Missiriac et Caro, et une semblable à peu près du ^{vii}^e siècle trouvée en Chine (Flora Sinensis. Vienne, 1656).

J'ai su depuis qu'un nouveau recteur, qui n'avait même pas vu l'inscription, avait fait jeter dans le chemin cette *vieillerie*. Il m'a promis d'en prendre soin.

MOLAC

M. Cayot ne parle pas du Quinquizio, village situé sur des ruines romaines très importantes.

7 mai 1860. — Pichon, charpentier de Molac, a promis de m'apporter demain un ouvrage qu'il a du P. Toussaint de Saint-Luc, *État du clergé et de la noblesse de Bretagne*. Un de ses voisins est possesseur de beaux bahuts sculptés. Je les verrai.

SAINT-GRAVÉ

Il a omis également le camp de la Muterne, situé au couchant de l'étang de *Cancouet*. Il contient une grande quantité de briques à crochets et un puits.

ROC-SAINT-ANDRÉ (1835)

Dans le champ du Ferra, vis-à-vis du Crévy, près de la rivière, on voit une pierre sépulcrale de forme ovale, mesurant six pieds sur trois, qui était jadis portée par quatre autres du

même granit à quelques pouces du sol, mais deux de ses supports ont été tirés voilà longtemps par des chercheurs de trésors. Elle a été travaillée et on croit y voir quelques caractères ou dessins.

La Touche-Carnée n'est plus qu'une ferme qui a conservé une tour crénelée du ^{xiii}^e ou ^{xv}^e siècle avec un souterrain dont on voit l'entrée obstruée.

Il y a près de la Villeder et sur la lande au couchant différentes espèces de pierres : du quartz laiteux renfermant beaucoup de diamants blancs, quelques-uns jaunes, d'autres couleur d'azur, etc., d'autres pierres noires, brunes, qui se réduisent facilement en sable très fin, du minerai d'étain très riche, mais on ne connaît pas encore le gisement. On y trouve encore une argile propre à faire de la poterie bien supérieure à celle qui nous vient de 8 ou 9 lieues. On a fait à cet endroit dans des temps très reculés des fouilles considérables. J'avais donné l'idée d'employer cette terre comme engrais et elle a produit l'effet du meilleur terreau.

Dans un pré, au bord de la rivière, creusant pour l'écluse de la Ville-es-Fieux-Glin, on trouva en 1824, à 15 ou 20 pieds de profondeur : 1^o une lance romaine ou gauloise en cuivre très élastique avec sa douille, 2^o l'emplacement d'une cabane ronde marquée par des cailloux, tout autour, entre lesquels il y avait eu des bois devenus poussière. Au milieu se trouvait une pierre plate qui avait servi de foyer et sur laquelle on voyait encore de la cendre.

J'ai une pièce d'argent de Charles le Gros, trouvée dans la même rivière vis-à-vis de Glac, à un mètre au-dessous du fond. Elle est de la grandeur d'une pièce de 15 sous. J'en ai une autre de Henri II, trouvée sur le bord.

Il y a une soixantaine d'années qu'en travaillant à la route de Vannes à Rennes, on trouva près du moulin de la Garenne un pot placé comme dans une niche pratiquée dans le rocher au fond de la grotte. Ce pot était rempli de cendre noire et recouvert d'un livre écrit en caractères « qu'aucun prêtre ne put lire. » Le tout fut détruit comme chose inutile. — J'ai été recteur en cette paroisse de 1825 à 1833.

LIZIO

Sur la lande Sainte-Catherine, on a brisé pour les chemins une pierre de 3 pieds dont deux étaient enfouis, sur laquelle il y avait cette inscription en caractères vieux romain S. S. A. S. et une autre figure ressemblant à 8. Cette pierre était dans un triangle de 10 pieds formé par d'autres pierres : le triangle existe encore.

Dans la lande des Tombes-aux-Morts, sur le chemin de Cruguel. Enceinte carrée de 100 à 200 pas de chaque côté. Les fossés sont peu élevés maintenant mais très larges. 5 ou 6 carrés longs s'y trouvent enfermés, mais à des distances inégales, formés presque entièrement de pierres et présentant au levant un bout de 2 ou 3 pieds d'élévation.

PLEUCADEUC

Depuis les notes que j'écrivis à M. Mahé, beaucoup de ces monuments sans nombre ont été détruits par les ingénieurs du canal. Sous le monument N° 7 on a trouvé plusieurs couteaux de pierre bien tranchants, longs de 5 à 6 pouces. Ils furent brisés sur-le-champ comme inutiles. Un ouvrier m'en a donné un morceau que je conserve, il est de la nature des pierres à fusil, il était plat d'un côté et rond de l'autre comme une rape de menuisier.

La pierre décrite N° 9 est bien plus considérable qu'on ne l'a marquée. Elle a au moins 15 à 18 pieds de largeur de l'est à l'ouest. Outre les cercles et les étoiles, on y voit une ou deux figures que j'ai remarquées sur d'autres pierres de Pleucadeuc. Ces figures en dehors des cercles ont assez la forme d'une housse de selle. — J'ai vu depuis, sur le chemin du presbytère à ce monument, une pierre haute de 4 pieds avec autant de largeur. Sur sa surface inclinée, un trou oval assez profond pour contenir plus d'un seau d'eau, avec plusieurs petits trous à l'entour dont chacun peut contenir un verre d'eau, puis une figure semblable à celles ci-dessus désignées.

Sur la route de Pleucadeuc à Saint-Congard, un peulvan long de 20 pieds a été renversé par un tremblement de terre en 1798 (pâtis de la Grenouillère). J'y ai fouillé en 1847 et ai

trouvé du charbon, un os de chien et une pierre brute triangulaire de 9 pouces ayant sur un même côté 9 trous de quelques lignes de profondeur.

La Morinais possède un temple de protestants au bas du jardin, il sert de cabinet au jardinier.

SAINT-CONGARD (1835)

Le père Guillotin, qui est maintenant avec son fils vicaire de Carentoir, m'assure que Denoual, maçon de Lizio, étant apprenti, avait vu le dernier prieur de Roga. Ce bon père Barbela leur avait prédit la Révolution comme un événement qu'ils verraient eux-mêmes. « Oui, leur disait-il, cette église que vous admirez (l'église avait une grande réputation de beauté dans le pays) sera détruite, j'y serai enterré auparavant, mais les moutons viendront paître sur ma tombe. Pendant la guerre civile qui aura lieu, on tirera plus vite sur un prêtre que sur un lièvre. Cette rivière même, un jour, portera bateau. » — A la Tronconnaie, champ de Carlevaux, on trouve beaucoup de briques et poteries.

ÉGLISE DE ROGA

Les pierres des ouvertures et des voûtes étaient d'une espèce inconnue. Elles se travaillaient facilement à la scie, au ciseau et au rabot, et étaient susceptibles d'un très beau poli imitant le marbre noir. Dans les dernières années de la Restauration, le député La Bouéxière de Malleville promit une somme considérable, de la part du Gouvernement, à celui qui découvrirait la carrière.... On a fini par la trouver non loin de là, mais elle coûtait à ouvrir.

L'acquéreur a fait démolir cette église et a vendu les pierres.

27 janvier 1858. — Deux hommes de Carhon, en Saint-Congard, me disent que dans leur village on trouve souvent des *cellæ* et des briques romaines.

ALLAIRE (1845)

Le clocher de la chapelle du Vandequip, lequel représente une cloche, est fort élégant. Tout près, est le moulin où le seigneur ayant voulu battre son meunier, qui ne le voulut

point, fut battu lui-même et appela ses domestiques; ceux-ci, croyant que le meunier rendait pour eux, se contentèrent de dire ensuite à leur maître : « Comme vous le rossiez, monsieur. » L'étang était célèbre par le nombre et la grosseur de ses brochets : l'un d'eux, pris à la ligne, fit faire au bateau du pêcheur plusieurs tours d'étang. A la suite d'un pari entre les seigneurs, il fut mangé tout entier par un homme d'Allaire qui accomplit cette prouesse après avoir diné d'un bassin de bouillie.

Il y a, en Allaire, un monument romain, dans une pâture, au nord et tournant la route, près d'une croix de pierre, à l'endroit où la route de Vannes à Redon quitte la voie romaine qui va à Rieux.

RUFFIAC

A 500 mètres au nord du presbytère. Deux files de pierres parallèles avec 12 ou 13 pas de distance entre chaque file, elles occupent tout un landier et courent du levant au couchant. Ce sont des cailloux blancs peu élevés.

MISSIRIAC

Sur le bord de la voie romaine, à 500 mètres du bois Ruaud, on voit un monument que je regarde comme un tombeau. C'est une élévation de 2 ou 3 pieds, longue de 25 à 30 pas, et large de 7 à 8, ayant à 3 des angles une pierre debout de 3 pieds.

Une tradition parle d'une communauté qui aurait existé à Missiriac.

CARO (1835)

Sur la lande de la Gageat, fondements d'un édifice en briques qui avait, par ce qui paraît à certains morceaux, des moulures et des frises en briques. On trouve des débris analogues à Tréhorenteuc (habitation de sainte Onéne). Au-dessous, une roche aux fées, détruite en partie; elle a bout vers 11 h. En allant vers Ruffiac, j'ai vu un tombeau long, en terre, semblable à celui de Missiriac, hormis les gardes qui manquent.

En arrivant à la voie romaine, on trouve que la cuisine de l'ancienne maison de Bodel est assise dessus. — Le presbytère fut brûlé au temps de la Ligue, ainsi que celui d'Augan. A trente pas, on voit une petite chapelle de lépreux ; elle sert de buanderie.

MONTERREIN

On croit que ce nom est la traduction de *Mons terrenus*, à cause d'un tumulus situé au couchant du bourg, sur la lande de Saint-Méen. Ce tumulus forme pain de sucre et n'a pas, de sa base à son sommet, plus de 6 à 7 pieds. Au couchant de l'ancienne chapelle de Saint-Méen, est une grotte aux fées, deux à son midi et deux peulvans au levant, dont l'un est renversé depuis peu. Les grottes ont toutes un bout vers le levant, à la différence des autres qui l'ont vers 11 h. La mieux conservée, au nord-est de la chapelle, a cela de particulier qu'elle avait une chambrette au couchant formée par une pierre intermédiaire. Elle était entourée d'autres pierres qui en faisaient comme les bas côtés. La grotte avait cette chambrette comme dimension en plus des autres.

GLAC (Guillac)

Sur la lande de Carmora, il existait quantité de grosses pierres ; presque toutes ont été transportées à la rivière d'Aoust. En un endroit, il y en avait 8 qui formaient une espèce de cercle et, au milieu, un petit peulvan en pyramide de 3 pieds ; il n'avait pas 4 pouces en terre. A 20 pas de là, est une croix de pierre où les 4 lettres I. N. R. I. sont en vieux gothique. Une tradition peu répandue dit que cette croix est un souvenir d'une sanglante bataille. Vers Glac, entre deux champs, sur la même lande et en faisant le chemin vicinal, on trouva en 1820, sous une grosse pierre blanche, un pot en terre rempli d'ossements qu'on crut être d'un enfant.

Au couchant de Glac, est la fameuse abbaye de Saint-Jean-des-Prés. J'ai vu, en 1805, l'église qui avait dû être superbe. — Dans les bois de Saint-Jean, il y a une fontaine d'eau minérale très fréquentée du beau sexe dans la belle saison.

JOSSELIN

La grosse tour du château de Josselin fut rasée par ordre du Roi, en 1629, suivant un vieux manuscrit du temps que j'ai lu.

Le tombeau de Clisson a été ouvert il y a quelques années. On y a trouvé une boucle en cuivre de sa ceinture, etc. (Et non pas son armure entière comme l'écrivent certains.) Son crâne est, dit-on, très épais et dur.

Il y a des fours pour cuire l'ancien verre de couleur dans les caves de M. Guérant.

CROIX-HELLÉAN (1835)

Le recteur, M. Joubreau, n'a que 90 ans, buvant, mangeant et causant bien.

Il a dans son église, en la chapelle du Penhouet, au nord, un tombeau antique sur lequel sont représentés un chevalier avec son armure, sa longue épée, et sa damoiselle, costumée bien différemment de nos dames actuelles. -- 1845 -- Le chevalier et sa damoiselle ont été, en attendant pis, jetés dans le cimetière par le dernier recteur, M. Camper, démissionnaire.

HELLÉAN

Une tradition dit que c'était d'abord un hermitage bâti dans la forêt de Lanouée qui a cédé trois quarts de lieue. Le cimetière, d'un côté, n'a pas 10 pieds de large.

GRÉE-SAINT-LAURENT

J'ai vu, il y a une vingtaine d'années, écrit en caractères très gothiques sur une de ses cloches, qu'elle fut fondue à Josselin en 1200.

Sur la lande de Digouet, j'ai vu une enceinte carrée dont chaque côté, tiré au cordeau, avait 200 pas ; elle est située sur une hauteur, un ruisseau passe au-dessous. Les fossés, sans être considérables, le sont plus que les fossés ordinaires. On appelle cela le camp de Digouet ou de César.

Le Broutay est une terre qui, comme bien d'autres, a passé des mains du maître à celles de son valet cuisinier.

LA CHAPELLE

Dans le parc du château du Crévy, M. de Brillac fit faire à grand frais, vers 1780, une magnifique terrasse qui a près de mille pas de long, à quelques pas de l'Oust.

LA NOUÉE (1835)

Beaucoup d'habitants s'occupent à la forge, à faire et transporter du charbon. La forge n'est pas très ancienne et déjà elle a fait tomber presque tous les bois de haute futaie. Ma mère a 81 ans, elle se souvient d'avoir vu toute la forêt en haute futaie. — Cette forêt qui a au moins cinq lieues du S. au N. contient beaucoup de sangliers, de cerfs, de loups. Il y a une chapelle à l'extrémité S.-O. qu'on dit très ancienne et dont le nom celtique explique la position sur le bord de l'eau : *Guianfrant*. — S'il se trouve parmi ses habitants quelques *Gisquetaires* (?), il est certain que la masse ne veut point d'un tel à quelque prix que ce soit, les femmes elles-mêmes ayant donné maintes fois, dans les occasions, des preuves de courage qui feraient honneur à des hommes de cœur. — Les habitants de La Nouée ont cela de particulier ou plutôt de commun avec toutes les paroisses de la rive droite de l'Oust, de Josselin à Redon, qu'ils prononcent *vin* au lieu de *van*. Ils prononcent le premier comme *examen* ainsi que toutes les 3^e personnes plurielles des verbes. *Ils parlint*, etc., sans jamais s'y méprendre, à La Nouée surtout. C'est très probablement l'ancienne prononciation du français. Ils ont aussi des mots bretons qu'ils n'ont même pas habillés à la française.

(1845)

La voie romaine, au Pas-aux-Biches, est appelée la voie des Princes. Il y a plusieurs camps, dans la forêt, près d'une maison de garde, un autre près de la forge ; on le nomme *la butte aux Soudarts*, un troisième appelé *les Sales*.

MOHON (1835)

La pomme de terre est encore presque inconnue en cette paroisse. Le cidre de Mohon est réputé le meilleur et je crois que ce n'est pas sans raison. Il y en a beaucoup et même trop.

Saint-Malo-des-trois-Fontaines est la plus ancienne chapelle tréviale ; une pierre au-dessous de l'une des vitres du midi porte la date de 1408. On y a trouvé, en creusant cette année, les fondements d'une tour de 30 à 40 pieds de maçonnerie. Les trois fontaines donnent une eau excellente et n'ont jamais tari, pas même en 1803, où l'on voyait beaucoup de charrettes autour toute la journée. Sur le commun de la chapelle on a planté, en 1822, 600 jeunes chênes ; ils ont été plantés par les irairiens. Je voudrais bien que ceci trouve place dans votre histoire comme titre, plus tard, contre les *envahissements de la commune*. Au village de Bien, on trouve une argile semblable à celle de la Villeder : l'endroit, du reste, s'appelle la *butte aux pots*.

Guillaume Herpe, âgé de 82 ans, m'assure que le brave Tinténac, tué à Coëtlogon en 1795, fut enterré dans la chapelle du château.

Le même me dit avoir appris de personne digne de foi, qu'un livre se voyait à Taupont, dans lequel on lisait qu'il n'était resté dans la paroisse de Mohon, pendant la guerre que l'on y appelle *de 22 ans*, que deux vaches. On m'a dit dans mon enfance que le même fait était contenu dans un manuscrit faisant suite au poème de la bataille des Trente.

(Après avoir narré la visite de Jacques II, que Cayot Délandre a raconté d'après ses notes, M. Marot ajoute.)

Les Carmes de Ploërmel n'ayant pas voulu recevoir le roi, il prit logis chez un M. Louet dont Madame Préodo est la petite-fille.

Une dame Goyon, de Garnoué en Mohon, née de Largentais, en Plancoët, m'a dit qu'il avait aussi reçu l'hospitalité chez un de ses ancêtres, M. de Lesquen, à Largentais. M. Linch, précepteur de Cromwel, mécontent de son élève, se retira également à Largentais, où il mourut, dit-elle, en odeur de sainteté. Il repose dans la chapelle du château. Une dame de la Fruglaye, de Lenfossé, m'a appris également qu'un parent à elle, M. de la Fruglaye, recteur de reçut le roi, et lui prêta sa voiture pour remplacer momentanément celle de Sa Majesté qui s'était brisée. Arrivé à Paris, le roi n'oublia point ce service : quelque temps après, le recteur était nommé à l'évê-

ché de Saint-Brieuc. J'omets plusieurs détails sur ce passage du roi à Floërmel et à Penfrat, mon lieu natal.

J'ai fait briser en 1815, au champ de la Roche, une grosse pierre qui devait venir de bien loin, car on n'en trouve pas de semblable dans le pays. On l'appelle *Pouding*. Elle avait donné le nom à ce champ de Penfrat.

Le village de la Ville-Jaudoin a du être célèbre il y a environ un siècle. On m'y a montré les ruines d'une maison qui fut le refuge et appartenait en propre à un voleur célèbre dans l'évêché de Saint-Malo, le fameux *Lajaunais*. Il avait plusieurs associés qui venaient tranquillement se délasser de leur pénible métier en cette maison. Il y fut surpris, un jour, par les *hoquetons* du roi pendant qu'un tailleur lui prenait mesure. Le grand-père de cette femme était notaire dans le même village et avait liberté de voyager sans être inquiété, moyennant une redevance fixée.

On a trouvé au château de Bodegat plusieurs pièces très anciennes. Voilà 70 ans, un prêtre, Guillaume Vesque, accompagnant ses écoliers qui y faisaient une fouille, trouvâ une armure complète ; on ignore ce qu'elle est devenue. — M. l'abbé Brohan, voulant faire un canal au même lieu pour arroser sa prairie, a découvert dans les fossés une grande quantité d'ossements presque pourris. Il les y a laissés.

Le 20 octobre 1836, j'ai découvert dans l'église un monument sépulcral portant une croix patée, potencée avec trois besants : 2 et 1.

Il y a encore, tout près, dans un landier, une file de petites buttes en carrés longs. — Près de la Touche-Berthelot, ancienne maison des comtes du Botderu, on a trouvé, à 18 pouces en terre, un espèce d'aqueduc en terre cuite. On l'a suivi 10 pas, on y a trouvé de la terre noire et quelques ossements. La direction était de la maison au Ninian.

Le jour des Rois, au moins jusqu'en 1820, on faisait la procession à rebours. Mon père m'a dit (et cela paraît évident) que c'était pour rappeler le retour des Mages dans leur patrie. Je n'ai vu trace de cet usage ailleurs. Les recteurs de Mohon étant génovéfains, les rubriques de l'ordre en rendraient probablement raison.

A Mohon et dans d'autres paroisses, on appelait le dimanche de la sexagésime, le dimanche de « *la Potée* ». L'usage était ce jour-là que tous les enfants du village se réunissent pour un banquet en plein air. Les parents donnaient tout ce qui était nécessaire. On cuisait la soupe près d'un fossé. On dinait gaiement, on donnait les restes aux pauvres et le tout fini on dansait sur le gazon. La dernière fois que je me suis trouvé à cette fête, c'était en 1797.

18 août. — Nous avons fouillé deux tumulus à Penfrat sans y rien trouver que des cendres, du charbon en abondance et des débris, ressemblant à de la chaux, que je crois être des ossements. Sur la butte où l'on a planté le calvaire, il en existait un autre où l'on a découvert un vase de grosse terre recouvert d'une pierre. Près des deux premiers tumulus se trouve un chemin ayant 7 ou 8 pieds de pavé. On en a tiré beaucoup de pierres. C'est une voie romaine autre que celles que j'ai signalées à M. de Fréminville.

1834. — Le cidre était peu commun, il y a un siècle, au rapport de quelques anciens que j'ai connus. De demi-lieue en demi-lieue, un riche particulier avait un pressoir qui servait pour les voisins aisés, lesquels faisaient une barrique de cidre. Il n'y avait de pommiers que sur les fossés à Mohon. Les champs en sont maintenant couverts.

21 juin. — M. Gonin, instituteur à La Trinité-Porhoët, m'avise qu'il tient à ma disposition la hache druidique à deux tranchants, en bronze, qu'il a trouvée à Launay-Gland, en Mohon. — J'ai reçu cette hache. Elle est d'un bout en forme de coin et aplatie de l'autre pour prendre un manche, avec un anneau au milieu pour y passer une chaîne ou corde. Elle a 7 pouces de long.

GUILLIERS (1835)

Les habitants sont réputés *processifs* et *faux-monnayeurs*. Il y a beaucoup de demi-bourgeois riches.

Il paraît que le rocher de Chateautro était coupé à pic du côté de l'étang, le rez-de-chaussée devait être à 30 ou 40 pieds au-dessus de l'eau. A côté de l'emplacement du château on trouve beaucoup d'ardoises qui ont servi ; on dit que

c'étaient les écuries. Je pense que ça été dans le principe un camp très fortifié; au milieu de l'enceinte on a construit dans la suite un *castellum*. J'ai cru que le château devait avoir deux corps de logis tournés au midi. En montant du moulin au château, on rencontre un endroit où il existe un appartement souterrain dont on ne connaît pas l'entrée; on le découvre facilement au son que rend le sol; j'ai jugé qu'il devait avoir une quinzaine de pieds sur seize.

TAUPONT (1835)

Les habitants sont assez à l'aise, plus civilisés qu'en certaines paroisses. Beaucoup de maçons, de couvreurs, de charpentiers, de menuisiers qui vont au printemps à Lorient, Vannes et reviennent pour leur récolte. Les fruits, tels que cerises, prunes et châtaignes, qu'ils ont en abondance, approvisionnent Ploërmel et Josselin. Les habitants des Côtes-du-Nord, surtout, viennent en grande quantité chercher ces fruits à Taupont, mais principalement les cerises. On disait sous la Restauration que ces cerises, très renommées, payaient plus que les impôts.

L'église avait reçu de Rome, par le moyen d'un marquis de Lambilly, lequel fut, dit-on, forcé d'y faire un voyage, certains privilèges. Le recteur pouvait porter la robe violette et est chanoine de Latran..... On dit qu'il en a usé... J'ai vu le titre au presbytère. Les armes du Saint-Père sont placées au-dessus de la porte occidentale et gravées en relief sur une pierre de marbre. Elle fut apportée de Rome par le marquis au commencement du dernier siècle.

Dans la lande de Beau-Soleil est un tombeau antique haut de 3 pieds et long de 15.

LOYAT (1835)

Le seigle et le sarrasin y viennent supérieurement. Les habitants sont d'un caractère très doux, j'y ai vu des familles très nombreuses qui, depuis 70 ou 80 ans, n'ont jamais fait de partages.

On y trouve le village de *Castromeheu*. J'ai entendu de vieux prêtres lui donner cette étymologie *Castrum heu* !

camp de malheur, à cause, disaient-ils, que César y aurait été battu. Un habitant du village m'a dit avoir vu un manuscrit qui parlait de cette bataille.

Il y a encore dans la chapelle, près de l'église, quelques vitraux gothiques.

NÉANT (1835)

On a trouvé, en 1816, en faisant un chemin, une quantité prodigieuse d'ossements en un village voisin du Bois-de-la-Roche. Ogée parle de cette bataille, au VIII^e siècle.

La lande du Cerisier est couverte de monuments. J'ai examiné près du *Pertuis-Neantis* une élévation de 2 pieds sur une longueur de 30 ou 40 et 10 de large, terminée en ovale avec des cercles de pierres de deux pieds de haut qui suivent la même forme. Aux environs j'ai vu plusieurs tumulus en terre et sur l'un un reste de pierre-fiche.

TRÉHORENTEUC (1835)

Vers 1814, le recteur ou le chapelain a si bien fait disparaître le tombeau de sainte Onène qu'on ne se rappelle pas bien l'endroit précis où il était, il s'élevait de plus d'un pied au-dessus du sol.

Le cimetière dévore si vite les cadavres que 7 ans après le dépôt on ne retrouve plus aucun ossement. Je tiens ce renseignement du pasteur.

Dans la fontaine Sainte-Onène on mouille la chemise des fiévreux et on la leur fait prendre toute humide.

CAMPÉNÉAC (1835)

Beaucoup de grains et de grosses fermes. Les hommes y sont forts, d'une grande taille, buveurs, et les femmes ne leur cèdent en rien. Du reste ils sont bons, hospitaliers ; mais il ne faudrait pas leur chanter : *Les gars de Campénéac, coureurs de fileries...*

Le château de Trécesson appartient à notre honorable Sivry. Il est dominé par l'hermitage où jusqu'à la Révolution se tenait un hermite. La mère de notre honorable fit enlever

de la petite chapelle les restes de trois hermites dont les tombeaux étaient creusés dans le roc.

A un kilomètre de là, sur le chemin de Néant, j'ai vu à gauche, à 25 pas du chemin, un tombeau d'une espèce encore unique pour moi. Il consiste en deux pierres de 7 pieds de long enfoncées sur champ à deux pieds l'une de l'autre, recouvertes par une autre pierre plate; les deux autres bouts étaient fermés par deux autres pierres enfoncées en terre. Ce tombeau est découvert, mais il n'a pas été fouillé. Entre ces deux grandes pierres qui forment comme une auge, j'ai enfoncé facilement une baguette de bois à 2 pieds. Le fond est en rocher.

Au village de Guillerien se trouve l'emplacement d'un château qui avait des douves très considérables formant une sorte de carré.

SAINT-MALÓ-DE-BEIGNON (1835)

Un fameux magicien très connu dans tout ce pays-ci sous le nom de *Chinchon* habitait le village de la Fosse ou de la Brousse en cette paroisse. J'ai connu sa petite-fille.

AUGAN (1835)

Le peuple y est simple, mais adonné à l'ivrognerie et à ses suites. Les hommes, de tout temps, s'y sont fait redouter par leurs massues.

Le vallon de Saint-Couturier est l'un des plus beaux de Bretagne. On y voit sa grotte; c'est là qu'il couchait tous les soirs, enveloppé de sa *berne* qu'il trempait auparavant dans le ruisseau pour mieux faire pénitence. Jugez s'il devait grelotter, surtout en hiver..., c'est pour cela aussi qu'il guérit de la fièvre. Il y avait au-dessus de la grotte une petite statue faite par un homme qui ne révérait guère les autres saints. Malgré les avis des pasteurs d'Augan, on y allait quelquefois en pèlerinage, et lorsque j'ai visité cet endroit avec un confrère, nous avons trouvé la statue, qui avait beaucoup d'épingles piquées dans sa ceinture. Voyant que personne ne nous voyait, nous avons enterré l'image de ce

prétendu saint dans les environs. Je ne pense pas qu'elle ait reparu depuis (1).

Le Bois-du-Loup est célèbre dans nos pays par l'aventure des *gars de Campénéac*. Les *Galicelles* sont toujours au fond du puits sous un palis ou pierre plate, mais toutes les filles du Bois-du-Loup ne sont pas toujours d'humeur de l'indiquer au voyageur curieux. J'en ai une preuve assez plaisante, arrivée au curé de Mauron. — Le couturier *Grand-Barbe* est désigné sous ce nom sur les registres de sépultures de Campénéac ; c'était le héros de l'expédition et il est mort avant 1700 (2).

Le chant auquel M. Marot fait allusion était très connu à la fin du ^{xvii}^e siècle. Une aventure héroï-comique en avait inspiré le sujet.

Très amateurs de fileries, de luttes et de danses, les jeunes gens de Campénéac y brillaient peu. Ils brillaient peu surtout en face de leurs voisins d'Augan, qui leur avaient infligé en tous ces genres de sports bon nombre de défaites, et ne

(1) Il est difficile de dire qui était ce saint Couturier. Notre distingué collègue, M. de Bellevue, voit en lui un personnage influent de la Ligue, zélé catholique, trop zélé peut-être, qui prit la fuite après l'entrée d'Henri IV à Paris. Il vécut dans la vallée qui porte aujourd'hui son nom, en véritable ermite, les yeux constamment levés au ciel et probablement dans la position habituelle d'un couturier, d'où lui vient son nom. Après l'abjuration du roi, il rentra à Paris et on ne le revit plus ; mais le peuple, émerveillé de son genre de vie, le canonisa : on lui éleva une statue et le pèlerinage s'établit. Le prétendu saint guérissait la fièvre et procurait d'heureux mariages. En retour, ses fidèles le piquaient d'une épingle. (Ce genre de remerciement est très commun dans ce pays. Dans une chapelle d'Augan, on trouve un saint que la foi populaire a baptisé du nom de *saint Bériaud*. On porte à ses pieds les jeunes enfants pour les empêcher de trop braire, on les *rolle* sur un coussin et l'on plante une épingle dans la tête du saint, qui n'est autre que l'Enfant-Jésus.)

Vers 1835, les recteurs des alentours s'émurent de cette affluence de pèlerins et résolurent d'arrêter les progrès de la superstition. Les recteurs d'Augan et de Beignon se concertèrent pour faire disparaître la statue. Il fut convenu que le recteur de Beignon, étant plus éloigné, l'enlèverait et l'enterrerait dans le cimetière de sa paroisse. Le recteur d'Augan ne pouvait songer à exécuter lui-même la besogne ; saint Couturier était son paroissien et ses partisans l'auraient sans doute écharpé. Le recteur de Beignon vint donc à la vallée et *païssa* (saisit fortement) dans le saint, mais, soit faiblesse, soit peur, il s'imagina qu'il résistait et vint conter sa mésaventure à Augan. C'est alors que M. Marot s'achemina vers la vallée.

(2) Archives paroissiales de Campénéac. — Le corps de François Badonel, dit la Grand-Barbe, âgé de 105 ans, a été inhumé en l'église, proche l'autel du Saint-Rosaire, au deuxième rang, le 23^e jour de mars 1666, après avoir reçu tous les sacrements de l'Église.

François LE GUESBE, recteur.

négligeaient aucune occasion de les humilier. Un soir, au Bois-du-Loup où il y avait grand bal, les danseurs de Campénéac, très échauffés, se dépouillèrent imprudemment de leurs galicelles (vêtement long, battant les jambes). Les filles d'Augan, profitant d'un moment d'inattention, les précipitèrent dans un puits voisin et, au retour, composèrent la chanson suivante.

Les gas de Campegnia, courous de fileries (*bis*),
Cours de fileries, au Bois-du-Loup s'en vont,
Pêchant la filerie, ont reçu un affront.

Y marchint deux à deux en cadets de nobiesse (*bis*),
C'ti la qu'a d'la grand'barbe y marchait le premie,
En v'yait ben à sa mene qu'çatait un couturie.

Y disint en marchant : Garçons, prenons courage (*bis*),
Des filettes d'Augan, j'arons le cœur en gage (1),
Més surtout permons garde, car è ne dorment pas,
Elles font sentinelles en guise de soldats.

Quand y sont arrives, i s'y sont mis en danse (*bis*),
Pour prendre la cadence, ont dépouille leurs draps,
L'zont donne à des filles qui ne les amint pas.

Cettes ci les ont jetes dans le puits de la Porte,
Pres ès ont mis dessus des èpenes et des roches,
Des èpenes et des roches en telle quantite,
Que jusqu'au fond de l'iau, ès les ont fait coule.

Le point du jou venu, la compagnie déloge (*bis*),
La compagnie déloge, chacun serre ses draps,
Sinon ces pauvres drôles qui ne les avint pas.

Ils s'enterregardint d'ene mene pitouse (*bis*),
D'ene mene pitouse : « Mon Dieu, que ferons-nous,
Je les ons empruntei, comment les rendrons-nous ? »

Les filettes d'Augan, rendez nos galicelles (*bis*),
Rendez nos galicelles, rendez-les hardiment,
Si ès sont reconnues, vous cout'ront de l'argent.

Je les ferons bani à l'è pron de grand'messe,
Cel' qu'en seront saisies, rougiront comme braise,
Ah ! quel' aront grand honte, quand le curé dira :
« Rendez les galicelles, aux gàs de Campegnia ».

(1) La leçon primitive conçue dans la manière libre du temps ne souffre pas la reproduction.

Ces vers, bientôt chantés dans tout le pays, mirent le comble à la fureur des gens de Campénéac. Pendant longtemps ils virent rouge dès le premier couplet. Un jour, sous Louis XIV, des militaires qui avaient entonné la chanson en traversant le bourg durent prendre la fuite et jalonnèrent leur route de cadavres. L'affaire vint jusqu'au grand roi, à qui l'on dut chanter les *gars de Campegnia*.

Peu après, en 1660, quatre seigneurs de Ploërmel coururent les mêmes dangers. En compagnie du curé d'Augan, originaire de Campénéac, et d'un prêtre de Ploërmel, Messires Mérel de Bavalan, Salaün de Palmier et Charpentier du Halda rendaient visite de noces au seigneur du Bois-du-Loup. Au retour, on fit halte au presbytère d'Augan, où le curé proposa une gageure. Il s'agissait de traverser Campénéac au chant du fameux poëme. Les *cadets de noblesse* acceptèrent d'acclamation, mais firent bientôt grise mine en face des fourches et des bâtons de Campénéac. Pour comble d'infortune, au moment où ils tournaient bravement le dos à l'ennemi, ils virent avec effroi que le malin curé avait, à la sourdine, coupé les sangles de leurs selles. Rossés d'importance, ils purent toutefois rentrer en ville, mais furent chansonnés à leur tour par un prêtre de Ploërmel.

Toi qui de Campegnia, dans ton style burlesque,
Au Roi même chanta l'aventure grotesque,
Muse, encore si de rire tu as démangeaison,
J'en offre à ta satire un sujet assez bon.

Comme les Plormelais, depuis l'échec des Trente,
Vers les Josselinais gardent une dent mordante,
Ainsi la filerie toujours tient et tiendra,
En grande facherie les gars de Campegnia.

Quoi ! si de bons bourgeois, en noble chevauchée,
Vont d'un galant minois pour voir une épousée,
Si l'amoureux mystère trop loin les emporta,
Quoi donc ! Est-ce l'affaire des gars de Campegnia ?

Pourquoi d'un si grand cœur, vicaire, bon vicaire,
Les voyant en humeur, les faisiez-vous tant baïre.
Qui ? Moi ? Est-ce ma faute ? Que ne chantaient-ils bas,
Et non pas à voix haute : « *Les gas de Campegnia* ».

L'un d'eux avait porté l'aumônier en valise,
Qui tout épouvanté, tremblant dans sa chemise,
Jura, mais un peu tard, que jamais ne chantra,
Passant par la paroisse, « *Les gars de Campegnia* ».

Mais celui qui portait (Bavalan) l'espadre de la ville,
En fit-il quelque exploit, en cavalier habile ?
Oui, car dans la mêlée, son sang-froid il garda,
Sans montrer son épée aux gars de Campegnia.

Du moins leurs pistolets, malgré leur pauvre mine,
Tinrent-ils en respect cette race mutine ?
Oui, car le capitaine (de Palmier) à haute voix cria :
Sauvons-nous dans la plaine des gars de Campegnia.

Un quidam (du Harda) du débris sauvait sa roqueloire,
Lorsqu'un matin saisit ce brave matamore.
Avec tant d'avantage, le chien le tirailla,
Qu'il la laissa en gage aux gars de Campegnia.

S'il y eût bien pensé, cherchant dans sa pochette,
Il en aurait tiré un morceau de galette.
Ainsi gagnant la bête, cet habile avocat
Eut repris la conquête des gars de Campegnia.

Si je m'en souviens bien, voilà toute l'histoire,
Et d'y ajouter rien, je n'ai l'âme assez noire,
Car si l'on allait dire tout ce qui s'y passa,
Ce serait trop médire des gars de Campegnia.

Pour vous, vous gloserez, mais que ce soit sans bile,
Et procès vous ferez à ce chien mal habile,
Puis vous ferez défendre aux chiens de Campegnia
De jamais entreprendre sur manteau d'avocat.

Aux gars de Campegnia enfin l'on fera grâce,
Et chacun chantera désormais à leur place,
De Noël jusqu'à Pâques, de Pâques jusqu'à Noël,
Rendez va les casaques aux gars de Ploërmel.

C'est sur le penchant de la très haute butte de *Guénégan* que l'on trouva, en 1820, les instruments dont parle M. Mahé (p. 420). C'est moi qui lui envoyai celui qu'il a eu (il est maintenant au musée de Vannes). Je trouve dans le grand vocabulaire français, au mot *Kernes*, ancienne milice d'Irlande, qu'elle était armée d'épées et de dards garnis d'une courroie pour les retirer quand on les avait lancés. Ne pourrait-on point, en comparant ce que dit

M. Mahé, qui n'en trouve que là où les Anglais ont passé, assurer que ce serait ces dards ?

La grotte aux fées du Bois-du-Loup n'est pas la seule de ce genre qu'Augan ait possédée : on voit les restes de plusieurs autres. 1^o Dans les bois du Lémou, il y en avait une dont les supports étaient en quartz; ils existent encore et indiquent la direction du monument. 2^o A la Villemarquer (on l'a détruite pour construire un moulin). 3^o Près de la métairie de Brambelec. 4^o Près du Petit-Belec.

Le presbytère d'Augan fut brûlé pendant la Ligue : j'en ai vu tirer les derniers fondements situés dans la prairie du recteur.

MONTENEUF (1835)

On trouva en 1812, en abattant un chêne, un caveau recouvert d'un pâlis, dans lequel se trouvait une longue et large épée recourbée du bout, avec des cendres. — J'ai vu quelques peulvans sur la lande et beaucoup de poteries et de briques romaines dans le jardin du presbytère ainsi que dans le cimetière où, parmi ces briques, j'ai ramassé un fragment de ciment rouge, très dur. On trouve également de la brique romaine dans le cimetière de Réminiac.

LE GUERNO (1835)

Au nord de l'église est un très long et assez élevé reliquaire ; on y voit une quantité si prodigieuse d'ossements, qu'on ne peut l'expliquer. Ils occupent 20 ou 25 pieds de long sur 12 de haut. Comme la paroisse ne peut avoir donné une aussi grande quantité d'ossements, ne pourrait-on pas supposer que ce sont les dépouilles des combattants de Questembert, sous Alain le Grand ?

1845. — Des jésuites, sous le recteur actuel, ayant donné une grande mission, ont enterré, en grande pompe sans doute, ces ossements, honneur auquel ils ne pouvaient peut-être pas prétendre.

TRÉDION (1835)

Le recteur m'a dit avoir remis au maire des titres concernant Trédion et remontant au XI^e siècle. On y voit

qu'en ce siècle la tour d'Elven fut bâtie. Ces titres, m'a-t-il dit, sont partie en vieux français, partie en mauvais latin fort difficile à entendre.

PLUHERLIN (1856)

La croix de Crevia (*Crux viæ*) m'a fait chercher la voie qui passe au couchant et sous la dernière maison de la *Nouvelle-Ardoise* où elle croisait en X la grande voie des Romains, de Vannes à Rieux. Cette petite voie, qui n'a que 14 pieds d'empierrement, se dirigeait sur le bourg de Pluherlin. L'année dernière, on en a trouvé un tronçon dans le jardin du presbytère. De là, elle se rend à Carnoguin par la *Maison-Neuve*, puis entre dans la prairie de Carnoguin où elle est traversée par une autre qui se trouve dans un pré au levant de la maison et pourrait bien se rendre au Quinquizio, en Molac. Celle de Crévia est la même qui se trouve derrière la Ville-Julo allant à Pleucadeuc (1).

(10 JUILLET 1856). — CAMP DE KERBOUET.

A l'ouest de Pluherlin et au nord de Clergerel. On me l'avait signalé comme l'emplacement d'un vieux château. Avant d'arriver à Khouet, j'ai passé à un endroit où ne vont pas tous ceux que l'on y envoie ; j'ai passé au *Foutard*. C'est une lande très élevée avec une vallée très profonde, au nord de la Bande de Carade. Je conçois que l'on y adresse les ennuyeux, car le lieu est assez triste.

Au village de Khouet, on nous montre ce que les habitants nomment le château ou le fort, petit carré de 54 pieds de côté avec rejet de terre en dedans et fossés au dehors. Je n'y ai vu qu'un poste avancé dépendant d'un plus considérable qui devait être proche. A la maison du Fresche, j'ai vu des fenêtres, des portes et une cheminée du xiv^e siècle, qui ont dû appartenir à une demeure plus distinguée.

Au nord, nous avons relevé une partie de l'ancien camp et, remontant au haut de Khouet, une quantité d'appartements

(1) Elle passe au temple romain de la Grée-Mahé, et traverse l'agglomération considérable dont les ruines se trouvent en ce lieu.

assez remarquables encore. Sur le sol, nous avons entrevu une maçonnerie à fleur de terre et, au nord, un rempart que l'on a coupé depuis peu. Les murs qui environnent les clôtures semblent composés de pierres échantillonnées de 4 pouces, mais pas de fragments de briques ou de poteries anciennes; au contraire, beaucoup d'ardoises jadis percées de clous et très épaisses, semblables à celles de *Châteautro*. Dans l'intérieur d'un grand fossé, dans un certain emplacement de maison, on trouve beaucoup de scories de fer et des terres noires. Ce lieu n'a jamais été examiné par un archéologue; il occupe plus d'un hectare. La situation est on ne peut mieux choisie, étant d'un accès difficile au levant, au nord et au couchant, grâce à une vallée profonde et à un cours d'eau.

LIMERZEL (1856)

J'ai vu au village du Temple-de-Haut en Limerzel, au pignon nord du grenier de la maison Le Chantoux, une belle inscription sur pierre de grain. La voici :

*Guil. et Jacques Julien les Chantoux,
Père et fils, ontz afféagez le fondz de la tenue Allain
Du Vieil temple, en Limerzel de
Messire Hierosme du Camboult et
Dame Marye de Carheil, sa compagne
Seigneur et dame du Camboult
Le quinzième septembre 1620.*

(Largeur, 2 pieds. Hauteur, 18 pouces.)

Je vis ensuite la chapelle des Templiers, au nord du village. Les murs ont encore, en certains endroits, plus d'un mètre hors de terre. Elle avait à peu près 54 pieds de long. Je vis également les buttes de la lande des *Cas-Allain* à l'ouest de Brespar, sur le chemin de Kerjambin. Le tumulus le plus à l'ouest est remarquable. Ce qu'on appelle le *Camp des Rieux* ne m'a paru être que des carrières utilisées pour la construction de la voie romaine.

J'ai suivi la petite voie dont j'ai parlé ailleurs. Elle passe au Lieuvy, coupe la grande voie à la Nouvelle-Ardoise, passe près de la ferme de Caddio, à l'est de Cargillet, au bout ouest

de l'Étang-Neuf, remonte à Pluherlin par le Petit-Village, entre dans le jardin du presbytère et continue par Carnoguin et la Grée-Mahé.

CARENTOIR

CRUCIFIX DU TEMPLE

15 mars 1856. — L'abbé de la Vallière m'apprend qu'un christ ancien a été trouvé au temple de Carentoir dans les ruines d'une maison. Il est sur une croix de bois incrustée de pierres vertes et d'autres couleurs. Il est en cuivre, avec une sorte de casque ou de calotte sur la tête et un vêtement sur les reins qui descend jusqu'au milieu des cuisses. L'abbé de la Vallière l'a trouvé si différent des christes ordinaires qu'il a cru que c'était un guerrier que l'on avait représenté. Ce christ est chez la nièce de feu M. Robin, qui ne veut pas le vendre. Je présume qu'il peut être du ^{xii}^e siècle. — Le même jour j'ai acheté une pierre milliaire dont je veux faire un fût de croix.

J'ai vu ce crucifix qui m'avait été signalé par mon ami l'abbé de la Vallière. Il a beaucoup de rapports avec celui de Gavrinis, mais il en diffère en plusieurs points. Il est comme le premier sur une croix de bois plaquée de cuivre doré avec divers ornements frappés. La croix présente une double traverse et le christ de cuivre ne repose que sur la seconde. La tête porte une couronne radiée. Une draperie émaillée ou peinte en vert commence au-dessus des reins et se prolonge jusqu'aux genoux. Les membres sont mal faits ainsi que les pieds, qui sont rapprochés et non superposés. A l'extrémité des bras de la croix on voit des morceaux de verre d'un beau vert bouteille. Au-dessus de la tête, et de la grandeur d'un centime, se trouve un autre morceau de verre bien incrusté et transparent au travers duquel on lit P. O. S. La hauteur de la double croix peut être de 10 pouces et celle du christ de 6 pouces.

MALANSAC (1857)

Dans le bois de Coët-Loret, à environ 100 mètres du chemin qui conduit de Malansac à Tournebride, j'ai trouvé deux petits mamelons composés de pierres et de terres. Celui du levant

présente encore un peu de maçonne et j'y ai remarqué un côté de polygone. Dans les deux on trouve de la brique romaine. Ces deux monticules, situés à 500 pas l'un de l'autre, sont très connus à Malansac à cause d'une garenne à lapins qui s'y trouve.

Le 9 septembre 1864, M. O'Neill, lieutenant de vaisseau, venant de Chine, m'a remis une feuille de manuscrit sur écorce d'arbre, trouvé dans un temple immense, abandonné depuis le xiv^e siècle.

16 août. — Le Borgne, du village de la Touche en Malansac, a trouvé une croix en granit couchée sur une urne renfermant des cendres et des ossements. Je suis allé voir.

2 juin 1863. — On a trouvé à la Dalinaie en Malansac une urne funéraire au milieu de briques à rebord : on défaisait un fossé.

ROCHEFORT

19 mai 1858. — J'ai découvert un précieux manuscrit relatif à l'église de Notre-Dame de la Tronchaye. A mon sentiment et à ceux de MM. de Bréhier et de Fréminville, il est du xiii^e siècle. M. de Bréhier m'écrit que *toutes ses meilleures acquisitions ne valent pas ce précieux ouvrage.*

17 mai. — Trois *aigrefins* ou archivistes étant venus visiter les archives de Rochefort avant la Révolution, déclarèrent qu'un Bourbon avait habité la Croix-Blanche. J'ai vu en effet la signature d'un Bourbon sur un enregistrement de baptême du xvii^e siècle, à Rochefort.

25 juin. — La chapelle Saint-Roch de Rochefort et celle de Saint-Mathurin, en Malansac, ont été brûlées par Le Batteux et ses soldats.

MOUSTOIR-AC

1856. — M. de la Fruglaie, château du Resto en Moustoir-Ac, a découvert un dolmen souterrain, un cromlech couvert, des urnes cinéraires, un couteau druidique en silex ; il me donnera ces derniers objets.

RAPPORT

DU CONSERVATEUR DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE

MESSIEURS,

Dans le cours de l'année 1907, le Musée archéologique a reçu un barillet en terre cuite, trouvé à la Roche-Périou, en Priziac, et donné par notre collègue M. Coudrin.

Il a reçu également une marmite en cuivre, avec pieds en bronze, trouvée au même lieu, et donnée par M. Delaunay.

J'ai fait aussi l'acquisition d'une montre solaire, avec cadran en cuivre et boussole ; elle paraît dater de 1700 environ.

A cet objet j'ai joint une montre en argent, à ressort, qui peut remonter à l'an 1780.

On pourra comparer ainsi les deux chronomètres.

Une fouille récente, faite à Beg-er-Vil, en Quiberon, sous un monticule de sable, a mis au jour divers objets travaillés de main d'homme. On les destine au Musée archéologique de Vannes. Mais comme je n'ai encore rien reçu et que la fouille n'est pas terminée, je remets forcément à l'année prochaine l'énumération des objets qui entreront au Musée.

Vannes, le 31 décembre 1907.

Le Conservateur du Musée archéologique,

Jh-M. LE MENÉ.

RAPPORT

DU CONSERVATEUR DU MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE

MESSIEURS,

Nos collections se sont enrichies en 1907 :

1^o D'un merle noir affecté d'albinisme imparfait. — Don de M. Le Monnier;

2^o D'un pouce de crabe capturé sur le littoral morbihannais, offrant le phénomène peu commun d'être muni d'une double pince. — Don du Dr Letoux.

Je crois intéressant de vous signaler la capture d'un oiseau rare dans notre pays. La goëlette *Jeune-Anna*, capitaine Lebel, venant de Swansea à Vannes, en novembre 1907, fuyait devant la tempête à 80 milles au sud de Belle-Ile-en-Mer, quand un faucon-pèlerin vint s'établir sur la vergue du mât de perroquet. Il y demeura trois jours et on le vit à différentes reprises se saisir d'étourneaux qui cherchaient eux aussi à se réfugier sur le navire ; le quatrième jour enfin, à la nuit, un matelot se décida à monter au mât et parvint à s'en emparer. M. Laniel, cafetier, place du Morbihan, qui le tenait du capitaine, a eu l'amabilité de me l'offrir pour le Musée.

Vannes, le 14 janvier 1908.

Le Conservateur du Musée d'histoire naturelle,

LEGUILLON.

RAPPORT

DU CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE

MESSIEURS,

Vous avez été tenus au courant de l'accroissement de notre bibliothèque en 1907 par les procès-verbaux mensuels. — Je n'ai donc qu'à vous citer plus spécialement, pour vous permettre de les remercier encore — je devrais dire pour vous servir d'exemple — les noms de ceux qui ont bien voulu contribuer à l'augmentation de nos richesses par des dons importants : MM. Aveneau de la Grancière, Grand, du Halgouet, Lallement, Le Mené, Letoux, Pussenot, Rivière, Thieullen, Trévédy.

M. Sageret a bien voulu nous offrir la collection complète d'un important périodique d'histoire : « *La Revue des questions historiques.* »

Notre regretté collègue M. de Kerlinou nous a laissé par testament la plus grande partie de sa bibliothèque.

Je n'ai fait relier que les volumes pour lesquels il était indispensable de prendre cette mesure de sauvegarde, ne voulant pas obérer notre budget.

Le Conservateur de la Bibliothèque,

DUCOURTIOUX.

ALLOCUTION DE M. MORIO

EN QUITTANT LE FAUTEUIL DE LA PRÉSIDENTENCE

MESSIEURS,

La tâche de présider vos séances au cours de l'année qui vient de finir m'a été rendue facile par le concours empressé de tous nos sociétaires, et c'est avec une réelle satisfaction que j'ai constaté que nous venions de plus en plus nombreux à nos réunions mensuelles. Il y a dans cette assiduité, dans l'attention soutenue que nous prêtons à la lecture des mémoires et des communications, un encouragement certain pour ceux de nos collègues qui consacrent tous leurs efforts à maintenir le bon renom de la Société polymathique.

Est-il besoin de vous rappeler, à cette occasion, les études poursuivies avec persévérance sur l'histoire des communautés religieuses de notre département par M. le chanoine doyen Le Mené ? Il les a continuées cette année par les Cordelières d'Auray, par les Ursulines de Josselin, de Ploërmel, de Pontivy, d'Hennebont, du Faouët, de Malestroit et de Muzillac, avec documents et plans à l'appui.

Notre laborieux collègue nous a retracé l'histoire intéressante du château de la Roche-Périou en Priziac, travail qui lui été inspiré par la découverte d'objets très curieux présentés à la Société par notre collègue, M. l'ingénieur Coudrin, des chemins de fer départementaux.

Nous devons à M. Marcel Baudouin une notice détaillée sur la découverte scientifique d'un mégalithe funéraire par les lignes de direction de menhirs isolés. L'application de cet ingénieux procédé permettra, nous n'en doutons pas, de réaliser dans l'avenir de nouvelles découvertes.

M. Sageret nous donne la suite de son histoire du Morbihan pendant les années 1800 et 1801, œuvre très documentée qui dénote une somme considérable de travail de la part de l'auteur.

Les patientes et clairvoyantes investigations de M. Aveneau de la Grancière nous ont valu de précieuses études sur les haches de Pluherlin, sur les mégalithes de Trédion, sur les pierres singulières du double cromlec'h d'Er-Laannic, sur les pointes de flèches en silex de nos collections et sur les vestiges d'habitations préhistoriques en Malguénac.

Épris de tous les faits qui touchent à l'histoire de Vannes, M. le Dr de Closmadeuc, à notre grande satisfaction, nous a retracé la vie et l'œuvre d'un peintre de talent vannetais au XVIII^e siècle, Jean Vincent L'hermitais, dont nous attendons la suite avec impatience.

Parmi les communications faites à la Société au cours de ses séances mensuelles, je citerai celle de M. Lallement sur une genette commune observée pour la première fois dans le Morbihan. — Elle nous a valu l'intervention de M. de Cussé et celle de M. le Dr Marcel Baudouin, qui tend à démontrer que cette espèce, assez commune au sud de la Loire, aurait ce fleuve pour limite naturelle vers le nord,

J'aurais encore à vous signaler les notes archéologiques de l'abbé Marot, recueillies et communiquées à la Société par M. Héliçon, ainsi que le mémoire de M. Trévédy sur l'Armorial de 1696, pour avoir l'occasion de remercier et de complimenter leurs auteurs.

M. le Dr de Closmadeuc, qui sait avec quel empressement nous recevons les communications archéologiques qui proviennent de la région, nous a présenté une série de nombreux objets récemment découverts sous un monticule de sable à Bec-er-Vil, en Quiberon, par M. de Caillavet, qui en fait don à notre musée.

Depuis quelque temps nous sommes sevrés de communications de ce genre, et pourtant nous savons que des fouilles ont été pratiquées au mont Saint-Michel de Carnac, au Petit-Mont et à l'Île-Longue. La Société polymathique, qui a jeté aux quatre vents de la publicité, avec une largesse connue et appréciée, les travaux de ses devanciers et de ses contemporains sur les deux premiers de ces monuments, serait intéressée à connaître les découvertes nouvelles qui les concernent. Pourquoi les semaines, les mois et les ans s'écoulent-

ils sans nous apporter le plus petit indice sur des résultats que nous demandons en vain à tous les échos de la presse archéologique ? Espérons que ce long silence aura un terme prochain et que l'occasion nous sera bientôt fournie d'applaudir aux fruits de laborieuses et patientes recherches.

Permettez-moi, Messieurs, d'adresser aujourd'hui, en votre nom, un salut sympathique à ceux de nos collègues qui sont venus cette année grossir notre phalange : MM. Le Doyen, Mauduit, de Torquat de la Coulerie, Levrault, qui, par leur assiduité à nos réunions, nous montrent l'intérêt qu'ils portent à vos travaux. M. de Caillavet, membre titulaire non résidant, nous a marqué sa bienvenue par le don généreux que je vous ai signalé.

Avant de finir, Messieurs, je suis encore obligé de vous rappeler nos tristesses. Nous avons perdu, par décès, trois de nos collègues : MM. le docteur Bellamy, professeur honoraire à l'école de médecine de Rennes ; Revelière, receveur de l'Enregistrement en retraite à Blain, qui, depuis 1873, faisait partie de la Société, où il fut longtemps conservateur de notre musée d'histoire naturelle ; et enfin de Kerlinou, très ancien membre de la Société, dont il fut secrétaire général puis secrétaire adjoint. — Vous vous rappelez tous l'active collaboration de M. de Kerlinou aux travaux de la Société. Il était des plus assidus à nos séances et nous apportait souvent d'intéressantes communications. Il a succombé au moment où il venait de terminer son travail, « *les Blasons bretons*. » Il aimait passionnément la Société polymathique et il s'en est souvenu avant de mourir en lui attribuant une partie de ses collections, avec une large donation.

Rendons hommage à la mémoire de nos morts, gardons pieusement le souvenir de leur collaboration, de leurs relations amicales et marquons-leur une reconnaissance durable quand ils ont, comme de Kerlinou, la pensée généreuse d'atténuer nos soucis matériels.

En quittant ce fauteuil, je vous remercie, Messieurs, des témoignages de sympathie que vous m'avez accordés, et j'acclame, avec vous, le vénéré doyen que vous avez choisi pour diriger vos séances.

28 janvier 1908.

E. MORIO.

PROCÈS-VERBAUX

653^e SÉANCE

29 JANVIER 1907

PRÉSIDENCE DE M. DUCOURTIOUX, ET ENSUITE DE M. MORIO.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Ducourtioux, Morio, Le Mené, de Closmadeuc, de la Grancière, Alb. Morel, Bécue, Lecadre, Leguillon, Coudrin, Lamy, Sageret, Le Brigand et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Allocution de M. Ducourtioux en cédant le fauteuil de la présidence,
Allocution de M. Morio en prenant le fauteuil de la présidence.

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 janvier 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, décembre 1906, 1 fascicule.

Revue Morbihannaise, décembre 1906, 1 fascicule.

Association française pour l'avancement des sciences, décembre 1906, 1 fascicule.

Échanges.

Aisne.

Société historique et archéologique de Château-Thierry, année 1905, 1 volume.

- Bouches-du-Rhône. Société de statistique de Marseille, tome 46, 2^e partie, 1 fascicule.
- Eure-et-Loir. Société dunoise, N^o 148, 1 fascicule.
- Société archéologique d'Eure-et-Loir, tome 12, fascicules 2, 3, 4, 3 fascicules.
- Gard. Académie du Gard, année 1905, 1 volume.
- Haute-Garonne. Université de Toulouse, bulletin Nos 18 et 19. — Considérations sur la technique employée à l'étude du chimisme respiratoire des poissons. — Considérations biologiques et juridiques sur le repeuplement artificiel des cours d'eau. — L'encouragement des marines marchandes, thèse de doctorat de M. Riquoir. — L'occlusion intestinale au cours de la grossesse, thèse de doctorat de M. Besseyre. — La société populaire du Fousseret, an 2. — Comptes rendus des travaux des facultés, 1904-1905, 7 fascicules.
- Hérault. Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault, N^o 5, 1 fascicule.
- Ille-et-Vilaine. Société historique et archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo, année 1906, 1 volume.
- Loire-Inférieure. Société archéologique, 2^e trimestre 1906, 1 fasc.
- Morbihan. Conseil général du Morbihan, 2^e session de 1906, 1 volume.
- Rhône. Bulletin historique du diocèse de Lyon, N^o 42, 1 fascicule.
- Sarthe. Société d'agriculture, sciences et arts, tome 50, 2^e fascicule, table générale 1833-1906, 2 fasc.
- Seine. Association des naturalistes de Levallois-Perret, N^o 3, 1 fascicule.
- Société géologique de France, compte rendu sommaire Nos 17-18, 1 fascicule.
- Seine-et-Marne. Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, N^o 12, 1 fascicule.
- Angleterre. Cambridge antiquarian Society. The riot at the great gate of Trinity College, february 1610. — List of the members 1906. — New museum of archæology and ethnology, 3 fascicules.
- Belgique. Analecta Bollandiana, tome 25, fascicule 4, 1 fascicule.
- États-Unis. The American geographical Society, Nos 11 et 12, 2 fascicules.

États-Unis.	The American philosophical Society, N° 183, 1 fascicule.
—	The Lloyd library of Cincinnati. Mycological notes N°s 19, 20, 21, 22, 23. Index of the mycological writings. — The tylostomeæ, 7 fascicules.
Uruguay.	Anales del museo nacional de Montevideo.— Flora uruguaya, tome 3, entrega 1, 1 fascicule.

Dons.

Invagination et étranglement de l'intestin à travers une fistule ombilicale adhérente à l'ombilic ; — hernie diverticulaire. — Extrait des mémoires de la société de chirurgie de Paris. — Par M. le Dr Letoux.
10 exemplaires. Don de l'auteur.

Découverte dans l'église de Malguénac d'un enfeu et d'une pierre tombale sculptée. — Par M. Aveneau de la Grancière.

Don de l'auteur.

Semaine religieuse du diocèse de Vannes, année 1906. — Don de M. Le Mené.

Pour le Musée archéologique :

Un fer à cheval — fer du pied gauche de devant — trouvé dans les ruines du vieux château féodal de la Roche-Périou, en Priziac.

Don de M. Coudrin.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Admission. — M. le Doyen, Chef du service de la voie et des bâtiments, chemins de fer du Morbihan, rue Olivier-de-Clisson, est admis comme membre titulaire résidant.

Correspondance. — Circulaire du Ministre de l'Instruction publique annonçant que le 45^e congrès des sociétés savantes s'ouvrira à Montpellier, dans la salle des fêtes du Palais de l'Université, le mardi, 2 avril prochain, à 2 heures précises.

Communications diverses. — M. Coudrin rend compte des remarques et découvertes faites par lui, à la Roche-Périou, en Priziac, au cours des fouilles exécutées pendant les travaux de la ligne de Plouay à Gourin.

M. Morel, trésorier, en déposant les comptes de 1906 et le projet de budget de 1907, croit utile de donner des renseignements précis sur la situation financière de la Société.

M. Le Mené lit une étude sur « *Les Cordelières d'Auray* ».

M. le Secrétaire donne lecture d'une découverte de M. Marcel Baudouin, secrétaire général de la Société préhistorique de France, « *découverte scientifique d'un mégalithe funéraire inconnu jusqu'ici par les lignes de direction de menhirs isolés.* »

M. E. Sageret continue la lecture de son étude « *Le Morbihan pendant le premier trimestre de l'année 1801* ».

M. de la Grancière lit une *Note sur quelques pierres d'une forme particulière trouvées dans le cromlec'h d'Er-Lanic*, découvert en 1866, par M. le docteur de Closmadeuc. Ces pierres en granit, recueillies au milieu de silex taillés et de poteries dont l'antiquité n'est pas douteuse, affectent toutes une forme bien spéciale et mesurent 0^m 07 à 0^m 23. Toutefois, il est bon d'ajouter qu'elles semblent avoir été brisées intentionnellement comme la presque totalité des objets rencontrés à Er-Lanic (remarque faite, pour les objets, par M. le docteur de Closmadeuc, dès 1886). — Quelle était leur destination ? Servaient-elles à un usage domestique ou bien symbolisaient-elles une idée religieuse ? Quelques pierres analogues, mais de moindre dimension, ont été trouvées par notre collègue dans plusieurs autres monuments préhistoriques. A noter aussi qu'une pierre à peu près semblable à celles d'Er-Lanic a été recueillie dans un dolmen de l'Ile-d'Arz. S'agirait-il de *menhirs votifs* ? M. de la Grancière devant poursuivre cette année les fouilles qu'il a entreprises à Er-Lanic en 1905, attend, pour se prononcer sur cette dernière hypothèse, de recueillir un grand plus nombre de ces pierres.

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

654. SÉANCE

26 FÉVRIER 1907

PRÉSIDENTE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, D^r de Closmadeuc, J^h de Closmadeuc, Leguillon, de la Grancière, Roussin, Ducourtieux, Coudrin, Riboulot et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} février 1907, 15 février 1907.

Revue de Bretagne, janvier 1907, 1 fascicule.

Revue Morbihannaise, janvier 1907, 1 fascicule.

Revue archéologique, novembre et décembre 1906, 1 volume.

Service du ministère.

Bulletin mensuel du bureau central météorologique, N° 6 et N° 9, 1906, 2 fascicules.

Échanges.

Aude.	Commission archéologique de Narbonne, tome 9, 1 ^{er} semestre, 1 fascicule.
Charente-Inférieure.	Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, tome 27, livraison 1, 1 fascicule.
Finistère.	Société archéologique du Finistère, année 1906, 10 fascicules.
Haute-Garonne.	Société archéologique du midi de la France, année 1906, 1 volume.
Ille-et-Vilaine.	Annales de Bretagne, Faculté des lettres de Rennes, tome 22, N° 2, 1 fascicule.
Loir-et-Cher.	Société archéologique du Vendômois, tome 45, 1906, 1 volume.
Marne.	Société des sciences et arts de Vitry-le-François, tome 24, année 1904-1905, 1 volume.
—	Société d'agriculture, commerce, science et arts du département de la Marne, année 1904-1905, 1 volume.
Mayenne.	Commission historique et archéologique de la Mayenne, N° 71, tome 22, 1 fascicule.
Nord.	Bibliothèque universitaire de Lille, N° 4, 1906, 1 fascicule.
Rhône.	Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, octobre-décembre 1906, 1 fascicule.
Savoie.	Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie, tome 44, fascicules 3 et 4, 1 volume.

Seine.	Société nationale des antiquaires de France, mettensia, N° 5, 1 fascicule.
—	Société géologique de France, compte rendu sommaire N°s 1, 2, 3; 2 fascicules.
Seine-et-Marne.	Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, 1907, N° 1, 1 fascicule.
États-Unis.	The American geographical Society, tome 39, N° 1, 1 fascicule.

Dons.

Pour le Musée archéologique :

Un barillet en terre trouvé à la Roche-Périou. — Don de M. Coudrin.
Des remerciements sont votés aux donateurs.

Présentation. — M. Mauduit, conseiller général du Morbihan, maire de Muzillac, est présenté comme membre titulaire non résidant.

Correspondance. — Circulaire de l'Institut de Carthage relative aux « Fêtes antiques » qui seront célébrées dans « le théâtre romain de Carthage » le 2 avril 1907.

Circulaire relative à la quatrième Grande semaine maritime française qu'organise dans l'Ouest pour l'été 1908 « la Ligue maritime française ».

Lettre de part du décès de M. Félix-Charles-Marie Bellamy, docteur en médecine, professeur honoraire à l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Rennes, officier de l'instruction publique, membre correspondant de la Société polymathique du Morbihan, décédé à Rennes le 2 janvier 1907, dans la 79^e année de son âge.

Communications diverses. — M. l'ingénieur Coudrin, chef de service des chemins de fer du Morbihan, lit une note complémentaire, avec plan à l'appui, sur les découvertes faites à la Roche-Périou, en Priziac, au cours des travaux de la ligne de Plouay à Gourin, et met sous les yeux de l'assemblée une marmite en cuivre avec pieds en bronze trouvée dans les décombres du château.

M. Le Mené lit une étude sur « les Ursulines de Josselin. »

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

655^e SÉANCE

26 MARS 1907

PRÉSIDENCE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, Ducourtieux, Coudrin, Le Doyen, de la Grancière, Sageret, Riboulot, de Cussé, Roger Grand et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 mars 1907, 2 fascicules.
Revue de Bretagne, février 1907, 1 fascicule.
Revue Morbihannaise, février 1907, 1 fascicule.
Bulletin monumental, Nos 5 et 6 de 1906, 1 volume.
Association française pour l'avancement des sciences, mars 1907, 1 fascicule.

Échanges.

Côtes-du-Nord.	Société d'émulation, année 1906, tome 44, 1 volume.
Eure.	Société normande d'études préhistoriques, année 1905, tome 13, 1 volume.
Haute-Vienne.	Société archéologique et historique du Limousin, tome 56, 2 ^e livraison, 1 volume.
Hérault.	Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault, N ^o 6, novembre et décembre 1906, 1 fascicule.
Landes.	Société de Borda, 4 ^e trimestre 1906, 1 fascicule.
Loire-Inférieure.	Société archéologique, 2 ^e semestre 1906, 1 fascicule.

Manche.	Société nationale des sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg, tome 35, années 1905-1906, 1 volume.
Seine.	Société géologique de France, compte rendu sommaire, Nos 4 et 5, 2 fascicules.
—	Musée Guimet. Essai de bibliographie Jaina, 1 vol.
—	Revue de l'histoire des religions, tome 44, Nos 2 et 3, 2 fascicules.
Seine-et-Marne.	Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, février et mars 1907, 2 fascicules.
Somme.	Société d'émulation d'Abbeville, tome 21, 1906 2 ^e partie, 1 volume.
Vienne.	Société des antiquaires de l'Ouest, 3 ^e trim. 1906, 1 fascicule.
Yonne.	Société des sciences historiques et naturelles, année 1905, tome 59, 2 ^e semestre, 1 volume.
États-Unis.	Smithsonian institution, the Franklin bicentennial celebration, 1906, 1 volume.
—	The American geographical Society, février 1907, 1 fascicule.

Dons.

Le Comte Charles de la Monneraye (1812-1904), par M. Aveneau de la Grancière. — Don de l'auteur.

Le marquis de l'Estourbeillon, député du Morbihan. Bas relief en bronze par Syamour. — Don de M. le marquis de l'Estourbeillon.

Pour le musée archéologique : marmite en cuivre avec pieds en bronze du xv^e siècle, trouvée dans les décombres du château de la Roche-Périou. — Don de M. Delaunay.

Pour le musée d'histoire naturelle : merle noir affecté d'albinisme imparfait. — Don de M. Le Monnier.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Admission. — M. Mauduit, conseiller général du Morbihan, maire de Muzillac, est admis comme membre titulaire non résident.

Communications diverses. — A la demande du Comité, la Société déclare souscrire une somme de 50 francs en faveur de l'érection à Questembert d'un monument à la mémoire d'Alain le Grand.

A la demande de l'Institut international de bibliographie de Bruxelles, la Société décide de lui adresser les *tables imprimées* de M. Lunven.

M. le Mené lit une étude sur le château de la Roche-Périou. Il fait connaître son fondateur au ^x^e siècle, Périou, fils de Bénédic, comte de Cornouailles, et donne des renseignements précis sur tous ses successeurs dans la propriété de ce château. Il étudie également les modifications qui ont dû être apportées dans son architecture suivant les âges, et enfin le rôle qu'il a joué dans l'histoire.

A propos de la découverte d'une *pointe de flèche en silex, en Saint-Avé*, M. de la Grancière donne aussi lecture de l'inventaire détaillé des *pointes de flèches en silex trouvées dans le Morbihan* et conservées au *Musée archéologique* de la Société. Toutes semblent appartenir à l'époque *néolithique* ou *dolménique*, aucune d'entre elles ne rappelle franchement le type des flèches en silex habituellement rencontrées dans les tumulus de l'époque du bronze en Bretagne occidentale.

Le Secrétaire, au nom de M. Ramin, lit une étude intitulée « *A propos d'une inscription phénicienne trouvée en Bretagne* ». Il s'agit de l'ardoise portant des caractères phéniciens cursifs, trouvée dans la saline Donceil, près Guérande, par M. le lieutenant de vaisseau Martin et actuellement exposée au musée de Nantes. M. Ramin, au moyen de patientes et savantes études de rapprochement entre ces caractères et les caractères hébraïques, pense pouvoir donner l'explication de cette inscription qui aurait trait au commerce de l'étain, — dans le voisinage du fameux Corbilo.

M. Sageret continue la lecture de son étude : *Le Morbihan pendant le premier trimestre de l'année 1801*.

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

656° SÉANCE

30 AVRIL 1907

PRÉSIDENCE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, Bécue, de la Grancière, Leguillon, Sageret, de Limur, de Cussé, Mauduit, de Closmadeuc, Chauffier, Ducourtieux, Le Doyen, Riboulot, Héliçon et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 avril 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, mars 1907, 1 fascicule.

Revue Morbihannaise, mars 1907, 1 fascicule.

Revue archéologique, janvier-février 1907, 1 volume.

Revue épigraphique, octobre 1906 à mars 1907, 1 fascicule.

Bulletin des travaux historiques et scientifiques. — Congrès de 1906, section des sciences, 1 volume.

Échanges.

Bouches-du-Rhône.	Annales des facultés de droit et des lettres, tome 2, N° 2, 1 fascicule.
Cantal.	Société des lettres, sciences et arts de la Haute-Auvergne, revue, année 1906, 4 ^e trimestre, 1 fascicule.
Charente-Inférieure.	Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, revue, volume 27, 2 ^e livraison, 1 fascicule.
Eure-et-Loir.	Société dunoise, bulletin, avril 1907, N° 149, 1 fascicule.
Haute-Garonne.	Société d'histoire naturelle, bulletin, année 1906, N° 2, 1 fascicule.
Hérault.	Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault, annales, année 1907, N° 1, 1 fascic.
Ille-et-Vilaine.	Société archéologique, bulletins et mémoires, tome 36, 1 fascicule.
Indre-et-Loire.	Société archéologique de Touraine, bulletin, 3 ^e et 4 ^e trimestres 1906, 2 fascicules.
Loire-Inférieure.	Société des sciences naturelles de l'ouest de la France, bulletin, 4 ^e trimestre 1906, 1 fasc.
Mayenne.	Commission historique et archéologique de la Mayenne, bulletin, N° 72, 1 fascicule.
Nord.	Bibliothèque universitaire de Lille, bulletin, 1907, N° 1, 1 fascicule.

- Oise. Comité archéologique de Senlis. Comptes rendus et mémoires, années : tome VII année 1904 ; tome VIII année 1905 ; tome IX année 1906, 3 volumes.
- Rhône. Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, bulletin, 1^{er} trimestre 1907, 1 fascicule.
- Bulletin historique du diocèse de Lyon, année 1907, N° 43, 1 fascicule.
- Seine. Société des études historiques, revue, N° 49, 1 fascicule.
- Société d'anthropologie, bulletins et mémoires, année 1906, N° 4, 1 fascicule.
- Société géologique de France, compte rendu sommaire, mars 1907, N° 6, 1 fascicule.
- Musée Guimet, bibliothèque d'études : tome 23, la théosophie brahmanique, 1^{re} partie, 1 vol.
— Bibliothèque de vulgarisation : tomes 20, 21, 23 et 24, 4 volumes.
- Seine-et-Marne. Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux. Bulletin, année 1907, N° 4, 1 fascicule.
- Somme. Société des antiquaires de Picardie, bulletin, année 1906, 3^e et 4^e trimestres, 1 fascicule.
- Belgique. Société d'archéologie de Bruxelles, annales, année 1906, livraisons 3 et 4, 1 fascicule.
- États-Unis. Smithsonian institution, annual reports 1905-1906, 2 volumes.
- The American geographical Society, bulletin, N°s 3 et 4, mars-avril 1907, 2 fascicules.

Dons.

Revue des questions historiques : N° 1, année 1866, au N° 160, année 1906, moins les livraisons N°s 145 et 148, plus 3 volumes de tables.

Don de M. Sageret.

Bibliographie de Royat, par M. Paul Eudel, 1 volume.

Don de M. P. Eudel.

Le dernier semestre de l'année 1800 dans le Morbihan. « *La guerre de police* » (1^{re} partie) (de la campagne d'Italie à la fin de l'an 3), par M. E. Sageret.

Don de l'auteur.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Président annonce en termes émus la mort de deux de nos collègues, MM. de Kerlinou et Revelière, décédés, M. de Kerlinou, le 18 avril, M. Revelière, le 19. C'étaient deux vétérans de la Société. M. Revelière figurait sur nos listes depuis 34 ans et M. de Kerlinou depuis 32. Tous deux aussi avaient fait partie du bureau; M. de Kerlinou en qualité de secrétaire, M. Revelière comme conservateur du musée d'histoire naturelle. M. le Président rappelle leurs travaux, leurs sentiments affectueux pour notre Compagnie, déplore vivement leur perte et adresse aux familles, en son nom et au nom de la Société de sympathiques compliments de condoléance.

A son tour, M. Lallement, secrétaire, s'exprime ainsi :

« Depuis la dernière séance, j'ai perdu un de mes secrétaires-adjoints, M. de Kerlinou, mon collaborateur depuis dix années et aussi mon pré-décesseur, — car pendant deux ans — en 1876 et 1877, M. de Kerlinou remplit les fonctions de secrétaire-général. Il avait été appelé tout naturellement à ces fonctions, car il aimait la Société, il aimait à se trouver au milieu de nous, et peu de membres ont été plus assidus à nos séances. Personnellement je n'ai eu qu'à me louer de mes excellents rapports avec Kerlinou que j'ai toujours trouvé serviable et fort indulgent à tous. Aussi, avec le témoignage de ma sympathique affection, je serai, je suis sûr, votre interprète en rendant, au nom de la Société, un juste tribut de regrets à sa mémoire. »

Correspondance — La Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans, demande à entrer en relations, par voie d'échange de bulletins, avec la Société polymathique. — Accepté.

Communications diverses. — A la suite du don fait par M. Sageret de la collection de la « *Revue des questions historiques* » depuis son origine jusqu'à la fin de 1907, la Société décide l'abonnement à cette revue à partir du 1^{er} janvier 1908.

M. Le Mené lit une étude sur les « *Ursulines de Ploërmel* ».

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

657° SÉANCE

28 MAI 1907

PRÉSIDENCE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, de la Grancière, Lanco, Lecadre, Lamy, Sageret, Le Brigand, Coudrin, Héliçon, Ducourtieux, Riboulot, R. Grand, de Closmadeuc et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ.

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 mai 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, avril 1907, mai 1907, 2 fascicules.

Revue Morbihannaise, avril et mai 1907, 2 fascicules.

Service du Ministère.

Bulletin mensuel du Bureau central météorologique, N° 2, février 1907, 1 fascicule.

Échanges.

Charente-Inférieure. Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, 3^e livraison 1907, 1 fascicule.

Hérault. Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault, année 1907, N° 2, 1 fascicule.

Maine-et-Loire. Société nationale d'agriculture, sciences et arts, année 1906, tome 9, 1 volume.

Rhône. Bulletin historique du diocèse de Lyon, N° 44, 1 fascicule.

Seine. Société géologique de France. Comptes rendus sommaires, Nos 7, 8, 9, 2 fascicules.

Seine-et-Marne.	Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, N° 5, 1907, 1 fascicule.
Somme.	Société des antiquaires de Picardie. Album archéologique, N° 15.— La Picardie à l'exposition des primitifs français, N° 2.— 1 fasc.
Vienne.	Société des antiquaires de l'Ouest, 4 ^e trimestre 1906, 1 fascicule.
Belgique.	Société d'archéologie de Bruxelles. Annuaire, tome 18, 1907, 1 volume.
États-Unis.	Smithsonian institution, annual report, 1905, 1 volume.
—	The American geographical Society, mai 1907, 1 fascicule.
—	The American philosophical Society, octobre-décembre 1906, 1 volume.
Russie.	Société impériale des naturalistes de Moscou, année 1905, N° 4, année 1906. N°s 1, 2, 2 volumes.
Suède.	Institution géologique de l'Université royale d'Upsala, tome 6, 1902-1903, tome 7, 1904-1905, 2 volumes.

Dons.

Congrès archéologique de France. Session de Beauvais 1905, 1 vol.

Don de M. Lallement.

Découverte d'une nécropole gallo-romaine à puits funéraires à Apremont (Vendée).

Découverte scientifique d'un mégalithe funéraire inconnu, par les lignes de direction de menhirs isolés.

Une nouvelle seille de l'époque gallo-romaine, 3 fascicules.

Don de l'auteur. M. le Docteur Marcel Baudoin.

Traité de géologie, — 1883 —, par M. de Lapparent.

Don de M. Sageret.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Présentation. — M. de Torquat de la Coulerie est présenté comme membre titulaire résidant.

Rapport de la Commission des finances. — M. Lamy fait, au nom de la Commission des finances, un rapport sur les comptes du trésorier et sur le projet de budget pour l'exercice 1907.

Les comptes en recettes et dépenses sont approuvés ainsi que le projet de budget de 1907.

Différentes propositions contenues dans le rapport de M. Lamy sont renvoyées à l'examen du Bureau.

Communications diverses. — La Société déclare souscrire à *La Bretagne et les Bretons au XVI^e siècle*, par M. le vicomte de Calan.

M. Le Mené commence la lecture de son étude sur les *Ursulines de Pontivy*.

M. Sageret continue la lecture de son étude sur le *Morbihan pendant le premier trimestre de l'année 1801*.

Le Secrétaire. LÉON LALLEMENT.

658^e SÉANCE

25 JUIN 1907

PRÉSIDENCE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, de la Grancière, Bécue, de Limur, Chauffier, Le Doyen, Ducourtioux et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 juin 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, juin 1907, 1 fascicule.

Revue archéologique, mars-avril 1907, 1 fascicule.

Association française pour l'avancement des sciences, juin 1907, n^o 6, 1 fascicule.

Service du ministère.

Bulletin mensuel du bureau central météorologique de France,
année 1906, n° 11 — année 1907, n° 3, 2 fascicules.

Echanges.

Aube.	Société académique d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres, tome 43, année 1906, 1 vol.
Charente.	Société archéologique et historique de la Charente, tome 6, année 1905-1906, 1 volume.
Cher.	Société des antiquaires du Centre, tome 30, année 1906, 1 volume.
Creuse.	Société des sciences naturelles et archéologiques, tome 10, 2 ^e partie, année 1906, 1 volume.
Doubs.	Société d'émulation, tome 10, année 1905, 1 vol. — Table générale 1841-1905, 1 volume.
Haute-Saône.	Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône, 4 ^e série, n° 6, année 1906, 1 volume.
Haute-Vienne.	Société « Les amis des sciences et arts de Rochechouart », tome 16, n° 1, 1 fascicule.
Ille-et-Vilaine.	Annales de Bretagne, Faculté des lettres de Rennes, tome 22, n° 3, 1 fascicule.
Landes.	Société de Borda, année 1907, 1 ^{er} trimestre, 1 fascicule.
Mayenne.	Commission historique et archéologique de la Mayenne, année 1907, n° 73, 1 fascicule.
Morbihan.	Société bretonne de géographie, Bulletin n° 100, 1 fascicule.
—	Conseil général du Morbihan, session d'avril 1907, 1 volume.
Savoie.	Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, tome 45, fascicule 1, 1 fascicule.
Seine.	Société d'anthropologie, année 1906, nos 5, 6, 1 fascicule.
—	Société nationale des antiquaires de France, année 1906, 1 volume.
—	Société géologique de France, compte rendu sommaire nos 10, 11, 1 fascicule.
Var.	Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan, tome 24, année 1902-1903, 1 volume.

Var	Malacographie du département du Var, atlas de 22 planches, 1 fascicule.
Vendée.	Société d'émulation de la Vendée, année 1906, 1 volume.
Algérie.	Société archéologique de la province de Constantine, année 1906, 1 volume.
Angleterre.	Royal institution of Cornwall, tome 27, 1907, 1 volume.
Belgique.	Analecta Bollandiana, tome 26, fascicule 1, 1 fascicule.
États-Unis.	The American geographical Society, tome 39, n° 6, 1 fascicule.
Suède.	Witterhets historie och antiquitets akademien, année 1903-1905, 1 volume.
—	Fornvannen meddelanden, 1906, 1 volume.
Suisse.	Société neuchâteloise de géographie, tome 17, 1906, 1 volume.

Dons.

Cartes éditées au XVII^e et au XVIII^e siècle, des principaux États de l'Europe.

Don de M^{lles} Galles.

La famille de la Tour d'Auvergne-Corret, le premier grenadier, et la famille Limon du Timeur, par M. J. Trévédy.

La Tour d'Auvergne-Corret et la maison de Coigny, par M. J. Trévédy.

Don de l'auteur.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Admission. — M. de Torquat de la Coulerie est admis comme membre titulaire résidant.

M. Le Mené termine la lecture de son étude sur les « *Ursulines de Pontivy* ».

M. de la Grancière lit son étude intitulée « *Glans préhistoriques. Les haches plates en bronze de Pluherlin, etc...* »

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

659° SÉANCE

30 JUILLET 1907

PRÉSIDENTE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, Martin, de Torquat, Riboulot, Sageret, de Cussé, Ducourtioux, Le Doyen, R. Grand et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 juillet 1907, 2 fascicules.
Revue Morbihannaise, juin 1907, n° 6, 1 fascicule.
Bibliophiles bretons, procès-verbal de la séance de juin 1907, 1 fasc.
Bulletin monumental, année 1907, tome 71, n°s 1 et 2, 1 volume.
Association française pour l'avancement des sciences, juillet 1907, n° 7, 1 fascicule.

Service du ministère.

Bureau central météorologique, Annales, tome 2, année 1903 ; tome 3, année 1904, 2 volumes.
Bulletins, année 1907, n°s 4 et 5, 2 fascicules.
Séance générale du Conseil, mai 1907, 1 fasc.
Comité des travaux historiques et scientifiques, section des sciences économiques et sociales, congrès de 1906, 1 volume.
Congrès des sociétés savantes à Montpellier, année 1907. Discours. 1 fascicule.
Programme du Congrès des sociétés savantes en 1908, 10 exempl.

Échanges.

AUDE.	Commission archéologique de Narbonne, tome 9, 2 ^e semestre 1907, 1 fascicule.
BASSES-PYRÉNÉES.	Société des sciences, lettres et arts, à Pau, tome 34, série 2, 1 volume.
CANTAL.	Société des lettres, sciences et arts de la Haute-Auvergne, année 1907, fascicule 1, 1 fasc.
EURE-ET-LOIR.	Société dunoise, n ^o 150, juillet 1907, 1 fascicule.
GIRONDE.	Société linnéenne de Bordeaux, volume 61, série 7, tome 1, 1 volume.
HÉRAULT.	Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault, mai-juin 1907, n ^o 3, 1 fascicule.
LOIRE-INFÉRIEURE.	Société académique, volume 7, série 8, année 1906, 1 volume.
NORD.	Bibliothèque universitaire de Lille, bulletin année 1907, n ^o 2, 1 fascicule.
ORNE.	Société historique et archéologique de l'Orne, tome 26, bulletin n ^{os} 1 et 2, 2 fascicules.
RHÔNE.	Bulletin historique du diocèse de Lyon, mai-juin 1907, n ^o 45, 1 fascicule.
SARTHE.	Société d'agriculture, sciences et arts, année 1907-1908, fascicule 1, 1 fascicule.
SEINE.	Société géologique de France, compte rendu sommaire n ^o 12, 1 fascicule.
SEINE-ET-MARNE.	Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, juin 1907, n ^o 6, 1 fascicule.
VAR.	Société académique du Var, année 1906, 1 vol.
VIENNE.	Société des antiquaires de l'Ouest, tome 1, série 3, 1 ^{er} trimestre 1907, 1 fascicule.
BELGIQUE.	Société d'archéologie de Bruxelles, tome 21, année 1907, livraisons 1 et 2, 1 volume.
ÉTATS-UNIS.	The American geographical Society, année 1907, n ^o 7, 1 fascicule.

Acquisitions.

La Bretagne et les Bretons au xvi^e siècle, par le vicomte de Calan, fascicules 1, 2, 3.

Dons.

Illustration algérienne, août 1907, fêtes de Carthage.

Étude historique sur les épidémies de peste en Haute-Auvergne (xiv^e-xviii^e siècles), par MM. Marcellin Boudet et Roger Grand.

Recherches sur l'art romain à Aurillac. — Ses derniers vestiges. — Par M. Roger Grand.

Les Chartes de franchises de la Roquebrou (1281-1282) et de Couros (1317) (Cantal). — Par M. Roger Grand.

Les Chartes des communautés rurales d'Albepierre (1292) et de Combrelles (1316-1366) (Cantal). — Par M. Roger Grand.

Les Chartes de commune de la ville d'Allanche (Cantal) (1438-1490). — Par M. Roger Grand.

Traité de pariage entre Philippe le Bel et l'abbé de Charroux, pour la création d'une ville franche à Pleaux (Cantal) (1289-1290). — Par M. Roger Grand.

Croix-reliquaire ayant appartenu aux comtes d'Armagnac (xiv^e siècle). — Par M. Roger Grand.

Les dernières opérations militaires de du Guesclin. — Sa mort, ses funérailles. — Par M. Roger Grand.

Don de l'auteur.

Golfe et département du Morbihan. Horaire-guide des bateaux à vapeur et des trains. — Don de M. Riboulot.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Correspondance. — Envoi par le Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes du programme du 46^e Congrès des Sociétés savantes qui s'ouvrira à la Sorbonne le mardi 21 avril 1908. — Ce programme est affiché dans la salle des séances.

Communications diverses. — M. Lallement signale la capture en Saint-Jean-Brévelay d'une genette commune mâle. La genette a le pelage gris, tacheté de noir et la queue aussi longue que le corps, annelée de noir et de blanc : selon d'Orbigny, elle est répandue depuis les parties méridionales de l'Europe jusqu'au Cap et serait commune en France dans le département de la Gironde. Quoi qu'il en soit, jusqu'à présent, elle n'avait pas été observée dans le Morbihan. Elle ne figure pas non plus au *Catalogue des mammifères* de M. Taslé.

Le Secrétaire, au nom de M. l'abbé Héligon, donne connaissance des notes de l'abbé Marot relatives à la paroisse de Sérent.

M. le Mené lit une étude sur les « *Ursulines d'Hennebont*. »

M. Sageret continue la lecture de son étude : « *le Morbihan pendant le premier trimestre de l'année 1801*. »

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

660^e SÉANCE

27 AOUT 1907

PRÉSIDENTE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, Le Doyen, de Cussé, Riboulot et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 août 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, juillet 1907, 1 fascicule.

Revue Morbihannaise, juillet 1907, 1 fascicule.

Revue archéologique, mai-juin 1907, 1 fascicule.

Répertoire de Bio-Bibliographie bretonne, fascicule 47 (Gour-Grel).

Échanges.

ALPES-MARITIMES. Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, tome XX, 1 fascicule.

HAUTE-GARONNE. Société d'histoire naturelle, à Toulouse, tome 39, 1906, bulletin trimestriel, nos 3 et 4, 1 fascicule.

HAUTE-VIENNE. Société archéologique et historique du Limousin, tome LVII, 1^{re} livraison, 1 fascicule.

LOIRE-INFÉRIEURE. Société archéologique, bulletin, année 1907, tome 48, 1^{er} semestre, 1 fascicule.

— Société des sciences naturelles de l'ouest de la France, 2^e série, tome VII, 1^{er} et 2^e trimestres de 1907, 1 fascicule.

LOIRET. Société archéologique de l'Orléanais, bulletins nos 186 et 187, 2 fascicules.

RHÔNE.	Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, avril-septembre 1907.
SAÔNE-ET-LOIRE.	Société d'histoire et d'archéologie, 2 ^e série, tome 2, première partie (Tome X de la collection), 1 fascicule.
SEINE.	Société des études historiques, mars-avril 1907, 1 fascicule.
—	Société d'anthropologie, bulletins et mémoires 1907, n ^o 1, 1 fascicule.
SEINE-INFÉRIEURE.	Commission départementale des antiquités de la Seine-Inférieure, tome XIV, 1 ^{re} livraison, 1 fascicule.
SEINE-ET-MARNE.	Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, bulletins n ^{os} 7 et 8 (1907) 2 fascicules.
ANGLETERRE.	Cambridge antiquarian Society, 20 oct. 1905-28 mai 1906, 1 volume.
ÉTATS-UNIS.	The American geographical Society, bulletin n ^o 8, août 1907, 1 fascicule.

Dons.

Les Schistes et quartzites graphitiques du Morbihan, avec une carte hors texte. — (Extrait du Bulletin des services de la carte géologique de la France et des topographies souterraines, publié par le ministère des travaux publics.) — Par M. Ch. Pussenot, capitaine à la direction d'artillerie de Grenoble.

Sur les schistes et les quartzites graphitiques de Berric et sur leurs relations avec ceux du Morbihan, de Sarzeau-Guérande et de Belle-Ile. (Extrait des comptes rendus des séances de l'Académie des sciences.) — Par M. Pussenot, capitaine à la direction d'artillerie de Grenoble.

Don de l'auteur.

Curiosités sur l'histoire de la médecine. — (Extrait des comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Lyon 1906.) Par M. E. Rivière, directeur à l'école des Hautes-Études au Collège de France.

Trente-sept années de fouilles préhistoriques et archéologiques en France et en Italie. (Extrait des comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Lyon 1906.) — Par M. E. Rivière, directeur de l'École des Hautes-Études au Collège de France.

Don de l'auteur.

Pour le musée d'histoire naturelle : Pouce de crabe capturé sur le littoral morbihannais, offrant le phénomène rare d'être muni d'une double pince.

Don de M. le Dr Letoux.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Communications diverses. — Au sujet de la communication à la séance dernière, relative à une *genette commune* capturée en Saint-Jean-Brévelay, M. H. de Cussé fait connaître que la *genette commune* se rencontre assez fréquemment dans la Vendée et même la Loire-Inférieure.

M. Le Mené lit une étude sur les « *Ursulines du Faouët.* »

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

661° SÉANCE

24 SEPTEMBRE 1907

PRÉSIDENTE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, Ribonlot et Ducourtioux.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 septembre 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, août 1907, 1 fascicule.

Revue Morbihannaise, août 1907, 1 fascicule.

Service du ministère.

Bulletin mensuel du bureau central météorologique, juillet 1907.

Échanges.

AVEYRON.

Société des lettres, sciences et arts, procès-verbaux, tome 20. Mémoires, tome 16, 2^e partie, 2 volumes.

HÉRAULT.	Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault, annales, N° 4, juillet-août 1907, 1 fasc.
—	Société d'étude des sciences naturelles, bulletin, année 1905-1906, 1 fascicule.
MAYENNE.	Commission historique et archéologique de la Mayenne, bulletin N° 74, 1 fascicule.
MEURTHE-ET-MOSELLE.	Société académique de Stanislas, mémoires, 6 ^e série, tome 4, 1 volume.
NORD.	Société dunkerquoise, mémoires, tome 44, 1 vol.
ORNE.	Société historique et archéologique de l'Orne, bulletin, tome 26, 3 ^e trimestre, 1 fascicule.
RHÔNE.	Bulletin historique du diocèse de Lyon, N° 46, 1 fascicule
SEINE.	Société philomathique, bulletin, tome 8, 1 volume.
SOMME.	Société des antiquaires de Picardie, bulletin, année 1907, 1 ^{er} trimestre, 1 fascicule.
VIENNE.	Société des antiquaires de l'Ouest, bulletins et mémoires, tome 30, 1 volume.

Acquisitions.

La Bretagne et les Bretons au 16^e siècle, fascicule 4.

Dons.

Les Ancêtres d'Adam, par Victor Meunier, 6 exemplaires.

Le Criterium, présentation et controverses, dernier chapitre, par A. Thieullen, 8 exemplaires. Don de M. Thieullen.

Soldats morbihannais morts dans les hôpitaux pendant les guerres de la Révolution. 1792-1796. 2^e liste — Campagnes de l'an III (1794-1795). Manuscrit par M. Louis Grosjean. Don de l'auteur.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Présentation. — M. de Caillavet — avenue Hoche, 12, Paris — est présenté comme membre titulaire non résidant.

Correspondance. — Invitation de la municipalité de Pontivy à prendre part aux grandes fêtes du 21 au 29 septembre 1907, à l'occasion de l'inauguration de l'école supérieure de filles et du buste de Le Perdit.

M. le Président est chargé de transmettre les remerciements de la Société:

LA GENETTE DE VENDÉE EN MORBIHAN

M. le Dr Marcel BAUDOUIN adresse la *communication* suivante :

« Comme l'a rappelé notre collègue, M. H. de Cussé, la *Genetta vulgaris* s'observe assez fréquemment en *Loire-Inférieure* et en *Vendée* : ce qui explique sa présence dans le *Morbihan*, puisque c'est une espèce *méridionale* !

Pourtant, si, en *Loire-Inférieure*, elle s'avance parfois jusqu'à la rive gauche de la Loire (ce qui n'a rien d'étonnant, étant donné qu'elle est très commune en *Vendée*), elle est bien *plus rare*, et de beaucoup, sur la rive droite de la Loire (1). C'est donc ce fleuve qui paraît être sa *limite naturelle*, en raison de sa largeur depuis Ancenis jusqu'à la mer, sans parler de ce qui se passe en *Maine-et-Loire* et plus loin.

Jusqu'à présent, je ne connais que quatre captures en *Loire-Inférieure*, toutes d'ailleurs faites sur la rive gauche (1, Bouaye ; 2, Basse-Goulaine ; 1, aux Sorinières, près Nantes), d'après l'ouvrage de mon maître, le professeur Louis Bureau.

Sait-on que cet auteur a cité aussi, dans cet ouvrage (2), une capture en *Morbihan*, à *Saint-Jacut* ? La genette en question se trouve dans la collection de l'institution Saint-Sauveur à *Redon*. En tout cas, cette dernière prise devait être rapprochée de celle de *Saint-Jean-Brévelay* !

Mais restons dans la *Vendée*. Comme l'a dit M. Louis Bureau, la *Genetta vulgaris* est très répandue dans la *Vendée* : « Les fourreurs de Nantes en reçoivent chaque année un grand nombre de peaux. »

Pour mon compte personnel, quand, étudiant en médecine à Nantes, je disséquais tous les animaux envoyés à M. Charron, fourreur taxidermiste, rue d'Orléans (années 1882 et 1883), j'ai constaté que cet industriel en recevait assez souvent ; et je retrouve, dans une note, mention d'une genette qui me procura des vers intestinaux, que je possède encore.

Il en existe, je crois, un exemplaire naturalisé au musée de Nantes et originaire de la *Vendée*, si mes souvenirs sont exacts.

Les anciens auteurs ont d'ailleurs signalé la présence de la genette dans ce pays depuis assez longtemps. C'est ainsi que A. D. de la Fontenelle de Vaudoré (3) l'indique sous le nom de *Genetta viverra* en 1844, si Cavoleau ne la mentionne pas en 1818 (par oubli d'ailleurs). Mais Piet (4) ne l'indique pas pour l'île de Noirmoutier, quoiqu'il y mentionne le *putois*, dès 1817.

(1) Pourtant, l'animal remonte au-dessus de la Loire. En effet, il a été rencontré jusque dans l'*Eure* par M. Gadeau de Kerville en 1890.

(2) Louis Bureau. — *Coup d'œil sur la faune du département de la Loire-Inférieure*. Nantes, 1898, in-8°, p. 8. — Voir aussi : *Bull. Soc. Sc. Nat. Ouest*, 1894, *proc. verb.*, p. 41.

(3) A. D. de la Fontenelle de Vaudoré. — *Statistique ou Descript. gén. de la Vendée de Cavoleau*. — 2^e Édit., 1844, p. 459.

(4) J. Piet. — *Recherches historiques sur l'île de Noirmoutier*. — Noirmoutier, 1781, p. 350.

Comme on le voit, c'est un animal qui ne se trouve pas dans les îles du littoral vendéen, quoique ces îles aient été réunies au continent à l'époque romaine.

Pourtant, il ne faut pas en conclure que la genette, animal d'origine méridionale, n'a pénétré en Vendée que depuis l'époque romaine, au moins en quantité notable.

Mais il faut cependant se rappeler qu'à l'époque romaine il y avait de grands bois dans nos îles (Forêt de l'île d'Yeu, détruite avant l'an 1200; bois de la Chaise-Dieu, à Noirmoutier) et qu'à la rigueur la Genette aurait pu y trouver un asile.

A ce point de vue, il serait intéressant de savoir si l'on en a trouvé aux îles de Ré et d'Oléron, car elle ne vit guère que dans les parties boisées, c'est-à-dire le *Bocage*, et non pas dans le *Marais* ni même dans la *Plaine*.

Il n'y aurait, par suite, rien d'impossible à ce que la venue de cet animal dans la haute Vendée jusqu'à la Loire (il a poussé sa pointe en Loire-Inférieure, sur une bande de terrain très peu large, de Bouaye à Nantes) ne soit assez tardive. Le lapin était bien inconnu chez nous à l'époque romaine ! »

M. Le Mené lit une étude sur « les Ursulines de Malestroît ».

Le Secrétaire-adjoint, DUCOURTIOUX.

662° SÉANCE

29 OCTOBRE 1907

PRÉSIDENCE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, de la Grancière, Lecadre, Sageret, Riboulot, de Torquat, Bécue, de Closmadeuc, Héliçon, Roger Grand, Ducourtioux et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 octobre 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, septembre 1907, 1 fascicule.

Revue Morbihannaise, septembre 1907, 1 fascicule.

Revue archéologique, juillet-août 1907, 1 fascicule.

Service du ministère.

Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques, section des sciences économiques et sociales, année 1906, 1 fascicule.

Bibliographie annuelle des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France ; tome 5, livraison 2, 1 volume, année 1903-1904, 1 volume.

Bulletin mensuel du bureau central météorologique, août 1907, 1 fascicule.

Échanges.

CANTAL. Société des lettres, sciences et arts de la Haute-Auvergne, revue de la Haute-Auvergne, année 1907, livraison 2, 1 fascicule.

CHARENTE-INFÉRIEURE. Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, revue, tome 27, livraisons 4 et 5, 2 fascicules.

EURE-ET-LOIR. Société dunoise, bulletin N° 151, 1 fascicule.

FINISTÈRE. Société académique de Brest, bulletin 1905-1906, 1 volume.

LANDES. Société de Borda, bulletin, 2^e trimestre 1907, 1 fascicule.

SEINE. Société nationale des antiquaires de France, Bulletins et mémoires—Mémoires, année 1906, 1 volume.

— Association des naturalistes de Levallois-Perret : annales, année 1906, 1 volume ; bulletins, année 1906 N° 4 ; année 1907 N°s 1 et 2, 2 fascicules.

— Société géologique de France, compte rendu sommaire N° 13, 1 fascicule.

SEINE-ET-MARNE. Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, bulletin, année 1907, N°s 9 et 10, 2 fascicules.

TARN-ET-GARONNE. Société archéologique de Tarn-et-Garonne, bulletin, année 1906, 4 fascicules.

Vienne.	Société des antiquaires de l'Ouest, bulletin, 2 ^e trimestre 1907, 1 fascicule.
ALLEMAGNE.	Société des sciences naturelles et de médecine à Giessen. Medizinische abteilung, band 2. Naturwissenschaftliche abteilung, band 1, 2 fasc.
BELGIQUE.	Analecta Bollandiana, tome 26, fascicules 2 et 3, 1 volume.
ÉTATS-UNIS.	The American geographical Society, tome 39, N ^o 9, 1 fascicule.
URUGUAY.	Anales del museo nacional de Montevideo. — Flora Uruguaya, tomo 3, entrega 2, 1 fascicule.

Dons.

Fêtes de Pontivy en septembre 1907, programme et notice sur la ville de Pontivy, par M. E. Gilles, instituteur. Don de l'auteur.

Règlement concernant l'exercice et les manœuvres de l'infanterie du 1^{er} août 1791. — École du soldat (en double), école de bataillon, évolutions de ligne. (Édition Levraut, 1821.)

Instruction provisoire pour le service des troupes en campagne, imprimé par ordre du ministre de la guerre. (Édition Levraut, 1823.)

Règlement sur les réparations, l'entretien et la conservation des armes portatives dans les corps. (Édition Levraut, 1823.)

Ordonnance du roi portant règlement sur le service intérieur, la police et la discipline des troupes d'infanterie. (Édition Levraut, 1824.)

Livre de commandements des manœuvres d'infanterie, par un major d'infanterie.

Les comptes faits de M. Barrême (1742).

Almanach royal de 1829.

Annuaire du Morbihan, 1837.

Les origines historiques de la ville de Vannes, par Alf. Lallemand, 1858.

Don de M. le colonel Antoinat.

Pour le musée d'histoire naturelle :

Liste des lépidoptères ajoutés à la collection en 1907 par M. Chabot, conservateur adjoint du musée d'histoire naturelle :

Vanessa prorsa	Argynnis euphrosyne
Melitea aurinia	Satyrus briseis
Melitea athalia	Syrhictus malvoïdes
Argynnis selene	Syrhictus taras

<i>Hesperia thaumas</i>	<i>Xanthia fulvago</i>
<i>Lycæna baton</i> f.	<i>Xanthia gilvago</i>
<i>Lycæna adonis</i> m.	<i>Orrhodia ligula</i>
<i>Deilephila elpenor</i>	<i>Xylina semibrunnea</i>
<i>Deilephila celerio</i>	<i>Xylomyges conspicillaris</i>
<i>Sesia muscæformis</i>	<i>Pseudophia lunaris</i>
<i>Ino pruni</i>	<i>Tæniocampa gracilis</i>
<i>Zygæna sarpedon</i>	<i>Platenis subtusa</i>
<i>Zygæna purpuralis</i>	<i>Heliothis peltiger</i>
<i>Zygæna filipendulæ</i>	<i>Euclidia</i> mi
<i>Lithosia griseola</i>	<i>Grammodes algira</i>
<i>Sarrhotripa revayana</i>	<i>Hypœna rostralis</i>
<i>Nola confusalis</i>	<i>Acontia lucida</i>
<i>Notodonta tremula</i>	<i>Erastria fasciana</i>
<i>Deiopeia pulchella</i>	<i>Acidalia ochrata</i>
<i>Limacodes testudo</i>	<i>Acidalia subsericcata</i>
<i>Epicnapteryx tarnierella</i>	<i>Acidalia aversata</i>
<i>Agrotis tritici</i>	<i>Zonosoma lincaria</i>
<i>Agrotis crassa</i>	<i>Selenia lunaria</i>
<i>Mamestra dentina</i>	<i>Epione apiciaria</i>
<i>Mamestra trifolii</i>	<i>Phygalia pedaria</i> m.
<i>Mamestra genistæ</i>	<i>Phasiane clathrata</i>
<i>Dianthæcia nana</i>	<i>Aspilates gilvaria</i>
<i>Dianthæcia irregularis</i>	<i>Lytria purpuraria</i>
<i>Dryobota protea</i>	<i>Ortholita cervinata</i>
<i>Leucania pallens</i>	<i>Ortholita limitata</i>
<i>Aporophyla australis</i>	<i>Minoa murinata</i>
<i>Grammesia trigrammica</i>	<i>Lygris testacca</i>
<i>Amphipyra tragopogonis</i>	<i>Fidonia limbaria</i>
<i>Caradrina exigua</i>	<i>Abrascas adustata</i>
<i>Dyschorista fissipuncta</i>	<i>Macaria signaria</i>
<i>Bombycia viminalis</i>	<i>Cidaria variata</i>
<i>Xanthia flavago</i>	<i>Cidaria sordidata</i>

Don de M. Chabot.

Pour le Musée archéologique :

Une montre solaire de l'année 1700 environ (acquisition).

Une montre à ressort en argent de la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Don de M. le chanoine Le Mené.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Admission. — M. A. de Caillavet — avenue Hoche, 12, Paris, —
est admis comme membre titulaire non résident.

Présentation. — M. Levrault, professeur d'histoire au collège « Jules Simon », est présenté comme membre titulaire résident.

Communications diverses. — La Société déclare souscrire à l'ouvrage de M. Frédéric Saulnier. « *Le Parlement de Bretagne.* »

Elle décide également l'abonnement à la « *Revue des questions historiques* » à partir du 1^{er} janvier 1908.

M. Le Mené commence la lecture de son étude : « *Les Ursulines de Muzillac.* »

Le Dr de Closmadeuc rend compte d'une découverte faite récemment par M. de Caillavet, à sa ferme de Bec-er-Ville, en Quiberon.

Sous un monticule de sable, de 60 mètres de diamètre à sa base et d'une hauteur de plus de 7 mètres, on a rencontré *cinq stone cists* ruinés, et les murs d'une sorte de butte en pierres sèches, entourée d'une énorme quantité de coquillages (bernaques, moules, palourdes, huîtres, etc., etc.) et de débris d'ossements d'animaux.

En plus, les objets suivants :

- 1^o Nombreux galets ronds, provenant de la côte.
- 2^o Une grande pierre de granit, circulaire, aplatie, percée d'un large trou, également circulaire — assez semblable à une meule.
- 3^o Un certain nombre de pierres, en forme de pyramides à quatre pans, charbonnées et rougies au feu.
- 4^o De grandes dalles plates, noircies et brûlées, ayant pu servir de foyers.
- 5^o Un assortiment de pesons de filet ou de ligne, dont deux sont ovalaires et cannelés.
- 6^o Beaucoup de poteries grossières.
- 7^o Une fusaïole en terre cuite, couleur brique.
- 8^o Deux ou trois gros clous rouillés.
- 9^o Un instrument de fer à manche d'os.
- 10^o Trois ou quatre fragments d'ardoises épaisses percées d'un trou.

Les fouilles ont été interrompues par le mauvais temps et le départ de M. de Caillavet, — mais seront reprises l'année prochaine, un tiers au moins du monticule restant à aplanir et à explorer.

M. de Caillavet offre les objets à la Société polymathique, pour son musée.

Le Secrétaire lit le mémoire de M. Trévédy : « *Sur l'Armorial de 1696.* »

M. Sageret lit la suite de son ouvrage : « *Le Morbihan pendant le 1^{er} trimestre de l'année 1801.* »

M. Héligon donne connaissance des notes archéologiques et historiques de M. l'abbé Marot, ancien curé-doyen de Rochefort-en-Terre, notes relevées sur plusieurs carnets et sur une grande quantité de lettres.

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

663° SÉANCE

26 NOVEMBRE 1907

PRÉSIDENTE DE M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, Lecadre, de la Grancière, J. de Closmadeuc, de Limur, Mauduit, Levraut, Le Doyen, Ducourtieux, de Torquat et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 novembre 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, octobre 1907, 1 fascicule.

Revue Morbihannaise, octobre 1907, 1 fascicule.

Bibliophiles bretons, procès-verbal de la séance de septembre 1907, 1 fascicule.

Service du ministère.

Annales du bureau central météorologique de France : année 1903, tome 1, mémoires, 1 volume ; année 1904, tome 2, observations, 1 volume ; bulletin mensuel de septembre 1907, 1 fascicule.

Bulletin du comité des sociétés des beaux-arts, octobre 1907, 1 fasc.

Échanges.

AISNE. Société historique et archéologique, annales, année 1906, 1 volume.

BOUCHES-DU-RHÔNE. Annales des facultés de droit et des lettres : faculté des lettres, 1907, tome 1, Nos 1 et 2, 1 fascic. ; faculté de droit, 1907, tome 1, Nos 1 et 2, 1 fasc.

ILLE-ET-VILAINE.	Société archéologique, bulletins et mémoires, tome 37, 1 ^{re} partie, 1 volume.
LOIR-ET-CHER.	Société des sciences et lettres du Loir-et-Cher, mémoires, tomes 17 et 18, 1903, 1904, 8 fasc.
LOIRET.	Société archéologique de l'Orléanais, bulletin, N° 188, tome 14, 1 fascicule.
MORBIHAN.	Conseil général du Morbihan, 2 ^e session de 1907, 1 volume.
SARTHE.	Société historique et archéologique du Maine, revue, 2 ^e semestre 1906, 1 ^{er} semestre 1907, 2 volumes.
SEINE.	Société des études historiques, revue, mai-août 1907, N°s 51-52, 1 fascicule.
—	Société d'anthropologie, bulletins et mémoires, tome 8, fascicule 2, 1 fascicule.
—	Société géologique de France, compte rendu sommaire N° 14, 1 fascicule.
—	Musée Guimet, bibliothèque de vulgarisation : tome 22, bouddhisme, 1 volume ; tome 25, conférences 1906-1907, 1 volume ; tome 26, conférences 1901-1902, 1902-1903, 1 volume ; tome 27, conférences 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906, 1 volume.
BELGIQUE.	Analecta Bollandiana, tome 26, fascicule 4, 1 fasc.
ÉTATS-UNIS.	The American geographical Society, bulletin, N° 10, octobre 1907, 1 fascicule.
—	The American philosophical Society, proceedings, N° 185, 1 volume.
—	The Lloyd library, bulletin N° 9, reproduction, séries N° 5, 1 fascicule ; the phalloids of austrialasia, 1 fascicule ; the nidulariaceæ, 1 fascicule ; mycological notes N°s 24, 25, 26, 3 fascicules.

Acquisition.

La Bretagne et les Bretons au xvi^e siècle, N° 5, 1 fascicule.

Don.

Une seigneurie du Porhoët : *Trégranteur* — par le V^e Hervé du Halgouet, 1 volume. Don de l'auteur.

Des remerciements sont votés au donateur.

Admission. — M. Levraut, professeur d'histoire au collège « Jules Simon », est admis comme membre titulaire résidant.

Communications diverses. — M. Lallement annonce qu'il a été informé dernièrement par M. Coudrin, ingénieur, notre collègue, que des fouilles avaient été opérées sous le tumulus de l'Ile-Longue.

A ce propos, M. Lallement demande à ses collègues s'ils connaissent une relation quelconque des fouilles opérées ces dernières années, tant au mont Saint-Michel qu'au Petit-Mont. Sur leur réponse négative, il fait ressortir combien il est regrettable pour l'archéologie ainsi que pour la Société polymathique, qui, à différentes reprises, a étudié ces deux monuments, qu'un compte rendu, même sommaire, des fouilles nouvelles n'ait pas été publié.

Le Dr de Closmadeuc exhibe devant la Société un buste en marbre, provenant du village de Beaumer, en Carnac.

« Dans les premiers jours de novembre, dit le Dr de Closmadeuc, je recevais, dans mon cabinet, la visite de M. Mercié, trésorier des invalides à Auray. Il venait me montrer un *petit buste, en marbre blanc*, qu'il avait acheté, me dit-il, d'un paysan de Beaumer, nommé Audic.

Celui-ci lui raconta que la statuette avait été trouvée, par son défunt grand-père, parmi des décombres, au village de *Beaumer, en Carnac*, sans pouvoir préciser exactement l'endroit et l'époque.

Le grand-père, considérant la statuette comme l'image d'un saint quelconque, l'avait badigeonnée de chaux et placée sur sa cheminée, où elle est restée jusqu'au moment où M. Mercié l'a vue. — Elle a été confiée, pour la nettoyer, à un ouvrier qui, s'apercevant que la tête tenait à peine au tronc, l'a soudée au moyen de plâtre.

M. Mercié m'a prié d'exhiber l'objet devant la Société polymathique.

Le buste a une hauteur totale de 0^m, 225, son poids est de 4^{kg}, 225.

Il représente un personnage chevelu et barbu, vêtu d'une chlamyde grecque.

Indépendamment du mérite de la pièce, au point de vue de l'art, ce buste est intéressant, parce que les découvertes de cette sorte sont rarissimes dans le Morbihan. »

M. Le Mené lit une étude sur les *Ursulines de Muzillac*. C'est la fin de son précieux ouvrage sur les communautés religieuses du Morbihan avant la Révolution.

Dans un travail très documenté, le Dr de Closmadeuc esquisse la biographie d'un artiste de talent, *Jean-Vincent L'hermitais*, né à Vannes, en 1700, place du Marché-au-Seigle, et mort rue du Pot-d'Étain, en 1758. — Prochainement, étude de l'œuvre du peintre, représentée par une trentaine de tableaux, en majorité religieux, dont M. de Closmadeuc fera l'historique et appréciera les qualités.

Compte rendu par M. de la Grancière de la découverte de *Vestiges d'habitations préhistoriques* faite, par M. Le Cunff, instituteur, près de la Villeneuve en Malguénac. — Explorés par M. de la Grancière, ces vestiges, qui peuvent être rapprochés de ceux précédemment découverts par notre collègue dans la région de Pontivy et de ceux également fouillés par M. du Chatellier dans le Finistère, ont donné des débris de *poteries grossières*, du *charbon*, des *pierres brûlées*, quelques belles *lames de silex* malheureusement brisées et un *anneau plat* en schiste poli, très intéressant. La plupart des huttes, qui couvrent un espace assez étendu, sont rectangulaires. Des parapets, aujourd'hui très affaissés, les entourent de tous côtés.

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

664^e SÉANCE

24 DÉCEMBRE 1907

PRÉSIDENTE DE M. MORIO.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Lamy, de Torquat, Sageret, Riboulot, Bécue, Ducontoux, Le Doyen, de la Grancière et Léon Lallement.

PROCÈS-VERBAL LU ET ADOPTÉ

Dépôts et donations. — M. le Président dépose pour la bibliothèque les ouvrages suivants :

Abonnements.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} et 15 décembre 1907, 2 fascicules.

Revue de Bretagne, novembre 1907, 1 fascicule.

Revue Morbihannaise, N^o 11, novembre 1907, 1 fascicule.

Revue archéologique, septembre-octobre 1907, 1 fascicule.

Bibliophiles bretons. *Croniques et ystoires des Bretons*, par Pierre Le Baud, tome 1, 1 volume.

Bulletin monumental, année 1907, Nos 3 et 4, 1 volume.

Association française pour l'avancement des sciences, bulletin N° 8, 1 fascicule.

Échanges.

CHARENTE.	Société archéologique et historique de la Charente, bulletin et mémoires, années 1906-1907, 1 volume.
CHARENTE-INFÉRIEURE.	Académie des belles-lettres, sciences et arts de La Rochelle, annales, 1906-1907, 1 volume.
—	Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, bulletin, tome 27, livraison 6, 1 fascicule.
EURE.	Société normande d'études préhistoriques, bulletin, tome 14, année 1906, 1 volume.
GARD.	Académie du Gard, mémoires, tome 29, année 1906, 1 volume.
LOIRET.	Société archéologique de l'Orléanais, mémoires, tome 31, 1 volume.
MARNE.	Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne, tome 9, années 1905-1906, 1 volume.
NORD.	Bibliothèque universitaire de Lille, bulletin, année 1907, N° 3, 1 fascicule.
RHÔNE.	Bulletin historique du diocèse de Lyon, N° 47, 1 fascicule.
SEINE.	Société d'anthropologie, année 1907, N° 3, 1 fascicule.
—	Société géologique de France, procès-verbaux, Nos 15 et 16, 2 fascicules.
SEINE-ET-MARNE.	Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux, bulletin, N° 11, année 1907, 1 fascicule.
ANGLETERRE.	Cambridge antiquarian Society, list of the members 1907, 1 fascicule.
ÉTATS-UNIS.	The American geographical Society, bulletin, N° 11, novembre 1907, 1 fascicule.
—	The American philosophical Society, bulletin, N° 186, 1 fascicule.

Dons.

L'école d'anthropologie de Paris, 1876-1906, 1 volume.

Don de l'école d'anthropologie.

Massage du cœur dans un cas de collapsus chloroformique mortel (2 exemplaires) — par M. le docteur Letoux.

Un cas d'Encéphalocèle opéré avec succès chez un enfant de 34 jours, (6 exemplaires) — par M. le docteur Letoux.

Don de l'auteur.

Revue des questions historiques: N° 145, 1^{er} janvier; N° 148, 1^{er} octobre 1903 et année 1907 complète — 6 fascicules.

Don de M. Sageret.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Correspondance. — Lettre de M. l'abbé Héligon. — M. l'abbé Héligon annonce qu'il a commencé des fouilles et pratiqué des sondages aux environs du temple gallo-romain de « La Grée-Mahé. »

M. le juge d'instruction du tribunal de Saint-Pol fait connaître qu'il a été soustrait à la Bibliothèque de la ville de Saint-Pol (Pas-de-Calais) un livre d'heures ancien enrichi de 15 miniatures : in-8° carré de 152 feuillets; écriture semi-gothique du xiv^e siècle à grands caractères; reliure en bois recouvert de veau brun frappé sur chaque plat d'ornements figurant deux évêques, tranches dorées; reliure en mauvais état — hauteur : 145 millimètres; largeur : 105 millimètres. Sur la feuille de garde se lit une prière commençant ainsi, écrite en caractères du xvi^e siècle : « O glorieuse mère Madame Sainte Anne, que de toi du ciel est venue la manne. . »

Lettre de M. Trévédý, au cours de laquelle notre collègue adresse à la Société ses meilleurs vœux pour l'année qui va commencer.

Communications diverses. — M. Lallement rend compte de la découverte à Coët-er-Garf, en Elven, d'une sépulture de l'âge du bronze.

Élection de la Commission des finances. — Sont élus : MM. Lamy, Taslé, de Limur.

Commission météorologique. — Les membres de la Société désignés pour faire partie de cette commission sont : MM. Morio, Riboulot, Le Doyen, Leguillon, de la Grancière, Sageret et Ducourtieux.

M. de Closmadeuc lit la suite de son étude : *Un peintre vannetais au XVIII^e siècle : Jean-Vincent L'hermitais.*

M. Sageret continue la lecture de son étude : « *Le Morbihan pendant le premier trimestre de l'année 1801.* »

La Société fixe au 14 janvier la date de la séance supplémentaire.

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

SEANCE SUPPLÉMENTAIRE

DU MARDI 14 JANVIER 1908

Présidence de M. MORIO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. Morio, Le Mené, Le Cadre, Gorel, Leguillon, Levrault, Ducourtioux, Le Doyen, de Torquat de la Coulerie, Sageret, Lamy, Riboulot, de Cussé et Léon Lallement.

M. le Président annonce qu'il va être procédé au renouvellement partiel du bureau pour 1908.

Le scrutin est aussitôt ouvert pour l'élection d'un vice-président. Pendant la demi-heure qui s'écoule avant le dépouillement, MM. les conservateurs des musées d'archéologie et d'histoire naturelle, ainsi que le conservateur de la bibliothèque, donnent lecture de leurs rapports annuels.

Les divers scrutins donnent les résultats suivants :

Vice-Président : M. de CLOSMADÉUC.

Secrétaires-adjoints : MM. DUCOURTIOUX et LEVRAULT.

Conservateurs-adjoints du Musée archéologique : MM. LE BRIGAND
et DE LA GRACIÈRE.

Conservateurs-adjoints du Musée d'histoire naturelle : MM. HUCHET
et CHABOT.

Conservateurs-adjoints de la Bibliothèque : MM. ESTIENNE et
LALLEMENT.

Il est ensuite procédé au renouvellement des Commissions per-
manentes :

Sont élus :

Membres de la Commission des fouilles : MM.
MORIO.
DE LIMUR.

Membres de la Commission des publications : DE LA GRACIÈRE.
SAGERET.
LE BRIGAND.

Membres de la Commission des achats divers : CHABOT.
LE DIGABEL.

Le Secrétaire, LÉON LALLEMENT.

LISTE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

AVEC LESQUELLES

LA SOCIÉTÉ POLYMATHIQUE EST EN RELATION

AISNE.	Société historique et archéologique, à Château-Thierry.
ALPES-MARITIMES.	Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.
AUBE.	Société académique d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres, à Troyes.
AUDE.	Commission archéologique de Narbonne.
AVEYRON.	Société des lettres, sciences et arts, à Rodez.
BASSES-PYRÉNÉES.	Société des Sciences, lettres et arts, à Pau.
BOUCHES-DU-RHÔNE.	Société de statistique, à Marseille.
—	Annales des facultés de droit et des lettres, à Aix.
CANTAL.	Société des lettres, sciences et arts de la Haute-Auvergne, à Aurillac.
CHARENTE.	Société archéologique et historique de la Charente, à Angoulême.
CHARENTE-INFÉRIEURE.	Académie des belles-lettres, sciences et arts de la Rochelle.
—	Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.
CHER.	Société des antiquaires du Centre, à Bourges.
CÔTES-DU-NORD.	Société d'émulation, à Saint-Brieuc.
CREUSE.	Société des sciences naturelles et archéologiques, à Guéret.
DEUX-SÈVRES.	Société historique et scientifique, à Niort.
DOUBS.	Société d'émulation, à Besançon.
EURE.	Société normande d'études préhistoriques, Évreux.

EURE-ET- LOIR.	Société dunoise, à Châteaudun.
—	Société archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.
FINISTÈRE.	Société académique de Brest.
—	Société archéologique du Finistère, à Quimper.
GARD.	Académie du Gard, à Nîmes.
—	Société d'étude des sciences naturelles de Nîmes, à Nîmes.
GIRONDE.	Société archéologique de Bordeaux.
—	Société linnéenne de Bordeaux.
HAUTE-GARONNE.	Société arch. du midi de la France, à Toulouse.
—	Société d'histoire naturelle, à Toulouse.
—	Université de Toulouse, à Toulouse. (Bibliothèque de l'Université, 2, rue de l'Université.)
HAUTE-SAÔNE.	Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône, à Vesoul.
HAUTE-VIENNE.	Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.
—	Société « Les amis des sciences et arts de Rochechouart. »
HÉRAULT.	Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault, à Montpellier.
—	Société d'études des sciences naturelles, à Béziers.
ILLE-ET-VILAINE.	Société archéologique, à Rennes.
—	Annales de Bretagne, Faculté des lettres de Rennes.
—	Société historique et archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo.
INDRE-ET-LOIRE.	Société archéologique de Touraine, à Tours.
LANDES.	Société de Borda, à Dax.
LOIR-ET-CHER.	Société archéologique du Vendômois, à Vendôme.
—	Société des sciences et lettres du Loir-et-Cher, à Blois.
LOIRE-INFÉRIEURE.	Société archéologique, à Nantes.

LOIRE-INFÉRIEURE.	Société académique, à Nantes.
—	Société des sciences naturelles de l'ouest de la France. Nantes, secrétariat du muséum d'histoire naturelle.
—	Archives départementales, à Nantes.
—	Bibliothèque municipale de la ville de Nantes.
LOIRET.	Société archéologique de l'Orléanais, à Orléans.
—	Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans, à Orléans.
MAINE-ET-LOIRE.	Société nationale d'agriculture, sciences et arts, à Angers.
MANCHE.	Société académique de Cherbourg.
—	Société nationale des sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg.
MARNE.	Société des sciences et arts de Vitry-le-François.
—	Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne, à Châlons-sur-Marne.
MAYENNE.	Commission historique et archéologique de la Mayenne, à Laval.
MEURTHE-ET-MOSELLE.	Société académique de Stanislas, à Nancy.
MORBIHAN.	Société bretonne de géographie, à Lorient.
—	Conseil général du Morbihan.
—	Archives départementales, à Vannes.
—	Bibliothèque publique, à Vannes.
—	Bibliothèque publique, à Lorient.
NORD.	Société dunkerquoise, à Dunkerque.
—	Bibliothèque universitaire de Lille, rue Jean-Bart, 1.
OISE.	Société académique d'archéologie, sciences et arts de l'Oise, à Beauvais.
—	Société d'études historiques et scientifiques, à Beauvais.
—	Comité archéologique de Senlis.
ORNE.	Société historique et archéologique de l'Orne, à Alençon.

RHÔNE.	Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.
—	Bulletin historique du diocèse de Lyon.
SAÔNE-ET-LOIRE.	Société d'histoire et d'archéologie, à Chalon-sur-Saône.
—	Académie de Mâcon.
SARTHE.	Société d'agriculture, sciences et arts, au Mans.
—	Société historique et archéologique du Maine, au Mans.
SAVOIE.	Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, à Chambéry.
SEINE.	Société des études historiques, 82, rue Bonaparte, Paris.
—	Société de médecine légale de France, au Palais de Justice, Paris.
—	Société philomathique, à la Sorbonne, Paris.
—	Société d'anthropologie, rue de l'École-de-Médecine, 15, Paris.
—	Société nationale des antiquaires de France, au musée du Louvre, Paris.
—	Société d'ethnographie du Trocadéro.
—	Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.
—	Association des naturalistes de Levallois-Perret, rue Lannois, 37 ^{bis} , Levallois-Perret.
—	Société géologique de France, rue Serpente, 28 Paris.
—	Bulletin du Comité des sociétés des Beaux-Arts des départements. Direction des Beaux-Arts. Bureau de l'Enseignement et des manufactures nationales, rue de Valois, 3, Paris.
—	Musée Guimet, XVI ^e arrondissement, Paris.
SEINE-INFÉRIEURE.	Commission départementale des antiquités de la Seine-Inférieure, à Rouen.
—	Société nationale havraise d'études diverses, au Havre.
SEINE-ET-MARNE.	Syndicat agricole de l'arrondissement de Meaux.

SEINE-ET-OISE.	Société archéologique de Rambouillet.
SOMME.	Académie des sciences, des lettres et des arts d'Amiens.
—	Société des antiquaires de Picardie, au musée de Picardie, à Amiens.
—	Société d'émulation d'Abbeville.
TARN-ET-GARONNE.	Société archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.
VAR.	Société académique du Var, à Toulon.
—	Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan.
VENDÉE.	Société d'émulation de la Vendée, à la Roche-sur-Yon.
VIENNE.	Société des antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
YONNE.	Société des sciences historiques et naturelles, à Auxerre.
ALGÉRIE.	Société archéologique de la province de Constantine, à Constantine.
ALLEMAGNE.	Société des sciences naturelles et de médecine à Giessen (Hesse-Darmstadt).
ALSACE-LORRAINE.	Académie de Metz.
ANGLETERRE.	Anthropological Institute of Great-Britain and Ireland, à Londres.
—	Royal archeological Institute of Great-Britain and Ireland, à Londres.
—	Cambridge antiquarian Society, à Cambridge.
—	Antiquaries of Scotland, Édimbourg.
—	Royal institution of Cornwall, Truro.
BELGIQUE.	Analecta Bollandiana, Boulevard militaire, N° 775, Bruxelles.
—	Société d'archéologie de Bruxelles, à Bruxelles.
CANADA.	The canadian Institute (58 Street East 58), Richemond.
DANEMARK.	Société royale des antiquaires du Nord, à Copenhague.
ÉTATS-UNIS.	Smithsonian institution, à Washington.

ÉTATS-UNIS.	The American geographical Society, à New-York.
—	The American philosophical Society, à Philadelphie.
—	The Lloyd library. Cincinnati, Ohio.
RUSSIE.	Société impériale des naturalistes de Moscou.
SUÈDE.	Witterhets historie och antiquitets akademien, à Stockholm.
—	Institution géologique de l'Université royale d'Upsala.
SUISSE.	Société neuchâteloise de géographie, Neuchâtel.
URUGUAY.	Anales del museo nacional de Montevideo.

REVUES ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ POLYMATHIQUE

Revue des Deux-Mondes.
Revue de Bretagne.
Revue morbihannaise.
Revue archéologique.
Revue épigraphique.
Revue de l'histoire des religions.
Bibliophiles bretons.
Répertoire de bio-bibliographie bretonne.
Bulletin des travaux historiques et scientifiques.
Congrès archéologiques de France (Société française d'archéologie).
Bulletin monumental.
Association française pour l'avancement des sciences.
Lectures pour tous.

Bienfaiteurs de la Société polymathique

MM. THOMAS-DUCORDIC.

JEAN-MARIE GALLES.

AMAND TASLÉ.

LE VANNIER.

JULES LEROY. — ABEL LEROY.

LÉON DE CUSSÉ.

Comte DE LA MONNERAYE.

Dr ALPHONSE MAURICET.

E. DE KERLINOU.

LISTE DES MEMBRES

AU 31 DÉCEMBRE 1907

MEMBRES A VIE

DUCOURTIOUX, rue Thiers, Vannes, titulaire résidant.

GUILLEVIC (l'abbé), supérieur de l'établissement Saint-Michel, à Priziac, Morbihan, titulaire résidant.

VILLEMÂIN, inspecteur général des finances, rue d'Orléans, Rennes, titulaire non résidant.

MEMBRES TITULAIRES RÉSIDANTS

ANDRÉ (JULES) (1901).

AVENEAU DE LA GRANCIÈRE (C^{te}), château de Beaulieu, en Bignan (1890).

BÉCUE (Dr), médecin-adj. des asiles publics d'aliénés, Lesvellec (1906).

BOISECQ (CHARLES), (1900).

BOURCY, étudiant, villa des Roses, Arcal (1906).

BUGUEL, notaire (1886).

CARADEC (ALBERT), ancien député (1869).

CARDINAL, photographe (1882).

CHABOT (ÉMILE) (1897).

CHAUFFIER (l'abbé), chanoine honoraire (1865)..

CHURCHILL, villa Mané-Ty-Gouard, Carnac (1904).

COUDRIN, ingén^r chef du service des chemins de fer du Morbihan (1906).

DAVID (Dr) (1900).

DE BOISSEGUIN, receveur de l'enregistrement en retraite (1880).

DE CLOSMADÉUC (Dr), membre correspondant de l'Académie de médecine (1858).

DE CUSSÉ (HENRI), château de Kergolher, en Plaudren (1884).

DE KERSAUZON (LOUIS), château de la Ferrière, Buléon (1904).

DE LAGATINERIE (Bon), château du Nêdo, Plaudren (1880).

- DE L'ESTOURBEILLON (Mis RÉGIS), inspecteur divisionnaire de la Société française d'archéologie, député du Morbihan, Paris, 3, boulevard Montmartre (1890).
- DE LIMUR (ALEXANDRE) (C^{te}) (1901).
- DE SÉCILLON (V^{te}), rue Prémion, 1, Nantes (1896).
- DE TORQUAT DE LA COULERIE (1907).
- DU PORTAL (M^{lle}), château de Ménimur, près Vannes (1886).
- ESTIENNE, Archiviste (1884).
- GOREL (l'abbé), Chanoine (1902).
- HUCHET, Avocat (1875).
- LAFOSSÉ, rue S.-Honoré, 265, Paris (1^{er} arrond^t).— Château du Mézo, Plœren (1895).
- LALLEMENT (LÉON) (1877).
- LAMY, Greffier du Tribunal civil de Vannes (1895).
- LANCO (CHARLES), Avoué (1892).
- LE BRIGAND, Pontivy (1875).
- LE CADRE, (l'abbé), Chanoine (1902).
- LE DIGABEL (l'abbé), Chanoine (1892).
- LE DOYEN, Ingénieur (1907).
- LEGUILLON (ALEXIS) (1889).
- LE MENÉ (l'abbé), Chanoine (1872).
- LE PENVEN (l'abbé), Aumônier du collège Jules-Simon (1892).
- LE THIEC, ancien notaire, Vannes (1905).
- LETOUX (Dr) (1883).
- LEVRAULT, Professeur d'histoire au collège « Jules Simon » (1907).
- LUNVEN, ancien Magistrat (1884).
- MARCHAIS (MAURICE), Avocat (1900).
- MARTIN (Dr), (1893).
- MOREL (ALBERT) (1902).
- MORIO, Pharmacien en chef de la Marine, professeur de chimie aux écoles de médecine navales, en retraite (1896).
- MOTEL (Dr), (1890).
- RIBOULOT, Ingénieur des arts et manufactures, chef de l'exploitation des chemins de fer du Morbihan (1906).
- ROUSSIN, château de Coët-Ihuel, Sarzeau (1906).
- SAGERET (ÉMILE), château de Kervihan en Carnac (1897).
- DIRECTEUR de l'école libre Saint-François-Xavier.
- TASLÉ, ancien Notaire (1862).

MEMBRES TITULAIRES NON RÉSIDANTS

- ARMAN DE CAILLAVET, Avenue Hoche, 12, Paris.
- BAUDOUIN (MARCEL) (Dr), Secrétaire général de la Société préhistorique de France, — 21, rue de Linné, Paris.
- CÉARD (Henri), Port-Haliguen, en Quiberon, — 54, rue Caumartin, Paris.
- CORNUDET (Dr), La Roche-Bernard.
- DE BELLEVUE, à Kerangat, Plumelec.
- DE BELLEVUE (Xavier) (Mis), rue de Robien, Rennes. — Le Moulinroul, Soudan (Loire-Inférieure).
- DE CLOSMADÉUC, Capitaine commandant au 2^e chasseurs, Pontivy.
- DE DANNE (C^{te}), château de Talhouet, Pluherlin.
- DE GOUVELLO (V^{te} ARTHUR), château de Kerheineigan, par Auray, Morbihan.
- DE KERAGONANO (V^{te}), château de Kergonano, en Baden.
- DE LAIGUE (RENÉ) (C^{te}), château de Bahurel, Redon.
- DE SOUSSAYE, château de Keravion, Erdeven.
- DES ROCHETTES (ARMAND-CHARLES), Ingénieur des Arts et Manufactures, rue Lasserre 2, Issy (Seine).
- DESSERTENNE, Entrepreneur de travaux publics, Carnac.
- DU BOISROUVRAY (l'abbé), Vicaire à Billiers.
- DU CHATELLIER, château de Kernuz, Pont-l'Abbé-Lambour (Finistère).
- DU HALGOUET (V^{te} HERVÉ), château de Trégranteur, Josselin.
- DUPLESSIX (JACQUES), chât. du Bois de la Roche, par Mauron (Morb.)
- ÉZANNO (ERNEST), Carnac.
- FILY (LOUIS), Notaire, Carnac.
- FOREST, Conseiller général, Député du Morbihan, parc de Bodélio, Malansac, — 9, rue de Grenelle, Paris.
- GRAND (ROGER), Archiviste paléographe, Kerverho, Arradon.
- GRAFF (le Général), château de Pratel, Plumergat (Morbihan).
- GUILBOT (GASTON), rue de Vaugirard, 66, Paris.
- GOUZERH, Directeur de l'École communale, Guer.
- GUIEYSSE (PAUL), Député du Morbihan, rue Dante, 2, Paris (5^e arr^t).
- HELIGON (l'abbé), Vicaire à Pluherlin.
- HÉMERY, Avocat, Inspecteur des Domaines à La Roche-sur-Yon, rue Chanzy, 30.

LANJUINAIS (C^{te}), Député du Morbihan, rue Cambon, 31, Paris (1^{er} arrondissement). — Château de Kerguéhennec, Bignan.

LAUDREN, Négociant, Quai de la Fosse, 9, Nantes.

LE FRANC (D^r), Carnac.

LE FRAPPER, Juge de paix, Carnac.

LE MASNE, château de Prières, Billiers.

LEMOINE, Conseiller général du Morbihan, — Boterneau, en Melrand.

LE PONTOIS, Capitaine de frégate, en retraite, 20, rue de la Comédie, Lorient.

LE ROUZIC (ZACHARIE), Carnac.

LOTH, doyen de la Faculté des Lettres, Rennes.

MAHÉ, Locmariaker.

MARTIN D'AURAY, Auray. — Château de Crocalan, Carnac.

MARTIN LAUZER, château de Kerdroguen, Pluneret.

MAUDUIT, Conseiller général du Morbihan, maire de Muzillac.

MOREL, Capitaine d'infanterie, 6, rue Duguesclin, Rennes.

OHEIX (ANDRÉ), la Ville-aux-Veneurs, par Loudéac (Côtes-du-Nord).

PIRONNEAU, Avocat général, Amiens (Somme). — Rue de Verneuil 9, Paris.

PUSSENOT, Capitaine d'Artillerie, Briançon (Hautes-Alpes).

QUILGARS (HENRI), 13, rue de Châtillon, Rennes.

RAMIN (HENRI), quai Malaquais, 21, Paris.

REVELIÈRE, Receveur de l'Enregistrement.

STOT (HENRI), rue de la Monnaie, 15, Rennes. — Étel (Morbihan).

WILLOTTE, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, 44, rue du Pont-l'Évêque, Quimper.

MEMBRES HONORAIRES ET CORRESPONDANTS

BAILLET (JULES), Élève de l'École normale supérieure, ancien membre de la mission archéologique au Caire, agrégé de lettres. Rue d'Illiers, 35, Orléans (Loiret).

COLLIGNON (D^r), Président de la Société nationale des sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg.

DA CUNHA (XAVIER), directeur da Bibliotheca national, rua de San Bartholomeu, 12 2^o Lisboa, Portugal.

DE RICCI (SEYMOUR), avenue Henri-Martin, 36, Paris (16^e arrond^t).

DE SAINT-PERN (B^{on}), Directeur des Haras, Libourne.

DROUART, Instituteur public à Surzur.

DUBOIS (RAPHAËL), Professeur à la Faculté des sciences de l'Université de Lyon. Directeur de la station maritime de biologie à Tamaris-sur-Mer (Var).

ESPÉRANDIEU, Commandant, Correspondant de l'Institut, à Saint-Hippolyte-de-Caton, par Vezénobres (Gard).

EVANS (sir John), Britwel, Hemel-Hempstead Berkhamsted, Herts, (Angleterre).

FLEURY (ÉDOUARD), Archéologue, Paris.

HAMARD (l'abbé), Rennes.

LEE (GEORGES-EDMOND), recteur de S.-Pierre-Port, Guernesey.

PACQUETEAU (ARTHUR), à Ténès (Algérie).

PAVOT (ALBERT), Intendant militaire, Rennes.

RIVETT-CARNAC, Aide de Camp de S. M., Londres.

RIVIÈRE (ÉMILE), Directeur à l'École des Hautes-Études, Collège de France, rue Boulaïnvilliers, 63, Paris.

SETON-KARR (HEYWOOD WALTER), Of the British military service in Égypt, 31, Lingfield Road Wimbledon. S. W. Londres.

STÉPHAN (l'abbé), à Groix.

THIEULLEN, rue d'Assas, 72, Paris (6^e arrondissement).

TRÉVÉDY, ancien Président du Tribunal de Quimper, rue de la Préfecture, 1, Laval (Mayenne).

MM. les Membres de la Société qui auraient à indiquer des rectifications pour leurs noms, qualités ou domiciles, sont instamment priés d'adresser leurs réclamations à M. le Secrétaire de la Société, rue des Vierges, 4, Vannes.

BUREAU POUR L'ANNÉE 1908

MM. LE MENÉ, Président.
DE CLOSMADÉUC, Vice-Président.
LÉON LALLEMENT, Secrétaire.
DE TORQUAT DE LA COULÉRIE, Trésorier.
LE MENÉ, Conservateur du Musée archéologique.
LEGUILLON, Conservateur du Musée d'histoire naturelle.
DUCOURTIOUX, Conservateur de la Bibliothèque.

ADJOINTS AUX MEMBRES DU BUREAU

MM. DUCOURTIOUX, } Secrétaires-adjoints.
LEVRAULT, }
LE BRIGAND, } Conservat.-adjts du Musée archéol.
A. DE LA GRANCIÈRE, }
HUCHET, } Conservateurs-adjts du Musée d'histoire naturelle.
CHABOT, }
ESTIENNE, } Conservateurs-adjoints de la Bibliothèque.
LALLEMENT, }

COMMISSIONS POUR L'ANNÉE 1908

	{ LE PRÉSIDENT.
	{ LE VICE-PRÉSIDENT.
Membres de la Commission des fouilles :	{ LE SECRÉTAIRE.
	{ LES 3 CONSERVATEURS
	{ MORIO.
	{ DE LIMUR.
	{ LE BUREAU.
Membres de la Commission des publications :	{ DE LA GRANCIÈRE.
	{ SAGERET.
	{ LE BRIGAND.
	{ LE PRÉSIDENT.
	{ LE SECRÉTAIRE.
Membres de la Commission d'achats divers :	{ LES 3 CONSERVATEURS
	{ CHABOT.
	{ LE DIGABEL.
	{ TASLÉ.
Membres de la Commission des finances :	{ LAMY.
	{ DE LIMUR.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIER SEMESTRE

Allocution de M. Morio en prenant le fauteuil de la présidence..	5
Château de la Roche-Périou. — Par M. Le Mené.....	7
Cordelières d'Auray. — Par M. Le Mené.....	12
Ursulines de Josselin. — Par M. Le Mené.....	21
Ursulines de Ploërmel. — Par M. Le Mené.....	31
Ursulines de Pontivy. — Par M. Le Mené.....	43
Le deuxième semestre de l'année 1800 dans le Morbihan. — La Guerre de police. — Par M. E. Sageret.....	60
Glans préhistoriques. — Par M. Aveneau de la Grancière.....	115
Note sur quelques pierres d'une forme particulière trouvées dans le cromlec'h d' <i>Er-Lanic</i> . — Par M. Aveneau de la Grancière..	123
Découverte d'une flèche néolithique en Saint-Avé. — Les pointes de flèches en silex du musée archéologique de la Société polymathique du Morbihan. — Par M. Aveneau de la Grancière.	127
Découverte scientifique d'un mégalithe funéraire inconnu jusqu'ici par les lignes de direction de menhirs isolés. — Par M. le Dr Marcel Baudouin (de Paris).....	137
A propos d'une inscription phénicienne trouvée en Bretagne. — Par M. H. Ramin.....	141

DEUXIÈME SEMESTRE

Ursulines d'Hennebont. — Par M. Le Mené.....	153
Ursulines du Faouët. — Par M. Le Mené.....	165
Ursulines de Malestroit. — Par M. Le Mené.....	173
Ursulines de Muzillac. — Par M. Le Mené.....	178
Nouveaux villages préhistoriques en Malguénac (Morbihan). — Par M. Aveneau de la Grancière.....	198
Un peintre vannetais au XVIII ^e siècle. — Jean-Vincent L'hermitais (1700-1758). — Par M. le Dr de Closmadeuc.....	203
Le deuxième semestre de l'année 1800 dans le Morbihan. — La Guerre de police (<i>suite</i>). — Par M. E. Sageret.....	228

Sous les sables de Quiberon.— Par M. le Dr de Closmadeuc.....	252
Sur l'Armorial de 1696. — Par M. J. Trévédv.....	258
Notes de M. l'abbé Marot.— Par M. J. Héliçon.....	275
Rapport du Conservateur du Musée archéologique.....	303
Rapport du Conservateur du Musée d'histoire naturelle.....	304
Rapport du Conservateur de la Bibliothèque.....	305
Allocution de M. Morio en quittant le fauteuil de la présidence..	306
Procès-verbaux.....	1
Liste des Sociétés savantes.....	39
Revue et Publications périodiques reçues par la Société polymathique.....	44
Bienfaiteurs de la Société polymathique.....	44
Membres de la Société.....	45
Bureau pour l'année 1908.....	50
Commissions pour l'année 1908.....	50



DC Société polymathique du
611 Morbihan, Vannes
M831S66 Bulletin.
1907 1907

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

